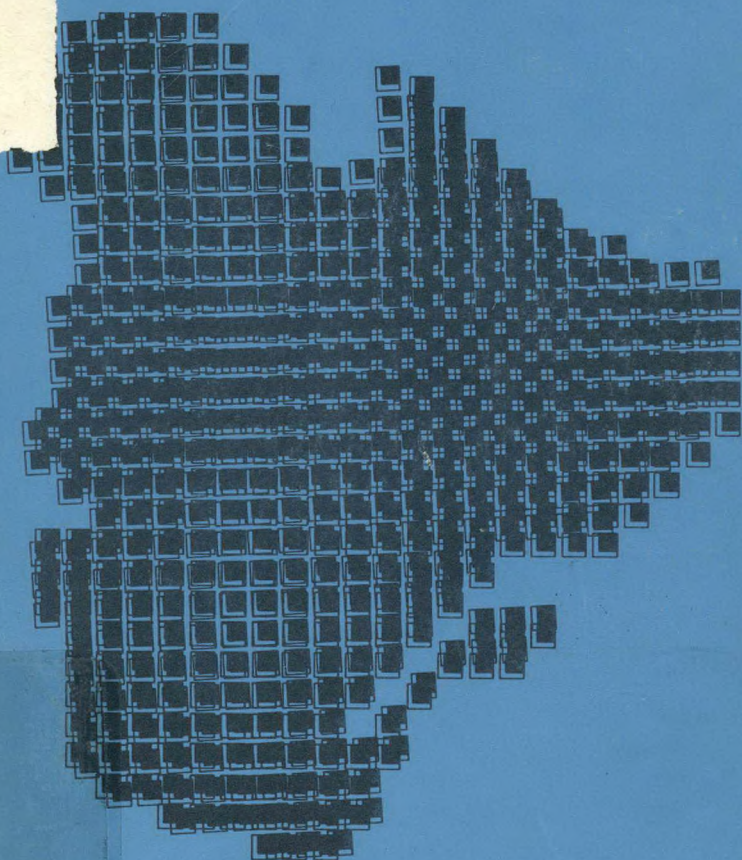


# La situation de la langue française au Québec

## 1 La langue de travail

rapport de la commission  
d'enquête sur la situation  
de la langue française et  
sur les droits linguistiques  
au Québec





**Gouvernement du Québec**

**Rapport de la Commission d'enquête sur la situation  
de la langue française et sur les droits linguistiques  
au Québec**

**Livre I**

**La langue de travail**

**La situation du français  
dans les activités de travail  
et de consommation des Québécois**

**Québec, décembre 1972**

**Commission d'enquête sur la situation de la langue  
française et sur les droits linguistiques au Québec**

<b>Commissaires</b>	<b>Jean-Denis Gendron,</b> <b>Président</b> <b>Madame Madeleine Doyon-Ferland</b> <b>Aimé Gagné</b> <b>Nicolas Mateesco Matte</b> <b>Edward McWhinney</b>
---------------------	--

<b>Secrétaire</b>	<b>Jean-Guy Lavigne</b>
-------------------	-------------------------

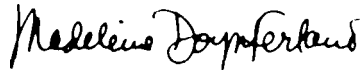
---

Au Conseil des ministres,

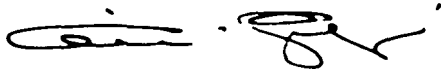
Nous, membres de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, avons l'honneur de présenter, conformément au mandat que nous avons reçu, la première tranche du rapport qui porte sur la situation du français dans les activités de travail et de consommation des Québécois.



Président



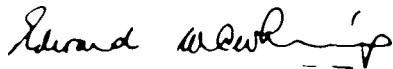
Commissaire



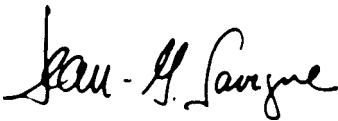
Commissaire



Commissaire



Commissaire



Secrétaire

Montréal, le 31 décembre 1972.



## IV

### **Arrêté en Conseil**

### **Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3958

9 décembre 1968.

### **PRÉSENT:**

Le lieutenant-gouverneur en conseil

**CONCERNANT** une enquête sur la situation de la langue française au Québec et les mesures à prendre pour en assurer le plein épanouissement, ainsi que sur les droits linguistiques des citoyens du Québec.

**VU** la complexité du problème linguistique au Québec et l'urgence d'y apporter des solutions;

**VU** les responsabilités du Québec à l'égard de la langue de la majorité de ses citoyens;

**VU** la nécessité d'une politique linguistique qui tienne compte du caractère du Québec en Amérique du Nord et de ses relations avec les autres provinces du Canada et le gouvernement fédéral;

**ATTENDU QU'**il est essentiel de faire enquête sur la situation de la langue française au Québec;

**ATTENDU QUE** pour les mêmes motifs, il est essentiel de rechercher les moyens les plus aptes à garantir l'exercice des droits linguistiques de la majorité dans le respect des droits de la minorité;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Premier Ministre:

QUE soit constituée, sous l'autorité de la loi des commissions d'enquête, (S.R.Q. 1964, chapitre 11), une commission pour faire enquête et rapport sur la situation du français comme langue d'usage au Québec, et pour recommander les mesures propres à assurer:

- a) les droits linguistiques de la majorité aussi bien que la protection des droits de la minorité;
- b) le plein épanouissement et la diffusion de la langue française au Québec dans tous les secteurs d'activité, à la fois sur les plans éducatif, culturel, social et économique;

QUE monsieur Jean-Denis Gendron et madame Madeleine Doyon-Ferland, de Québec, monsieur Edward McWhinney, monsieur Nicolas Mateesco-Matte et monsieur Aimé Gagné, de Montréal, soient nommés membres de cette commission d'enquête, et que monsieur Jean-Denis Gendron agisse comme président;

QUE monsieur Guy Frégault, de Québec, soit nommé secrétaire de cette commission;

QUE cette commission soit tenue de faire rapport au gouvernement dans les douze mois de la date d'approbation du présent arrêté en conseil ou dans tout autre délai qui sera subséquemment fixé, et que le maximum de ses frais soit fixé à \$100,000.00.

Copie conforme

Jacques Prémont  
*Le Greffier du Conseil exécutif*

Note: M. Guy Frégault a démissionné au mois de septembre 1969 et fut remplacé par M. Jean-Guy Lavigne en décembre 1969.

## VI

### **Arrêté en Conseil**

#### **Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3084

15 octobre 1969

#### **PRÉSENT:**

Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT une enquête sur la situation de la langue française au Québec et les mesures à prendre pour en assurer le plein épanouissement, ainsi que sur les droits linguistiques des citoyens du Québec

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE le délai accordé à la Commission chargée de faire enquête et rapport sur la situation de la langue française au Québec, constituée par l'arrêté en conseil 3958 du 9 décembre 1968 soit prolongé jusqu'au 9 décembre 1970.

Copie conforme

Jacques Prémont,

*Le Greffier du Conseil exécutif*

**Arrêté en Conseil**

**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 4419

2 décembre 1970

**PRÉSENT:**

Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT une enquête sur la situation de la langue française au Québec et les mesures à prendre pour en assurer le plein épanouissement, ainsi que sur les droits linguistiques des citoyens du Québec

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE le délai accordé à la Commission chargée de faire enquête et rapport sur la situation de la langue française au Québec, constituée par l'arrêté en conseil numéro 3958 du 9 décembre 1968 soit prolongé jusqu'au 31 mars 1972.

Julien Chouinard,  
*Le Greffier du Conseil exécutif*

## VIII

### **Arrêté en Conseil**

### **Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3541

20 octobre 1971

### **PRÉSENT:**

Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT une enquête sur la situation de la langue française au Québec et les mesures à prendre pour en assurer le plein épanouissement, ainsi que sur les droits linguistiques des citoyens du Québec

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE le délai accordé à la Commission chargée de faire enquête et rapport sur la situation de la langue française au Québec, constituée par l'arrêté en conseil numéro 3958 du 9 décembre 1968 soit prolongé jusqu'au 31 décembre 1972, date à laquelle la Commission remettra son rapport final au gouvernement, ou à défaut, tous les documents pertinents à son enquête.

Julien Chouinard,  
*Le Greffier du Conseil exécutif*

## Avant-propos

La Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec a été créée le 9 décembre 1968. Elle aura mis quatre ans à produire son rapport. L'ampleur du mandat tout comme certains retards que la Commission a dû subir expliquent le long laps de temps qui s'est écoulé entre les deux événements. Nous décrirons ici brièvement les principales étapes de l'enquête que nous avons menée, et nous dirons quelques mots des tranches du rapport que nous remettons au Gouvernement. (\*)

On peut retracer dans la vie de la Commission cinq étapes bien distinctes qui jalonnent son activité. L'hiver et le printemps de 1969 ont été consacrés à la mise en route des travaux. Tout en accordant l'attention qu'il fallait à l'organisation des audiences publiques, nous nous sommes d'abord attachés à expliciter le mandat qui nous avait été confié et à consigner dans un document à l'intention des pétitionnaires et du grand public la compréhension que nous en avions, ainsi que la façon dont nous envisagions notre tâche. Ce document a été rendu public en avril, au cours d'une conférence de presse, puis, par la suite, abondamment diffusé.

Dès ce moment, il nous est apparu clairement que le mandat avait une ampleur telle qu'il commandait une vaste enquête et qu'il ne pouvait en conséquence être exécuté, ni dans les douze mois, ni avec le budget initialement prévus. Il nous fallait organiser le travail de la Commission en conséquence. Pour nous procurer sans retard

---

\* En se reportant aux appendices, on trouvera des renseignements utiles sur le mandat et les travaux de la Commission.

les ressources financières nécessaires au projet que nous entrevoyions, nous avons soumis au Gouvernement, dès mai, un budget supplémentaire. Les Chambres étant en congé, il ne put être donné suite à cette demande qu'en octobre de la même année. Cependant, dès juillet, le plan de travail général de la Commission était prêt. Ce n'est qu'en décembre qu'on pût commencer à l'exécuter, après avoir reconstitué les équipes de recherche documentaire et scientifique, dont certains membres attendaient depuis juin qu'on voulût bien utiliser leurs services. Il en est résulté pour la mise en route de nos travaux de recherche un retard de quelque six mois. Loin de rester inactifs, nous entreprenions en août la première d'une série de six visites régionales par lesquelles nous visions à avoir une prise directe sur les problèmes linguistiques des régions excentriques aux agglomérations de Montréal et de Québec, d'où originait la majeure partie des mémoires que nous avons reçus.

En septembre 1969, la Commission inaugurait ses audiences publiques. Il y en eut huit, dont chacune dura entre trois et cinq jours. Ces audiences se sont étendues sur neuf mois, pour se terminer en mai 1970. Nous avons reçu deux cent dix mémoires provenant en majeure partie d'associations, de groupements ou d'entreprises industrielles, commerciales et financières. La presse écrite a fait abondamment écho aux propositions qui nous étaient soumises en vue de nous aider à résoudre le problème linguistique québécois. En outre, la Commission a entendu à huis clos un certain nombre de personnes ou de groupes qui trouvaient préférable, en raison de leur situation particulière, de ne pas se prononcer en public. Les mémoires, souvent fort bien documentés, tout comme les avis expérimentés que nous avons reçus, n'ont pas manqué de nous être d'une grande utilité en nous sensibilisant à de multiples aspects d'un problème fort complexe, sans pour autant nous dispenser d'une investigation plus large et plus approfondie.

A partir de janvier 1970, tout en poursuivant les audiences publiques et privées, nous étions en mesure — l'organisation étant maintenant en place — de passer à l'étape de la cueillette des données. Il s'agit d'une opération complexe que nous ne pouvons relater ici dans le détail. Qu'il suffise de dire que nous avons dû faire appel à de nombreux praticiens et experts, tenir de multiples réunions et nous assurer le concours de plusieurs équipes de recherche. Qu'il suffise d'ajouter que l'opération principale, consistant à transformer

des sujets de recherches à peine ébauchés en des projets bien définis et congruents aux besoins de la Commission, s'est avérée longue et difficile. Quoiqu'il en soit, en août, le programme était prêt à être lancé. Il le fut essentiellement au cours des mois de septembre et d'octobre, bien que pour certains projets, le démarrage n'ait eu lieu qu'en novembre et décembre; il le fut, non sans avoir reçu de la part du Gouvernement, une orientation plus spécifique, sans que pour autant le mandat lui-même ait été modifié. Il fut en effet demandé à la Commission, en septembre 1970, de « *s'attaquer d'abord et en priorité aux questions du français langue de travail, de l'intégration des nouveaux Québécois à la communauté francophone du Québec, et des droits linguistiques de nos concitoyens* ». Il s'agissait là de trois sujets majeurs que nous avions déjà distingués comme tels. Tombant d'accord pour les traiter en priorité, nous avons cependant retenu d'autres champs d'enquête qui nous paraissaient étroitement complémentaires des trois premiers: soit, en tout premier lieu, l'enseignement du français comme langue maternelle et comme langue seconde; ensuite, les pratiques et usages linguistiques dans les organisations de services, la place du français dans les activités de divertissements et d'information ainsi que dans la publicité, les aspects démographiques du problème linguistique; enfin, la qualité de la langue, laquelle nous paraissait être, avec la place du français, une interprétation obvie de la partie du mandat qui portait sur « *la situation du français comme langue d'usage* ».

Tout en surveillant l'exécution du programme de recherche par des rencontres, des discussions et une collaboration très ouverte avec les différentes équipes, nous avons repris les visites commencées en août 1969, et depuis ce temps interrompues, mais en leur donnant une orientation nouvelle. Concentrant notre intérêt sur le problème de la langue de travail, nous avons fait, de février à juin 1971, cinq visites à des entreprises industrielles et financières, totalisant douze jours. Des entrevues que nous avons conduites avec la direction, les cadres supérieurs et moyens, le personnel de bureau et de recherche, les contremaîtres, les ouvriers et les chefs des syndicats locaux, nous avons retiré une expérience directe irremplaçable pour comprendre le fonctionnement des langues au sein des entreprises.

A partir de mai 1971, une nouvelle tâche nous attendait : prendre connaissance des résultats de la recherche qui commençaient à nous



parvenir. Cet ensemble de données originales allait s'ajouter à celles que le Service de la documentation nous fournissait en abondance depuis mars 1970. Nous avions prévu que l'exécution des projets de recherche prendrait en moyenne huit mois. Dans certains cas, le délai dut être prolongé de deux à quatre mois, sans que la faute put en être imputée aux équipes de recherche. On sait que la recherche est soumise à toutes sortes d'aléas, en particulier quand elle est poursuivie à l'aide de questionnaires et d'entrevues.

A cet égard, les événements d'octobre 1970 n'ont guère été favorables, ayant rendu les informateurs craintifs et méfiants. Dans d'autres cas, c'est la lenteur à retourner les questionnaires qui a constitué la source de la difficulté. Quoi qu'il en soit, nous n'en avons pas moins subi un retard de quelque trois à quatre mois sur le calendrier que nous avions établi, la remise des rapports s'étant échelonnée de mai à décembre 1971, au lieu de s'arrêter en septembre comme il était prévu.

Cependant, dès août 1971, abordant la quatrième étape, nous demandions aux superviseurs à la recherche, qui avaient tout ce temps travaillé en étroite collaboration avec nous, de préparer le regroupement des données dans des rapports de synthèse, qui allaient servir de point de départ pour la rédaction du rapport final. Une fois mis au point le plan de chacun de ces rapports, les superviseurs, au fur et à mesure qu'ils pouvaient disposer de l'ensemble des données, se mettaient à la tâche. En juin 1972, nous avions en main les rapports de synthèse qui nous permettaient d'aborder la rédaction de trois ou quatre tranches que nous avions prévues pour le rapport final.

Ce bref survol de nos activités ne donne qu'une idée bien incomplète du travail accompli tant par le personnel de la Commission que par les Commissaires eux-mêmes. On s'en rendra compte en consultant les appendices, en particulier celui qui fait voir le déroulement des travaux de la Commission. Mais, aux prises avec un mandat d'une ampleur peu commune, subissant contre leur gré de nombreux retards, n'ayant pas toujours disposé à temps des ressources financières appropriées, constamment bousculés par les événements politiques et pressés par une opinion publique impatiente, les Commissaires n'ont pas été en situation d'accomplir autant qu'ils auraient voulu et avec toute la célérité souhaitée et toute la sérénité qui leur aurait été nécessaire. Quatre années peu-

vent paraître longues à qui attend: elles auront été courtes pour ceux qui avaient à prendre connaissance d'une situation très complexe, sur laquelle on ne savait au départ que fort peu de choses, et à mettre au point des mesures qui pouvaient engager le destin de plusieurs communautés humaines.

Conformément à la demande du Gouvernement, nous remettons en priorité trois tranches de notre rapport: la première porte sur «*La situation du français dans les activités de travail et de consommation des Québécois*»; la seconde, sur «*Les droits linguistiques*»; la troisième, sur «*Les autres groupes ethniques et l'épanouissement du français au Québec*». La quatrième tranche qui devait porter sur «*L'apprentissage et la maîtrise du français*» n'a pu être rédigée. Les matériaux recueillis, qui sont abondants, ont été regroupés dans des rapports de synthèse préparés par les superviseurs. Il restait à leur donner la forme finale correspondant à la pensée des Commissaires.

Chacune de ces tranches traite d'un problème fondamental sous-jacent au mandat de la Commission; chacune d'elles en traite d'une façon restreinte, vu l'ampleur du mandat; vu aussi la connotation plutôt linguistique et juridique que ce mandat comporte, et qui a orienté notre réflexion et nos efforts de ce côté plutôt que dans un sens démographique et culturel.

La première tranche envisage les choses sous un angle purement linguistique, tout en faisant ressortir les relations d'ordre socio-économique qui se déclarent au fur et à mesure qu'on analyse les données recueillies. Cette tranche du rapport traite donc de la situation du français comme langue d'usage — c'est-à-dire du rôle du français par rapport à l'anglais — dans les activités de travail et de consommation des Québécois. Nos enquêtes, bien que partielles dans les activités de consommation, nous permettent cependant de proposer pour ce type d'activités, tout comme pour les activités de travail où nous sommes allés davantage en profondeur, une politique linguistique d'ensemble.

Cette politique est linguistique. Il peut sembler superflu de faire un tel énoncé, et pourtant nous croyons utile de dire ce que nous entendons par là. Nous avons visé essentiellement à faire utiliser davantage la langue française, en la rendant nécessaire dans les activités où elle ne l'est pas. C'est ainsi, croyons-nous, qu'il est possible, au-delà de la diversité linguistique et culturelle des Qué-

bécois, d'assurer à la langue française, en conformité avec le mandat que nous avons reçu, cette large diffusion à laquelle elle a droit au Québec. Si l'on excepte une action gouvernementale plutôt récente et fragmentaire, une telle politique de diffusion n'a été pratiquée d'une façon globale par aucun Gouvernement du Québec.

Cette politique d'utilisation du français a un corollaire obligé: l'apprentissage et la maîtrise de la langue française. C'était le sujet que nous avions projeté de traiter dans la quatrième tranche de notre rapport. Les problèmes posés par l'apprentissage et la maîtrise du français, tant comme langue maternelle que comme langue seconde, ne peuvent pas être résolus, comme on est trop porté à le croire, par une série de recettes et de mesures faciles. Il faut, précédant les moyens, une conception générale des choses. Celle-ci fait actuellement défaut. La réalité contemporaine qui doit fonder toute pédagogie nouvelle, c'est l'utilisation qu'on fait aujourd'hui du langage, utilisation qui est bien différente de celle qu'on en faisait autrefois. Tout découle de cette vérité première. Quoi qu'il en soit, il manquera, croyons-nous, et nous le regrettons, une pièce capitale à la politique linguistique qu'il nous était demandé de proposer.

La troisième tranche porte sur « *Les autres groupes ethniques et l'épanouissement du français au Québec* ». Elle ne traite qu'en filigrane d'un problème beaucoup plus vaste: celui de l'avenir démographique et culturel des Franco-Québécois. C'est-à-dire du problème du « *nombre* ». Sans doute aurait-il mieux valu aborder de front toute cette question. Mais cela aurait voulu dire étudier à fond tous les facteurs qui agissent sur l'augmentation ou la diminution d'une population. Entreprise considérable. Le mandat ne nous ayant pas orientés dans ce sens, nous nous en sommes tenus à l'étude de l'un de ces facteurs: l'intégration linguistique et culturelle des immigrants. C'est le problème que nous traitons dans cette tranche du rapport. Il s'agit d'un problème complexe, qui méritait à lui seul un volume.

À ce propos, une question fondamentale s'est posée à nous: pour assurer le plein épanouissement et la diffusion du français dans tous les secteurs d'activité et sur tous les plans, suffisait-il de prendre des mesures pour qu'on acquière une connaissance d'usage de cette langue et pour qu'on l'utilise quotidiennement, ou fallait-il indiquer en plus où cette langue devait être apprise? Plus parti-

culièrement, s'agissant des enfants d'immigrants, fallait-il dire dans quelles écoles elle devait être étudiée? Etant donné la politique linguistique que nous proposons, il nous a paru sage d'en attendre certains effets. Si, à court terme cependant, elle ne produit pas les résultats escomptés, nous sommes d'avis que le Gouvernement devrait entreprendre une action énergique sur le plan de l'intégration scolaire des enfants d'immigrants. Nous en indiquons les modalités dans la tranche du rapport qui porte sur les droits linguistiques.

La deuxième tranche traite des « *droits linguistiques* ». A vrai dire, nonobstant son numéro d'ordre, elle est le couronnement de tout l'édifice de la politique que nous avons élaborée. Elle circonscrit les droits linguistiques de la majorité et de la minorité, y inclus les immigrants; elle définit les pouvoirs législatifs du Québec en matière de langue, tels qu'ils lui sont conférés par la Constitution du Canada; elle établit les principes qui doivent guider un gouvernement démocratique dans l'usage de ses pouvoirs, en particulier, à l'égard de la minorité.

Nos travaux ont essentiellement eu comme fil conducteur les concepts « *d'utilisation* » et de « *diffusion* » du français, dans un cadre juridique que nous nous sommes attachés à définir avec précision. Il en est résulté des propositions de changement qui, bien étayées par la réalité linguistique et juridique investiguée, nous paraissent conformes au mandat que nous avons reçu du Gouvernement. Pour mener à terme l'entreprise difficile qu'on nous avait confiée, nous avons bénéficié de nombreux concours. Que toutes les personnes qui nous ont apporté leur aide reçoivent ici nos remerciements.



## **Première partie**

### **La situation du français dans les activités de travail**



## **Chapitre premier**

### **La situation**

Le livre premier de notre rapport final est consacré à la situation du français dans les activités de travail et de consommation des Québécois. La première partie traitera de la situation au travail. Après avoir établi celle-ci, nous présenterons un projet de changement qui soit de nature à modifier les rapports de force qui existent actuellement entre l'anglais et le français au Québec. La seconde partie s'occupera de la situation du français dans les activités de consommation.

De la situation du français dans les communications de travail, nous ferons un exposé détaillé, abondamment documenté, qui donnera souvent l'impression d'un exposé technique. Nous en sommes conscients. Mais sur une question aussi controversée que celle de la langue, à propos de laquelle circulent tant d'opinions divergentes et de faits contradictoires, il nous est apparu indispensable de mettre le lecteur en mesure de juger sur pièce, c'est-à-dire, tout comme nous l'avons fait, à partir des données nouvelles et très abondantes que nos investigations nous ont permis de recueillir.

#### **A. L'utilisation du français dans les communications de travail**

Dans cette première partie du chapitre, nous décrirons les usages et les comportements linguistiques des Québécois dans les activités de travail. Nous prendrons ainsi une première vue d'ensemble de la situation, avant d'établir de façon plus systématique, dans la



deuxième partie, les rapports de force qui existent entre l'anglais et le français, au Québec, dans les communications de travail (\*).

Au terme de ces deux parties, le lecteur sera fixé sur la situation du français comme langue d'usage dans le secteur où nous l'étudions présentement. Cependant, pour la compréhension des nombreux pourcentages dont nous ferons abondamment état tout au long de cet exposé, nous étudierons brièvement la composition linguistique et régionale de la population sur laquelle a porté notre enquête, soit la main-d'œuvre québécoise.

### ***1. La main-d'œuvre québécoise: sa composition linguistique et régionale***

La main-d'œuvre se définit comme l'ensemble des individus qui sont sur le marché du travail, c'est-à-dire, qui, à un moment donné, cherchent ou détiennent un emploi dans une organisation de travail. Elle constitue un groupe de personnes plus restreint que ceux qu'on appelle la *population totale* ou la *population active*. Ce dernier groupe inclut, quant à lui, les personnes âgées de quatorze ans et plus qui ne sont pas sur le marché du travail.

La main-d'œuvre québécoise comprenait en janvier 1971, au moment de notre enquête, quelque 2,341,000 personnes, soit 39% de la population totale du Québec, évaluée à 6,021,000 habitants (Voir le Tableau I.1). L'apport des francophones s'élevait à 77.7% de toute la main-d'œuvre, soit 1,820,000 personnes, alors que celui des anglophones et des membres du tiers-groupe linguistique (\*\*) représentait respectivement 14.7% et 7.6% de la même population. Les francophones sont donc fortement majoritaires dans l'ensemble de la main-d'œuvre.

---

\* Nous utilisons essentiellement pour les deux premières parties de l'exposé la grande enquête que nous avons menée auprès de la main-d'œuvre québécoise par l'entremise du Centre de Sondage de l'Université de Montréal, sous la direction de MM. Jacques Brazeau et Serge Carlos, le rapport de recherche préparé par M. Serge Carlos, ainsi que le rapport de synthèse préparé par M. Pierre Laporte, directeur des recherches de la Commission. L'enquête a atteint près de 5000 informateurs des trois groupes linguistiques.

\*\*Le troisième groupe linguistique sera appelé tout au long du rapport, soit le tiers-groupe, soit, par commodité, donc sans intention vexatoire, les « autres », c'est-à-dire les Québécois qui ont une langue maternelle « autre » que le français et l'anglais.

**Tableau I.1**

**Population, population active et main-d'œuvre au Québec en janvier 1971 selon la langue maternelle:  
Montréal et le reste du Québec, en milliers (estimation)**

		Française	(1)	Anglaise	(2)	Autre	(3)	TOTAL
Montréal	Population	1,816 (66.3)	50.9	595 (21.7)	32.8	329 (12)	18.1	2,740 (100)
	Population active	1,322 (64.7)	54.6	446 (21.8)	33.7	276 (13.5)	20.9	2,044 (100)
	Main-d'œuvre	745 (64.1)	56.1	261 (22.4)	35.0	157 (13.5)	21.1	1,163 (100)
Le Québec sauf Montréal	Population	3,046 (92.8)	7.7	193 (5.9)	6.3	42 (1.3)	1.4	3,281 (100)
	Population active	2,101 (92.0)	8.7	146 (6.4)	6.9	38 (1.6)	1.8	3,285 (100)
	Main-d'œuvre	1,075 (91.3)	9.6	83 (7.0)	7.7	20 (1.7)	1.9	1,178 (100)
Ensemble du Québec	Population	(80.7)	23.8	788 (13.1)	16.2	371 (6.2)	7.6	6,021 (100)
	Population active	3,423 (79.0)	26.5	592 (13.7)	17.3	314 (7.3)	9.2	4,329 (100)
	Main-d'œuvre	1,820 (77.7)	28.6	344 (14.7)	18.9	177 (7.6)	9.7	2,341 (100)

1. Cette colonne indique en pourcentage le rapport entre le groupe non francophone et le groupe francophone.
2. Rapport (en %) entre le groupe anglophone et le groupe francophone.
3. Rapport (en %) entre le groupe de langue maternelle autre que le français ou l'anglais et le groupe francophone.

Cependant, il faut le noter, leur participation est moindre que celle des autres groupes: alors qu'ils représentent 80.7% de la population totale, les francophones ne sont plus que 77.7% de la main-d'œuvre. On constate le même phénomène, en observant les rapports entre non-francophones et francophones, au niveau de la population totale et de la main-d'œuvre: ce rapport est de 28.6% dans le premier cas, et de seulement 23.8% dans le second (Tableau I.1).

Aux taux constants de 23.8%, la main-d'œuvre non francophone aurait été de 433,000 personnes au lieu de 521,000, soit 88,000 personnes de moins. Comme cette main-d'œuvre n'est pas également répartie sur le territoire du Québec, mais concentrée dans l'agglomération montréalaise à raison de 80% (418,000 personnes sur 521,000), la participation plus élevée des non-francophones à la main-d'œuvre québécoise peut ne pas être indifférente sur le plan des rapports de force entre les groupes linguistiques dans la région métropolitaine (\*).

C'est en province(\*\*) que s'affirme encore davantage la puissance numérique et proportionnelle des francophones. Là, ils représentent 91.3% (soit 1,075,000 sur 1,178,000) de la main-d'œuvre, contre 77.7% pour l'ensemble du Québec, comme nous venons de le voir. Et la masse des travailleurs non francophones ne compte plus que pour 9.6% (103,000 sur 1,178,000) de celle des travailleurs francophones, dont 7.7% sont des anglophones et 1.9%, des membres du tiers-groupe linguistique. Il s'agit, dans le cas des non-francophones, d'une petite minorité disséminée sur le territoire du Québec. Il sera donc particulièrement intéressant d'observer les comportements linguistiques dans un tel rapport de masse (Voir Tableau I.1).

---

\* Tous ces pourcentages et ces nombres ont été établis par l'Institut d'Économie quantitative de Montréal, dans une étude préparée à la demande de la Commission.

\*\* Par commodité, nous appellerons « province », le territoire du Québec amputé de la région métropolitaine; celle-ci sera souvent désignée en abrégé par la simple appellation de « Montréal ». La division géographique entre les deux régions est ici celle du recensement décennal de 1961 (Voir la carte en appendice).

Dans l'agglomération montréalaise, les rapports de masse entre les groupes linguistiques sont tout autres. Les francophones ne représentent plus que 64.1% de la main-d'œuvre (745,000 personnes sur 1,163,000) et le rapport entre non-francophones et francophones s'élève à 56.1% (418,000 non-francophones sur 745,000 francophones) de 8.7% qu'il était en province. Cette fois, nous sommes en présence de groupes plus équilibrés du point de vue numérique: les anglophones représentent plus du tiers (35%) et les « autres », un peu plus du cinquième (21.1%) de la masse francophone. Celle-ci s'est donc fortement amenuisée par rapport à ce qu'elle était en province. Les francophones restent majoritaires à Montréal, mais modestement. Les comportements linguistiques des divers groupes seront donc d'autant plus intéressants à observer.

De toute évidence, sur le plan de la main-d'œuvre comme de la population en général, il y a deux Québec: l'un constitué de l'agglomération montréalaise, l'autre, du reste de la province. Dans l'un et dans l'autre, les forces ethniques et linguistiques en présence ne sont pas du tout du même ordre. Les francophones dominent massivement la province (campagne et villes), mais partagent largement la région métropolitaine avec les non-francophones. C'est dans celle-ci que ces derniers concentrent le gros de leur population et de leur main-d'œuvre: quelque 75% dans le cas des anglophones et près de 89% pour le tiers-groupe (Voir Tableau I.2). Les francophones, eux, alimentent d'abord la province (62.6% de leur population et 59.1% de leur main-d'œuvre y sont concentrés), puis la région métropolitaine (avec 37.4% de leur population et 40.9% de leur main-d'œuvre qui s'y retrouvent). Bref, l'agglomération montréalaise constitue une région où s'affirme le multi-ethnisme, alors que la province ignore à toutes fins pratiques une telle situation.

Sur cette toile de fond démographique, nous pourrions inscrire avec profit les usages linguistiques des Québécois dans leurs communications au travail. Les rapports de masse que nous avons établis entre les groupes linguistiques sont à certains égards des rapports de force. Nous verrons si le nombre fait quelque chose à l'affaire, ou si, au contraire, il faut faire appel à d'autres facteurs pour comprendre le mécanisme du fonctionnement des langues dans les activités de travail au Québec.

**Tableau I. 2**

Pourcentages indiquant pour chaque groupe linguistique la répartition par région de sa population totale et de sa main-d'œuvre

Groupes linguistiques	Province		Montréal	
	Population totale	Main-d'œuvre	Population totale	Main-d'œuvre
Francophones	62.6%	59.1%	37.4%	40.9%
Anglophones	24.5%	24.1%	75.5%	75.9%
Autres	11.4%	11.3%	88.6%	88.7%

## **2. *L'utilisation des langues dans l'ensemble de la main-d'œuvre***

Le mandat demandait à la Commission d'établir la situation du français comme langue d'usage au Québec. Aussi la première question posée aux informateurs a-t-elle porté sur leurs habitudes linguistiques au travail. Il leur était demandé très spécifiquement: « *Quand il vous faut lire, écrire ou parler à des gens pour faire votre travail, utilisez-vous à peu près uniquement la langue française, à peu près uniquement la langue anglaise, ou les deux langues — soit pour lire, pour écrire, ou traiter avec les gens?* »

La question visait donc à obtenir d'une façon globale et d'entrée de jeu, des renseignements sur les usages ou comportements linguistiques des informateurs dans leurs communications de travail, indépendamment de l'importance que les langues pouvaient avoir comme instrument de communication, et sans que la notion de travail soit autrement précisée que par les mots « *lire, écrire ou parler pour faire votre travail* ». Pour faciliter les choses à l'informateur, on lui proposait de faire entrer sa réponse dans l'une des quatre formules linguistiques qu'il était susceptible de pratiquer, soit: travailler à peu près uniquement en français, à peu près uniquement en anglais, dans ces deux langues, ou dans d'autres langues.

Assez curieusement, les résultats font apparaître les anglophones et les francophones comme des partenaires égaux dans l'emploi des langues sur le marché du travail: à peu de chose près, les deux

groupes présentent les mêmes pourcentages de travailleurs bilingues et de travailleurs qui n'utilisent que leur langue maternelle ou que la langue de l'autre. Ainsi, 64% des francophones ont déclaré employer à peu près uniquement le français au travail, 3%, à peu près uniquement l'anglais, et 32%, les deux langues, alors que chez les anglophones, ce sont 63%, 5% et 32% des travailleurs qui sont dans des situations analogues. Cependant, si l'on ajoute le tiers-groupe, on voit l'équilibre brisé en faveur de l'anglais, les membres de ce groupe étant 36% à utiliser l'anglais et seulement 14%, le français (Voir Tableau I.3).

Mais ce qui montre davantage encore la force de l'anglais comme langue d'usage au travail, c'est la proportion du groupe anglophone dans l'ensemble de la main-d'œuvre (344,000 sur 2,341,000 ou 14.7%) ou encore le rapport entre la main-d'œuvre anglophone et la main-d'œuvre francophone, celle-là ne représentant que 18.9% de celle-ci (344,000 sur 1,820,000). Bien que relativement peu nombreux, les anglophones parviennent à donner à leur langue un statut d'usage proportionnellement égal en importance à celui du français. L'équilibre dont nous parlions ci-dessus n'est donc qu'apparent: il est rompu en faveur de l'anglais dès qu'on situe les choses dans la perspective de l'importance numérique des groupes linguistiques, ou encore, dès qu'on constate l'attrance que cette langue exerce sur le tiers-groupe.

Sur le plan de la contribution des groupes à l'utilisation des diverses formules linguistiques, les francophones participent à 96.4% (1,165,000 sur 1,207,000) à la formule quasi unilingue française, laissant aux non-francophones un maigre 3.6% : c'est là une preuve de la grande indépendance économique dans laquelle se trouvent les non-francophones par rapport aux francophones sur le marché du travail. En revanche, les francophones participent à raison de 76.8% (582,000 sur 760,000) à la formule bilingue, laissant voir en même temps que leur dépendance économique, l'obligation dans laquelle ils se trouvent d'utiliser l'anglais au travail. Ce qui montre encore la puissance de l'anglais, c'est que 35% de ceux qui pratiquent la formule quasi unilingue anglaise sont des non-anglophones, soit 16.3% de francophones et 18.7% d'une autre langue (Voir le Tableau I.4).

Comme il fallait s'y attendre, ce ne sont pas tous les francophones qui doivent utiliser l'anglais au travail, mais quand même 35%

Tableau I. 3

Pourcentage des groupes linguistiques pratiquant au travail l'une ou l'autre des formules linguistiques, pour l'ensemble du Québec, dans les communications de travail(\*)

Groupes linguistiques	Formules linguistiques				
	À peu près uniquement le français	À peu près uniquement l'anglais	Les deux langues	Autres langues	TOTAL
Francophones	64% 1,165,000	3% 55,000	32% 582,000	1% 18,000	100% 1,820,000
Anglophones	5% 17,000	63% 216,000	32% 111,000	0%	100% 344,000
Autres	14% 25,000	36% 63,000	40% 71,000	10% 18,000	100% 177,000
Nombre de travailleurs qui pratiquent chacune des formules	1,207,000	338,000	760,000	36,000	2,341,000

(\*) Le sondage fait par la Commission étant représentatif de la main-d'œuvre totale, on a transformé sans plus les pourcentages en nombres, en se fondant sur les données du tableau I. 1

d'entre eux, soit quelque 637,000 personnes. C'est beaucoup. C'est un pourcentage et un nombre qui pourront apparaître à certains, très élevés. Cependant, aussi longtemps que nous ne savons pas à quels types de communications sert l'anglais qu'utilisent les francophones, il reste difficile de porter un jugement objectif sur la situation qui vient de nous être révélée. Nous serons davantage en mesure de le faire à la fin de l'exposé sur l'utilisation du français et sur la prépondérance de l'anglais.

Quant aux anglophones, ils sont sans doute plus nombreux à utiliser le français qu'on ne le pensait; les Québécois qui apportent le moins de surprise sont les membres du tiers-groupe, à propos desquels on fait constamment l'hypothèse qu'ils utilisent davantage l'anglais que le français. La chose se trouve confirmée. Pour ces deux groupes, comme pour les francophones, il faut cependant attendre, pour porter un jugement circonstancié, d'avoir examiné la part faite aux langues dans leurs communications au travail.

**Tableau I. 4**

**Participation proportionnelle des groupes à chacune des formules linguistiques**

Groupes linguistiques	À peu près uniquement le français	À peu près uniquement l'anglais	Les deux langues	Autres langues
Francophones	96.4%	16.3%	76.8%	50.0%
Anglophones	1.5%	65.0%	14.0%	—
Autres	2.1%	18.7%	9.2%	50.0%
TOTAL	100%	100%	100%	100%

### ***3. L'utilisation des langues dans la population du Québec***

Avec les données que nous avons produites jusqu'ici, nous pouvons maintenant apporter, sur le plan du nombre, une première réponse à la question fondamentale qui était posée par le mandat de la Commission, à savoir quelle est « *la situation du français comme langue d'usage au Québec* ». Nous allons reconstituer pour ce faire les masses francophones et anglophones en situation d'uni-



linguisme et de bilinguisme dans l'ensemble de la population du Québec. Le tiers-groupe pose ici un problème particulier, que nous traiterons à part.

Il nous faut tout d'abord nous donner une définition de l'unilinguisme et du bilinguisme. Notre première approche en ce sens sera quantitative. Le résultat de nos enquêtes nous permet en effet de déterminer la part du français et de l'anglais contenue dans chacune des formules linguistiques pratiquées au travail. Les francophones qui pratiquent la formule quasi unilingue française emploient le français dans 96.9% de leur temps de travail et l'anglais dans 3.1%. On peut dire sans réserve qu'ils travaillent à peu près uniquement en français. Il en est de même des anglophones et des « autres » qui travaillent en anglais, puisqu'ils utilisent cette langue à raison de 94.5% et de 92.9% de leur temps de travail; et on peut aisément concéder que les « autres » ne sont pas loin de la vérité quand ils disent travailler en français, et qu'ils le font à raison de 84.7% de leur temps de travail (Voir le Tableau I.5).

Où l'évaluation correspond moins bien à l'idée qu'on peut se faire des choses, c'est, pour les francophones et les anglophones, dans

**Tableau I. 5**

**Pourcentage général d'utilisation du français et de l'anglais selon les formules linguistiques et les groupes linguistiques(\*)**

Groupes linguistiques	Formules linguistiques					
	À peu près uniquement le français		À peu près uniquement l'anglais		Les deux langues	
	Français	Anglais	Français	Anglais	Français	Anglais
Francophones	96.9	3.1	35.5	64.5	70.9	29.1
Anglophones	41.6	58.4	5.5	94.5	39.6	60.4
Autres	84.7	15.3	7.1	92.9	47.5	52.5

(\*) Le pourcentage général d'utilisation du français correspond à une évaluation globale du temps de travail où l'on emploie le français. On obtient, par soustraction, le pourcentage du temps où l'on utilise l'anglais.

la formule « *bilingue* », où l'on s'attendrait à un partage plus égal dans l'emploi des langues, comme c'est le cas, par exemple, pour les « *autres* » qui emploient 47.5% de français et 52.5% d'anglais; il en va de même pour les anglophones, lorsqu'ils déclarent pratiquer la formule quasi unilingue française, et qu'ils n'emploient le français que dans 41.6% de leur temps de travail, et pour les francophones, qui, plus proches du sens réel de la formule, n'emploient tout de même que 64.5% d'anglais, tout en déclarant travailler à peu près uniquement dans cette langue. Quoi qu'il en soit, on peut dire, en se fondant sur ces deux dernières formules linguistiques, que les francophones et les anglophones pratiquent la langue de l'autre à des degrés divers, et qu'ils sont alors en situation de bilinguisme.

Nous disposons d'une autre mesure du même type, mais beaucoup plus précise que la première, et qui confirme, à quelques nuances près, la définition quantitative de l'unilinguisme et du bilinguisme que nous venons de donner. Le groupe francophone pratiquant la première formule, travaille un peu moins en français que précédemment (87% contre 96.9%), mais le niveau reste suffisamment élevé pour qu'on continue de qualifier la formule de quasi unilingue; pour les groupes anglophone et « *autre* », il n'y a pas de changement. Quant à la formule bilingue, les groupes linguistiques emploient l'anglais ou le français à des degrés qui ne sont pas les mêmes que lors de la première évaluation, mais on peut continuer de dire qu'ils pratiquent le bilinguisme à des degrés divers, tout particulièrement lorsque la formule s'applique au groupe francophone (Tableau I.6).

Ces évaluations permettent de diviser les groupes francophone et anglophone en deux masses linguistiques au travail: l'une, quasi unilingue, où l'emploi de la langue maternelle est largement prédominante; l'autre, bilingue, où l'emploi du français ou de l'anglais comme langue de travail se fait à des degrés divers. Nous laissons de côté pour l'instant le fait que les francophones emploient plus d'anglais que les anglophones, de français. Nous y reviendrons par la suite.

A ces masses en situation d'unilinguisme et de bilinguisme dans leurs activités de travail, nous ajoutons maintenant les populations totales (Voir le tableau I.1) pour reconstituer ce qu'on pourrait appeler, sans autre épithète, les masses francophones et anglopho-

**Tableau I. 6**

**Pourcentage spécifique d'utilisation du français et de l'anglais selon les formules linguistiques et les groupes linguistiques(\*)**

Groupes linguistiques	Formules linguistiques					
	À peu près uniquement le français		À peu près uniquement l'anglais		Les deux langues	
	français	anglais	français	anglais	français	anglais
Francophones	87%	13%	20%	80%	57%	43%
Anglophones	25%	75%	6%	94%	28%	72%
Autres	85%	15%	7%	93%	34%	66%

(\*) Le pourcentage spécifique d'utilisation du français correspond à une évaluation détaillée — par activité de communication — du temps de travail où l'on utilise le français. Par soustraction, on obtient le pourcentage du temps où l'on emploie l'anglais.

nes du Québec en situation de quasi unilinguisme ou de bilinguisme relatif.

Ce n'est pas à dire que les personnes qui ne font pas partie d'une organisation de travail ne puissent pas être bilingues; ce n'est pas à dire, non plus, que ces personnes ne puissent pas subir des pressions pour l'emploi d'une langue autre que la langue maternelle. On sait que les activités de consommation peuvent entraîner des situations où l'individu pourrait être plus ou moins forcé d'utiliser une autre langue, que ce soit à titre de client, de patient, de « *justiciable* », d'étudiant, d'administré, etc. Mais il reste que dans de telles activités, l'obligation d'utiliser une autre langue n'est pas aussi forte, aussi constante, aussi contraignante en un mot, que dans des situations de travail. Le consommateur peut souvent exercer des choix dont le travailleur n'a pas l'équivalent.

Nous considérons donc le bilinguisme de travail comme le seul véritablement contraignant. Pour faire une telle affirmation, il va de soi que nous avons présent à l'esprit le système d'institutions publiques (administratives, scolaires, judiciaires, hospitalières, etc.)

et privées (financières, commerciales, etc.) qui dessert le consommateur québécois, lui évitant dans la majorité des circonstances d'avoir à utiliser une autre langue que la sienne dans la consommation des différents biens et services qu'il juge utile de se procurer. S'il en était autrement, la situation du consommateur pourrait être dans bien des cas analogue à celle du travailleur. Ce n'est cependant pas ce qui se passe actuellement au Québec, bien que tout ne soit pas parfait sur ce plan. Nous verrons dans la deuxième partie de cette tranche du rapport les déficiences d'ordre linguistique qu'on constate dans les activités de consommation.

Quand nous parlerons de « *masse unilingue globale* », nous incluons donc les travailleurs qui ne sont pas astreints à l'emploi d'une autre langue dans leurs activités de communication, et le reste de la population, dont nous savons que les pressions au bilinguisme, quand elles existent, peuvent être accidentelles, momentanées, et, dans la plupart des circonstances, beaucoup moins contraignantes que dans les activités de travail. L'unilinguisme absolu est une situation qui suppose fort peu de contacts avec le monde extérieur. Dans le cas dont nous traitons, il s'agit d'un unilinguisme relatif, qui s'exerce dans des circonstances de la vie où les pressions pour l'emploi d'une autre langue ne se présentent pas comme une contrainte inéluctable. En revanche, quand nous parlerons de « *masses bilingues* », nous comprendrons toutes les personnes qui, de par leurs conditions de travail, sont astreintes à employer à des degrés divers une autre langue que la leur. Ces définitions nous permettront de prendre une première vue du nombre de Québécois en état de quasi unilinguisme ou de bilinguisme relatif.

Au sens où nous l'avons définie ci-dessus, la masse unilingue francophone se compose de tous les francophones qui ne sont pas, d'après leurs conditions de travail, en situation de bilinguisme. Elle comprend donc toute la population francophone, moins les travailleurs bilingues, soit, en janvier 1971, quelque 4,207,000 personnes (4,862,000 moins 655,000 travailleurs bilingues) ou 86.5% de la population francophone, masse qui représente 70% de la population totale du Québec (Voir le Tableau I.7). La masse unilingue anglophone se compose, elle, de 660,000 personnes (788,000 moins 128,000 travailleurs bilingues), lesquelles représentent 84% de la population anglophone et 11% de la population du Québec (Tableau I.8).

Il ressort clairement de ces données qu'il faut cesser de penser que tous les francophones sont en situation de bilinguisme, ou encore, que l'ensemble de la main-d'œuvre francophone doit employer l'anglais au travail. Ce n'est pas ce que notre enquête permet de conclure. Dans chaque groupe linguistique c'est la minorité qui se trouve en situation de bilinguisme. Quant à décider s'il y a trop de francophones qui utilisent l'anglais au travail, ou encore, si les francophones font un trop grand usage de cette langue, c'est autre chose. Ce sont des questions importantes auxquelles nous allons tenter d'apporter une réponse.

**Tableau I. 7**

**Main-d'œuvre francophone unilingue et bilingue(\*) – janvier 1971**

Main-d'œuvre francophone totale	Main-d'œuvre francophone en mesure de pratiquer un quasi unilinguisme	Main-d'œuvre francophone en situation de bilinguisme
1,820,000	1,165,000	655,000
100%	64%	36%

**Population francophone unilingue et bilingue – janvier 1971**

Population francophone totale	Population francophone en situation de bilinguisme	Population francophone en mesure de pratiquer un quasi unilinguisme	Pourcentage de la population francophone quasi unilingue par rapport à la population totale
4,862,000	655,000	4,207,000	$\frac{4,207,000}{6,021,000}$
100%	13.5%	86.5%	70.0%

(\*) Nous rappelons que « *bilingue* » est ici une expression qui ne signifie rien d'autre que: « qui emploie une autre langue que la sienne à des degrés divers, dans ses activités de travail ».

**Tableau I. 8****Main-d'œuvre anglophone unilingue et bilingue – janvier 1971**

Main-d'œuvre anglophone totale	Main-d'œuvre anglophone en mesure de pratiquer un quasi unilinguisme	Main-d'œuvre anglophone en situation de bilinguisme
344,000	216,000	128,000
100%	63%	37%

**Population anglophone unilingue et bilingue – janvier 1971**

Population anglophone totale	Population anglophone en situation de bilinguisme	Population anglophone en mesure de pratiquer un quasi unilinguisme	Pourcentage de la population anglophone quasi unilingue par rapport à la population totale
788,000	128,000	660,000	$\frac{660,000}{6,021,000}$
100%	16%	84%	11%

Il n'est pas moins clair, d'après nos données, que la masse des anglophones du Québec (660,000 sur 788,000) échappe à la nécessité d'utiliser le français. Nous en aurons bien d'autres confirmations. Mais cette première confirmation est importante, car elle fait voir dans toute son ampleur, sur le plan numérique, jusqu'à quel point, étant donné les institutions publiques et privées dont nous avons fait état ci-dessus, les anglophones peuvent cohabiter avec les francophones sans avoir à communiquer avec eux. Comment s'étonner alors que les « *deux solitudes* » constituent la trame des relations ethniques entre les deux groupes au Québec? Nous serons encore mieux informés de cette réalité quand nous aurons étudié le comportement des deux groupes dans les situations de contact et la compétence linguistique de chacun d'eux dans la langue de l'autre. Nous verrons alors qui fait les frais de sa langue lorsqu'il s'agit d'établir les ponts nécessaires entre les deux communautés, en particulier, dans les relations de travail.

Nous avons dit que le tiers groupe posait un problème particulier touchant la question des masses unilingues et bilingues. C'est qu'ils forment une catégorie tout à fait à part. Au travail, par exemple, seulement 10% d'entre eux, soit quelque 18,000 personnes, parviennent à se tirer d'affaire sans avoir à utiliser ni l'anglais, ni le français (Tableau I.3). Ils sont donc très fortement soumis à la pression du bilinguisme, et même du trilinguisme, puisque 40% d'entre eux utilisent le français et l'anglais au travail. Dans les activités de consommation, étant donné que le milieu économique, social et culturel est majoritairement, ou francophone, ou anglophone, il leur est difficile de ne pas être astreints, à la longue, à utiliser l'une des grandes langues usuelles au Québec. Les membres du tiers groupe peuvent former pour un temps donné une masse unilingue, mais les nécessités du travail ou de la consommation amènent avec le temps la majorité d'entre eux au bilinguisme ou au multilinguisme. Ainsi, des 121,000 immigrants établis au Québec entre 1956 et 1961, 19% ne parlaient, en 1961 ni l'anglais, ni le français; mais, des 140,000 arrivés avant 1946, il n'en restait plus que 1.3% dans la même situation linguistique. (\*)

Les immigrants forment donc, avec le temps, une masse de personnes bilingues ou même trilingues. Si leur bilinguisme est anglais, ils ne peuvent davantage communiquer avec les francophones que ne le peuvent des anglophones unilingues. C'était le cas de 50% d'entre eux en 1961, pourcentage qui s'élevait jusqu'à 60% du groupe dans le cas des Néerlandais, des Scandinaves, des Juifs et des Allemands. D'autres immigrants, soit 11%, pratiquent le bilinguisme français, ou encore, pour 30% d'entre eux, un trilinguisme anglais, français, langue maternelle (Voir le tableau I.9). On doit donc dans le cas des immigrants parler d'une double masse bilingue et d'une masse trilingue. Dans l'ensemble, les immigrants établis au Québec peuvent communiquer beaucoup plus avec les anglophones qu'avec les francophones.

Les données que notre enquête nous a permis de recueillir nous mettent en mesure de dire que le français, dans l'ensemble de la population, est une langue très utile et très utilisée. Mais surtout par les francophones. C'est en effet la langue d'usage à peu près

---

\* Pourcentages empruntés aux études d'ordre démographique préparées pour les besoins de la Commission par M. Robert Maheu.

unique de quelque 86.5% d'entre eux. En revanche, c'est une langue qui ne paraît avoir d'utilité que pour 16% des anglophones. Quant aux membres du tiers groupe, il est plus difficile de prendre une vue d'ensemble de leur situation linguistique: au travail, 44% d'entre eux emploient le français à des degrés divers, alors que, d'après le recensement de 1961, ils étaient 41% à déclarer connaître le français. La majorité d'entre eux paraissent donc avoir un plus grand besoin de l'anglais que du français. Il faut le constater, le français est loin d'avoir dans la population du Québec, cette diffusion qui permettrait d'en faire la langue de communication naturelle entre tous les Québécois. Mais le français n'est pas non plus en voie de disparition chez les francophones: il est en effet l'instrument essentiel de communication de la très grande majorité

**Tableau I. 9**

**Pourcentages par groupe ethnique des membres du tiers groupe qui ont déclaré connaître soit l'anglais, soit le français, soit les deux langues d'après le recensement de 1961**

Groupes ethniques	Le français seulement	L'anglais seulement	Les deux langues	Ni l'anglais ni le français
Néerlandais	5.3%	64.6%	27.7%	2.4%
Allemands	10.7%	61.3%	24.8%	3.2%
Scandinaves	7.6%	60.9%	30.8%	0.7%
Juifs	0.9%	60.9%	36.2%	2.0%
Russes	3.7%	56.4%	37.8%	2.1%
Ukrainiens	5.4%	55.7%	34.5%	4.4%
Polonais	5.7%	57.2%	32.2%	4.9%
Italiens	27.4%	13.9%	34.7%	24.0%
Autres Européens	13.3%	47.8%	28.2%	10.7%
Indiens et Esquimaux	22.7%	31.3%	7.6%	38.4%
Asiatiques	9.7%	40.5%	37.0%	12.8%
Autres et non déclarés	10.8%	61.0%	27.6%	0.6%



d'entre eux. A ce stade-ci, le problème du français comme langue d'usage paraît en être un non pas de langue en voie de disparition chez les francophones, comme de langue d'une utilité restreinte pour les anglophones et les membres du tiers groupe.

Examinons maintenant la part qui est faite aux langues dans les communications de travail.

#### ***4. L'utilisation du français par la main-d'œuvre francophone***

Quelque 35% des travailleurs francophones sont en situation de bilinguisme. C'est d'eux que nous nous occuperons dorénavant. Emploient-ils beaucoup ou peu de français au travail? Voilà la question à laquelle nous allons maintenant répondre. Nous terminerons cette partie en traitant de la répartition régionale des travailleurs francophones en situation de bilinguisme.

##### **a) Le contenu de français des communications de travail des francophones**

Les communications de travail comprennent à la fois des échanges familiers entre individus et des activités bien précises qui ont pour objet l'exécution même des tâches de travail. Autrement dit, le milieu de travail est tout autant un milieu de vie dans lequel il y a place pour des échanges humains qu'un ensemble d'activités écrites, verbales ou manuelles, qui visent spécifiquement à produire des biens et des services. Ce sont là deux notions qui sont implicitement présentes dans les réponses que les informateurs ont fournies aux questions de notre enquête touchant la part faite aux langues dans l'accomplissement de leurs tâches de travail; elles expliquent les divergences, souvent profondes, que nous allons rencontrer dans les évaluations que les informateurs ont faites de la portion de temps où ils utilisaient le français dans leurs communications de travail.

On s'en fera une idée en consultant le Tableau I.10. Les ouvriers francophones du secondaire ont déclaré employer globalement le français dans 90% de leur temps de travail. Apparemment, il n'y a presque pas de place pour l'anglais dans leurs communications. Cependant, si on leur pose des questions précises, en détaillant les

**Tableau I. 10**

**Pourcentage global et pourcentage moyen d'utilisation du français par activité de communication pour l'ensemble des ouvriers francophones**

Activités de communication	Pourcentage général	Pourcentage pour chacune des activités	Écart entre les pourcentages
	90%		
1. Rédiger des textes pour l'extérieur		67%	23%
2. Rédiger des textes internes particuliers		59%	31%
3. Rédiger des textes internes généraux		61%	29%
4. Lire des documents divers		46%	44%
5. Lire des textes internes particuliers		56%	34%
6. Lire des textes internes généraux		54%	36%
7. Lire des textes en provenance de l'extérieur		58%	32%
8. Remplir des formulaires		71%	29%
9. Parler à des gens de l'extérieur		84%	6%
10. Parler à son supérieur		87%	3%
11. Assister à des réunions		82%	8%

activités, on a des résultats très différents. Quand ils lisent des documents, ils n'utilisent plus que 46% de français; dans certains types de rédaction, c'est un pourcentage aussi bas que 59%; ce n'est que dans les communications avec leurs supérieurs qu'on retrouve un pourcentage de temps (87%) qui se rapproche du pourcentage général ou global. Il est clair que quand les individus font une évaluation globale de leurs activités de communication, ils y incluent tous les échanges qu'ils ont quotidiennement avec les personnes de leur environnement; comme, chez les ouvriers francophones, cet entourage est majoritairement francophone, l'impression qui prévaut est celle de travailler en français à un très haut niveau; mais dès qu'on passe à des activités précises de lecture et de rédaction, le français ne joue plus le même rôle (Voir le tableau I.11, pour la liste des activités spécifiques de travail). Nous sommes donc face à deux évaluations, valables toutes les deux, mais qui correspondent à deux types différents de communications de travail. Nous sommes face à deux réalités qu'il faut confronter pour comprendre le mécanisme des communications de travail tel qu'il fonctionne au Québec.

### ***1) La prédominance du français chez les francophones***

C'est ainsi qu'on peut comprendre que, globalement, il y a prédominance très nette du français chez les francophones dans les communications de travail: ils utilisent leur langue dans 87% du temps, n'allouant à l'anglais que 13% (Tableau I.12). En province, la part du temps où l'on utilise le français s'élève jusqu'à 93%; à Montréal, elle s'abaisse à 78%, ce qui laisse quelque 22% à l'anglais. Ce 78% constitue un pourcentage encore élevé, relativement à ce qu'on pouvait attendre. Il est clair que les travailleurs francophones utilisent beaucoup le français pour communiquer dans leur milieu de travail.

Quel que soit l'angle sous lequel on examine la situation, les informateurs fournissent des réponses qui témoignent d'un haut degré d'utilisation du français. La variation maximale pour l'ensemble de la main-d'œuvre francophone s'étend de 79% à 97% (Tableau I.13), que l'on étudie le travailleur sous l'angle de l'occupation, de la tâche, du secteur d'activité, de la taille de l'entreprise où il œuvre, ou encore, sous l'angle de son niveau d'instruction ou de

**Tableau I. 11****Activités spécifiques de communication au travail**

Activités écrites	Activités de rédaction	1. Rédiger des textes pour l'extérieur.
		2. Rédiger des textes destinés à des personnes de son organisation de travail.
	Activités de lecture	3. Rédiger des textes ayant pour objet une diffusion générale dans son organisation de travail.
		4. Remplir des formulaires.
Activités verbales		5. Lire des documents divers ayant trait à son travail.
		6. Lire des textes divers adressés personnellement à l'informateur par quelqu'un appartenant à son organisation de travail.
		7. Lire des textes de diffusion générale provenant de son organisation de travail.
		8. Lire des textes provenant de l'extérieur.
		9. Parler à des gens de l'extérieur.
		10. Parler à son supérieur immédiat.
		11. Parler à ses subordonnés.
		12. S'adresser à des collègues ou à des égaux.
		13. Écouter des collègues ou des égaux.
		14. Participer à des réunions.

**Tableau I. 12**

**Pourcentage général du français et de l'anglais par groupe linguistique et par région(\*)**

	Ensemble du Québec		Montréal		Province	
	français	anglais	français	anglais	français	anglais
Francophones	87%	13%	78%	22%	93%	7%
Anglophones	18%	82%	16%	84%	30%	70%
Autres	35%	65%	33%	67%	62%	38%

(\*) Ces pourcentages, ainsi que tous ceux qui seront appelés pourcentages généraux correspondent au pourcentage global du temps où le français est employé pour faire le travail; par soustraction, on obtient le pourcentage du temps où l'anglais est employé.

son revenu (\*). C'est à une vue rassurante de l'utilisation du français qu'on aboutit pour l'ensemble de la main-d'œuvre francophone, lorsqu'on se contente d'une approche globale, qui laisse indifférenciées les régions ou les groupes auxquels appartiennent les travailleurs.

## **2) *La concurrence de l'anglais dans les communications générales de travail des sous-groupes de la main-d'œuvre***

La fragmentation de la masse des travailleurs francophones en sous-groupes produit des situations beaucoup moins satisfaisantes que celles que nous venons de contempler. Le taux d'utilisation du français subit alors des baisses marquées, et, dans certains cas, drastiques. La première, c'est celle qui se produit lorsqu'on passe de la province à la région métropolitaine: elle est de 15% (93% opposé à 78%, Tableau I.12). C'est relativement peu. Le taux de 78% apparaît plutôt élevé, avons-nous dit. Mais ce n'en est pas moins significatif. Est-ce la présence plus nombreuse des anglophones qui agit? Est-ce autre chose? Quoi qu'il en soit, une partie

---

\* En se reportant aux appendices, on trouvera les données détaillées pour chacune des six catégories énumérées ci-dessus.

Tableau I. 13

Pourcentage général d'utilisation du français selon les catégories de la main-d'œuvre et les groupes linguistiques(\*)

Pourcentages maximum et minimum d'utilisation du français selon:

		l'occupation		le secteur d'activité		la tâche au travail		la taille de l'entreprise		le revenu		le niveau d'instruction	
Franco-phones	Tous	ouvrier du primaire	employé de bureau	industrie primaire	utilités publiques et finance	manuelle	orale et écrite ou seulement écrite	2 à 10 employés	401 employés et plus	moins de 2000	15 à 20,000	2 à 5 ans de scolarité	12 à 14 ans
		97%	79%	95%	81%	93%	81%	89%	85%	93%	79%	95%	79%
	Montréal	ouvrier du secondaire et professionnel	employé de bureau	construction	industrie manufacturière et utilités publiques	manuelle	orale et écrite ou seulement écrite	11 à 50 et 201 à 400 employés	401 employés et plus	3 à 4000	10 à 15,000	2 à 5	12 à 14
		83%	71%	90%	73%	86%	72%	81%	77%	88%	72%	90%	69%
Anglo-phones		ouvrier du secondaire	employé de bureau	administration publique et commerce	finance et utilité publique	manuelle et orale ou seulement orale	écrite	301 à 400 employés	401 employés et plus	6 à 7000	12 à 15,000	6 à 8	licence ou maîtrise
		24%	14%	24%	14%	24%	12%	23%	17%	26%	9%	25%	11%
Autres		ouvrier du secondaire	professionnel	construction et commerce	industrie manufacturière	manuelle et orale	écrite	1 à 10 ou 51 à 100 employés	401 employés et plus	6 à 7000	4 à 5,000	2 à 5 ans	12 à 14 ans
		38%	26%	44%	31%	54%	15%	45%	29%	46%	31%	47%	24%

(\*) On trouvera en appendice les tableaux détaillés pour chacune des catégories. Nous rappelons que le pourcentage moyen général d'utilisation du français est de 87% et 78% pour les francophones de l'ensemble du Québec et de Montréal, de 16% pour les anglophones et de 33% pour les «autres» de Montréal.

de la main-d'œuvre francophone, celle de Montréal, semble astreinte à utiliser plus d'anglais que l'autre partie.

Le seuil de 22% d'anglais dans les communications de travail pour un groupe de francophones peut aisément être dépassé. L'industrie manufacturière en fournit un premier exemple (Tableau I.14). Si le pourcentage d'emploi du français atteint 94% dans l'industrie

**Tableau I. 14**

**Pourcentage général d'utilisation du français par type d'industrie manufacturière pour l'ensemble des francophones(\*)**

Type d'industrie manufacturière	Francophones	
	%	N
Alimentation	89	129
Tabac	69	10
Caoutchouc	93	19
Cuir	86	29
Textile	93	78
Bonneterie	72	5
Vêtement	88	82
Bois	94	50
Meuble	90	31
Papier	91	105
Imprimerie	72	40
Métal primaire	87	81
Produits métalliques	77	58
Machinerie	73	27
Matériel	69	60
Produits électriques	62	48
Matériaux non métalliques	93	22
Pétrole et charbon	65	23
Produits chimiques	86	57
Divers	87	29

(\*) Il n'est pas possible d'obtenir des résultats identiques pour les anglophones et les «autres», car le nombre de répondants n'est pas suffisant pour que les réponses soient statistiquement valables.

du bois, 93%, dans celles du caoutchouc, des textiles et des matériaux non métalliques, il descend en revanche à 69% dans l'industrie du tabac et celle du matériel de transport, à 65% dans l'industrie du charbon, pour toucher le seuil de 62% dans celle des produits électriques. Nous atteignons alors un maximum de 38% d'anglais dans les communications de travail des francophones qui œuvrent dans cette industrie. Le français prédomine toujours, mais perd du terrain au fur et à mesure qu'on subdivise les groupes de travailleurs en unités plus petites.

C'est ce que l'on constate par exemple si l'on conjugue les occupations avec les secteurs d'activité (Tableau I.15). On voit, certes, que les taux d'utilisation du français sont dans l'ensemble assez élevés, soit, par exemple, au-dessus de 80% pour les occupations de vendeur, d'employé des services ou des transports et communications, de contremaître et d'ouvrier, indépendamment du secteur d'activité ou de la fonction exercée; il en est de même pour les occupations d'administrateur, de professionnel et d'employé de bureau, si l'on est en poste dans les secteurs des utilités publiques, du commerce, des services personnels et de l'administration publique. En revanche, pour ces dernières occupations, les pourcentages commencent à diminuer dans le secteur de la finance, pour atteindre de nouveaux seuils dans celui de l'industrie manufacturière: 76% du temps de travail en français pour les administrateurs; 67%, pour les employés de bureau; 55%, pour les professionnels. Avec ce sous-groupe de la main-d'œuvre, nous atteignons un nouveau seuil, où l'emploi de l'anglais (45%) équivaut presque à celui du français. A noter qu'avec ce 55%, nous sommes 32% au-dessous (87% - 55%) du pourcentage général d'utilisation du français pour l'ensemble des francophones du Québec.

Le seuil d'égale utilité des deux langues au travail est atteint avec les francophones de Montréal qui accomplissent principalement des tâches écrites dans l'industrie manufacturière: ils utilisent 51% de français et 49% d'anglais (Tableau I.16). Est-il possible de déterminer pour des groupes assez importants de travailleurs des seuils d'utilisation du français qui soient plus bas que le 51% atteint ci-dessus? Oui, si l'on se reporte au taux d'emploi du français des francophones qui ont déclaré travailler à peu près uniquement en anglais (Tableau I.5). On se rappelle qu'ils employaient au travail 65% d'anglais et seulement 35% de français. Pour les francophones de Montréal qui pratiquent la même formule, c'est 70% d'anglais



**Tableau I. 15**

**Pourcentage général d'utilisation du français pour l'ensemble des francophones, par catégorie d'occupation couplée avec les secteurs d'activité**

Secteurs d'activité	Admi-nis-tra-teurs	Pro-fes-sion-nels	Em-ployés de bureau	Ven-deurs	Em-ployés des services	Trans-ports et com-mu-nica-tions	Contre-maitres	Ou-vriers du se-con-daire	Ou-vriers du pri-maire
Industrie primaire	—	—	—	—	—	—	—	—	97
Industrie manufacturière	76	55	67	80	89	84	86	89	—
Industrie de la construction	—	—	—	—	—	93	—	95	—
Services d'utilité publique	—	—	80	—	81	82	—	83	—
Commerce	83	—	82	85	—	—	—	—	—
Finance	79	—	78	88	—	—	—	—	—
Services personnels et sociaux	85	91	87	—	87	88	—	—	—
Administration publique	86	89	81	—	84	82	—	—	—

et 30% de français. C'est le français qui est cette fois réduit à la portion congrue.

Les données de l'enquête ne permettent pas d'aller plus avant dans la fragmentation des groupes, et de déterminer par exemple quel est le sort linguistique des professionnels francophones de l'industrie des produits électriques ou encore, des employés de bureau de l'industrie des pétroles et charbon (\*). On aurait chance d'y voir

\* Une enquête récente poursuivie par l'Office de la langue française du Québec auprès d'une industrie de ces secteurs, laisse voir une augmentation possible de l'ordre de 74% dans l'utilisation du français pour les communications internes.

**Tableau I. 16**

**Pourcentage général d'utilisation du français des francophones de Montréal par tâche au travail et par secteur d'activité**

Secteurs d'activité	Travail oral et écrit	Travail écrit	Travail oral	Travail écrit et manuel	Travail oral et manuel	Travail manuel
Industrie primaire	—	—	—	—	—	—
Industrie manufacturière	57%	51%	78%	83%	82%	85%
Construction	—	—	—	—	—	97%
Services d'utilités publiques	63%	69%	—	62%	73%	87%
Commerce	74%	—	76%	—	83%	85%
Finance	74%	—	—	—	—	—
Services personnels et sociaux	84%	82%	80%	—	82%	85%
Administration publique	77%	88%	—	—	—	—

que le français est réduit au strict minimum dans leurs communications de travail.

La fragmentation du groupe francophone laisse donc apparaître des situations de travail nettement moins favorables sur le plan linguistique que la situation générale dont nous avons d'abord brossé le portrait. Contrairement à ce que celle-ci pouvait laisser croire, il existe des groupes de francophones qui, dans leurs activités de travail, utilisent assez peu de français. Ils apparaissent cependant peu nombreux relativement à la masse que forme la main-d'œuvre francophone. Ainsi les professionnels de l'industrie manufacturière constituent un groupe d'environ 13,000 personnes; les administrateurs et les employés de bureau du même secteur d'acti-

tivité forment respectivement des groupes de quelque 22,000 et 33,000 personnes. C'est peu sur les 1,820,000 travailleurs dont est constituée la main-d'œuvre francophone. Cependant, cela compte davantage si l'on compare ces groupes à l'ensemble des travailleurs qui ont la même occupation. On s'en fera une idée en consultant le Tableau I.17, où l'on a mis en parallèle le pourcentage général d'utilisation du français avec le nombre approximatif de francophones qui, en janvier 1971, pouvaient être classés dans l'une ou l'autre de ces occupations. On voit que si les professionnels de l'industrie manufacturière ne forment que 5.4% de leur groupe (13,000 sur 243,000), les administrateurs du même secteur en sont déjà à 13% (22,000 sur 168,000) et les employés de bureau, à 15% (32,000 sur 227,000). Vue sous cet angle, la chose apparaît différemment et le jugement devient plus réservé. Surtout si l'on garde à l'esprit que ce sont des travailleurs jouissant d'un niveau d'instruction moyen ou élevé et occupant ordinairement des postes de commande et d'exécution supérieurs dans les organisations de travail. Ils forment l'élite dirigeante et sont seuls en mesure de diffuser leur langue auprès des travailleurs moins instruits. Le nombre n'est donc pas seul en cause, mais aussi et surtout le rôle que jouent les personnes et la place qu'elles occupent dans la hiérarchie administrative.

L'évaluation globale de l'utilisation du français au travail produit pour l'ensemble de la main-d'œuvre francophone une situation rassurante. Et elle l'est de fait. D'une façon générale, les francophones travaillent plus en français qu'en anglais, et la très grande majorité d'entre eux utilise beaucoup plus le français que l'anglais comme instrument de communication au travail. Mais il faut se rappeler que les communications dont il s'agit ont tout autant de chance de correspondre à des échanges familiers avec l'entourage qu'à des actes fonctionnels visant à l'exécution expresse des tâches. Même alors, avec une évaluation aussi large que l'évaluation globale, il se trouve, si l'on fragmente la masse des francophones, des groupes de travailleurs en situation défavorable, groupes dont le taux d'utilisation du français peut descendre jusqu'à 51%, voire 30% du temps de travail, laissant ainsi apparaître des écarts considérables avec le pourcentage général de 87%. Pour ces groupes, la concurrence que l'anglais fait à leur langue maternelle est souvent très vive. Nous n'avons pu les recenser tous, notre enquête ne nous permettant pas de le faire, mais notre sentiment est qu'ils forment

Tableau I. 17

Pourcentage général d'utilisation du français pour les francophones de Montréal et de la province par occupation et nombre approximatif de ceux qui exerçaient ces occupations parmi eux en janvier 1971

	Francophones					
	Province		Montréal		Tous	
	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Administrateurs	90%	83,000	77%	85,000	83%	168,000
Professionnels	92	125,000	83	118,000	88	243,000
Employés de bureau	88	107,000	71	120,000	79	227,000
Vendeurs	90	101,000	74	77,000	83	178,000
Employés de services	93	145,000	79	100,000	87	245,000
Employés des transports et communications	92	90,000	78	76,000	86	166,000
Contremaîtres	94	42,000	76	22,000	88	64,000
Ouvriers du secondaire	95	267,000	82	144,000	91	411,000
Ouvriers du primaire	97	115,000	94	3,000	97	118,000
Total	93%	1,075,000	78%	745,000	87%	1,820,000

des îlots relativement peu nombreux, dispersés dans les occupations, les secteurs d'activités et les types d'industrie ou d'entreprise. Ainsi apparaît-il qu'une partie de la main-d'œuvre francophone — la moins nombreuse — se trouve dans un état parfois avancé de bilinguisme, tandis que l'autre — la plus nombreuse — ne paraît être soumise qu'à une pratique modérée du bilinguisme. Autrement dit, d'après l'évaluation globale des informateurs, la pratique poussée du bilinguisme au travail chez les francophones est sélective: elle n'atteint pas la masse de ceux qui ont déclaré travailler dans les deux langues, mais bien des groupes restreints parmi eux, sans qu'on puisse identifier l'ensemble de ces groupes comme il serait souhaitable de le faire.

### ***3) La concurrence de l'anglais dans les communications spécifiques de travail***

Où la concurrence que l'anglais fait au français se manifeste de façon plus marquée et plus significative, c'est dans les activités spécifiques de travail (Tableau I.11), c'est-à-dire, dans les activités détaillées de lecture, de rédaction et de communication verbale. À ces questions n'ont répondu que ceux qui les accomplissaient. Seulement 28% des répondants francophones ont à rédiger des textes pour l'extérieur, alors que 71% ont un supérieur à qui s'adresser (Tableau I.18). Donc, seule une partie de la main-d'œuvre, variable d'ailleurs d'une activité à l'autre, se trouve à accomplir l'une ou l'autre des activités de travail. Mais alors, nous sommes en présence de personnes qui connaissent bien ces activités et qui sont en situation de mesurer avec exactitude la part faite au français en les accomplissant. Il ne s'agit donc plus d'une évaluation globale, mais bien d'une appréciation portant sur des actes précis, bien connus des personnes qui les exécutent.

Les résultats de notre enquête nous permettent de dire que le contenu de français des activités spécifiques de communication est moindre que pour les communications évaluées globalement. Pour l'ensemble des travailleurs francophones, la diminution est de 13% (87% — 74%); pour ceux de la province, elle est de 14%, et pour ceux de Montréal, de 16% (78% — 62%). Dans cette dernière région, les francophones concèdent maintenant 38% à l'anglais au lieu de 22% avec la mesure globale (Tableau I.19). Si le niveau de français est aussi bas pour tout le groupe francophone de la

région métropolitaine, on peut s'attendre à ce que la part du français soit encore plus mince pour des groupes plus restreints. De plus, on constate des variations significatives selon les types d'activités: 47% de français dans les activités de lecture, 56%, dans les activités de rédaction et 64%, dans les activités verbales pour l'ensemble de la main-d'œuvre de Montréal. On retrouve une gradation analogue chez les francophones: 55%, dans le premier cas, 63%

**Tableau I. 18**

**Pourcentage des informateurs se livrant à chacune des activités spécifiques de travail par groupe linguistique**

Activités spécifiques(*)	Francophones	Anglophones	Autres
Réd. ext.	28.3	56.4	26.2
Réd. int. spéc.	28.6	52.7	24.8
Réd. int. gén.	20.4	40.0	16.1
Formulaires	53.0	52.9	42.0
Lire documents	56.4	76.8	50.7
Lire ext.	38.7	61.4	30.4
Lire int. spéc.	31.5	60.0	28.7
Lire int. gén.	31.7	64.0	31.3
Parl. ext.	64.4	74.2	54.1
Réunions	55.3	70.5	46.8
Parl. supérieur	71.9	81.2	61.4
Parl. subordonnés	35.3	52.8	31.8
Parl. collègue émet.	49.7	60.1	37.2
Parl. collègue rec.	44.6	52.1	34.3

(\*) Signification des abréviations: *Réd.*, est pour rédaction; *ext.*, pour extérieur à l'organisation de travail; *int.*, pour interne ou intérieur à l'organisation de travail; *spéc.*, pour spécifique, c'est-à-dire destiné à une personne en particulier; *gén.*, pour général, c'est-à-dire, destiné à un grand nombre de personnes; *parl.*, pour parler; *émet.*, pour émetteur, c'est-à-dire, qui prend l'initiative de la communication verbale; *rec.*, pour récepteur, c'est-à-dire, qui reçoit la communication verbale.

**Tableau I. 19**

Comparaison entre le pourcentage général et le pourcentage moyen spécifique d'utilisation du français dans les communications de travail pour l'ensemble de la main-d'œuvre et pour les groupes linguistiques, par région

	% général d'utilisation du français			% moyen spécifique d'utilisation du français			Écart entre les deux pourcentages
	Tous	Province	Montréal	Tous	Province	Montréal	
Ensemble de la main-d'œuvre	75%			57%			- 18%
Main-d'œuvre francophone	87%	93%	78%	74%	79%	62%	- 13% - 14% - 16%
Main-d'œuvre anglophone	18%	30%	16%	13%	24%	16%	- 5% - 6% - 5%
Main-d'œuvre d'une autre langue	35%	62%	33%	28%	38%	25%	- 7% - 24% - 8%

dans le second et 66%, dans le dernier type d'activité (Tableau I.20). La diminution par rapport au pourcentage général de 78% est respectivement de 23%, 15% et 12%. Les francophones, dans les activités de lecture, concèdent à l'anglais, à Montréal, 45% du temps où ils accomplissent ces activités. Nous atteignons là un nouveau seuil, qui s'applique à toute une catégorie d'activités.

On trouve des situations encore plus précaires dans les sous-groupes de la main-d'œuvre. Parmi les occupations (Tableau I.21), ce sont

**Tableau I.20**

**Comparaison entre le pourcentage général d'utilisation du français et les pourcentages moyens par type d'activités de communications, pour l'ensemble de la main-d'œuvre de Montréal et pour la main-d'œuvre par groupe linguistique**

	Toute la main-d'œuvre de Montréal	Main-d'œuvre francophone de Montréal	Main-d'œuvre anglophone de Montréal	Main-d'œuvre d'une autre langue de Montréal
% général d'utilisation du français	59%	78%	16%	33%
% moyen d'utilisation du français pour l'ensemble des activités spécifiques de communications	57%	62%	11%	25%
% moyen pour les activités de lecture	47%	55%	16%	26%
% moyen pour les activités de rédaction	56%	63%	7%	22%
% moyen pour les activités verbales	64%	66%	12%	28%



Tableau I. 21

Pourcentage moyen d'utilisation du français pour les francophones et les anglophones de Montréal, par types d'activité de communication, selon les occupations

Occupations	% général d'utilisation du français		% moyen d'utilisation du français dans les activités de lecture		% moyen d'utilisation du français dans les activités de rédaction		% moyen d'utilisation du français dans les activités verbales	
	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones
	78%	16%	55%	16%	63%	7%	66%	12%
1. Administrateur			61%	13%	71%	8%	66%	10%
2. Professionnel			70%	15%	78%	6%	72%	10%
3. Employé de bureau			49%	17%	54%	7%	61%	11%
4. Vendeur			49%	13%	57%	7%	63%	12%
5. Employé des services			54%	20%	69%	12%	67%	16%
6. Employé des transports et communications			48%	20%	54%	6%	62%	13%
7. Contremaître			46%	16%	58%	8%	59%	19%
8. Ouvrier du secondaire			44%	20%	46%	9%	64%	18%
9. Ouvrier du primaire			—	—	—	—	—	—

de nouveau les activités de lecture qui produisent les taux d'emploi du français les plus bas, et ceux-ci se retrouvent en premier lieu chez les ouvriers (44%), puis chez les travailleurs des transports et communications (48%) et chez les vendeurs et employés de bureau (49%). La concession à l'anglais varie de 51% à 56%, de telle sorte que pour ces sous-groupes de la main-d'œuvre francophone, il y a une nette prédominance de l'anglais sur le français. Les activités de rédaction ne produisent une aussi forte prédominance de l'anglais que chez l'ouvrier du secondaire (46% de français). Les autres activités de rédaction présentent des taux plus élevés, mais qui gravitent en grande majorité autour de 60%. Dans les activités verbales elles-mêmes, le taux d'utilisation du français est relativement bas, alors que c'est le type de communication qui se prête le plus à un usage poussé du français. Bref, dans l'ensemble, la concession faite à l'anglais varie entre 40% et 50%, pour atteindre le seuil de 56%. C'est beaucoup.

L'examen des secteurs d'activité n'est pas moins révélateur (Tableau I.22). La prédominance de l'anglais s'accroît de façon sensible chez les francophones qui s'adonnent aux activités de lecture dans l'industrie secondaire: le français ne retient plus que 37% du temps consacré à ces activités, alors que l'anglais s'en approprie 63%. Les activités de rédaction du même secteur offrent un taux d'utilisation qui n'est guère plus satisfaisant, soit 42%. Les activités verbales elles-mêmes concèdent, fait à noter pour ce type d'activité chez les francophones, 42% à l'anglais (100% — 58%). Les services d'utilité publique, le commerce et la finance font au français un sort légèrement meilleur, mais qui dans l'ensemble n'est guère plus enviable.

Une fragmentation encore plus grande des groupes, telle qu'on l'obtient par la combinaison des occupations avec les secteurs d'activité, nous conduit à des seuils d'utilisation du français, qui laissent s'affirmer sans équivoque la prédominance de l'anglais (Tableau I.23). C'est ce qu'on peut trouver chez les employés de bureau de l'industrie secondaire, chez qui la part de l'anglais est de 72% dans les activités de lecture, 64% dans les activités de rédaction et 51% dans les activités verbales, soit en moyenne 62%. Le français, ne retenant plus que 28%, 36% et 49% du temps, est réduit à la portion congrue. Si l'on se rappelle que le pourcentage global d'utilisation du français d'un employé de bureau francophone de l'industrie secondaire était de 67% (Tableau I.15), on

Tableau I. 22

Pourcentages moyens d'utilisation du français pour les francophones et les anglophones de Montréal, par types d'activité de communication, conjugué avec les secteurs d'activité économique

Secteurs d'activité	% général d'utilisation du français		% moyen d'utilisation du français dans les activités de lecture		% moyen d'utilisation du français dans les activités de rédaction		% moyen d'utilisation du français dans les activités verbales	
	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones	Franco-phones	Anglo-phones
	78%	16%	55%	16%	63%	7%	66%	12%
1. Industrie primaire			74%	—	83%	—	68%	—
2. Industrie secondaire			37%	13%	42%	6%	58%	12%
3. Industrie de la construction			49%	20%	72%	15%	73%	16%
4. Services d'utilité publique			45%	19%	52%	7%	59%	11%
5. Commerce			55%	10%	64%	9%	68%	16%
6. Finance			52%	12%	57%	5%	64%	8%
7. Services personnels et sociaux			71%	13%	80%	6%	73%	11%
8. Administration publique			72%	21%	75%	19%	72%	18%

Tableau I. 23

Pourcentages moyens d'utilisation du français dans les activités spécifiques de travail accomplies par les francophones et les anglophones de Montréal à titre soit d'employé de bureau ou d'administrateur de l'industrie manufacturière, soit de professionnel des services personnels et sociaux

		% général d'utilisation du français pour les francophones et les anglophones		% moyen d'utilisation du français dans les activités de lecture		% moyen d'utilisation du français dans les activités de rédaction		% moyen d'utilisation du français dans les activités verbales	
		Franco- phones	Anglo- phones	Franco- phones	Anglo- phones	Franco- phones	Anglo- phones	Franco- phones	Anglo- phones
		78%	16%						
1. Employé de bureau de l'industrie manufacturière	Franco- phone			28%		36%		49%	
	Anglo- phone				18%		8%		11%
2. Administrateur de l'industrie manufacturière	Franco- phone			44%		58%		59%	
	Anglo- phone				11%		8%		9%
3. Professionnel et technicien des services personnels et sociaux	Franco- phone			77%		85%		77%	
	Anglo- phone				15%		5%		10%

mesure mieux, pour des groupes restreints de travailleurs, le recul du français, quand on passe des communications de travail évaluées globalement à des communications évaluées une à une. Ce recul atteint 39% pour les activités de lecture, et même 18%, pour les activités verbales. Cet écart de 18% (67% — 49%) constitue la mesure du sacrifice de sa langue que l'employé de bureau francophone doit consentir sur le plan verbal, quand il passe des échanges familiers à des communications spécifiques de travail, soit avec des gens de l'extérieur, soit avec ses collègues ou son supérieur (Voir le Tableau I.11).

Comparée à la situation des employés de bureau ou des administrateurs de l'industrie manufacturière, celle des professionnels francophones des services personnels et sociaux se présente sous un jour meilleur (Tableau I.23). Le français y est largement prédominant, quel que soit le type d'activité. A ces deux situations correspondent des taux d'emploi du français fort différents. Il est clair que, pour les francophones, le taux d'utilisation du français est lié à des situation différentes sur le marché du travail. Nous retrouvons de nouveau la sélectivité dont nous avons identifié les effets précédemment.

L'étude du contenu de français des communications de travail des francophones nous a mis en face d'une situation complexe. D'une part, nous avons une image rassurante de l'emploi du français, qui correspond à une vision globale de l'utilisation de cette langue dans l'ensemble des communications de travail. Dans ce cas, ce qu'on a jugé, c'est toute la vie au travail, ce sont les échanges avec l'entourage aussi bien que les activités de travail elles-mêmes, c'est le milieu de travail comme milieu de vie. Il ressort que pour l'ensemble de la population francophone, ce milieu est beaucoup plus favorable qu'on ne le croyait. Cependant, il ne l'est pas également pour tous les sous-groupes de la main-d'œuvre comme l'a laissé voir le travail de fragmentation auquel nous nous sommes livrés. De telle sorte que l'image rassurante du début, globale par définition, s'accompagne d'autres images qui laissent voir que la réalité, dans le détail, est plus nuancée et moins satisfaisante qu'il n'y paraissait d'abord.

Dans un deuxième temps, nous avons pris connaissance du jugement des acteurs sociaux sur la place du français dans les activités mêmes du travail. La situation générale est apparue moins bonne:

les taux d'emploi du français étaient nettement plus bas. Les communications de travail proprement dites sont donc apparues comme moins favorables à l'emploi du français que l'ensemble des communications faites dans le milieu de travail. Et parmi les activités de travail, les activités de lecture et de rédaction se sont montrées peu propices à l'emploi du français. Puis, fragmentant le groupe francophone, il est de nouveau apparu des situations où la part de l'anglais l'emportait largement sur celle du français.

Donc, une situation générale moins satisfaisante que lors de la première évaluation, inquiétante à certains égards, tant pour l'importance des communications en cause, que pour les situations particulières où la part du français est par trop réduite.

#### **b) La répartition régionale des travailleurs bilingues francophones**

Nous venons de faire voir l'extension quantitative du bilinguisme: n'atteignant pas la masse, il touche, parfois profondément, certains groupes de la main-d'œuvre. La concurrence que l'anglais fait au français est sérieuse, voire, dans certains cas, menaçante. Nous avons abondamment utilisé pour le démontrer, les données sur l'emploi du français que nous ont fournies les répondants francophones de la région métropolitaine. C'est donc eux surtout qui subissent les effets du bilinguisme, beaucoup plus que les francophones habitant la province.

Les travailleurs bilingues ne se répartissent pas également entre les deux régions: c'est à Montréal que se trouvent la majorité d'entre eux, non en province. Environ 55% de la main-d'œuvre francophone de la région métropolitaine se trouve en situation de bilinguisme, alors qu'elle n'est que de 23% en province (Tableau I.24). Il en résulte que les travailleurs francophones bilingues sont localisés à Montréal dans une proportion de 62% (409,000 sur 655,000). Par contre, ceux qui ont déclaré pouvoir travailler à peu près uniquement en français sont concentrés majoritairement en province: 71% (829,000 sur 1,165,000), laissant le solde de 29% à la zone métropolitaine.

Ce qui fait voir, tout autant que les pourcentages dont nous venons de faire état, cette extension du bilinguisme à Montréal, c'est le nombre de jours de contact que les francophones ont avec l'anglais.

**Tableau I. 24****Les usages linguistiques des travailleurs selon les régions****Travailleurs francophones utilisant**

	À peu près uniquement le français	Les deux langues à des degrés divers	TOTAL
Montréal	45% (336,000)	55% (409,000)	100% ( 745,000)
Province	77% (829,000)	23% (246,000)	100% (1,075,000)

**Travailleurs anglophones utilisant:**

	À peu près uniquement l'anglais	Les deux langues à des degrés divers	TOTAL
Montréal	67% (175,000)	33% ( 86,000)	100% (261,000)
Province	49% ( 41,000)	51% ( 42,000)	100% ( 83,000)

**Pourcentage des travailleurs en situation de quasi unilinguisme ou de bilinguisme relatif selon les régions****Travailleurs francophones**

	Travailleurs quasi unilingues	Travailleurs en situation de bilinguisme
Montréal	29% ( 336,000)	62% (409,000)
Province	71% ( 829,000)	38% (246,000)
Total	100% (1,165,000)	100% (655,000)

**Travailleurs anglophones**

	Travailleurs quasi unilingues	Travailleurs en situation de bilinguisme
Montréal	81% ( 175,000)	67% ( 86,000)
Province	19% ( 41,000)	33% ( 43,000)
Total	100% ( 216,000)	100% (128,000)

Indépendamment de la quantité d'anglais employé au travail, les francophones sont en contact avec l'anglais, sur 20 jours ouvrables, trois fois plus à Montréal qu'en province, soit respectivement 10.6 jours et 3.6 jours (Tableau I.25). Il y a donc forte extension des occasions de pratiquer le bilinguisme. En revanche, ils sont en contact avec leur langue quotidiennement, soit 19 jours sur 20. Il y a donc ici une double réalité: un contact quotidien avec la langue

**Tableau I. 25**

**Nombre de jours de contact avec l'anglais et le français pour les francophones – sur 20 jours ouvrables**

	Montréal	Province	Tout le Québec
Jours de contact avec l'anglais	10.6	3.6	6.5
Jours de contact avec le français	19.0	19.5	19.3

**Nombre de jours de contact avec le français et l'anglais pour les anglophones – sur 20 jours ouvrables**

	Montréal	Province	Tout le Québec
Jours de contact avec le français	9.3	11.0	9.6
Jours de contact avec l'anglais	19.3	16.7	18.9

**Nombre de jours de contact avec le français et l'anglais pour les autres – sur 20 jours ouvrables**

	Montréal	Province	Tout le Québec
Jours de contact avec le français	11.9	15.2	12.1
Jours de contact avec l'anglais	15.3	10.0	15.0



maternelle, doublé, à Montréal, d'un contact avec l'anglais trois fois plus étendu qu'en province, mais qui n'atteint que la moitié des jours de travail (10 jours sur 20). Il y a donc extension, à Montréal, de la formule bilingue et du nombre de jours de contact avec l'anglais, mais sans que ce mouvement arrive à englober l'entier de la main-d'œuvre francophone de la région, ainsi que la totalité des jours de travail.

Il est difficile de ne pas conclure que la présence plus massive des anglophones à Montréal (76% de la main-d'œuvre y est concentrée) n'a pas d'effet sur l'emploi que les francophones font de la langue anglaise dans leurs activités de travail. Il en est de même pour les membres du tiers groupe dont 92.0% des effectifs (157,000 sur 177,000) sont regroupés dans la région métropolitaine: 36% d'entre eux emploient à peu près uniquement l'anglais au travail, contre 14%, le français. Il y a un effet de masse qu'on ne peut ignorer, même s'il ne constitue qu'un des facteurs qui conditionnent l'emploi des langues. Nous verrons par la suite si les anglophones subissent de la même manière les effets de la présence massive des francophones en province.

### **c) L'extension du bilinguisme dans les groupes de travailleurs francophones**

À Montréal, l'extension du bilinguisme est considérable: plus de la moitié de la main-d'œuvre francophone (55%) utilise l'anglais au travail. Mais cette extension ne s'arrête pas là. Si l'on fragmente ce groupe de quelque 400,000 personnes en unités plus petites, on obtient des pourcentages encore plus élevés. Les employés de la vente, à Montréal, sont 68% de leur groupe à utiliser l'anglais concurremment avec le français, les administrateurs et les employés de bureau, 65% de leur groupe; les contremaîtres, 61%; les employés de transport et de communications, 57%. En fait, seuls les professionnels paraissent échapper majoritairement à la nécessité de pratiquer la formule bilingue, les ouvriers et les employés de services pour leur part y étant astreints pour près de la moitié d'entre eux. (Tableau I.26). Bien peu d'occupations, à Montréal, permettent aux francophones d'échapper à la nécessité d'utiliser l'anglais au travail. Il en va de même des tâches au travail et des secteurs d'activité. Seule la tâche manuelle donne aux francopho-

Tableau I. 26

Pourcentage de francophones de Montréal pratiquant au travail la formule bilingue selon les occupations, les tâches et les secteurs d'activité

Formule: les deux langues à des degrés divers

Occupations	% de francophones	Tâches	% de francophones	Secteurs d'activité	% de francophones
1. Administrateur	65%	1. Orale et écrite	64%	1. Industrie primaire	—
2. Professionnel	33%	2. Écrite	55%	2. Industrie secondaire	59%
3. Employé de bureau	65%	3. Orale	57%	3. Construction	35%
4. Vendeur	68%	4. Écrite et manuelle	61%	4. Services d'utilité publique	63%
5. Employé des services	49%	5. Orale et manuelle	54%	5. Commerce	65%
6. Employé des transports	57%	6. Manuelle	36%	6. Finance	64%
7. Contremaître	61%			7. Services personnels et sociaux	38%
8. Ouvrier du secondaire	46%			8. Administration publique	58%
9. Ouvrier du primaire	50%				

nes une relative liberté d'utiliser leur langue (64% du groupe); toutes les autres tâches obligent plus de la moitié des groupes à faire usage de l'autre langue (64% du groupe pour les tâches orales et écrites). De même, si l'on excepte les secteurs des services personnels et sociaux et de la construction (35% et 38% des groupes), tous les autres secteurs d'activité poussent les francophones à pratiquer largement la formule bilingue au travail: le commerce, la finance, les services d'utilité publique, l'industrie secondaire et l'administration publique (en moyenne 61% des groupes).

Ces pourcentages sont dépassés par les employés de bureau de l'industrie manufacturière dont 66% du groupe doit pratiquer au travail la formule bilingue (Tableau I.27); puis par les administrateurs de la finance et de l'industrie manufacturière avec 71% et 72% de leur groupe, pour culminer chez les vendeurs francophones de l'industrie manufacturière (80% du groupe) dont on sait que la clientèle à qui ils s'adressent est beaucoup plus anglophone que francophone. La pratique, à un si haut degré, de la formule bilingue par les francophones de Montréal est-elle aussi raisonnablement justifiée pour tous les groupes qu'elle peut l'être pour les employés qui s'occupent de vente?

L'extension régionale du bilinguisme est un fait évident chez les travailleurs francophones de Montréal; plus de la moitié de la main-d'œuvre pratique au travail la formule bilingue; cette extension atteint des niveaux encore plus élevés dans des groupes plus restreints de la main-d'œuvre. La question qui se pose est la suivante: est-il nécessaire qu'il y ait autant de francophones qui utilisent l'anglais au travail?

### ***5. L'utilisation du français dans les communications de travail de la main-d'œuvre anglophone***

La main-d'œuvre anglophone suit un schéma d'utilisation des langues au travail, en même temps analogue et en même temps différent de celui des francophones: il y a chez eux prédominance de l'anglais tout comme, chez les francophones, il y avait prédominance du français; mais il n'y a pas concurrence du français dans certains types de communications ou dans certains groupes de la main-d'œuvre, comme c'était le cas, pour l'anglais, chez les francophones. Les anglophones paraissent échapper à l'obligation d'utiliser largement le français.

**Tableau I. 27**

**Pourcentage de francophones de Montréal pratiquant au travail la formule bilingue selon les occupations combinées avec les secteurs d'activité**

Formule: les deux langues à des degrés divers

Secteurs d'activité	Administrateurs	Professionnels et techniciens	Employés de bureau	Vendeurs	Employés de services	Employés des transports et communications	Contremaîtres	Ouvriers du secondaire	Ouvriers du primaire
1. Industrie primaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Industrie secondaire	72%	61%	66%	80%	39%	47%	45%	43%	—
3. Industrie de la construction	—	—	—	—	—	—	—	28%	—
4. Services d'utilité publique	61%	—	65%	—	42%	57%	—	62%	—
5. Commerce	64%	—	61%	64%	—	—	—	61%	—
6. Finance	71%	—	62%	62%	—	—	—	—	—
7. Services personnels et sociaux	54%	22%	38%	54%	41%	—	—	—	—
8. Administration publique	57%	50%	59%	60%	—	—	—	—	—

**a) La prédominance de l'anglais dans les communications générales de travail**

Cette prédominance s'affirme tout d'abord comme chez les francophones dans l'évaluation générale qu'ils font de l'emploi des langues au travail: dans l'ensemble, ils utilisent 82% d'anglais au travail; à Montréal, 84%, et en province, 70% (Tableau I.12). Dans cette dernière région, la présence francophone, fortement majoritaire, se fait davantage sentir, de telle sorte que les travailleurs anglophones en arrivent à utiliser jusqu'à 30% de français. Mais à Montréal, le taux général d'emploi du français descend à 16%, alors que les francophones de la région métropolitaine, majoritaires malgré tout, concèdent 22% à l'anglais. C'est une première affirmation de la prédominance de l'anglais chez les anglophones, laquelle à Montréal, est plus forte que la prédominance du français chez les francophones, même si ces derniers forment la majorité de la population et de la main-d'œuvre.

Ce taux moyen de 16% de français subit de légères variations: il peut s'élever, en moyenne, jusqu'à 24% dans l'une ou l'autre des catégories de travail (Tableau I.13), mais aussi diminuer jusqu'à un niveau moyen de 13% avec une pointe de 9%, pour le groupe de revenu de \$12,000 à \$15,000. Cette première fragmentation du groupe n'entraîne pas des variations aussi considérables que celles qu'on rencontrait chez les travailleurs francophones de Montréal, lesquels pouvaient aller jusqu'à concéder une moyenne de 28% à l'anglais, avec une pointe de 31% pour le groupe du niveau d'instruction de 12 à 14 années de scolarité (Tableau I.13). Ce seuil de 9% de français, pour les communications de travail envisagées globalement, n'est dépassé que par les administrateurs anglophones des services d'utilité publique et de la finance (Tableaux I.28 et I.29) qui n'utilisent que 8% de français.

Ainsi la fragmentation de la main-d'œuvre en sous-groupes de travailleurs, qui entraînait pour les francophones une variation considérable du taux d'emploi du français (Tableaux I.15 et I.16), ne produit pas les mêmes effets chez les anglophones. Le pourcentage moyen maximal de 24% n'est dépassé que par quelques sous-groupes: les ouvriers de l'industrie secondaire (29%) et les vendeurs du commerce (32%) (Tableau I.28); ou encore, par les travailleurs qui accomplissent des tâches écrites dans l'administration publique (33%) ou des tâches manuelles dans l'industrie secondaire (33%)

**Tableau I. 28**

**Pourcentage général d'utilisation du français pour l'ensemble de la main-d'œuvre anglophone par occupation couplée avec les secteurs d'activité(\*)**

Secteurs d'activité	Adminis- trateurs	Profes- sionnels	Employés de bureau	Vendeurs	Employés des services	Employés des transports	Contre- maîtres	Ouvriers du secon- daire	Ouvriers du pri- maire
1. Industrie primaire									14%
2. Industrie secondaire	20%	11%	17%	10%			22%	29%	
3. Construction									
4. Services d'utilité publique	8%	9%	9%			18%		24%	
5. Commerce	21%		10%	32%					
6. Finance	8%		15%	19%					
7. Services personnels et sociaux	15%	15%	15%		23%				
8. Administration publique					21%				

(\*) Il n'y a de pourcentages que dans les cas où l'analyse porte sur 30 informateurs ou plus.

(Tableau I.29). Quant au taux minimum de 9%, nous venons de voir qu'il n'était dépassé, et encore, de très peu, que par les sous-groupes des administrateurs des services d'utilité publique et des finances. Pour une raison ou pour une autre, les anglophones paraissent échapper aux conditions de travail qui entraînent pour les francophones des conséquences linguistiques considérables. Les travailleurs anglophones utilisent un pourcentage de français qui varie peu, de l'ensemble du groupe aux catégories et aux sous-catégories. Et ce pourcentage d'utilisation est, tout compte fait, peu élevé, si l'on tient compte que la main-d'œuvre anglophone, tout comme la population anglophone, constitue une minorité à Montréal aussi bien que dans l'ensemble du Québec.

**Tableau I. 29**

**Pourcentage général d'utilisation du français pour l'ensemble de la main-d'œuvre anglophone par tâche au travail couplée avec les secteurs d'activité**

Secteurs d'activité	Travail oral et écrit	Travail écrit	Travail oral	Travail écrit et manuel	Travail oral et manuel	Travail manuel
Industrie primaire						
Industrie secondaire	18%	10%				33%
Construction						
Services d'utilité publique	9%	17%				20%
Commerce	24%					
Finance	13%	11%				
Services personnels et sociaux	14%	19%	25%			2%
Administration publique	33%					

**b) La prédominance de l'anglais dans les communications spécifiques de travail**

Peu élevé dans l'ensemble des communications de travail, le niveau d'utilisation du français est encore plus bas pour les communications spécifiques, c'est-à-dire pour les actes de communication qui ont pour objet l'exécution expresse des tâches de travail. De 16% qu'il était dans le premier cas, le niveau moyen tombe à 11% dans le second cas (Tableau I.19). C'est déjà une sorte de strict minimum, et qui laisse bien peu de place à la variation. Cependant, le niveau moyen pour les activités de rédaction de l'ensemble des travailleurs anglophones de Montréal est de 4% au-dessous de ce niveau moyen, la rédaction se faisant alors en anglais à raison de 93% du temps où l'on accomplit ces activités (Tableau I.20). Le niveau des activités verbales n'est lui-même que de 12%, ce qui suppose fort peu de concession au français, même pour les échanges qui conservent le plus de connotation personnelle. C'est pour les activités de lecture que le pourcentage est le plus élevé: 16%. C'est tout le contraire de ce qui se produit pour les francophones pour qui les activités de lecture et de rédaction engendraient une baisse sensible de l'emploi du français, alors que les activités verbales apparaissent relativement plus favorables (Tableau I.20).

La fragmentation du groupe ne donne que des résultats décevants. Les sous-groupes que constituent les occupations (Tableau I.21) et les secteurs d'activité (Tableau I.22) fournissent peu de pourcentages dont les écarts avec le niveau moyen soient vraiment significatifs. Tout au plus, peut-on noter que les occupations de professionnel et de travailleur des transports et communications sont les moins favorables (6% pour les activités de rédaction), avec celles d'employé de bureau et de vendeur (7%). Dans les secteurs d'activité, c'est la finance qui présente le taux le plus bas (5%), suivie de près par l'industrie manufacturière et les services professionnels et sociaux (6%). La part faite au français dans les sous-groupes mentionnés ci-dessus est réduite au minimum. Elle tend vers zéro. Même dans les activités les plus favorables au français, telle la lecture de documents et les communications verbales, le pourcentage le plus élevé n'est que de 21%, dans l'administration publique. C'est bien peu, somme toute. Le fait de coupler une occupation avec un secteur d'activité n'a pas davantage pour effet de produire, à l'inverse des baisses observées chez les francophones, une hausse



sensible du niveau d'emploi du français: le taux de 5% de français du professionnel anglophone des services personnels et sociaux (Tableau I.23) est identique à celui que nous venons de signaler pour les activités de tout le secteur de la finance (Tableau I.22).

Pour franchir ce seuil minimal de 5% d'utilisation du français chez un anglophone, ou le seuil maximal de 20%, il faut examiner une à une les activités spécifiques de communication de certains sous-groupes (Tableau I.30). On atteint alors des taux minimum de 1% ou 2% et des taux maximum qui ne dépassent quand même pas 27% (pour la lecture de textes internes généraux faite par les employés de bureau).

Qu'on examine la situation sous l'angle des communications générales ou des communications spécifiques, les travailleurs anglophones font du français un usage minimal qui, dans certains sous-groupes et certaines activités, tend vers zéro. À l'inverse des francophones, ils ne subissent pratiquement pas la pression de certaines situations de travail, qui les amènerait à faire un emploi élevé du français. Et quand il se fait qu'ils subissent de telles pressions, leur niveau d'emploi ne dépasse pas, en moyenne, 18% pour les communications prises globalement, et 13% (Tableau I.19), pour les communications spécifiques de travail. Les travailleurs anglophones ne sont en aucune circonstance soumis à des pressions au bilinguisme équivalentes à celles que subissent les francophones.

### **c) La répartition régionale des travailleurs bilingues anglophones**

L'extension régionale du bilinguisme chez les anglophones est en apparence comparable à celle des francophones, mais au fond très différente. Parallèlement aux francophones qui ont 55% de leurs travailleurs en situation de bilinguisme à Montréal contre 23% en province, les anglophones en ont en effet 51% en province, contre 33% à Montréal (Tableau I.24). L'impact de la forte présence francophone en province se fait de toute évidence sentir sur l'utilisation que les anglophones font du français. Il y a donc, en province, extension du bilinguisme pour les anglophones, tout comme elle se produit à Montréal, pour les francophones.

Mais la comparaison s'arrête là. Cinquante-cinq pour cent (55%) de travailleurs francophones qui utilisent l'anglais à Montréal, cela fait quelque 409,000 personnes; 51% d'anglophones qui utilisent

Tableau I. 30

Pourcentages moyens d'utilisation du français dans les activités spécifiques de travail pour la main-d'œuvre anglophone de Montréal selon quatre occupations(\*)

Occupations	Rédiger des textes pour l'extérieur	Rédiger des textes internes à destination particulière	Rédiger des textes internes à destination générale	Lire des textes internes de provenance particulière	Lire des documents pour l'exécution du travail	Lire des textes internes de provenance particulière	Lire des textes de provenance externe à l'entreprise	Lire des textes internes généraux	Remplir des formulaires	Parler à des gens à l'extérieur de l'entreprise	Parler à son supérieur immédiat	Parler à des subalternes francophones	Parler à des subalternes anglophones	Parler à des collègues ou égaux francophones	Parler à des collègues ou égaux anglophones	Recevoir des communications de collègues ou égaux francophones	Recevoir des communications de collègues ou égaux anglophones	Assister à des réunions
Administrateur	10%	4%	8%	9%	8%	23%	13%	11%	13%	2%	21%	2%	16%	1%	18%	1%	14%	
Professionnel et technicien	6%	5%	6%	10%	14%	21%	14%	6%	10%	4%	19%	1%	19%	3%	17%	2%	14%	
Employé de bureau	7%	4%	10%	13%	12%	27%	16%	7%	16%	8%	24%	0%	16%	2%	16%	1%	16%	
Vendeur	10%	5%	5%	14%	12%	16%	12%	9%	15%	6%	14%	1%	28%	5%	26%	2%	15%	

(\*) Pour les autres occupations, le nombre de répondants n'est pas suffisant pour que les pourcentages soient valides.

le français en province, cela représente environ 43,000 personnes. De plus, les francophones, dans la région métropolitaine, constituent la majorité de la main-d'œuvre (64.1%, tableau I.1), tandis que les anglophones, en province, ne représentent qu'une petite minorité (7.7%). Malgré cela, 55% du groupe majoritaire, à Montréal, se trouve astreint à utiliser l'anglais, alors que la main-d'œuvre anglophone, en province, fortement minoritaire, échappe pour moitié (49%) (Tableau I.24) à la nécessité d'utiliser le français. Certes, nous ne savons pas quelles sont les occupations de ces 41,000 personnes, ni dans quels secteurs d'activité elles œuvrent, mais il n'en reste pas moins surprenant qu'elles réussissent à échapper, dans les échanges humains très contraignants que sont les communications de travail, à la nécessité, dans une mer de francophones, d'utiliser le français; alors que les francophones, eux, près de trois fois plus nombreux à Montréal que les anglophones, se voient, pour 55% d'entre eux, dans l'obligation d'utiliser l'anglais. Il est évident que la force du nombre ne suffit pas à expliquer les comportements linguistiques différents de chacun des groupes. Ce qui le confirme, c'est le nombre de jours de contact avec l'autre langue. Alors que pour les francophones, le nombre de jours de contact avec l'anglais passe de 3.6 jours en province, à 10.6 jours à Montréal, accusant ainsi le poids de la forte présence anglophone dans la région métropolitaine, ce nombre de jours ne passe pour les anglophones que de 9.6 à Montréal, à 11 jours en province (Tableau I.25), tout comme si dans les deux régions, mais plus particulièrement en province, la présence majoritaire des francophones ne jouait qu'un rôle restreint.

Dans la région métropolitaine, la situation se révèle, toute proportion gardée, la même: les anglophones subissent moins que les francophones la pression linguistique de l'autre groupe. Ils ne sont que 33% en situation de bilinguisme, comparativement à 55%, chez les travailleurs francophones (Tableau I.24). De même, les francophones, plus nombreux, ont 10.6 jours sur 20 de contact avec l'anglais, contre 9.3 jours de contact avec le français, pour les anglophones, qui, à Montréal même, ne forment que 22.4% de la main-d'œuvre. Que ce soit à Montréal, que ce soit en province, les anglophones, minoritaires comme groupe, paraissent être dans une situation socio-économique qui leur permet d'échapper, pour la majorité d'entre eux à Montréal (67%) et pour près de la moitié en province (49%), à la nécessité d'utiliser le français au travail.

Pour les francophones, la situation est différente: plus des trois-quarts (77%) échappent au bilinguisme en province, mais plus de la moitié (55%) y sont astreints à Montréal. L'extension du bilinguisme n'a vraiment pas le même sens pour les francophones et les anglophones.

## **6. *L'utilisation du français par les membres du tiers groupe linguistique***

Les membres du tiers groupe sont fortement soumis aux conditions linguistiques qui prévalent sur le marché du travail. Si l'on excepte 10% de la main-d'œuvre qui se tire d'affaire avec la langue maternelle (Tableau I.3), les autres 90% sont voués dans les activités de travail à utiliser soit l'anglais, soit le français.

### **a) La prédominance de l'anglais**

Des deux grandes langues usuelles au Québec, c'est l'anglais qui, de façon prédominante, sert d'instrument de communication aux travailleurs du troisième groupe linguistique. A Montréal, où près de 89% d'entre eux sont concentrés, ils utilisent l'anglais à raison de 67% de leur temps de travail et le français pour les 33% restant (Tableau I.12). Ce pourcentage global d'utilisation du français peut s'élever jusqu'à 54% dans des situations favorables comme celle que représente l'accomplissement des tâches manuelles et orales, mais aussi descendre jusqu'à 15%, dans l'accomplissement des tâches uniquement écrites (Tableau I.13). En moyenne, l'écart maximal est de 46% de français et l'écart minimal, de 26%. De telle sorte que la quantité d'anglais employée est presque toujours supérieure à la quantité de français, quel que soit l'angle sous lequel on examine leur situation (Tableaux I.31 et I.32). Si l'on excepte les ouvriers du secondaire qui œuvrent dans le secteur du commerce (56% de français) et les travailleurs accomplissant des tâches orales et manuelles dans les services personnels et sociaux (58%), toutes les autres situations de travail produisent des pourcentages d'utilisation du français gravitant autour de la moyenne de 35%, mais souvent, bien au-dessous, comme dans l'industrie secondaire.

Si l'on passe de l'évaluation globale à l'évaluation spécifique, la part du français dans les communications de travail se rétrécit:

**Pourcentage général d'utilisation du français dans les communications de travail par les membres du tiers groupe, par catégorie d'occupations couplée avec les secteurs d'activité**

[illegible]

elle n'est plus que 25% à Montréal (Tableau I.19) où, encore une fois, est regroupée la très grande majorité des membres du tiers groupe. Sur le plan des types d'activité de communication, le niveau d'emploi du français n'est plus, pour la rédaction de documents, que de 22% (Tableau I.20), alors qu'il s'élève à 26% pour la lecture, et 28%, pour les communications verbales. Les « autres » suivent ici le même schème d'utilisation par type d'activité, que les anglophones. Une fragmentation plus poussée du groupe pourrait sans doute produire des niveaux d'emploi du français encore plus bas, mais qui n'apporteraient que des preuves supplémentaires de la prédominance manifeste de l'anglais.

**Tableau I. 32**

**Pourcentage général d'utilisation du français dans les communications de travail par les membres du tiers groupe, par tâche au travail couplée avec le secteur d'activité**

Secteurs d'activité	Travail oral et écrit	Travail écrit	Travail oral	Travail écrit et manuel	Travail oral et manuel	Travail manuel
Industrie primaire						
Industrie secondaire	21%	17%				37%
Construction						43%
Services d'utilité publique	22%					
Commerce						47%
Finance						
Services personnels et sociaux	42%				58%	28%
Administration publique						

Deux autres faits cependant la mettent encore davantage en évidence. Les membres du tiers groupe pratiquent beaucoup plus au travail la formule unilingue anglaise (36%) que la formule unilingue française (14%), c'est-à-dire deux fois et demie plus (Tableau I.3). De même, le nombre de jours de contact qu'ils ont avec l'anglais, à Montréal, s'élève à 15.3 contre seulement 11.9 pour le français (Tableau I.25). L'inverse se produit en province, certes, où les jours de contact avec l'anglais s'élèvent à 10, alors qu'ils sont de 15.2 pour le français. La surprise ici, c'est que les quelque 20,000 travailleurs (Tableau I.1) que constitue la main-d'œuvre « *autre* » en province, réussissent à n'avoir que 15 jours de contact sur 20 avec une langue qui est celle de 91.3% de la main-d'œuvre de cette région, c'est-à-dire, de 1,075,000 personnes. A cet égard, les « *autres* » paraissent présenter un modèle de relations linguistiques et de situation socio-économique très apparenté à celui que nous avons étudié chez les anglophones.

#### **b) La prédominance du français**

Elle n'apparaît de façon manifeste que dans le groupe de ceux qui ont déclaré travailler à peu près uniquement en français (14%) (Tableau I.3). Chez les travailleurs de ce groupe restreint, le français sert d'instrument de communication dans 85% du temps de travail (Tableaux I.5 et I.6). On peut faire l'hypothèse qu'il s'agit dans ce cas de travailleurs qui œuvrent dans des entreprises à prédominance francophone et française. Si tel est le cas, on pourrait soupçonner que la propriété de l'entreprise ou encore la langue des dirigeants et des employés joue un rôle important dans l'emploi que les membres du tiers groupe font du français et de l'anglais dans les communications de travail.

### ***7. Les situations qui conditionnent l'utilisation du français***

Tout au long des exposés précédents, nous avons noté qu'il est des situations propices à un emploi élevé du français dans les communications de travail, et d'autres, non. Nous les avons signalées sans plus, nous réservant d'y revenir par la suite (Tableaux I.15, 16, 21, 22 et 23). Il importe d'approfondir cet aspect de la question et de

tenter de déterminer les conditions de travail qui paraissent favorables ou défavorables à l'emploi du français.

### **a) La situation régionale**

Certes il est clair, sur le plan régional, que la province, beaucoup plus que Montréal, favorise l'emploi du français. Nous en avons donné de nombreuses preuves, tant pour la pratique des formules linguistiques que pour le niveau d'utilisation du français. Les données ont fait voir à l'envi que l'agglomération montréalaise favorise chez les francophones l'emploi de l'anglais parallèlement au français et qu'elle diminue le peu de propension qu'ont les anglophones et les membres du tiers groupe à utiliser le français au travail. Nous en donnerons un dernier témoignage en mettant en parallèle les pourcentages d'utilisation du français des francophones, des anglophones et des autres dans chacune des activités spécifiques (Tableau I.33).

De la province à Montréal, la diminution de l'emploi du français est sensible chez les francophones: l'écart est souvent de près de 20%; la diminution est encore plus patente chez les anglophones, en particulier dans certaines activités, comme la rédaction des textes particuliers internes, par exemple, où l'utilisation du français est quatre fois moindre à Montréal qu'en province (\*); le plus souvent, cependant, l'écart entre les deux régions pour une même activité, est de l'ordre de 50% chez les anglophones. C'est beaucoup. Si la région métropolitaine ne favorise pas l'emploi du français chez les francophones, elle le favorise encore moins chez les anglophones. Il est significatif à cet égard, que les francophones soient davantage en situation de bilinguisme à Montréal qu'en province (55% contre 23%) et que ce soit l'inverse pour les anglophones (33% à Montréal et 51% en province).

La région métropolitaine apparaît ainsi, à tous égards, comme favorisant l'emploi de l'anglais au détriment du français. C'est là, et non en province, que se pose de la façon la plus aiguë le problème de la sur-utilisation de l'anglais par les francophones et celui de la sous-utilisation du français par les anglophones. Attribuant à

---

\* Il n'est pas possible d'établir la comparaison pour le tiers groupe, les pourcentages pour la province n'étant pas statistiquement valides.



**Tableau I. 33**

Pourcentages moyens d'utilisation du français dans chacune des activités spécifiques de communication au travail, pour la main-d'œuvre francophone, anglophone et autre, à Montréal et en province

Activités spécifiques de communication	Francophones		Anglophones		Autres	
	Montréal	Province	Montréal	Province	Montréal	Province(*)
Rédiger des textes pour l'extérieur	63%	83%	8%	25%	24%	44%
Rédiger des textes particuliers pour l'intérieur	62%	81%	5%	20%	20%	45%
Rédiger des textes généraux pour l'intérieur	63%	83%	8%	21%	17%	0%
Lire des documents	48%	64%	12%	22%	22%	45%
Lire des textes particuliers internes	59%	76%	12%	18%	25%	30%
Lire des textes généraux internes	59%	75%	24%	41%	31%	14%
Lire des textes venant de l'extérieur	54%	70%	15%	28%	25%	26%
Remplir des formulaires	64%	82%	8%	17%	26%	47%
Parler à des gens de l'extérieur	70%	89%	15%	29%	32%	53%
Parler à son supérieur	78%	91%	7%	22%	23%	49%
Parler à des subalternes francophones	91%	94%	22%	42%	47%	58%
Parler à des subalternes anglophones	33%	65%	1%	6%	8%	45%
Parler à des collègues francophones	88%	94%	21%	39%	40%	62%
Parler à des collègues anglophones	34%	59%	3%	6%	4%	19%

(\*) Pour la province, les pourcentages du groupe «autre» ne sont pas valides, le nombre de répondants n'étant pas suffisant.

chaque groupe linguistique la part qui lui revient dans l'utilisation globale du français et de l'anglais au travail, on obtient des résultats qui ne laissent aucun doute sur cette question (Tableau I.34).

Le groupe anglophone apparaît presque complètement mobilisé par l'utilisation de sa langue maternelle quand on le compare aux deux autres, car il ne contribue que pour 6% à l'utilisation du français, alors qu'il représente à Montréal 22% de la main-d'œuvre: il y a bien sous-utilisation du français par les anglophones. Mais il y a davantage sur-utilisation de l'anglais par les francophones, qui contribuent presque autant que les anglophones à l'utilisation de l'anglais (35% contre 40%). Pour la langue française, la partie n'est pas égale. Elle l'est encore moins si l'on jette un coup d'œil sur la contribution des autres à l'utilisation des langues: 25% à l'anglais et seulement 10% au français. Ainsi, les francophones sont presque seuls à utiliser leur langue au travail, alors qu'ils contribuent pour une large part à l'utilisation de l'anglais. On ne peut avoir une meilleure image de ce que représente la région métropolitaine quant à l'emploi du français au travail. Ce n'est une langue utile que pour les francophones; et encore, c'est une langue qui, même pour eux, doit céder fréquemment le pas à l'anglais. Somme toute, à Montréal, le français apparaît, pour l'ensemble de la main-d'œuvre, comme une langue moins utile que l'anglais.

**Tableau I. 34**

**Contribution de la main-d'œuvre montréalaise à l'utilisation du français et de l'anglais au travail par groupe linguistique**

Groupes linguistiques	Français	Anglais
Contribution de la main-d'œuvre francophone	84%	35%
Contribution de la main-d'œuvre anglophone	6%	40%
Contribution de la main-d'œuvre d'une autre langue	10%	25%
Total	100%	100%

**b) La situation sur le plan des communications de travail**

Quel que soit le type de communication, familial ou fonctionnel, écrit ou verbal, les anglophones emploient leur langue de façon prépondérante, ne concédant que peu au français; les membres du tiers groupe ont une forte propension à adopter le même comportement linguistique. Quant aux francophones, ils font voir de très fortes variations dans l'emploi de leur langue selon qu'ils utilisent l'un ou l'autre des types de communication. Où l'écart est tout d'abord sensible, c'est entre les communications familiales et fonctionnelles (Tableau I.35). Des administrateurs aux ouvriers, pas un groupe de francophones qui ne voie baisser son niveau d'utilisation du français en passant des échanges humains au travail à des actes de communication visant à l'exécution expresse des tâches de travail. Et les travailleurs qui subissent les diminutions les plus drastiques appartiennent aux catégories les moins favorisées: ouvriers et contremaîtres. L'ouvrier qui doit lire des documents techniques (dernière colonne, à droite, Tableau I.35) le fait, non pas en sacrifiant 28% de français comme l'administrateur, mais en réduisant son pourcentage d'utilisation du français de 44%. Certes, tous les ouvriers n'ont pas à accomplir cette activité, mais ils sont tout de même 43% à le faire. Quant aux contremaîtres, c'est 75% de leur groupe qui doit sacrifier en bonne partie sa langue en lisant de tels documents.

Parmi les communications fonctionnelles, ce sont les activités de lecture qui entraînent pour chaque occupation les réductions les plus fortes dans l'emploi du français. Viennent ensuite les activités de rédaction (Tableaux I.20 et I.35). Seules les activités verbales présentent des écarts minimes ou nuls avec le pourcentage général. À croire que lorsqu'un francophone évalue globalement la place de sa langue dans les communications de travail, il n'a en tête que les échanges verbaux, qu'ils soient familiaux ou fonctionnels, paraissant ainsi oublier les activités écrites. C'est d'autant plus plausible, que ce ne sont pas tous les travailleurs, loin de là, qui accomplissent les activités de lecture et de rédaction, lesquelles sont d'ailleurs fonctionnellement plus importantes que les activités verbales. Quoi qu'il en soit, il y a, pour les francophones, une différence fondamentale entre les activités écrites et les activités verbales, ces dernières étant beaucoup plus propices à l'emploi du français que les premières. Au plan des types de communication comme au plan

Tableau I. 35

Écart entre les pourcentages généraux et les pourcentages spécifiques d'utilisation du français, pour l'ensemble de la main-d'œuvre francophone par occupations et activités spécifiques de communication(\*)

Occupations	% général	Parl. sup.	Réunions	Parl. ext.	Formulaires	Réd. ext.	Réd. int. gén.	Réd. int. spéc.	Lire int. spéc.	Lire int. gén.	Lire ext.	Documents
Administrateurs	83%	0	1	6	7	8	7	6	10	10	20	28
Professions libérales et techniciens	88%	-1	0	2	2	6	1	2	4	4	17	20
Employés de bureau	79%	-3	-1	5	11	9	15	13	16	29	18	22
Vendeurs	83%	0	5	4	12	15	17	21	25	27	25	31
Travailleurs des services	87%	0	6	7	10	12	5	13	22	26	25	26
Travailleurs des transports et communications	85%	0	5	7	11	20	22	25	26	28	30	34
Contremaîtres	88%	-7	10	11	21	19	16	22	32	21	44	37
Ouvriers du secondaire	90%	4	9	7	20	24	30	32	35	37	33	44

(\*) Les résultats sont obtenus en soustrayant le pourcentage par activité de communication du pourcentage général. On peut reconstituer le pourcentage spécifique en soustrayant l'écart, du pourcentage général. Ainsi le pourcentage d'utilisation du français pour lecture de documents des ouvriers du secondaire est de 46%, soit 90% - 44% (Voir le tableau I.10). On voudra bien se reporter au tableau I.18 pour la signification des abréviations.

régional, les francophones se retrouvent dans une situation linguistique bien différente de celle des anglophones. Derrière le rideau des communications de travail se cache, comme nous allons le voir, un décor qui n'est assurément pas le même pour chacun des groupes.

### **c) Les situations sur le marché du travail**

Le travailleur se laisse définir par le poste qu'il occupe dans une organisation de travail, la tâche qu'il accomplit, le secteur d'activité où il œuvre et la taille de l'entreprise où il exerce ses fonctions; deux caractéristiques connexes aident à le situer dans l'échelle socio-économique: le niveau d'éducation et le revenu. Ce sont là autant de situations qui, examinées séparément (Tableau I.13) ou en conjonction les unes avec les autres (Tableaux I.15 et I.16), produisent des niveaux variables d'utilisation du français. Notre enquête ne nous permet pas d'identifier dans le fin détail les multiples situations (on en pourrait définir au-delà de 2,000) qui résultent de la combinaison des différents déterminants énumérés ci-dessus; mais nous sommes en mesure d'indiquer ceux qui favorisent soit l'utilisation du français, soit l'utilisation de l'anglais, soit l'utilisation des deux langues. Il en résulte une classification des situations de travail qu'on pourrait qualifier de structure socio-linguistique du monde du travail québécois (Tableau I.36). On y distingue un secteur de domination du français où, à la fois les francophones et les anglophones utilisent plus de français que la moyenne de leur groupe (Voir le Tableau I.19 pour les pourcentages moyens); un secteur de domination de l'anglais, où anglophones et francophones emploient moins de français que la moyenne de leur groupe; un secteur bilingue, où les francophones utilisent moins de français que la moyenne de leur groupe, et les anglophones, plus de français, chacun sacrifiant pour ainsi dire de sa langue; enfin, un secteur parallèle où chaque groupe utilise sa langue plus souvent que la moyenne. Tout ceci doit s'entendre cependant de façon relative, en fonction des niveaux d'utilisation déjà établis pour les différents types de communications (Tableaux I.19 et 20).

En termes d'occupation, les ouvriers du secteur secondaire et les employés des services sont dans un cadre de prédominance du français, ce qui signifie que les francophones n'ont pas à y utiliser beaucoup d'anglais et que les anglophones doivent y faire une plus

Tableau I. 36

Classification des catégories de la main-d'œuvre dans quatre types de situation linguistique

Types	Catégories d'occupation	Catégories de secteur d'activité	Catégories de tâche au travail	Catégories de taille d'entreprise	Catégories de revenu	Catégories d'éducation
Domination du français	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Ouvriers du secondaire</li> <li>– Employés services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Construction</li> <li>– Industrie primaire</li> <li>– Administration publique</li> <li>– Commerce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– manuelle</li> <li>– orale et manuelle</li> <li>– écrite et manuelle</li> <li>– orale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 11-50 emp.</li> <li>– 201-300 emp.</li> <li>– 301-400</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– \$4,000</li> <li>– \$5,000</li> <li>– \$6,000</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 2 à 5 ans</li> <li>– 6 à 8 ans</li> </ul>
Domination de l'anglais	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Administrateurs</li> <li>– Employés de bureau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Finance</li> <li>– Service d'utilité publique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– orale et écrite</li> <li>– écrite</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 51-100 emp.</li> <li>– 101-200</li> <li>– 401-- emp.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– \$13,000</li> <li>– \$17,000</li> <li>– \$20,000</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 12 à 14 ans</li> <li>– Baccalauréat</li> </ul>
Secteurs bilingues	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Employés des transports et communications</li> <li>– Contre-maîtres</li> <li>– Vendeurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Industrie manufacturière</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>– \$ 8,000</li> <li>– \$ 9,000</li> <li>– \$10,000</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 9 à 11 ans</li> </ul>
Secteurs parallèles	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Professionnels</li> <li>– Ouvriers du primaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Services personnels et sociaux</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>– 1-10 emp.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– \$2,000</li> <li>– \$3,000</li> <li>– \$7,000</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Maîtrise</li> <li>– Doctorat</li> </ul>

grande utilisation du français. Les ouvriers du secondaire représentent le groupe le plus important de la main-d'œuvre, les francophones et les « autres » y sont sur-représentés aux dépens des anglophones (Tableau I.37). Chez les employés de service aussi, les francophones sont sur-représentés. Ces deux catégories de travailleurs, bien que numériquement importantes, n'ont pas une fonction de contrôle au sein du marché du travail. Leurs membres sont, en général, moins qualifiés que l'ensemble de la main-d'œuvre, contrairement aux administrateurs et aux employés de bureau qui, eux, sont dans une situation où les forces favorables à l'utilisation de l'anglais sont les plus prononcées. Ces deux dernières catégories de travailleurs exercent un plus grand contrôle de l'économie parce que leurs membres ont un pouvoir de décision ou jouent un rôle de contrôle des communications nécessaires au maintien des institutions de travail. Les catégories de la main-d'œuvre qui sont en contact avec des clients (employés des transports et communications et vendeurs) ou avec des groupes d'ouvriers (contremaîtres) sont soumis à des forces favorables au bilinguisme. Si l'on pouvait s'attendre à la localisation des travailleurs en contact avec une clientèle dans la catégorie du bilinguisme, on pouvait moins prévoir que cela se produirait pour celle des contremaîtres, compte tenu du fait que la main-d'œuvre du secondaire travaille dans un contexte de prédominance du français. Cependant, comme les contremaîtres font le pont entre ceux qui prennent les décisions et ceux qui produisent, ils doivent chevaucher entre un univers de prédominance de l'anglais et un univers de prédominance du français, d'où les pressions au bilinguisme.

Les ouvriers du secteur primaire travaillent dans leur langue maternelle, tout comme les professionnels. Les premiers sont en presque totalité agriculteurs et n'ont pas à communiquer beaucoup avec le monde extérieur à leur entreprise. Quand ils doivent le faire, il existe un réseau de rapports qui leur permet de communiquer dans leur langue. Le cas des professionnels est semblable. Tous ceux qui œuvrent dans le domaine de l'enseignement, de la santé, de la justice, des services personnels et sociaux spécialisés sont plus souvent qu'autrement insérés dans des structures parallèles qui les mettent en contact avec des populations de leur groupe linguistique.

Les occupations d'ouvrier du primaire et du secondaire, d'employé des services et de professionnel sont donc particulièrement favo-

**Tableau I. 37**

**Pourcentage et nombre de francophones, d'anglophones et de membres du tiers groupe, par occupation, en janvier 1971**

Occupations	Francophones			Anglophones	Autres
	Montréal	Province	Tous	Tous	Tous
Administrateurs	10.8% ( 85.000)	7.5% ( 83.000)	9.2% ( 168.000)	16.6% ( 57.000)	12.8% ( 22.500)
Professionnels	15.9% (118.000)	11.2% ( 125.000)	13.4% ( 243.000)	19.5% ( 67.000)	13.7% ( 24.000)
Employés de bureau	16.4% (120.000)	10.0% ( 107.000)	12.5% ( \$ 227.000)	18.8% ( 65.000)	9.2% ( 16.000)
Vendeurs	10.3% ( 77.000)	9.1% ( 101.000)	9.8% ( 178.000)	10.1% ( 34.000)	6.6% ( 12.000)
Employés de services	13.6% (100.000)	13.1% ( 145.000)	13.5% ( 245.000)	10.1% ( 34.500)	13.4% ( 24.000)
Employés des transports et communications	10.1% ( 76.000)	8.1% ( 90.000)	9.1% ( 166.000)	9.0% ( 31.000)	7.2% ( 13.000)
Contremaîtres	3.0% ( 22.000)	3.6% ( 42.000)	3.5% ( 64.000)	3.0% ( 11.000)	3.3% ( 6.000)
Ouvriers du secondaire	19.5% (144.000)	24.3% ( 267.000)	22.5% ( 411.000)	10.9% ( 37.000)	33.5% ( 59.000)
Ouvriers du primaire	0.4% ( 3.000)	13.1% ( 115.000)	6.5% ( 118.000)	2.0% ( 7.000)	0.3% ( 500)
<b>Total</b>	<b>100% (745,000)</b>	<b>100% (1,075,000)</b>	<b>100% (1,820,000)</b>	<b>100% (344,000)</b>	<b>100% (177,000)</b>



rables à l'utilisation du français. Les autres le sont relativement moins, tout spécialement les occupations d'administrateur et d'employé de bureau.

Par rapport aux secteurs d'activité, on retrouve les services sociaux et personnels dans la catégorie du parallélisme linguistique. L'industrie manufacturière avec ses ouvriers soumis aux pressions du français, ses contremaîtres bilingues et ses administrateurs et employés de bureau travaillant plus en anglais, se retrouve dans la catégorie des situations de bilinguisme. Viennent ensuite les secteurs d'activité dominés. L'industrie de la construction et l'industrie de la production primaire, où la main-d'œuvre est presque totalement francophone (Tableau I.38), sont soumises à la domination du français. L'administration publique qui compte une bonne part des services municipaux et provinciaux est aussi un secteur où les pressions s'exercent dans le sens d'une plus grande utilisation du français. Le cas le moins attendu est celui du commerce. Alors que les vendeurs étaient dans une situation de bilinguisme et les employés des services dans une situation de prédominance du français, tout le secteur du commerce se retrouve parmi les cas où le français domine. Si l'on considère que la main-d'œuvre francophone est sur-représentée dans ce secteur (Tableau I.38), que tout le commerce de détail est un des rares cas où le contrôle des francophones s'affirme en termes de propriété (\*), on conçoit que la domination du français s'y manifeste. Par ailleurs, la finance et les services d'utilité publique, où le contrôle de la propriété est surtout anglais et où les anglophones sont sur-représentés (Tableau I.38), figurent nettement comme des secteurs où se manifestent des forces favorables à l'utilisation de l'anglais. Les secteurs les plus favorables à l'utilisation du français sont les plus nombreux: industrie primaire, construction, administration publique, commerce, services personnels et sociaux. Les moins propices sont l'industrie manufacturière, et surtout la finance et les services d'utilité publique. Les tâches de travail ne fournissent qu'une division entre prédominance de l'anglais et prédominance du français. Toutes les tâches où le travail manuel occupe une place importante poussent à l'utilisation du français. Les francophones et les « autres » y sont d'ailleurs fortement sur-représentés (Tableau I.39). Les tâches de com-

---

\* André Raynald, *La propriété des entreprises au Québec*, étude préparée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, septembre 1968, p. 6.

**Tableau I. 38**

**Pourcentage et nombre de francophones, d'anglophones et de membres du tiers groupe, par secteur d'activité, en janvier 1971**

Secteurs d'activité	Francophones			Anglophones	Autres
	Montréal	Province	Tous	Tous	Tous
Industrie primaire	0.4% ( 3.000)	11.9% ( 128.000)	7.2% ( 131.000)	2.2%( 7.500)	0.3% ( 500)
Industrie secondaire	26.8% (199.000)	25.8% ( 277.000)	26.1% ( 476.000)	29.8% (103.000)	37.0% ( 65.000)
Construction	4.9% ( 36.000)	6.3% ( 68.000)	5.7% ( 104.000)	2.0% ( 7.000)	8.1% ( 14.000)
Services d'utilité publique	13.0% ( 97.000)	9.0% ( 97.000)	10.7% ( 194.000)	18.2% ( 63.000)	9.4% ( 17.000)
Commerce	12.5% ( 94.000)	14.0% ( 150.000)	13.4% ( 244.000)	9.6% ( 33.000)	11.6% ( 20.500)
Finance	5.7% ( 43.000)	3.1% ( 33.000)	4.2% ( 76.000)	9.6% ( 33.000)	3.9% ( 7.000)
Services personnels et sociaux	27.7% (206.000)	22.6% ( 243.000)	24.7% ( 449.000)	23.7% ( 79.500)	25.8% ( 46.000)
Administration publique	9.0% ( 67.000)	7.3% ( 79.000)	8.0% ( \$146.000)	4.9% ( 17.000)	3.9% ( 7.000)
<b>Total</b>	<b>100% (745,000)</b>	<b>100% (1,075,000)</b>	<b>100% (1,820,000)</b>	<b>100% (344,000)</b>	<b>100% (177,000)</b>

munication orale sont aussi dans le même cas. En revanche, les tâches comportant beaucoup de communications écrites excluant le travail manuel sont des tâches favorisant l'utilisation de l'anglais. Les anglophones sont relativement plus nombreux que les francophones et les « *autres* » à accomplir ces tâches écrites (Tableau I.39). Dans les toutes petites entreprises, ne comptant pas plus de dix personnes, chaque groupe linguistique est libre d'utiliser sa langue: le français y trouve son compte aussi bien que l'anglais. Pour le reste, tout se passe comme s'il fallait distinguer deux blocs d'entreprises: les moyennes et les grandes. A l'intérieur de ces deux groupes, les entreprises les plus petites sont toujours des lieux de prédominance du français alors que les plus grandes subissent la domination de l'anglais. Par ailleurs, un francophone est plus soumis à la nécessité de l'utilisation de l'anglais dans une entreprise qui compte entre 50 et 200 employés que dans une entreprise qui compte de 200 à 400 employés. La division entre grandes et moyennes entreprises, les premières comptant plus de 200 employés et les secondes entre 10 et 200, correspond à une réalité fonctionnelle du marché du travail. Il apparaît clairement qu'à l'intérieur des grandes entreprises de production (dont la taille dépasse 400 employés) et des entreprises moyennes de services, plus l'entreprise est de grande taille, plus le contexte de travail favorise l'anglais plutôt que le français. Les anglophones y sont fortement concentrés (Tableau I.40), alors que les francophones et les « *autres* » se retrouvent davantage dans la toute petite entreprise.

Avec le revenu et l'éducation, nous abordons le travail sous un autre angle. Les bas niveaux de salaire et d'éducation coïncident avec la prédominance du français. Les paliers moyens s'associent à la pratique du bilinguisme au travail. Aux niveaux les plus élevés de revenu et d'instruction, on rencontre des forces favorables à l'utilisation de l'anglais. Le cas des secteurs parallèles, ceux où les anglophones et les francophones emploient surtout leur langue maternelle, est intéressant: on y retrouve les catégories de salaire les plus basses et les catégories d'éducation les plus élevées. Ceci est dû à la présence conjointe des ouvriers du primaire et des professionnels. Le niveau moyen de revenu (\$7,000) qui apparaît dans ce type de situation linguistique, confirme que les professionnels qualifiés qui jouissent de la liberté d'utiliser leur langue maternelle sont ceux des services personnels et sociaux et non ceux qui œuvrent dans l'industrie manufacturière ou la finance.

**Tableau I. 39**

**Pourcentage et nombre de francophones, d'anglophones et de membres du tiers groupe, par tâche de travail, en janvier 1971**

Tâches	Francophones			Anglophones	Autres
	Montréal	Province	Total	Total	Total
Écrite et orale	36.3% (271.000)	24.6% ( 260.000)	29.2% ( 531.000)	50.7% (175.000)	26% ( 46.000)
Écrite	13.0% ( 97.000)	10.1% ( 104.000)	11.0% ( 201.000)	18.7% ( 64.000)	11.4% ( 20.000)
Orale	9.1% ( 67.000)	8.2% ( 88.000)	8.5% ( 155.000)	8.0% ( 28.000)	7.4% ( 13.000)
Manuelle et écrite	3.4% ( 25.000)	5.2% ( 55.000)	4.4% ( 80.000)	3.6% ( 12.000)	3.5% ( 6.500)
Manuelle et orale	10.2% ( 77.000)	9.6% ( 101.000)	9.9% ( 178.000)	5.3% ( 18.000)	8.7% ( 15.000)
Manuelle	28.0% (208.000)	42.3% ( 467.000)	37.0% ( 675.000)	13.7% ( 47.000)	43% ( 76.000)
<b>Total</b>	<b>100% (745,000)</b>	<b>100% (1,075,000)</b>	<b>100% (1,820,000)</b>	<b>100% (344,000)</b>	<b>100% (177,000)</b>

**Tableau I. 40**

**Pourcentage et nombre de travailleurs francophones, anglophones et autres, selon la taille de l'entreprise, en janvier 1971**

Nombre d'employés dans l'entreprise	Francophones			Anglophones	Autres
	Montréal	Province	Tous	Tous	Tous
Hors taille	0.4% ( 3.000)	0.7% ( 7.000)	0.5% ( 10.000)	0.2% ( 500)	0.3% ( 500)
1 à 10	19.2% (143.000)	29.1% ( 313.000)	25.4% ( 456.000)	12.9% ( 44.500)	20.7% ( 36.500)
11 à 50	14.1% (105.000)	13.5% ( 145.000)	13.6% ( 250.000)	10.6% ( 37.000)	20.0% ( 36.000)
51 à 100	6.2% ( 47.000)	5.8% ( 62.000)	6.0% ( 109.000)	6.5% ( 23.000)	10.3% ( 18.000)
101 à 200	7.9% ( 59.000)	7.4% ( 80.000)	7.6% ( 139.000)	4.9% ( 17.000)	7.7% ( 14.000)
201 à 300	4.9% ( 35.000)	3.9% ( 42.000)	4.2% ( 77.000)	4.4% ( 15.000)	5.0% ( 9.000)
301 à 400	4.5% ( 33.000)	3.6% ( 39.000)	4.0% ( 72.000)	7.1% ( 24.000)	4.7% ( 8.000)
401 et plus	42.8% (320.000)	36.0% ( 387.000)	38.7% ( 707.000)	53.4% (183.000)	31.3% ( 55.000)
Total	100% (745.000)	100% (1.075.000)	100% (1.820.000)	100% (344.000)	100% (177.000)

Nous avons défini une structure socio-linguistique qui fait ressortir à l'envi que le domaine du français est plutôt celui des basses tâches, des petites entreprises, des faibles revenus et des niveaux d'instruction peu élevés. Le domaine de l'anglais est tout à l'inverse: tâches supérieures de conception et de commande, haut niveau d'éducation et de revenu, grande entreprise. Entre les deux se place un secteur moyen, tant pour le revenu que pour l'éducation, le secteur bilingue, alors que les professionnels des services personnels et sociaux se situent dans une catégorie qui leur permet d'échapper à cette classification.

#### **d) Les travailleurs types**

Nous pouvons dire, dès lors, que les francophones peuvent utiliser beaucoup de français s'ils sont ouvriers du primaire ou du secondaire, s'ils ont une tâche manuelle, s'ils travaillent dans l'industrie primaire ou dans l'industrie de la construction, s'ils ont moins de neuf années de scolarité et gagnent moins de quatre mille dollars par année. Entendons qu'ils peuvent utiliser beaucoup de français dans les communications générales, mais que cet emploi peut subir de fortes restrictions chez ceux qui ont à accomplir des activités de lecture ou de rédaction, ainsi que nous l'avons vu. Sont également en mesure d'utiliser abondamment leur langue les professionnels œuvrant dans les services personnels et sociaux. À l'opposé, les francophones utilisent beaucoup d'anglais s'ils sont administrateurs ou employés de bureau, s'ils ont une tâche écrite non conjugée avec du travail manuel, s'ils travaillent dans le secteur de la finance ou des services d'utilité publique, s'ils ont entre douze et quatorze années de scolarité et s'ils gagnent plus de dix mille dollars par année (Tableau I.36).

Les travailleurs des deux autres groupes linguistiques suivent un schème apparenté: s'ils sont contremaîtres ou ouvriers du secondaire, s'ils accomplissent des tâches orales et manuelles, s'ils œuvrent dans le commerce ou l'administration publique, s'ils ont complété entre six et douze années d'études et gagnent entre six et neuf mille dollars par année, ils utilisent beaucoup de français relativement à la moyenne de leur groupe; mais comme administrateurs et employés de bureau accomplissant une tâche écrite dans la finance ou les services d'utilité publique, avec une instruction de niveau universitaire et un revenu de plus de douze mille dollars par

année, ils utilisent peu de français et beaucoup d'anglais (Tableau I.36).

Bref, pour résumer, la région métropolitaine ne favorise pas un emploi élevé du français. La province offre de meilleures conditions. Les communications spécifiques de travail, particulièrement les activités de lecture et de rédaction, ne sont pas de leur côté aussi propices que les communications générales. Enfin, les situations très diverses, dans lesquelles peut se trouver le travailleur sur le marché du travail sont loin de présenter des conditions identiques pour l'emploi du français: les basses tâches favorisent l'emploi du français, les tâches supérieures, l'utilisation de l'anglais. Et les deux groupes linguistiques, francophone et anglophone, semblent s'être inégalement partagé ces tâches de valeur bien différente.

#### **e) Les facteurs les plus déterminants dans l'emploi des langues pour chaque groupe linguistique**

Tout au long de notre exposé sur l'utilisation du français, nous avons constaté que le travailleur est fortement soumis, dans l'emploi qu'il fait des langues, aux situations qu'il rencontre sur le marché du travail. Surtout s'il est francophone. Ce n'est que lorsqu'on l'a défini en termes d'occupation, de tâche, de secteur d'activité, de revenu et de niveau d'instruction qu'on est en mesure de dire quelle est l'utilisation qu'il peut faire du français dans ses communications de travail. Mais, de ces différents éléments qui définissent la situation du travailleur, nous ne savons pas encore lequel joue le rôle le plus important. Un calcul des indices de dissimilarité (Tableau I.41) permet de le déterminer. Plus l'indice est élevé, plus le déterminant engendre une situation sur le marché du travail qui conditionne l'utilisation du français.

La constatation la plus manifeste porte sur le niveau des indices d'un groupe linguistique à l'autre. Il est facile de remarquer que, pour presque tous les déterminants, l'indice le plus élevé se rencontre dans le groupe « *autre* » alors que l'indice le plus faible se retrouve chez les anglophones. Ainsi, la situation d'un membre du groupe linguistique « *autre* » sur le marché du travail détermine grandement la formule linguistique qu'il va pratiquer. Par contre, il semble que peu de caractéristiques du monde du travail parviennent à briser l'homogénéité du comportement linguistique des anglophones. Les francophones se situent à mi-chemin entre ces ex-

**Tableau I. 41**

**Indices standardisés et pondérés de dissimilarité. Relations entre les déterminants de situation sur le marché du travail et la langue de communication utilisée au travail**

Déterminants des situation de travail	Francophones	Anglophones	Autres
Éducation	.1329	.0778	.1456
Revenu	.1081	.1041	.1768
Occupation	.1234	.0622	.1594
Tâche au travail	.1705	.0494	.2254
Secteur d'activité	.1074	.0686	.1574
Taille de l'entreprise	.0570	.0625	.1830

trêmes. Derrière ce phénomène, se cache probablement le degré de liberté de choisir sa formule linguistique pour un membre de la main-d'œuvre selon le groupe linguistique auquel il appartient. Les anglophones se conforment à la norme de leur groupe indépendamment de leur position individuelle ou structurale sur le marché du travail. Quel que soit le genre d'occupation dans lequel ils œuvrent, dans quelque secteur d'activité que ce soit, pour n'importe quel type de tâche au travail, un anglophone est toujours assuré d'y voir actualisée la norme de comportement linguistique de son groupe. Pour les francophones et de façon plus prononcée pour les « *autres* », l'expectative d'un certain comportement linguistique varie davantage d'un type de tâche au travail à un autre, d'un genre d'emploi à un autre.

Abordant l'ordre des indices dans chaque groupe linguistique, la « *tâche au travail* » apparaît la plus déterminante pour les « *autres* » et pour les francophones, alors que pour les anglophones, qui ne subissent pas au même titre la pression du marché du travail, ce déterminant vient au dernier rang. Il semble donc que l'intensité et le genre de communications au travail soient à privilégier pour comprendre ce qui amène un travailleur à utiliser surtout l'anglais, ou surtout le français, ou également l'une et l'autre langue.

De toutes les variables indépendantes considérées, l'éducation est sûrement celle qui vient en premier lieu dans la chronologie d'une



carrière. Selon les données présentées, il semble que le niveau de compétence professionnelle acquis au début de la carrière soit étroitement lié au comportement linguistique pour les francophones et les anglophones, alors que pour les groupes « *autres* » ce déterminant est le plus faible.

A l'autre extrême de la série chronologique des déterminants se situe le revenu. C'est cette caractéristique qui coïncide le mieux avec le comportement linguistique chez les anglophones, alors que la coïncidence n'est que moyenne chez les « *autres* » et faible chez les francophones.

Bref, le comportement linguistique des anglophones est assez indépendant des déterminants de situation sur le marché du travail. Ce groupe, contrôlant l'économie, paraît imposer une norme plutôt qu'il ne se soumet à celle d'un contexte de travail. Dès lors, le comportement linguistique est indice de statut socio-économique ou de position dans la hiérarchie sociale. Le groupe francophone qui prime par le nombre sur le marché du travail est un peu plus soumis aux contraintes du contexte de travail. La définition du travail au niveau individuel (tâche de travail et occupation) détermine le comportement linguistique, de même que la préparation au travail que constitue l'éducation. Le groupe des « *autres* » ne peut faire appel ni à une position de majorité démographique, ni à une position de majorité dans une perspective sociologique relative à la possession du pouvoir. Dans ce cas, la nature, le cadre de travail et son produit sont des éléments qui conditionnent plus fortement le comportement linguistique.

Derrière les variations dans l'utilisation du français dont nous avons abondamment fait état tout au long de ce chapitre, se cache, pour les francophones et pour les membres du tiers groupe, une soumission plus grande aux conditions du marché du travail. Apparemment, ce ne sont pas eux qui définissent ces conditions, mais les membres du groupe anglophone.

## **B. La prépondérance de l'anglais sur le marché du travail québécois**

Nous avons vu pour les travailleurs en situation de bilinguisme, l'anglais affirmer sa prépondérance comme instrument de communication dans les activités de travail. Cette prépondérance était

nicieus, qui doivent avoir des communications écrites, sont plus nombreux à avoir un niveau de scolarité supérieur que les contre-maîtres et les ouvriers qui n'accomplissent que des tâches orales ou manuelles. Certaines tâches orales, comme celles qu'accomplissent les représentants auprès de la clientèle, paraissent exiger pour beaucoup d'entre eux un niveau d'instruction assez élevé. Mais où il est manifeste que des études supérieures sont nécessaires, c'est pour l'exécution des tâches, essentiellement écrites, qui sont celles des cadres et des fonctionnaires: 62% des francophones, 71% des anglophones et 73% des « *autres* » qui occupent le poste de cadre, ont terminé des études secondaires. Les communications écrites, de toute évidence, sont dans les entreprises, des activités de conception et de contrôle, les communications verbales, elles, étant essentiellement des activités d'exécution, tout comme d'ailleurs les activités manuelles. Nous sommes donc face à cette réalité, qu'il existe bel et bien une hiérarchie dans les activités internes des entreprises, et qu'au sommet de cette hiérarchie se trouvent les activités de conception et de contrôle qui ont pour fondement le document écrit.

**Tableau I. 43**

**Pourcentage des informateurs ayant au moins terminé des études secondaires par catégorie de tâche au travail et par groupe linguistique**

Tâches au travail	Francophones	Anglophones	Autres
Cadres (Tâche orale et écrite)	62	71	73
Fonctionnaires (Tâche écrite)	59	61	72
Représentants (Tâche orale)	35	60	44
Techniciens (Tâche écrite et manuelle)	27	37	50
Contremaîtres (Tâche orale et manuelle)	12	18	21
Ouvriers (Tâche manuelle)	8	25	16

Or, la prépondérance de l'anglais dans ces activités essentielles que sont les activités écrites de communication, est sans équivoque. Nous apportons des preuves supplémentaires à celles que nous avons déjà fournies, car il est important de bien établir ce fait majeur dans l'utilisation des langues au Québec. Si l'on tente de prédire le pourcentage général d'utilisation du français d'un travailleur par la division de son temps de travail en tâches manuelles, écrites ou verbales, on obtient des résultats qui résument l'effet de la tâche sur l'emploi du français pour chaque groupe linguistique (Tableau I.44). La tâche manuelle a un effet positif, entraînant pour tous, mais surtout pour les francophones et les « autres », une augmentation de l'emploi du français; les communications verbales exercent la même action sur les anglophones et sur les membres du tiers groupe, alors que leur effet est nul pour les francophones qui utilisent déjà beaucoup leur langue dans ce type de communications; en revanche, les activités écrites exercent une forte contrainte négative sur l'emploi du français, pour tous les groupes, mais tout particulièrement pour les membres du tiers groupe, et un peu plus pour les francophones que pour les anglophones.

Une autre façon de mettre les choses en évidence, c'est de calculer, pour chaque groupe linguistique, le pourcentage de français attendu, si les travailleurs ne se consacraient qu'à l'une ou l'autre des tâches de travail: soit manuelle, soit écrite, soit verbale (Tableau I.45). On voit alors qu'un francophone qui n'accomplirait que des tâches écrites, concéderait 27% à l'anglais, alors que le taux de concession n'est plus que 14% dans le cas des rapports verbaux et atteint à peine 6% dans le contexte du travail manuel.

**Tableau I. 44**

**Analyse de régression du pourcentage général d'utilisation du français par la proportion du temps de travail consacré aux tâches manuelles, écrites et verbales, pour chaque groupe linguistique**

Groupes linguistiques	Proportion de travail manuel	Proportion de travail écrit	Proportion de travail verbal
Francophones	6.93	-14.13	-0.25
Anglophones	3.55	-12.59	9.56
Autres	5.27	-28.30	11.62

sans équivoque chez les anglophones; un peu moins marquée, mais néanmoins manifeste chez les membres du tiers groupe linguistique; plus subtile chez les francophones, pour qui elle se présentait sous forme d'une langue rivale, dont la concurrence ne s'affirmait pas avec la même force dans toutes les situations de travail et dans tous les types de communication, mais cependant avec assez de vigueur et de fréquence pour qu'on soupçonne qu'elle joue pour eux comme pour les autres travailleurs québécois un rôle primordial dans les activités de travail. Nous avons des preuves qu'en fait l'anglais tient une place exceptionnelle sur le marché du travail québécois, preuves qui démontrent à l'envi que les deux grandes langues usuelles au Québec n'ont pas le même poids ni dans les fonctions administratives et techniques des entreprises, ni dans les situations de contact avec les groupes linguistiques, ni comme exigence de travail, ni dans la considération que les usagers leur accordent comme éventuels instrument de gagne-pain.

### ***1. La prépondérance de l'anglais dans les communications administratives et techniques des travailleurs***

En étudiant l'utilisation du français selon les types de communications, nous avons noté que le niveau d'emploi était plus bas dans les activités spécifiques que dans les activités générales de communication, et, parmi les activités spécifiques, plus bas dans les activités écrites que dans les activités verbales (Tableaux I.19 et 20). Pour l'ensemble de la main-d'œuvre de Montréal, les activités de lecture n'offrent un niveau d'utilisation du français que de 47%, alors que pour la rédaction, il est de 56%, et pour les communications verbales, de 64%. Quelle vertu ont donc les activités spécifiques, d'une part, et, parmi elles, les activités écrites, tout particulièrement la lecture de documents, pour engendrer une telle baisse du niveau d'utilisation du français? Si l'on se reporte aux questions qui ont été posées aux informateurs (Tableau I.11), on constate qu'à l'exception de trois d'entre elles qui ont trait aux relations avec les clients, les fournisseurs et le public, donc, avec l'extérieur, les autres portent essentiellement sur les rapports qui règlent la marche interne des entreprises: rédaction de textes généraux ou particuliers, lecture de notes générales ou particulières, communications avec son supérieur immédiat, ses

subordonnés, ses collègues et participation à des réunions. L'une d'elles, la lecture de documents, est ambiguë, en ce qu'elle ne spécifie pas s'il s'agit de documents internes ou externes. Cette dernière question d'ailleurs, a une connotation plutôt technique qu'administrative, puisqu'elle demande si le travail exige qu'on obtienne des renseignements dans des manuels, des catalogues, des dossiers, des périodiques, etc. Notre enquête a donc porté essentiellement sur les usages linguistiques des travailleurs dans les communications qui régissent la vie interne des entreprises et dans la recherche des renseignements techniques nécessaires à l'exécution des tâches. Il est à noter que l'impact des communications externes sur le niveau moyen d'utilisation du français est à peu près nul (Tableau I.42).

Ce sont bien les communications internes à l'entreprise, ainsi que la lecture de documents, qui font varier le niveau d'emploi du français et non les communications avec la clientèle, les fournisseurs et le public. (Voir le Tableau I.33 pour les données détaillées par activité spécifique selon les groupes linguistiques et les régions).

Les activités internes des entreprises ont une hiérarchie. Ce qui le fait voir, c'est que ceux qui les exercent sont plus nombreux à posséder un niveau d'instruction élevé, selon qu'ils s'adonnent davantage aux activités écrites qu'aux activités verbales ou manuelles (Tableau I.43). Au sein de la famille des tâches manuelles, les tech-

**Tableau I. 42**

**Pourcentage moyen des activités spécifiques de communication selon qu'elles incluent ou excluent les communications externes, par groupe linguistique**

Groupes linguistiques	% moyen incluant les communications externes	% moyen incluant les communications externes
Ensemble de la main-d'œuvre francophone	74%	73.5%
Ensemble de la main-d'œuvre anglophone	13%	13.0%
Ensemble de la main-d'œuvre d'une autre langue	28%	24.5%

Un anglophone, tout comme un membre du tiers groupe, ne concédaient, pour les tâches écrites, qu'un pourcentage dérisoire de leur temps de travail au français (5% et 6%), alors que s'ils employaient tout ce temps à communiquer verbalement, ils verraient leur pourcentage général d'utilisation du français respectivement multiplié par 5 et par 7: pour les groupes minoritaires, le contact personnel que suppose l'échange verbal semblerait impliquer une plus grande utilisation de la langue de la majorité. Les travailleurs qui ne feraient que du travail manuel, quant à eux, subiraient des pressions analogues pour l'emploi du français, mais cependant un peu moins marquées.

Il est clair que les activités écrites de communication au travail exercent une contrainte négative sur l'emploi du français pour chacun des groupes linguistiques. Dans le chapitre précédent, cette contrainte nous est apparue plus sensible dans le cas des francophones parce qu'ils utilisent beaucoup de français et qu'on voit mieux les pertes qu'ils subissent quand ils s'adonnent à des activités spécifiques de lecture et de rédaction; les pourcentages que nous venons de produire nous font voir que le même phénomène se produit pour les anglophones et les membres du tiers groupe: l'anglais règne en maître absolu lorsque ces deux groupes se livrent exclusivement à des activités écrites, alors qu'ils doivent concéder davantage au français dans les activités manuelles, et surtout verbales. Cette constatation donne à penser qu'il existe une règle qui, dans les communications écrites au travail, favorise l'anglais et les anglophones. Quand on sait l'importance de ce type

**Tableau I. 45**

**Pourcentage attendu d'utilisation du français pour des travailleurs n'accomplissant que du travail manuel, ou du travail écrit, ou du travail verbal**

Groupes linguistiques	Personne ne faisant que du travail manuel	Personne ne faisant que du travail écrit	Personne ne faisant que du travail verbal
Francophones	93.6%	72.6%	86.4%
Anglophones	21.2%	5.2%	27.4%
Autres	39.9%	6.3%	46.2%

de communication sur le plan conceptuel et administratif, et par conséquent, sur le plan de l'utilité fondamentale et du prestige qui en découle pour une langue, on ne peut que penser au dommage qui en résulte pour le français et pour les francophones. Ce n'est assurément pas une bonne méthode que d'assurer la diffusion du français par la seule voie orale: l'usage écrit doit prendre le relais, car il est seul à pouvoir assurer au français, comme à toute langue, stabilité, permanence et prestige.

Tout ce que nous avons dit pour les communications d'ordre administratif vaut pour les communications qu'on pourrait, d'un mot commode, appeler techniques. Elles comprennent la consultation de toutes sortes de documents, et visent, à quelque niveau que ce soit, à favoriser l'exécution des tâches. De toutes les communications écrites, ce sont celles qui subissent le plus fortement la pression de l'anglais. Pour les francophones de Montréal, la consultation de ces documents se fait à 52% en anglais, et même en province, le niveau d'anglais atteint 36% (Tableau I.33). Nous avons vu que pour les ouvriers, le taux d'anglais atteignait 54%, et pour les contremaîtres, 49% (Tableau I.35). Pour tous les francophones d'ailleurs, la consultation de ces documents largement diffusés en anglais, représente un investissement considérable dans l'autre langue. La prépondérance de l'anglais est ici trop poussée pour qu'elle n'engendre pas de dommage pour la langue française.

## ***2. La prépondérance de l'anglais dans les communications verbales***

Sur un territoire où cohabitent deux groupes linguistiques importants, le marché du travail n'est pas nécessairement organisé de façon que chaque travailleur ait comme interlocuteur quelqu'un de son groupe linguistique. Il est des situations où la rencontre se fait entre travailleurs de langue différente (Tableau I.46). Cependant, chez les francophones, la coïncidence est forte dans les communications verbales entre la langue de l'acteur qui a fourni les renseignements et celle de son interlocuteur (Tableau I.46). Elle atteint son maximum dans le cas des échanges entre collègues ou égaux où 93.3% des paires d'interlocuteurs sont homogènes, impliquant ainsi deux francophones. Elle est un peu moins forte dans les relations de superviseur à supervisé (Parl. Sub. 92.6%), dans

les échanges au cours des réunions (88.6%) et dans les rapports entre inférieurs et supérieurs (Parl. Sup. 84.6%). Pour être fréquentes, ces relations entre francophones n'excluent pas des rapports avec les travailleurs des autres groupes linguistiques. Mais ces rapport sont moins nombreux qu'on aurait pu le croire, étant donné la composition de la main-d'œuvre. Il semble donc exister dans les entreprises une sorte de ségrégation des communications verbales.

Quoi qu'il en soit, les nécessités du travail créent des situations de contact entre les groupes linguistiques, à partir desquelles des décisions d'ordre linguistique doivent être prises pour résoudre les problèmes de communication qui peuvent surgir. Nous avons calculé que 23% des interactions linguistiques possibles impliquent de telles décisions, parce qu'elles se déroulent entre membres de groupes linguistiques différents. Ces décisions aboutissent le plus souvent à accorder préséance à l'anglais sur le français. Des 142 cas que nous avons dénombrés où le supérieur est francophone et le subalterne anglophone (Tableau I.47), 34.5% se résolvent par le bilinguisme, 18.3% seulement par l'utilisation de la langue du supérieur francophone et 47.2% par l'emploi de la langue du subalterne, soit l'anglais. Des 421 paires d'interlocuteurs formées d'un anglophone et d'un francophone où l'anglophone est le supérieur, le bilinguisme est la solution adoptée pour près de 26% des

**Tableau I. 46**

**Pourcentage de francophones dans l'univers des interlocuteurs pour diverses activités verbales de communication, par groupe linguistique**

Activités verbales	Francophones	Anglophones	Autres
Réunions	88.6	31.9	47.5
Parl. sup.	84.6	26.1	35.6
Parl. sub.	92.6	36.0	56.8
Parl. col.	93.3	28.2	55.8

Une interprétation rigide de ces données devrait être formulée comme suit: «92.6% des paires d'interaction entre un supérieur francophone et son subordonné sont composées de deux francophones», plutôt que 92.6% des supérieurs qui s'adressent à des subordonnés francophones sont des francophones.



cas d'interaction linguistique; le français, langue du subalterne, sert à résoudre le problème dans une proportion identique, mais l'anglais, langue du supérieur, l'emporte dans 48% des cas. L'anglais joue le même rôle prédominant dans le comportement linguistique des membres du tiers groupe: avec un supérieur anglophone, l'anglais devient pour eux la langue de communication dans 83% des cas; mais avec un supérieur francophone, le français ne joue ce rôle que dans 48% des cas, alors que l'anglais continue à servir d'instrument de communication dans 28% des cas. Les francophones cèdent à l'anglais ou au bilinguisme, malgré leur rôle de supérieur, non seulement avec des subalternes anglophones, mais aussi avec des membres du tiers groupe qui occupent une position hiérarchique inférieure. La prédominance de l'anglais défie même ici l'influence et le prestige que donne la position de « *supérieur* » dans les organisations de travail.

Traduites en pourcentages d'utilisation du français, ces relations linguistiques apparaissent tout aussi défavorables au français (Tableau 1.48). Un francophone concède 63% d'anglais (100% — 37% de français) à son supérieur anglophone, alors qu'un anglophone ne concède que 31% de français à son supérieur francophone. De même, un membre du tiers groupe utilise 93% d'anglais (100% — 7% de français) avec un supérieur anglophone, mais seulement 57% de français avec un supérieur francophone. Le déséquilibre est le même dans les rapports avec les subalternes et les collègues ou égaux. Les francophones utilisent presque autant d'an-

**Tableau I. 47**

**Distribution numérique des supérieures selon leur langue maternelle et selon la langue maternelle des informateurs**

Langue des informateurs	Langue du supérieur			
	Français	Anglais	Autre	Total
Français	2306	421	56	2783
Anglais	142	403	14	559
Autre	68	123	58	249
TOTAL	2516	947	128	3591

glais avec des subalternes (54%) et des collègues (57%) anglophones qu'avec des supérieurs anglophones (63%), alors que les anglophones, dans les mêmes situations, n'utilisent que 25%, 23% et 31% de français. Pour chaque type de relations, il existe une différence de quelque 30% entre le degré de concession que les francophones consentent à l'anglais, par rapport à celui que les anglophones consentent au français. La partie n'est pas égale. D'au-

**Tableau I. 48**

**Pourcentage d'utilisation du français selon la langue de l'informateur et de son interlocuteur pour les rapports avec le supérieur immédiat, les subalternes et les collègues**

**A) Rapports avec le supérieur immédiat**

Langue de l'informateur	Langue du supérieur	
	Français	Anglais
Français	95%	37%
Anglais	31%	1%
Autre	57%	7%

**B) Rapports avec des subalternes**

Langue de l'informateur	Langue des subalternes	
	Français	Anglais
Français	93%	46%
Anglais	25%	2%
Autre	48%	10%

**C) Rapports avec des collègues**

Langue de l'informateur	Langue des collègues	
	Français	Anglais
Français	92%	43%
Anglais	23%	4%
Autre	44%	14%

tant moins d'ailleurs qu'on s'élève dans l'échelle des occupations (Tableau I.49). Un ouvrier francophone utilise 52% d'anglais avec son supérieur anglophone, alors que l'administrateur francophone communique verbalement avec le sien en anglais, à raison de 78% du temps. Pour les anglophones, les taux de concession au français avec un supérieur francophone sont de 31% pour les ouvriers et de 17% pour les administrateurs. Entre ces deux extrêmes, on retrouve une différence dans le taux de concession des francophones, de quelque 27% pour les employés du bureau (67% d'anglais – 40% de français pour l'employé de bureau anglophone), les

**Tableau I. 49**

**Pourcentages moyens d'utilisation du français dans leurs communications verbales avec des supérieurs de l'autre langue, pour les travailleurs anglophones et francophones selon leur occupation**

Occupations	Travailleurs francophones		Travailleurs anglophones	
	Supérieur anglophone	Supérieur francophone	Supérieur anglophone	Supérieur francophone
Administrateur	22%	95%	0%	17%
Professionnel et technicien	23%	95%	1%	28%
Employé de bureau	33%	94%	0%	40%
Vendeur	32%	94%	2%	23%
Employé des services	37%	94%	2%	36%
Employé des transports et communications	43%	95%	4%	31%
Contremaître	44%	95%	0%	54%
Ouvrier du secondaire	48%	95%	3%	31%
Ouvrier du primaire	48%	95%	0%	0%

employés des services et des transports et communications, et de près de 47% au niveau des vendeurs et des professionnels. Plus il s'élève dans l'échelle des professions, plus le francophone est défavorisé par rapport à son homologue anglophone dans des conditions identiques d'interaction linguistique.

Les rapports avec les subalternes et les collègues présentent une particularité qu'il convient de souligner: la relation s'établit avec un groupe d'interlocuteurs et non plus avec une seule personne comme c'est le cas avec le supérieur. Il y a de fortes chances alors pour que le groupe d'interlocuteurs compte un ou plusieurs membres de l'autre groupe linguistique. Ainsi, quelque 75% des francophones, 66% des anglophones et 61% des « autres » qui ont à diriger des subalternes, comptent à la fois des anglophones et des francophones parmi leurs subordonnés. Les pourcentages sont à peu près du même ordre dans le cas des groupes de collègues ou d'égaux. Cette situation permet de voir si le niveau d'utilisation du français ou de l'anglais varie selon qu'un travailleur est en relation avec des membres d'un seul groupe linguistique ou des deux groupes (Tableau I.50). Il ressort, pour le francophone, que dans ses relations avec des subalternes, il a plus de chance d'utiliser le français avec des francophones dans un environnement entièrement francophone (95.3%) que dans un entourage bilingue (86.4%); mais qu'avec des anglophones, il emploie davantage sa langue dans un entourage bilingue (39.2%) que dans un univers entièrement anglophone (22.9%). Il en va de même pour ses relations avec des collègues, à cette exception près qu'il emploie un peu plus de français avec les anglophones. On peut déduire de ceci qu'un francophone a tout intérêt à être en relation avec des anglophones dans un entourage bilingue. Pour les anglophones, c'est évidemment leur présence dans un univers entièrement francophone qui entraîne l'emploi le plus élevé qu'ils font du français avec des francophones: 40.5% avec des subalternes et 52.5% avec des collègues. Dès que l'entourage devient linguistiquement hétérogène, l'utilisation du français diminue de moitié et plus (22% et 21.9%); le même environnement hétérogène n'a que peu d'effets sur l'utilisation que les anglophones font du français avec d'autres anglophones (2.4% et 3.3%). On peut en déduire qu'une forte présence francophone augmente le taux d'utilisation du français chez les anglophones, mais que dès que l'univers de communication devient hétérogène, cet avantage relatif se perd rapidement.

Tout compte fait cependant, dans les interactions avec des groupes hétérogènes d'interlocuteurs, les anglophones concèdent beaucoup moins au français que les francophones ne le font à l'anglais. Dans un univers bilingue, un francophone utilise près de 14% d'anglais ( $100\% - 86.4\%$ ) pour communiquer avec des francophones, alors que l'anglophone n'emploie, lui, que 2.4% ou 3.3% de français pour communiquer avec des travailleurs anglophones; dans un univers unilingue anglophone, un francophone parvient à utiliser sa langue dans 22.9% ou 31.4% du temps, selon le cas, alors que dans la situation inverse, l'anglophone utilise la sienne dans 46.5% ou 59.5% du temps ( $100\% - 52.5\%$  ou  $- 40.5\%$  de français), soit deux fois plus que le francophone. Encore ici, la partie n'est pas égale, et l'avantage reste à l'anglais.

Il existe donc, là encore, une sorte de règle qui fait que les anglophones emploient davantage leur langue avec des francophones ou entre eux, quel que soit l'univers linguistique et quel que soit le type de rapport personnel. Ce qui le confirme, c'est l'enquête que nous

**Tableau I. 50**

**Pourcentage d'utilisation du français avec les subalternes et les collègues selon la constitution de l'univers d'interaction, pour les anglophones et les francophones**

**A) Rapports avec des subalternes**

Groupes linguistiques	Univers francophone	Univers bilingue		Univers anglophone
	Rapports avec des francophones seulement	Rapports avec des francophones	Rapports avec des anglophones	Rapports avec des anglophones seulement
Francophones	95.3%	86.4%	39.2%	22.9%
Anglophones	40.5%	22.0%	2.4%	0.6%

**B) Rapports avec des collègues**

Francophones	95.7%	86.4%	43.4%	31.4%
Anglophones	52.5%	21.9%	3.3%	0.3%

avons menée auprès des cadres de l'entreprise manufacturière, enquête qui nous a permis de constater que deux personnes d'une égale compétence dans la langue de l'autre, utilisent dans leurs échanges verbaux, l'anglais à 60% du temps et le français dans seulement 40% (\*). On sait que les francophones aiment utiliser l'anglais pour conserver la compétence qu'ils ont acquise dans cette langue. Mais ce comportement nous paraît insuffisant pour expliquer l'écart de 20% de temps où deux personnes, également habiles à utiliser la langue de l'autre, emploient plutôt l'anglais que le français quand elles se rencontrent. L'habitude peut y être pour quelque chose, mais d'où vient cette habitude?

### **3. La prépondérance de l'anglais dans les exigences linguistiques sur le marché du travail**

Le fardeau du bilinguisme est inégalement réparti entre francophones et anglophones, tant sur le plan de la compétence dans la langue de l'autre que sur celui des exigences linguistiques au cours de la carrière du travailleur. Nos données là-dessus ne laissent aucun doute.

#### **a) La compétence dans la langue de l'autre au sein de la main-d'œuvre**

Constatons tout d'abord (Tableau I.51) que, de façon générale, la compétence en langue seconde est plus répandue pour les activités orales (parler et comprendre) que pour les activités écrites (lire et écrire). De même, on peut noter que les habiletés passives (comprendre et lire) sont plus faciles à maîtriser que les habiletés actives (parler et écrire). Ceci dit, on remarque que les écarts de compétence entre francophones et anglophones se situent entre les habiletés orales et les habiletés écrites. Les anglophones sont aussi nombreux que les francophones (47% et 48%) à avoir une compréhension bonne ou excellente dans la langue de l'autre. Sur le plan de l'activité verbale, cependant, il y a un surplus de compétence de 5% des anglophones sur les francophones. Mais, c'est

---

\* Cette enquête a été faite par l'Institut d'économie quantitative de Montréal, sous la direction de M. Morido Inagaki.

**Tableau I. 51**

**Niveau de compétence dans l'utilisation des deux grandes langues usuelles par groupe linguistique et par activité de communication**

**(Pourcentages horizontaux)**

**Compétence**

	Excellente	Bonne	Limitée ou nulle	Total
<b>Écrire</b>				
C.F.A.*	17	25	58	100
C.A.F.	5	18	77	100
C.O.F.	19	23	58	100
C.O.A.	27	26	47	100
<b>Lire</b>				
C.F.A.	21	29	50	100
C.A.F.	11	30	59	100
C.O.F.	15	33	52	100
C.O.A.	31	30	39	100
<b>Comprendre</b>				
C.F.A.	24	28	48	100
C.A.F.	18	35	47	100
C.O.F.	20	35	45	100
C.O.A.	38	31	31	100
<b>Parler</b>				
C.F.A.	19	27	54	100
C.A.F.	11	30	59	100
C.O.F.	17	33	50	100
C.O.A.	34	33	33	100

\* C.F.A. = Compétence des francophones en anglais.

C.A.F. = Compétence des anglophones en français.

C.O.F. = Compétence des «autres» en français.

C.O.A. = Compétence des «autres» en anglais.

dans les activités écrites que les écarts sont manifestes: 9% pour lire et surtout 19% pour écrire. Est-ce parce que, pour les anglophones, les activités écrites en français sont réduites au minimum, comme nous l'avons vu? De toute façon, par rapport aux données des recensements, qui ne spécifient pas le degré de compétence selon les habiletés linguistiques, nous sommes informés que les anglophones comprennent et parlent le français presque autant que les francophones l'anglais, mais qu'il n'en est pas ainsi dans les habiletés écrites. De plus, elles nous apprennent que, quel que soit le type de communication, les francophones sont plus nombreux à avoir une compétence excellente. Déjà, le fardeau que porte chaque groupe linguistique est inégal. On peut calculer, en effet, qu'il faudrait, pour le rendre équivalent entre les deux groupes, augmenter la compétence à « *comprendre* » des anglophones de 7%, celle de « *parler* » de 8% et celles de « *lire et écrire* », respectivement de 10% et 19%.

Le déséquilibre est encore plus marqué si l'on compare les francophones et les anglophones de Montréal (Tableau I.52). Alors que les francophones affichent une compétence de beaucoup supérieure à celle de l'ensemble du groupe (Tableau I.51), les anglophones, eux, présentent des niveaux de compétence équivalents. Dès lors, pour que les anglophones de Montréal portent un fardeau équivalent à celui des francophones, il faudrait qu'une plus forte proportion d'entre eux soient compétents en français: au moins 21% seraient appelés à comprendre le français dans une plus large mesure que présentement: pour parler, lire et écrire, la proportion devrait être de 26%, 25% et 36%. A certains égards, on a une mesure analogue de ce déséquilibre dans l'effort consenti pour maîtriser chaque langue, en comparant les niveaux de compétence en anglais et en français des membres du tiers groupe (Tableau I.51). Pour tous les types d'activité linguistique, ils sont nettement plus nombreux à acquérir la maîtrise de l'anglais que celle du français, surtout dans la compétence « *excellente* », où l'écart est trois fois du simple au double (15% et 31%; 20% et 38% et 17% et 34%). Pour que la compétence des « *autres* » soit égale dans les deux langues, il faudrait augmenter le niveau de compréhension du français de 18% des membres de ce groupe, et de 17%, 18% et 11% pour la capacité de parler, de lire et d'écrire le français.

En additionnant les changements requis pour que les anglophones aient à fournir le même effort que les francophones de Montréal,



et ceux qui seraient requis des « autres » pour qu'ils parviennent à une maîtrise du français égale à leur maîtrise de l'anglais, nous arrivons à la conclusion que c'est entre 20% et 27% des non francophones de Montréal qui devraient parfaire leur compétence en français (le 20% s'applique à « comprendre » et le 27% à « écrire »; pour « parler » et « lire », le pourcentage est dans les deux cas de 22%). Traduits en nombre d'étudiants à des cours de français, ces pourcentages représenteraient un investissement considérable pour le système scolaire. Et effet, pour égaliser la distribution des compétences en anglais et en français à Montréal, il faudrait présentement augmenter la compétence à comprendre le français d'au moins 84,000 travailleurs montréalais non francophones, et la compétence à écrire de quelque 113,000 d'entre eux. Ces chiffres don-

**Tableau I. 52**

Niveau de compétence dans l'utilisation de la langue seconde pour les francophones et les anglophones de Montréal

(Pourcentages horizontaux)

Compétence

	Excellente	Bonne	Limitée ou nulle	Total
<b>Écrire</b>				
Francophones	28	31	41	100
Anglophones	5	18	77	100
<b>Lire</b>				
Francophones	33	34	33	100
Anglophones	11	31	58	100
<b>Comprendre</b>				
Francophones	39	34	27	100
Anglophones	18	35	47	100
<b>Parler</b>				
Francophones	32	34	34	100
Anglophones	9	31	60	100

nent une idée de l'ampleur du déséquilibre dans le poids que francophones et non francophones supportent pour assurer un minimum de communication entre les travailleurs québécois.

Nous prendrons enfin une vue générale de la situation pour l'ensemble de la main-d'œuvre en nous aidant de l'indice de domination d'une langue sur une autre. Pour obtenir cet indice, nous avons calculé le pourcentage de personnes connaissant les deux grandes langues usuelles parmi celles dont ce n'est pas la langue maternelle (Tableau I.53). Ainsi, en combinant les 19% de francophones qui maîtrisent parfaitement l'anglais « *parlé* » aux 34% du groupe « *autres* », qui ont la même compétence en anglais, on arrive à 20% de non anglophones qui sont très compétents en anglais. On trouve le pourcentage de non francophones qui maîtrisent le français, en combinant les anglophones et les « *autres* ». Il ressort que, pour toutes les activités, la compétence en anglais est toujours plus répandue que la compétence en français, autant dans l'ensemble de la province qu'à Montréal.

Pour l'ensemble de la province, alors que la compétence à comprendre est à peine d'un tiers plus élevée en anglais qu'en français, la compétence à lire et à écrire passe du simple au double. La domination de l'anglais est encore plus grande à Montréal où les indices atteignent près de 3. Cette domination plus poussée dans les activités écrites coïncide avec la prépondérance de l'anglais dans les activités de communication écrite sur le marché du travail. Il semble donc que la distribution des compétences linguistiques dans la langue seconde soit un facteur important de la situation décrite jusqu'à maintenant. Au niveau individuel, ce facteur est une contrainte précise. Au niveau collectif, le phénomène exprime une structure sociale où l'anglais domine.

**Tableau I. 53**

**Indices de domination de l'anglais par activité pour l'ensemble de la province et pour Montréal**

	Écrire	Lire	Comprendre	Parler
Ensemble de la province	1.95	1.82	1.30	1.60
Montréal	2.84	2.64	2.07	2.48

**b) La compétence dans la langue de l'autre au niveau des cadres de l'entreprise privée**

La situation n'est pas meilleure lorsqu'on en fait l'examen dans un univers plus étroit que celui de l'ensemble de la main-d'œuvre. Au niveau des cadres de l'industrie manufacturière — lesquels ont constitué la grande majorité des répondants de l'enquête que nous avons fait conduire (\*) — mais aussi du commerce, de la finance, des transports et communications et des services divers, la compétence verbale est très inégalement répartie entre francophones et anglophones. Ceux-ci comptent un tiers d'unilingues, un tiers de bilingues et un tiers de bilingues supérieurs, alors que les francophones présentent une répartition comprenant deux tiers de bilingues supérieurs et un tiers de bilingues inférieurs. Comme les unilingues anglophones ne peuvent communiquer avec les francophones, sinon en anglais, et que les bilingues inférieurs n'utilisent le français que dans 39% du temps avec les francophones, il en résulte très clairement que ce sont les francophones qui doivent assurer, en anglais, la communication avec les deux tiers de l'échantillon anglophone, et pour la majeure partie du temps où se déroulent des communications. Cette différence entre le degré de bilinguisation des francophones et des anglophones, au niveau des cadres de l'entreprise, joue fortement en défaveur du français comme langue de communication au travail.

**c) Les exigences linguistiques au cours de la carrière de travail**

La compétence en langue seconde est plus souvent le fait des francophones que des anglophones, surtout à Montréal. Les exigences du marché du travail y sont pour quelque chose. A l'entrée dans la carrière du travail, la probabilité qu'un francophone ait trouvé un premier emploi exigeant seulement sa langue maternelle est inférieure de 10% (78% — 68%) aux chances d'un anglophone d'en avoir trouvé un où seule sa langue était requise (Tableau I.54). En revanche, un francophone a plus de chances qu'un anglophone de trouver un emploi où sa langue est exigée concurremment avec l'anglais (28% contre 18%). Mais il s'agit d'une maigre compen-

---

\* Enquête poursuivie à la demande de la Commission par l'Institut international d'économie quantitative de Montréal.

sation quand on sait que dans ce type de situations, le taux d'utilisation de l'anglais pour les communications spécifiques est de 43% pour le francophone, alors qu'il est de 28% de français pour l'anglophone (Tableau I.6). Les exigences linguistiques rencontrées par les membres du tiers groupe montrent assez que l'anglais pèse plus lourd sur le marché du travail que le français: dans 54% des cas, ils ont dû satisfaire à la nécessité d'avoir à utiliser l'anglais contre 16% des cas pour le français. D'ailleurs, quand on leur demande dans quelle langue ils croyaient pouvoir mieux faire leur travail lors de leur premier emploi, les travailleurs ne donnent pas nécessairement tous comme réponse: dans la langue maternelle. Les francophones plus que les anglophones ont préféré travailler dans les deux langues, ou même dans la langue de l'autre; quant aux membres du tiers groupe, leurs préférences vont d'emblée à l'anglais (Tableau I.55). Était-ce que leur compétence était meilleure en anglais? Ou que les possibilités d'avancement paraissaient plus grandes avec cette langue? Quoi qu'il en soit, il semble bien que beaucoup de travailleurs sont conscients des exigences linguistiques du marché du travail avant même de l'avoir affronté.

Entre l'offre que représentent les préférences au moment de l'entrée sur le marché du travail et la demande que représentent les exigences linguistiques du marché, il n'y a pas nécessairement coïncidence. En comparant la distribution des exigences linguistiques du tableau I.54 et les préférences exprimées dans le tableau I.55, on

**Tableau I. 54**

**Langue exigée au moment du premier emploi au Québec par groupes linguistiques et pour les francophones de Montréal**

(Pourcentages horizontaux)

Groupes linguistiques	Langue exigée			
	Français	Anglais	Les deux	Total
Francophones	68.6	3.4	28.0	100
Anglophones	3.0	78.8	18.2	100
Autres	16.0	54.3	29.7	100
Francophones de Montréal	54.2	5.5	40.3	100

peut calculer la proportion de travailleurs où l'offre et la demande se conjuguent ou ne se conjuguent pas. Pour les francophones, la non-coïncidence est de 14.3%, pour les anglophones, de 10.1% et pour les « autres », de 6.7%. C'est à ces derniers que le sort est le plus favorable, et aux francophones qu'il l'est le moins. À Montréal, le désavantage pour eux s'accroît. Pour deux raisons: par l'effet régional et par le fait que le marché du travail n'est pas planifié pour combler les attentes linguistiques des travailleurs. S'il l'était, il n'y aurait que 21% de francophones dont les préférences ne pourraient coïncider avec les exigences; comme il ne l'est pas, c'est 36% de francophones à Montréal qui se trouvent dans ce cas, alors que les anglophones, eux, ne sont que 19% dans la même situation. Cette organisation du marché du travail, on le voit, accroît le désavantage dans lequel se trouvent les francophones.

On se rend mieux compte de ce désavantage en calculant ce que devraient être les chances des francophones pour qu'elles soient équivalentes à celles des anglophones. Pour qu'en début de carrière les préférences linguistiques des francophones soient satisfaites au même degré que celles des anglophones, il faudrait que les exigences du marché du travail soient les suivantes: 71% des emplois offerts aux francophones devraient n'exiger que le français au lieu de 54% actuellement, 24% devraient exiger les deux langues au lieu de 40%, et 5% l'anglais contre 6%. En revanche, pour

**Tableau I. 55**

**Langue de travail préférée au moment du premier emploi au Québec, par groupes linguistiques et pour les francophones de Montréal**

(Pourcentages horizontaux)

Groupes linguistiques	Langue préférée			
	Français	Anglais	Les deux	TOTAL
Francophones	81.1	5.2	13.7	100
Anglophones	1.6	88.9	9.5	100
Autres	21.3	55.7	23.0	100
Francophones de Montréal	73.0	8.0	19.0	100

satisfaire les exigences des anglophones dans la mesure où celles des francophones de Montréal le sont actuellement, il suffirait de seulement 62% d'emplois n'exigeant que l'anglais (alors que le marché en offre 79% actuellement); de 34% d'emplois exigeant le bilinguisme (contre 18% actuellement), et 4% nécessitant l'unilinguisme français (contre 3%). Ainsi, pour égaliser les chances de chaque groupe de pouvoir satisfaire ses attentes, le marché montréalais des emplois offerts aux francophones et aux anglophones devrait exiger le français dans 50% des cas plutôt que dans 38%, l'anglais dans 23% au lieu de 29% des cas, et les deux langues dans 27% plutôt que 33% des cas. Les exigences linguistiques des travailleurs au moment du premier emploi se sont en fait étalées sur plusieurs années, étant donné que les personnes interrogées sont entrées sur le marché du travail à des moments souvent fort éloignés les uns des autres. Tout au cours de ces décennies, pour égaliser les chances des travailleurs francophones avec celles des travailleurs anglophones, on peut calculer que c'est 510,000 emplois n'exigeant que le français qu'il aurait fallu offrir au lieu de 385,000. Tout au long de ce laps de temps donc, les francophones se sont trouvés beaucoup plus désavantagés que les anglophones quant à l'actualisation de leurs préférences linguistiques au début de leur carrière. On peut comprendre dès lors qu'il se soit développé, chez les francophones, le sentiment que l'anglais est pour eux une condition implicite de travail, puisque le marché ne leur offre pas suffisamment d'emplois qui leur permettent de faire carrière dans leur seule langue maternelle.

Passé le cap du premier emploi, les préférences linguistiques peuvent être à nouveau modifiées, par suite de l'expérience quotidienne de travail. Celle-ci entraîne chez les francophones bilingues un affaiblissement de la préférence pour la langue maternelle (Tableau I.56), laquelle passe, jusqu'à 35 ans, de 52% à 43%, pour ensuite se stabiliser (\*). Chez les anglophones bilingues, la préférence pour la langue maternelle est plus grande au début de la carrière (78%) et augmente de nouveau dans la dernière tranche. Dans l'ensemble, la préférence que les anglophones conservent à leur langue tout au

---

\* Le lecteur doit interpréter les résultats par rapport à la période historique touchée par le sondage, soit celle qui va du début du siècle à nos jours, les informateurs les plus âgés ayant commencé leur carrière vers les années 1910-1915.

long de la carrière de travail est de 20% à 30% supérieure à celle des francophones. Cette différence est particulièrement sensible dans les deux dernières tranches de la carrière, à partir de 45 ans.

Les effets des hasards de la carrière, combinés à l'attraction que l'anglais semble avoir exercé, au cours de celle-ci, sur les francophones bilingues font que, des 67% qui avaient souhaité travailler en français au moment du premier emploi, dont 60% avaient pu satisfaire cette exigence, il n'en restait plus que 26% au moment de l'enquête à préférer travailler dans leur langue tout comme au début de la carrière (Tableau I.57). En revanche, de ceux (soit 40%) parmi ces 67% qui s'étaient trouvés en situation de bilinguisme au début de la carrière, on en retrouvait 15% à continuer à préférer la langue maternelle. De telle sorte que le manque à gagner que nous avons signalé dans le nombre d'emplois « *français* »,

**Tableau I. 56**

**Langue de travail préférée par groupe d'âge pour les francophones et les anglophones qui maîtrisent les deux langues officielles**

(Pourcentages horizontaux)

ÂGE	Groupes linguistiques	Langue maternelle	Autre langue	Total
Moins de 25 ans	Francophones	52	48	100
	Anglophones	78	22	100
25 à 34 ans	Francophones	50	50	100
	Anglophones	61	39	100
35-44 ans	Francophones	43	57	100
	Anglophones	65	35	100
45-54 ans	Francophones	42	58	100
	Anglophones	72	28	100
55 ans et plus	Francophones	43	57	100
	Anglophones	73	27	100

**Tableau I. 57**

**Évolution des préférences linguistiques au cours de la carrière des francophones bilingues (probabilités de transition)**

Langue préférée lors du premier emploi		Langue exigée lors du premier emploi		Langue préférée au moment du sondage		%
67%	M	60%	M	65%	M	26%
				35%	A	14%
		40%	A	55%	M	15%
				45%	A	12%
33%	A	18%	M	23%	M	2%
				77%	A	5%
		82%	A	17%	M	4%
				83%	A	22%
						100%

*Légende*

M = langue maternelle

A = autre langue que la langue maternelle ou les deux langues officielles



en début de carrière, avait, au moment de l'enquête, amené 26% des 67% de francophones qui auraient préféré travailler d'abord dans leur langue à changer d'attitude en cours de carrière. Quant aux 33% de francophones qui avaient opté pour l'anglais dès le début, 27% étaient restés fidèles à leur choix premier, alors que 6% avaient changé d'avis. Au total, au moment de notre enquête, la majorité des informateurs francophones bilingues (53%) préféreraient travailler en anglais ou dans les deux langues, plutôt que dans la seule langue maternelle. Ces cheminements montrent que, pour la majorité des francophones en situation de bilinguisme, les conditions linguistiques de travail sont telles, de même que les exigences dans l'emploi quotidien des langues, que l'anglais peut finir par se substituer à la langue maternelle comme instrument préféré de communication, c'est-à-dire celui dans lequel le travailleur croit pouvoir faire le mieux son travail. On ne se surprendra pas, dès lors, des résistances que ces francophones pourront opposer à un éventuel changement dans leurs habitudes linguistiques. La carrière des anglophones se déroule différemment (Tableau I.58). Au moment de notre enquête, ils étaient encore 45% à continuer à préférer l'anglais parmi les 80% qui avaient choisi de travailler dans cette langue au moment du premier emploi; et, dans l'ensemble, 71% d'entre eux donnaient toujours leur préférence à leur langue maternelle, alors que les francophones n'étaient que 47% à le faire. Il est facile d'inférer de ces faits que l'expérience de travail comporte des pressions qui entraînent plus souvent un éloignement de la langue maternelle pour les francophones bilingues que pour les anglophones bilingues. Sachant les francophones plus souvent bilingues que les anglophones, on voit nettement le sort désavantageux dans lequel se trouve le français sur le marché du travail.

#### **d) Les exigences linguistiques selon le niveau d'éducation**

Les exigences linguistiques sont tout à l'inverse chez les francophones et chez les anglophones quand on les regarde en fonction du niveau d'éducation (Tableau I.59). Les francophones qui atteignent le niveau de scolarité le plus élevé développent cinq fois plus souvent une compétence poussée en anglais que ceux qui ont complété moins de 9 ans de scolarité. Chez les anglophones, ce sont les moins scolarisés qui développent le plus souvent une com-

Tableau I. 58

Évolution des préférences linguistiques au cours de la carrière des anglophones bilingues (probabilités de transition)

Langue préférée lors du premier emploi		Langue exigée lors du premier emploi		Langue préférée au moment du sondage		%
80%	M	66%	M	85%	M	45%
				14%	A	8%
		33%	A	70%	M	19%
				30%	A	8%
20%	A	28%	M	67%	M	4%
				33%	A	2%
		72%	A	21%	M	3%
				79%	A	11%
						100%

*Légende*

M = langue maternelle

A = autre langue que la langue maternelle ou les deux langues officielles

pétence poussée en français: ils sont deux fois plus souvent bilingues que ceux qui ont une formation universitaire.

Dans les sociétés industrielles, il existe une équation précise entre ce que le travailleur investit en termes d'éducation et d'aptitudes diverses au début et au cours de sa carrière et les bénéfices qu'il en retire en termes de niveau d'occupation, et, par suite, de revenu. Au Québec, cette équation ne s'applique pas de la même manière pour les anglophones et les francophones. Si nous postulons que le niveau d'éducation atteint par un travailleur l'amène à un niveau d'occupation équivalent selon qu'il est francophone ou anglophone, il faut ajouter que pour que cette équation s'applique, le francophone qui a dépassé le niveau d'éducation élémentaire doit fournir une compétence en langue seconde plus grande que son collègue anglophone. Cet écart d'investissement entre francophones et anglophones pour des bénéfices identiques s'accroît à mesure que croissent les bénéfices. Cette application de l'équation investissements-bénéfices produit comme résultat final qu'en deçà d'un salaire de \$5,000 un travailleur anglophone travaille deux fois plus souvent dans les deux langues qu'un travailleur francophone, et qu'au-delà d'un salaire de \$10,000 un travailleur francophone travaille deux fois plus souvent dans les deux langues qu'un anglophone. Et il faut se rappeler ici que l'utilisation des langues n'a pas la même signification pour un ouvrier et un administrateur: dans cette dernière occupation, les exigences linguistiques sont beaucoup plus grandes que dans la première.

**Tableau I. 59**

**Pourcentage des travailleurs ayant une connaissance excellente de l'autre langue usuelle, par niveau d'éducation**

Degré de scolarité	Francophones	Anglophones
0 à 8 ans	7.6%	16.0%
9 à 11 ans	19.6%	12.0%
12 à 14 ans	29.8%	12.3%
15 à 16 ans	35.9%	10.5%
17 ans et plus	35.5%	7.3%

Au total il en coûte plus à un travailleur francophone pour monter dans la hiérarchie de travail qu'à un anglophone. Au premier on demande le bilinguisme, au second on concède un quasi unilinguisme. Les chances ne sont pas égales, et il se peut que cette application différente de l'équation investissements-bénéfices soit un frein à la mobilité collective des francophones.

### C. Conclusion

Au terme de cette description que nous avons voulu très détaillée, il ressort que si le français n'est pas en voie de disparition chez les francophones, ce n'est pas non plus la langue prédominante sur le marché du travail québécois. Le français n'apparaît utile qu'aux francophones. Au Québec même, c'est somme toute une langue marginale, puisque les non-francophones en ont fort peu besoin, et que bon nombre de francophones, dans les tâches importantes, utilisent autant, et parfois plus l'anglais que leur langue maternelle. Et cela, bien que les francophones, au Québec, soient fortement majoritaires, tant dans la main-d'œuvre que dans la population totale. À quoi tient cette situation qui fait du français la langue des basses tâches et des petits revenus, et non celle de l'accession aux tâches supérieures et aux avantages qui en résultent? La réponse n'est pas simple. Nous en tenons quelques éléments, mais plutôt que de tenter une longue explication, que nous n'avons d'ailleurs pas les moyens de fournir, nous nous attacherons surtout à identifier quelques obstacles majeurs à une plus large diffusion du français comme langue d'usage des Québécois, tant au travail que dans les autres activités de la vie.



## **Chapitre deuxième**

### **Les obstacles au plein épanouissement et à la diffusion du français dans tous les secteurs d'activité<sup>(\*)</sup>**

La description des faits touchant l'utilisation des langues dans les communications de travail nous a permis d'identifier clairement deux phénomènes. D'une part, les groupes francophones et anglophones jouissent, chacun de leur côté, d'une large mesure d'autonomie quant à l'utilisation de leur langue maternelle au travail. D'autre part, si on introduit le tiers groupe, si on analyse des actes de communication fonctionnellement importants, si on se penche sur les situations de contact entre francophones et anglophones et si on étudie les exigences que rencontrent les travailleurs au cours de leur carrière, on voit apparaître la prédominance de l'anglais. Cette situation est curieuse et demande pour être comprise qu'on revienne sur la structure socio-économique qui sous-tend l'utilisation des langues au travail, et qu'on replace cette utilisation dans le cadre juridique, économique et social dans lequel se déroulent les activités de travail et la vie des Québécois.

---

\* On trouvera décrit dans la tranche du rapport portant sur les droits linguistiques, le cadre constitutionnel à l'intérieur duquel se définissent les pouvoirs d'intervention du Gouvernement du Québec pour faire épanouir et diffuser le français dans tous les secteurs d'activité.

## **A. La ségrégation et la stratification socio-économiques dans le monde du travail québécois<sup>(\*)</sup>**

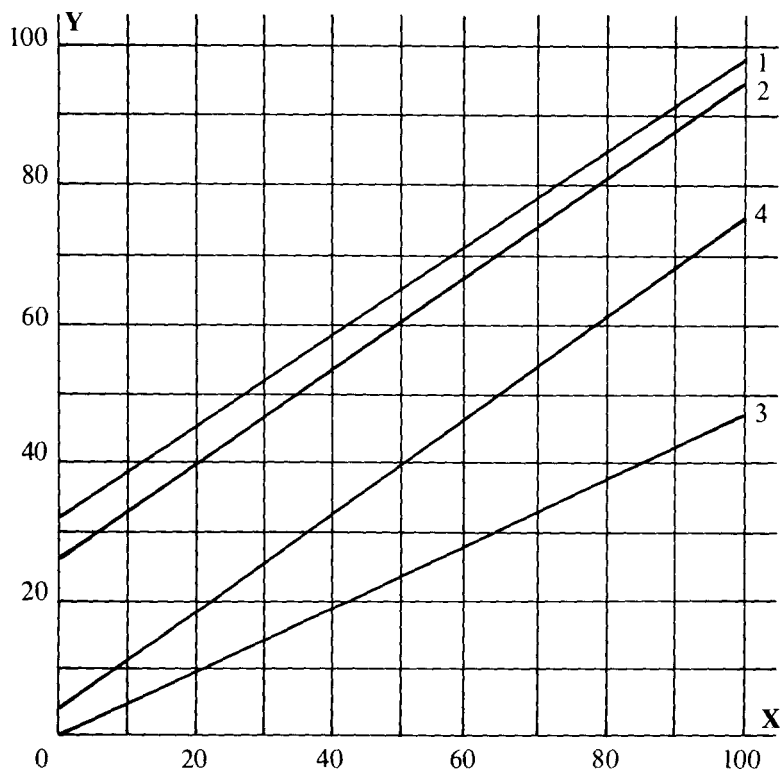
Dans la partie où nous avons traité des situations de travail, nous avons fait ressortir celles qui favorisaient ou défavorisaient l'utilisation du français. Nous en avons tiré une structure socio-économique dont nous avons dit qu'elle conditionnait l'emploi des langues. Nos données nous permettent de jeter quelque lumière sur ce qui se cache derrière une telle structure, qui engendre cette situation en apparence contradictoire d'autonomie et de prédominance linguistique, que nous avons longuement décrite.

### ***1. Autonomie linguistique et ségrégation***

D'après nos données, le pourcentage global d'utilisation du français est en rapport direct avec le nombre d'interlocuteurs qui constituent l'entourage du travailleur (Graphique 1.60). Pour tous les groupes de travailleurs, l'utilisation du français augmente proportionnellement avec la représentation des francophones parmi les interlocuteurs. Ainsi pour un francophone de Montréal, l'utilisation du français augmente de 6.5% quand on accroît de 10% la représentation des francophones parmi les interlocuteurs. Pour les anglophones, la hausse équivalente du pourcentage d'utilisation du français est de 4.7%. Comme 75% des interlocuteurs des francophones de Montréal sont francophones, et 93% en province, on comprend que, pour les francophones, le taux d'utilisation du français soit aussi élevé. La raison en est simple. Au travail, dans la très grande majorité des contacts que peuvent avoir les francophones, l'interlocuteur est une personne du même groupe linguistique. Remarquons que même si les francophones de Montréal constituent 64% de la main-d'œuvre montréalaise, 75% de leurs actes de communication se déroulent entre francophones. Les structures du monde du travail sont telles que les francophones se trouvent plus souvent qu'autrement concentrés dans des groupes de travail où ils sont relativement plus nombreux que dans la main-d'œuvre de la région.

---

\* Nous référons tout particulièrement dans cette partie au rapport de recherche préparé par M. Serge Carlos, sur *L'utilisation du français dans le monde du travail du Québec*.

**Graphique I. 60**

Pourcentage global d'utilisation du français = Y

Pourcentage des interlocuteurs qui sont francophones: X

1 – Francophones hors de Montréal

$$Y = 32.3 - 0.65 X$$

2 – Francophones de Montréal

$$Y = 26.0 - 0.70 X$$

3 – Anglophones

$$Y = 0.4 - 0.47 X$$

4 – Autres

$$Y = 3.9 - 0.71 X$$



Cependant, ce phénomène de ségrégation linguistique est beaucoup plus accentué pour les anglophones. Alors qu'ils ne constituent que 22% de la main-d'œuvre montréalaise, 62% de leurs interlocuteurs sont des anglophones. Nous avons là une des raisons de la sous-utilisation du français par les anglophones. Bien que fortement minoritaires, ils peuvent se permettre, tout comme les francophones, d'utiliser largement leur langue parce que les structures du monde du travail font qu'ils se regroupent entre eux. Il est clair que le regroupement des individus dans ces « *unités de travail* » naturelles, favorise pour certains types de communications, un emploi élevé de la langue maternelle.

Cette séparation des groupes linguistiques dans les milieux de travail prend souvent la forme d'un rapport hiérarchique (Tableau I.61). Alors que les francophones utilisent le français proportionnellement à leur représentation dans leur entourage, les anglopho-

**Tableau I. 61**

**Rapport entre le pourcentage spécifique d'utilisation du français et le pourcentage de francophones dans l'univers des interlocuteurs par activité et par groupe linguistique**

Activités	Francophones	Anglophones
Réd. Int. Spéc.**	0.94*	0.20*
Réd. Int. Gén.	0.90	0.30
Lire Int. Spéc.	0.91	0.41
Lire Int. Gén.	1.01	0.80
Réunions	0.93	0.49
Parl. Sup.	1.01	0.34
Parl. Sup.	0.89	0.35
Parl. Col.	0.83	0.45

(\*) Le tableau se lit comme suit: les travailleurs francophones qui rédigent des textes internes spécifiques utilisent une quantité de français équivalent à 94% de la représentation des francophones parmi les destinataires de ces textes; les travailleurs anglophones, eux, dans les mêmes circonstances, utilisent une quantité de français correspondant à seulement 20% de la représentation des francophones parmi les destinataires.

(\*\*) Voir le tableau I. 18 pour la signification des abréviations.

nes font preuve d'une utilisation du français de beaucoup inférieure au nombre de francophones qui peuvent se trouver dans leur environnement. Cette sous-utilisation, qui correspond à une imposition relative de l'anglais dans les activités de travail fonctionnellement importantes, n'est possible que dans la mesure où les anglophones dominent la hiérarchie de la main-d'œuvre. La ségrégation est donc à la fois horizontale, par juxtaposition de groupes dans les secteurs d'activité différents, et verticale, par étagement des groupes dans la hiérarchie des tâches et des fonctions. Les deux types de ségrégation favorisent pour chaque groupe une grande autonomie dans l'emploi de la langue maternelle; le second, la ségrégation verticale, engendre fréquemment quant à lui, dans les situations de contact, la domination linguistique d'un groupe sur l'autre.

Les preuves matérielles de la ségrégation horizontale ne manquent pas. Elle correspond à une évidente spécialisation des tâches, au Québec, sur une base ethno-linguistique (Tableau I.62). Alors que la main-d'œuvre du Québec compte 5.3 travailleurs francophones pour un travailleur anglophone (344,000 sur 1,820,000), le rapport monte à 19.0 dans le cas de l'industrie primaire et à 15.7 dans le

**Tableau I. 62**

**Nombre de travailleurs francophones pour un travailleur anglophone par secteur d'activité**

Secteurs d'activité	Nombre de travailleurs francophones pour un anglophone
Industrie primaire	19.0
Industrie de la construction	15.7
Administration publique	9.0
Commerce	8.1
Services personnels et sociaux	5.7
Industrie manufacturière	4.9
Services d'utilité publique	3.2
Finance	2.4

cas de l'industrie de la construction. Ce sont des secteurs où les francophones sont, sur le plan horizontal, fortement regroupés. Il en est de même, à un moindre degré pour l'administration publique et le commerce. On peut penser que dans ces secteurs, l'emploi du français est largement répandu. En revanche, dans le secteur de la finance, il y a à peine 2.4 travailleurs francophones pour chaque anglophone, et dans les services d'utilité publique, le rapport ne s'établit qu'à 3.2. Ce sont là à n'en pas douter, des fiefs anglophones, où l'anglais prédomine.

## **2. *Prépondérance de l'anglais et stratification***

Dans les rapports entre francophones et anglophones, ce qui commande davantage l'emploi des langues, c'est le regroupement vertical des travailleurs, c'est-à-dire leur concentration dans des fonctions administratives importantes. Un secteur devrait avoir d'autant plus de chance d'utiliser le français dans les communications fonctionnellement importantes, que ses cadres moyens et supérieurs seront de langue française. Deux secteurs se trouvent à cet égard dominés de bout en bout par les francophones: ce sont l'administration publique et le commerce, où le rapport des administrateurs et professionnels est de 7.5 et 7.2 en faveur des francophones, et celui des employés de bureau et des vendeurs, de 35.5 et 6.9 (Tableau I.63). Deux autres présentent un rapport moins favorable aux francophones dans les fonctions d'administrateurs, soit les services personnels et sociaux (4.7) et l'industrie de la construction (4.0), et, pour le premier de ces secteurs, un rapport favorable pour les employés de bureau (5.5). De plus, dans tous ces secteurs, les occupations d'employé des services, des transports et communications, de contremaître et d'ouvrier, sont fortement dominées par les francophones. En revanche, deux secteurs sont dominés de bout en bout par les anglophones, ce sont la finance et les services d'utilité publique. Deux autres, charpentés différemment, sont dominés en haut par des anglophones et en bas par les francophones: l'industrie primaire et l'industrie secondaire; dans la première, il n'y a que 2.3 administrateurs et professionnels francophones pour un anglophone; dans le second, il y a 1.1 administrateur et professionnel et 3.5 employés de bureau francophones pour un anglophone, alors que les francophones sont fortement concentrés dans les occupations inférieures (18.0 et 11.0 pour les ouvriers et contremaîtres).

Il semble y avoir une relation directe entre le niveau d'utilisation du français dans les communications fonctionnelles d'un secteur donné et la sur-représentation des anglophones, en particulier dans les postes d'administrateurs et de professionnels: l'industrie manufacturière occupe le rang le plus bas dans l'utilisation du français, suivie de près par les services d'utilité publique et par la finance (Tableau I.64); ces trois secteurs occupent également le rang le plus bas d'après le rapport francophone/anglophone dans les occupations d'administrateurs et de professionnels (Tableau I.65). De plus, ces secteurs occupent également les trois derniers rangs si, aux occupations mentionnées ci-dessus, on ajoute celles d'employé de bureau et de vendeur. Ce n'est certainement pas là pure coïn-

**Tableau I. 63**

**Nombre de francophones pour un anglophone par secteur d'activité et par niveau d'occupation**

Secteurs d'activité	Administrateurs et professionnels	Employés de bureau et vendeurs	Employés des services de transports et de communications	Contremaîtres et ouvriers %
Industrie primaire	2.3	10.0	12.0	18.0
Industrie de la construction	4.0	2.2	38.0	73.5
Administration publique	7.5	35.5	7.0	6.8
Commerce	7.2	6.9	6.8	15.1
Services personnels et sociaux	4.7	5.5	9.3	9.8
Industrie manufacturière	1.1	3.5	8.3	11.0
Services d'utilité publique	1.8	2.1	2.2	4.9
Finance	2.4	2.5	2.0	2.0

Tableau I. 64

Rang des secteurs d'activité d'après le pourcentage d'utilisation du français dans les activités spécifiques de communication pour les francophones et les anglophones de Montréal

Secteurs d'activités	Rang général	Activités de rédaction			Activités de lecture			Activités verbales		
		Pourcentages d'utilisation		Rang d'après le pourcentage d'utilisation dans le type d'activité	Pourcentages d'utilisation		Rang d'après le pourcentage d'utilisation dans le type d'activité	Pourcentages d'utilisation		Rang d'après le pourcentage d'utilisation dans le type d'activité
		Franco-phones	Anglo-phones		Franco-phones	Anglo-phones		Franco-phones	Anglo-phones	
Industrie secondaire	1	42%	6%	1	35%	15%	1	74%	17%	1
Services d'utilité publique	2	52%	7%	2	45%	19%	2	75%	16%	2
Finance	3	57%	5%	3	52%	12%	4	80%	11%	3
Commerce	4	64%	9%	4	55%	24%	5	83%	24%	4
Construction	5	72%	15%	5	47%	19%	3	87%	23%	7
Administration publique	6	75%	19%	6	72%	21%	7	85%	24%	5
Services personnels et sociaux	7	80%	6%	7	70%	14%	6	86%	15%	6

Tableau I. 65

Comparaison du rang des secteurs d'activité d'après le niveau d'utilisation du français et du rang des mêmes secteurs d'après le rapport entre francophones et anglophones dans quatre occupations

Secteurs d'activité	Rang des secteurs d'après le pourcentage d'utilisation du français	Rang des secteurs d'après le rapport francophone/anglophone dans les occupations d'administrateur et de professionnel	Rang des secteurs d'après le pourcentage d'utilisation du français	Rang des secteurs d'après le rapport francophone/anglophone dans les occupations d'administrateur, de professionnel, d'employé de bureau et de vendeur
Industrie secondaire	1	1	1	3
Services d'utilité publique	2	2	2	1
Finance	3	3	3	2
Commerce	4	6	4	6
Construction	5	4	5	4
Administration publique	6	7	6	7
Services personnels et sociaux	7	5	7	6

cidence. Par opposition, l'administration publique, dominée de bout en bout par les francophones, occupe, pour l'utilisation du français, le rang le plus élevé après les services sociaux. Le commerce, secteur dominé par les francophones, fait difficulté: il n'occupe que le quatrième rang. Nous y reviendrons.

Des preuves ont déjà été apportées de cette sur-représentation des anglophones aux paliers supérieurs des fonctions administratives et techniques. La Commission fédérale sur le bilinguisme et le biculturalisme en a fait la démonstration pour les grandes entreprises manufacturières, en mettant en rapport les groupes linguistiques anglophone et francophone et les niveaux de salaire: « *À mesure qu'on s'élève dans l'échelle de rémunération des grandes entreprises manufacturières, la proportion des francophones décline (Tableau I.64). Elle constitue invariablement une infime minorité au sommet. Cette proportion est de 36% aux niveaux inférieurs de rémunération et de 15% seulement aux niveaux supérieurs* » (\*). Nos propres données nous permettent de confirmer le même phénomène de stratification, non seulement pour l'industrie manufacturière sur laquelle a porté essentiellement notre enquête, mais aussi pour le commerce, la construction, les transports et communications, la finance et les services divers (\*\*). Notre échantillon couvrait 19 secteurs économiques et 69 établissements.

Quelque 2,000 cadres des entreprises investiguées ont fourni des réponses valides. La représentation des francophones parmi ces cadres est loin d'être proportionnelle à leur importance numérique dans la main-d'œuvre (Tableau I.66). En excluant les contremaîtres, les francophones constituent en effet 50% des cadres gagnant moins de 15,000, 30% de ceux qui gagnent de 15,000 à 20,000 et, de même, 30% au-dessus de 20,000 (\*\*\*). Non seulement

---

\* Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre III, b, Le Monde du travail, Le secteur privé, p. 1022.

\*\* Enquête conduite à la demande de la Commission par l'Institut international d'économie quantitative auprès de quelque 2000 cadres de l'entreprise privée, surtout manufacturière.

\*\*\* On ne pourrait légitimement comparer nos résultats à ceux dont a fait état la Commission fédérale que si les échantillons étaient eux-mêmes comparables, de même que la façon de définir un francophone et un anglophone. Quoi qu'il en soit des pourcentages, la tendance reste la même d'une enquête à l'autre.

les francophones sont-ils sous représentés dans l'ensemble des cadres, mais plus on s'élève dans la hiérarchie administrative et technique, plus ils se raréfient.

Il faut bien dire qu'il s'agit là d'une écrasante sous-représentation des francophones aux postes de contrôle de l'entreprise privée au Québec, et, singulièrement, de l'entreprise manufacturière (en effet 13 des 19 secteurs investigués faisaient partie de l'industrie de fabrication). Et il faut ajouter: de la grande entreprise manufacturière, comme la Commission fédérale l'a mis en évidence. Encore ici, la spécialisation ethno-linguistique des travailleurs joue à plein, les anglophones étant concentrés à raison de 69.4% dans les tâches supérieures (Tableau I.39) et à raison de 53.4% dans la grande entreprise (Tableau I.40). Il n'y a donc rien de surprenant que le rapport francophone/anglophone dans les occupations de gestion et d'exécution supérieures soit si favorable aux anglophones dans le secteur de l'industrie manufacturière.

Cette sur-représentation des travailleurs anglophones, nous la retrouvons encore plus haut, dans la structure de contrôle elle-même du secteur privé de l'économie: les sièges sociaux. La Commission a procédé à une enquête partielle, mais révélatrice, sur le personnel de dix sièges sociaux établis à Montréal. Le personnel de ces sièges sociaux totalise 3,125 employés, dont 28.2% sont des francophones. Si l'on fait abstraction des membres du personnel recrutés à l'extérieur du Québec (21.3%, dont la presque totalité est anglophone), les sièges sociaux investigués embauchent deux anglophones pour

**Tableau I. 66**

**Proportion des francophones par niveau de salaire correspondant à trois paliers hiérarchiques des organisations de travail, parmi 2,000 cadres de l'entreprise**

Niveaux de salaire	Contremaîtres exclus	Contremaîtres inclus
Moins de \$15,000	50%	55%
\$15,000 à \$20,000	30%	30%
Plus de \$20,000	30%	30%



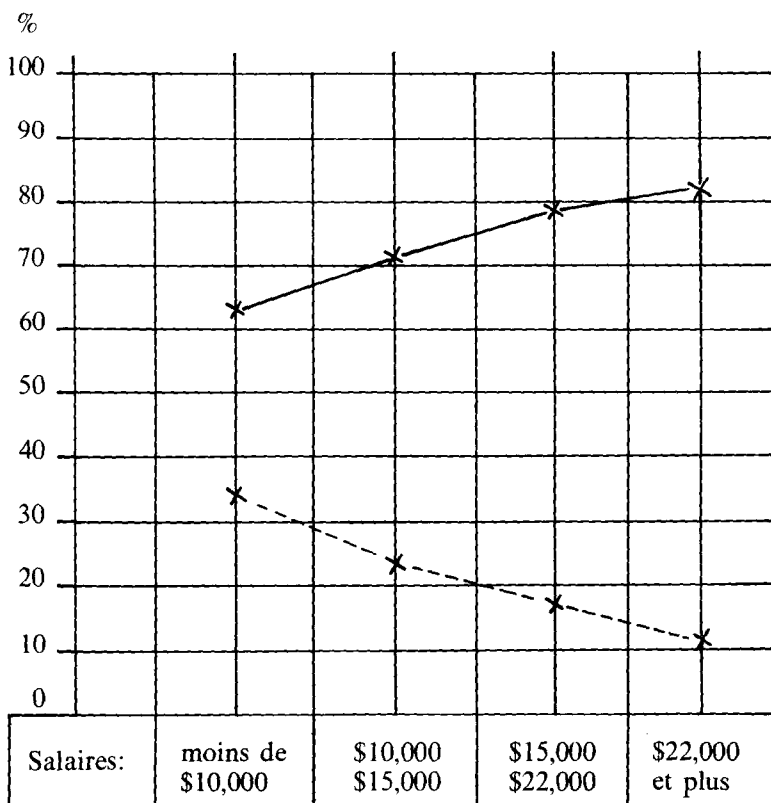
un francophone au Québec, en dépit du fait que ces derniers constituent près de 4/5e de la main-d'œuvre québécoise. Cette sous-représentation des francophones s'accroît à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des salaires (Graphique I.67). Les francophones détiennent 35% des salaires inférieurs à 10,000 dollars, mais n'occupent plus que 15% des postes dont le salaire est supérieur à

**Graphique I. 67**

**Personnel recruté pour les sièges sociaux**

Francophones: - - - -

Anglophones: ————



22,000 dollars. Si la présence des sièges sociaux sur un territoire a l'effet bénéfique qu'on décrit souvent en termes d'accès de la population locale à des postes de décision et de contrôle, il faut conclure que les francophones participent peu à ces bénéfices au Québec. Et qui plus est, cela est vrai tout autant au niveau des occupations mineures de commis et de secrétaire, qu'aux niveaux supérieurs. Ce cas de chasse-gardée n'a d'équivalent du côté des francophones que dans l'administration publique provinciale.

La ségrégation et la stratification des travailleurs ont favorisé et favorisent encore à certains égards l'utilisation de la langue maternelle. Mais tout dépend des secteurs d'activité. Certains d'entre eux, comme l'administration publique et les services personnels et sociaux, forment les réseaux complets de communication, en ce sens que les francophones y sont bien représentés à tous les échelons de l'organisation et que le français peut y circuler naturellement de haut en bas et de bas en haut de la hiérarchie administrative. Le commerce devrait présenter le même schème de fonctionnement, mais ce n'est pas le cas, car il y a un grand et un petit commerce. La construction elle-même fait exception, bien que dominée par les francophones. Pour ces deux derniers secteurs, le français, dans les communications fonctionnelles ne circule pas comme on s'y attendrait au vu de l'excellente représentation des francophones aux divers échelons des occupations. Deux secteurs sont complètement dominés par les anglophones: les services d'utilité publique et la finance. Le français y est à la portion congrue. Un seul secteur se présente comme un exemple parfait de stratification ethno-linguistique: l'industrie manufacturière. On voit ce que cela donne pour l'utilisation du français: c'est le secteur où le niveau d'emploi est le plus bas dans les communications fonctionnelles.

C'est dans les secteurs dominés par les anglophones, soit complètement soit partiellement, que la part faite au français est la plus restreinte. On pouvait s'attendre à cela dans notre climat de laisser-faire linguistique où chacun emploie librement sa langue, avec cette réserve cependant, que ceux qui occupent les postes de commande ont tendance à imposer la leur aux travailleurs qui sont sous leurs ordres. On ne peut penser corriger la situation dans les secteurs dominés par les anglophones, c'est-à-dire, augmenter le niveau d'emploi du français, sans introduire davantage de francophones, soit dans les postes supérieurs, comme pour l'industrie manufacturière, soit à tous les échelons des occupations, dans les secteurs

de la finance, des services d'utilité publique et des sièges sociaux. D'une part, il est anormal qu'ils y soient si fortement sous-représentés, et, d'autre part, il leur revient d'utiliser leur langue et de la diffuser dans tous les secteurs d'activité. À cet égard, la stratification ethno-linguistique et la spécialisation des tâches qui prévalent actuellement dans le monde du travail québécois sont des obstacles à une utilisation du français aussi poussée que le permet le cadre économique général dans lequel le Québec est inséré.

## **B. Le cadre économique<sup>(\*)</sup>**

Nous venons de constater que des secteurs d'activité résistent à une libre circulation du français, bien que les francophones soient bien représentés à tous les échelons de la hiérarchie administrative. C'est le cas du commerce et aussi de la construction. Ce sont des cas significatifs auxquels il faut nous arrêter. Le secteur de la construction présente, à première vue, une anomalie surprenante: alors que les activités de rédaction se font à 72% en français et les activités verbales à 87%, les activités de lecture n'offrent qu'un maigre 47% (Tableau I.64). D'où vient-il que dans un secteur aussi dominé par les francophones, les activités de lecture présentent un taux d'emploi du français aussi bas? L'hypothèse qui vient à l'esprit, c'est que la construction, secteur français par excellence, est davantage branché sur un réseau de communications plus ouvert que ceux de l'administration publique et des services sociaux et personnels, qui sont également des secteurs dominés par les francophones. Il en est de même sans aucun doute du commerce, et surtout du grand commerce. Les pourcentages le suggèrent: 64% de français à la rédaction, 55% pour la lecture de documents. À fortiori en est-il ainsi pour la finance, les services d'utilités publiques et l'industrie manufacturière. Deux secteurs paraissent présenter un réseau de communications plus fermé: les services personnels et sociaux et l'administration publique, avec, respectivement 80% et 75% de français à la rédaction, et 70% et 72% à la lecture. Il est clair que les réseaux de communications de ces deux secteurs sont en partie différents de ceux des autres secteurs (Tableau I.64). Ce qui le montre, ce sont les taux plus bas d'utilisation du français

---

\* Nous référons ici particulièrement au rapport de synthèse préparé par M. Pierre Laporte, directeur des recherches à la Commission.

que ces deux secteurs présentent pour les quatre activités qui les mettent en relation avec l'extérieur: la rédaction de textes pour l'extérieur, la lecture de documents pour l'exécution du travail, la lecture de textes de provenance externe et les communications verbales avec l'extérieur (Tableau I.68). Ces taux sont particulièrement bas pour la lecture de documents (60% et 66%) dont on sait que bon nombre viennent du Canada anglais ou des États-Unis.

Les éléments de preuves que nous venons d'apporter pour appuyer l'hypothèse de secteurs branchés plus que d'autres sur des réseaux de communication ouverts sur le reste du Canada, sur les États-Unis et même sur le monde, sont faibles. Nous le savons, mais nos données ne nous permettent guère d'aller plus avant. Tout au plus voulons-nous rappeler l'observation fréquemment signalée, selon laquelle l'anglais tend à prendre le pas sur le français dans les activités écrites (Tableau I.64). On peut se demander jusqu'à quel point cette situation découle du fait que les activités écrites sont le propre des cadres moyens et supérieurs, lesquels se distinguent, dans certains secteurs d'activité, par une ouverture nettement plus grande sur l'espace économique supra-régional. L'anglais régnant en maître dans cet espace, il devient impératif de l'utiliser pour les catégories de la main-d'œuvre québécoise qui sont en contact avec les interlocuteurs qui l'habitent. Dans ce cas, il ne faudrait donc pas se surprendre de l'intensification de l'usage de l'anglais chez les cadres de l'industrie manufacturière en particulier, mais également, chez les cadres des secteurs de la finance, du commerce et des communications, dont les activités sont fortement continentalisées.

Il faut souligner que la question des incidences linguistiques de l'intégration de l'économie québécoise à l'économie canadienne et nord-américaine n'a pas encore été traitée de façon systématique, et que la Commission n'a pu faire d'études précises sur le sujet. Cependant, c'est un fait bien établi que le Québec constitue une région d'un espace économique beaucoup plus large, aux dimensions nationale, continentale et même internationale. Non seulement les entreprises québécoises participent-elles à des échanges financiers, commerciaux et techniques à l'échelle mondiale, mais, d'une façon beaucoup plus immédiate, l'économie industrielle du Québec entretient une relation de complémentarité et de dépendance avec l'économie canadienne et nord-américaine. D'une part, l'économie québécoise entretient avec le reste des économies du

Tableau I. 68

Pourcentage moyen d'utilisation du français dans les activités spécifiques de travail pour la main-d'œuvre francophone et anglophone de Montréal

Secteurs d'activité	Assister à des réunions		Recevoir des communications verbales de collègues francophones		Parler à des collègues ou égaux francophones		Parler à des subalternes francophones		Parler à son supérieur immédiat		Parler à des gens à l'extérieur de l'entreprise		Remplir des formulaires		Lire des textes de provenance externe à l'entreprise		Lire des textes internes généraux		Lire des textes internes de provenance particulière		Lire des documents pour l'extérieur du travail		Rédiger des textes internes à destination générale		Rédiger des textes internes à destination personnelle		Rédiger des textes pour l'extérieur	
	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A
Industrie primaire																												
Industrie secondaire	44	8	42	3	37	9	32	8	36	9	39	24	33	10	46	3	59	15	70	7	91	26	83	21	89	19	53	14
Construction	74	7	72	10	69	25	50	13	43	14	41	33	54	18	75	17	72	18	90	6	96	39	94	46	94	16	72	16
Services d'utilité publique	52	5	52	8	48	7	36	14	47	17	48	32	48	12	56	10	62	15	75	7	85	20	82	16	85	22	64	18
Commerce	61	12	57	4	76	8	46	19	60	21	59	33	54	24	64	13	71	21	80	10	93	29	89	28	91	31	76	24
Finance	60	4	57	4	54	4	46	13	59	9	53	13	50	14	57	8	70	12	78	1	88	15	86	15	87	13	72	11
Services personnels et sociaux	78	7	79	4	84	4	60	12	79	10	78	16	66	17	79	8	77	13	84	4	91	17	92	22	91	20	81	16
Administration	70	22	78	14	80	24	66	21	81	9	75	36	65	20	74	18	71	23	88	19	91	18	92	31	88	31	78	25

continent une relation qui en fait une région aux fonctions spécialisées et donc en situation d'interdépendance; d'autre part, le Québec dépend de l'économie canadienne et américaine pour des capitaux, des techniques et une partie de sa main-d'œuvre hautement spécialisée (\*). Dans cette perspective, il ne fait donc pas de doute qu'une partie des communications de travail sont orientées vers le reste du Canada et vers les États-Unis, et qu'elles ont tendance à se faire en anglais; il semble donc plausible de penser, comme le laissent voir nos données, que certains secteurs d'activité sont davantage branchés que d'autres sur un réseau de communication ouvert sur le continent, réseau dont la très grande majorité des interlocuteurs sont anglophones.

Alors, une question se pose: quelle est la part du sur-emploi de l'anglais que font les francophones, qui résulte, d'une part de la sur-représentation des anglophones dans les postes supérieurs des entreprises, et, d'autre part, de l'intégration du Québec à l'économie nord-américaine? On ne peut malheureusement pas fournir de réponse précise à cette importante question, c'est-à-dire un estimé quantifié. Tout au plus, peut-on penser, d'après ce que nous savons des comportements linguistiques au travail, que la sur-représentation des anglophones aux paliers supérieurs de la hiérarchie administrative explique l'attitude de déférence des francophones envers l'anglais et l'usage qui s'est établi d'utiliser cette langue comme instrument d'échanges linguistiques dans les situations de contact; de même, cette stratification explique assurément en partie l'habitude qu'on a prise d'utiliser l'anglais dans les communications écrites, internes aux établissements. On se rappelle le cas des ouvriers et des contremaîtres dont les activités fonctionnelles de communication se font en bonne partie en anglais. Mais, il paraît non moins évident que l'insertion du Québec dans l'économie nord-américaine entraîne, dans les communications écrites, un taux d'emploi de l'anglais qu'on ne saurait retrouver au même degré dans des régions moins étroitement intégrées à l'ensemble continental que forment le Canada et les États-Unis.

---

\* L'économiste Albert Faucher a décrit le caractère continental de l'économie du Québec dans un article intitulé: « *Le caractère continental de l'industrialisation du Québec* », dans *Recherches Sociologiques*, Vol. VI, no 3, sept.-déc. 1965.

Cette intégration économique a deux conséquences, dont l'une nous est apparue à travers les données que nous avons recueillies, soit l'intégration technique. De toutes les activités de communication, celle qui pour l'ensemble de la main-d'œuvre québécoise, comme pour la main-d'œuvre francophone, présente le taux d'utilisation du français le plus bas, c'est la lecture de documents pour l'exécution du travail, c'est-à-dire, des manuels, catalogues, devis, dossiers, périodiques, plans, rapports, etc. C'est le signe de la forte diffusion de l'anglais comme langue technique, étant donné qu'aujourd'hui comme hier, l'économie québécoise se trouve dans une relation de dépendance technologique très prononcée par rapport à l'économie américaine. Dépendance qui, à moins d'une révolution profonde et imprévisible de l'économie québécoise, est appelée à durer.

Cette diffusion de l'anglais comme langue technique constitue en même temps un obstacle et une limite à l'épanouissement du français. Et cela, à tous les niveaux des organisations de travail, mais plus particulièrement au niveau des ouvriers et des contremaîtres, qui forment la masse des travailleurs. Ce qui semble particulier au Québec, par rapport à ce qui se passe en Europe dans les entreprises multi-nationales, c'est que l'anglais, comme langue technique, est beaucoup plus employé au niveau des ateliers; c'est aussi que les termes anglais sont beaucoup plus diffusés comme vocabulaire courant au niveau des ouvriers et contremaîtres, alors qu'ils tendent à se cantonner, en Europe, à un niveau plus élevé. De ce point de vue, la situation semble anormale. Il y a lieu de faire en sorte, comme en Europe, que les transferts linguistiques en matière technique se fassent au niveau des cadres supérieurs. Ce qui suppose une francophonisation de ces cadres, ou encore, une bilinguisation poussée des cadres anglophones. L'intégration économique constitue une limite, avons-nous dit, en ce sens que l'innovation technologique se fait aux États-Unis, en anglais, et que le Québec ne peut guère se soustraire à cette contrainte. Mais il en résulte que la politique des entreprises doit consister, par le mécanisme de la traduction, à repousser comme en Europe, les transferts linguistiques au niveau des cadres supérieurs.

La seconde conséquence de l'intégration économique supra-régionale, c'est l'intégration administrative à des centres de décision qui, très souvent, sont situés en dehors du Québec. Il en résulte des implications linguistiques difficilement mesurables. Il est certain

que la société-mère, surtout américaine, a tendance à utiliser sa langue d'usage, l'anglais; mais il en est de même des autres sociétés-mères, l'anglais étant devenu la « *lingua franca* » des affaires à travers le monde. Il y a là un besoin de coordination et d'efficacité qui se comprend, mais qui n'en pose pas moins une sorte de limite à la diffusion du français. La difficulté consiste à mesurer où se situe exactement cette limite, et la Commission n'en a pas les moyens... (\*) Pour obtenir une réponse valable, il faudrait mettre en branle de longues et sérieuses études. Il n'en reste pas moins qu'on peut songer à accentuer une tendance qui se dessine à décentraliser, c'est-à-dire à régionaliser non seulement l'administration des entreprises, mais aussi, les centres d'innovation technologique et scientifique. Ce pourrait être pour le français une grande chance d'épanouissement, puisque cette langue pourrait servir comme instrument de haute gestion et de conceptualisation dans l'innovation technologique et scientifique. Quelques banques canadiennes ont commencé, au Québec, ce mouvement de régionalisation de leur centre administratif; la Société I.B.M. a mis sur pied un centre de recherches en Ontario. Les exemples sont peut-être limités, mais ils constituent des indices d'un mouvement que le Québec pourrait avoir intérêt dans certains cas à encourager.

### C. Le cadre juridique

Toute la vie linguistique des Québécois se déroule dans une atmosphère de liberté juridique presque totale, dont notre rapport sur les droits linguistiques fait état. Rappelons que depuis 1867, seul l'article 133 de l'*A.A.B.N.* a défini un cadre constitutionnel très limité à l'emploi des langues. Le Parlement du Québec n'a guère été plus entreprenant dans le domaine de la législation sur l'emploi des langues. L'inventaire des lois et règlements d'ordre linguistique passés par les Gouvernements du Québec, que la Commission a fait établir, fait voir une carence générale à se servir des

---

\* L'Office de la langue française, s'y est attaché ces derniers mois avec un succès certain. Mais l'opération est longue et coûteuse, et peut-être y a-t-il lieu d'insérer ces actions particulières dans une politique générale, ce qui permettrait aux entreprises d'apporter une collaboration plus active puisque des objectifs généraux auraient été définis, qui pourraient servir de cadre de référence.



pouvoirs législatifs considérables que l'État du Québec possède en matière de langue (\*). Il en est ainsi tout autant dans le domaine du travail que dans tous les autres secteurs d'activité. Que ce soit sur le plan de la langue qui régit les rapports entre les gens qui travaillent ensemble à l'intérieur d'une entreprise (langue des communications internes) ou sur celui de l'administration juridique et financière des entreprises, la loi, tout comme la réglementation administrative est muette.

La langue de travail, définie comme la langue des communications internes au sein d'une entreprise, c'est-à-dire la langue dans laquelle les travailleurs ou les employés sont appelés à exercer leurs fonctions, n'a fait l'objet d'aucune législation ou réglementation au Québec. Sa détermination a été laissée aux forces économiques et sociales. La Commission fédérale sur le bilinguisme et le biculturalisme a constaté que ces forces ont joué au détriment des francophones; même s'il y a eu une évolution plus favorable depuis quelques années, on ne peut s'empêcher de penser que l'une des raisons majeures du mécontentement qui sévit actuellement au Québec, sur le plan linguistique, réside précisément dans le divorce, abondamment constaté, entre la langue maternelle du travailleur et la langue dans laquelle il doit travailler. Notre inventaire fait voir que, si l'on excepte la loi 64, modifiant l'accès à l'étude et à l'exercice d'une profession, il n'existe aucune réglementation en matière de compétence linguistique imposant la connaissance du français pour l'exercice d'une profession; qu'en matière de relations de travail, il y a bien certaines conventions collectives entre le Gouvernement et la fonction publique qui reconnaissent le droit des employés de travailler en français, mais que c'est là l'exception, car ce n'est pas encore un objet bien établi de revendications syndicales; qu'un seul article traite de la langue au *Code du travail*, l'article 51, qui permet tout au plus à une partie à une convention collective d'exiger que la convention soit rédigée dans sa langue; enfin, que la *Loi des accidents de travail* impose à tout employeur relevant de la loi, de donner à la Commission des accidents du travail un avis écrit d'accident de travail, avis qui doit être rédigé dans la langue de l'accidenté, soit le français, soit l'anglais, sinon

---

\* Inventaire établi par Me Claude-Armand Sheppard, à la demande de la Commission. Dans cette partie du chapitre, nous utilisons tout spécialement le rapport de synthèse que celui-ci a préparé sur la question.

dans celle des deux langues qu'il choisit. Dans tout notre droit de travail, c'est la seule disposition exigeant le respect de la langue de l'ouvrier. Bref, législation et réglementation sur le droit à la langue pour le travailleur québécois sont pratiquement inexistantes.

L'inventaire que la Commission a fait faire démontre que la législation québécoise ne reconnaît pas de droit à l'usage d'une langue particulière comme langue de travail. Il n'existe aucune disposition en droit québécois consacrant le droit d'un groupe d'employés d'exiger de travailler dans sa langue. Juridiquement parlant, personne ne peut forcer un employeur à reconnaître le français comme langue de travail, ou l'anglais. Nous sommes en présence d'une absence totale de textes législatifs ou même administratifs. La question est donc entièrement gouvernée par les rapports de force existant dans le monde du travail et par les conventions collectives dans les rares cas où elles traitent de langue. Ce qui signifie que, sur le plan juridique, en dehors d'une convention collective applicable (ou d'un décret en découlant) personne ne peut invoquer un droit juridiquement reconnu de travailler dans sa langue; personne au Québec ne peut donc s'adresser à un tribunal ou à une instance officielle pour exiger qu'on lui permette de travailler dans sa langue.

La conséquence en est que les pouvoirs délégués à l'Office de la langue française à l'article 14a de la *Loi du Ministère des Affaires culturelles* sont fictifs. L'Office peut bien entendre toute plainte de tout employé « à l'effet que son droit d'usage de la langue française comme langue de travail n'est pas respecté », il peut bien après audition de la plainte faire les recommandations qui s'imposent, mais ceci ne constitue en rien la consécration d'un droit. L'article 14a n'énonce pas ou ne délimite pas un droit. Il a tout simplement pour effet de donner à l'Office de la langue française juridiction pour entendre toute plainte et pour faire des recommandations, sans qu'il y ait pour autant de sanctions attachées à celles-ci. Nous sommes plutôt dans le domaine du vœu que dans celui de la réalité d'un droit reconnu, accompagné de sanctions appropriées s'il est transgressé. Il semble donc incontestable que l'usage du français (ou de l'anglais) ne constitue pas un droit juridiquement reconnu au Québec dans le domaine du travail, en dépit des traditions ou des pratiques qui peuvent donner à l'une ou à l'autre langue un statut *de facto* particulier.

La langue de travail définie comme langue de l'administration juri-

dique et financière de l'entreprise, c'est-à-dire la langue des structures juridiques, des rapports entre actionnaires et cadres, des permis et des communications obligatoires avec l'État, de la comptabilité et des registres obligatoires, n'a pas subi davantage la réglementation de l'État. Il ressort de l'examen minutieux qui a été fait qu'elle est laissée à l'entière discrétion des entreprises. Ce qui veut dire que les entreprises peuvent choisir le français ou l'anglais pour toutes les fonctions d'administration supérieure. Elles peuvent être constituées, structurées et dirigées dans l'une ou l'autre langue. Les autorisations et les permis requis peuvent être demandés en français ou en anglais. La comptabilité des registres et les rapports peuvent être également effectués dans l'une ou l'autre langue.

On le voit, les entreprises sont soumises à une énorme réglementation officielle. Les incidences linguistiques de cette réglementation sont considérables. Que ce soit pour l'une ou l'autre des opérations administratives auxquelles les entreprises sont assujetties, la langue joue un rôle important. Cette importance vient non seulement du fait que la langue utilisée pour établir les cadres juridiques d'une entreprise lui imprime certaines caractéristiques linguistiques, mais découle surtout du fait que, selon l'envergure de l'entreprise, toutes ces démarches engagent un certain nombre de personnes dont la langue de travail, ou les conditions linguistiques d'embauche, dépendront fortement de la langue dans laquelle toutes ces fonctions administratives doivent être exécutées. En outre, comme toute cette documentation doit être interprétée, évaluée et inspectée par les fonctionnaires, la langue dans laquelle elle doit être préparée contribuera à déterminer la langue de travail et la compétence linguistique exigée des fonctionnaires concernés, dans la fonction publique. Et pourtant, l'État n'est pas davantage intervenu que pour la langue de communication entre employeurs et employés.

Sur le plan linguistique, c'est dans ce climat de liberté juridique à peu près totale que fonctionnent les entreprises au Québec. L'anglais et le français ont un égal droit de cité. Ce sont les rapports de force existants qui règlent l'emploi des langues. On ne se surprendra pas que dans les activités fonctionnellement importantes (les activités écrites) l'anglais l'emporte sur le français, particulièrement dans les secteurs d'activité dominés par les anglophones: industrie manufacturière, finance, services d'utilité publique. Car les rapports de force dans le domaine économique ne sont aucu-

nement favorables à une quelconque prédominance du français. Pour de multiples raisons, dont les plus importantes sont: la sur-représentation des anglophones dans les postes de commande des entreprises, l'intégration de l'économie québécoise à l'ensemble économique nord-américain, et, conséquence de ces deux facteurs, la prédominance de l'anglais comme langue de la haute administration et de la technologie. Dans certains secteurs d'activité et dans certains types de communication, tout joue contre l'usage du français au Québec, et nous faisons abstraction ici des conséquences que le passé a pu avoir dans la formation, à l'égard de l'anglais, d'une attitude de déférence chez les Canadiens français, attitude que leur situation d'infériorité économique actuelle n'a que peu atténuée comme nos données nous le laissent voir.

De cette liberté juridique et des rapports de force défavorables au français comme langue d'usage au travail et comme langue de l'administration juridique et financière des entreprises, il est résulté ce que l'on sait: le développement, de la part des entreprises et autres organisations de travail, de politiques linguistiques définies beaucoup plus en fonction de leurs intérêts que du respect des individus qui formaient la majorité des travailleurs au Québec, et de leur langue maternelle, le français. Certes, tout n'est pas noir dans le tableau, et on a pu faire état d'un certain nombre d'améliorations touchant le respect des francophones et du français (\*). Mais tout cela mis ensemble ne constituera jamais une politique linguistique digne de ce nom, c'est-à-dire, cohérente et s'adressant au fond des choses. Sur cette politique linguistique des entreprises, s'est greffée une politique de recrutement et de promotion du personnel de cadres moyen et supérieur, qui a constamment défavorisé les francophones dans les secteurs économiques clefs que sont la grande industrie, le grand commerce, la haute finance et les services d'utilité publique. Les deux politiques se complétaient, car il n'y a personne plus qu'un anglophone pour bien utiliser la langue anglaise et pour communiquer au-delà des mots, par les façons de voir et de sentir, avec un autre anglophone. La Commission fédérale sur le bilinguisme et le biculturalisme a suffisamment mis à jour les différences culturelles (\*\*) qui existaient sur le plan des affaires

---

\* Voir les mémoires présentés à la Commission par les entreprises industrielles, commerciales et financières.

\*\* Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre III, Le monde du travail, tome 2. Le secteur privé, pp. 532-532.

entre anglophones et francophones pour qu'on comprenne combien une politique de recrutement et de promotion est fonction d'une politique linguistique et culturelle implicite. Les données que nous avons recueillies sur ce sujet étayent amplement ce point de vue (\*).

Nous connaissons les résultats de la politique linguistique et culturelle que les entreprises ont développée au Québec dans le climat de liberté juridique que nous avons décrit. Ils se résument comme suit: liberté presque complète des anglophones d'utiliser leur langue au travail, et, comme corollaire, quasi inutilité du français pour eux; prédominance manifeste de l'anglais dans les relations inter-personnelles avec des francophones et dans les relations inter-groupes (réunions de travail) au sein des entreprises; compétence moindre dans la langue de l'autre et exigences de bilinguisme au cours de la carrière beaucoup moins poussées que pour les francophones; prédominance numérique des anglophones dans les postes clefs des entreprises clefs (la grande industrie et la haute finance), des secteurs d'activité qui commandent le développement économique.

La situation a-t-elle des chances de changer sans intervention de l'État, c'est-à-dire, en maintenant l'actuel libéralisme linguistique? Pour le savoir, nous sommes allés interroger ceux qui, constituant l'élite économique du Québec, font la politique des entreprises (\*\*).

Les réponses qu'ils ont données ne sont guère encourageantes, ni pour la francisation des communications de travail, ni pour la francophonisation, c'est-à-dire la promotion des francophones aux niveaux élevés de responsabilité et de décision au sein des entreprises. Des anglophones interrogés, 45% ne croient pas qu'on puisse implanter le français comme langue de travail à quelque niveau administratif que ce soit, et 26%, à certains niveaux seulement (Tableau I.69); les pourcentages se rapportant aux niveaux sont

---

\* Enquête conduite par M. Jean-Claude de Brouwer, à la demande de la Commission, sur « *Ce que pensent les élites économiques du Québec du français comme langue de travail* ».

\*\* Enquête confiée à la maison de Sondage d'opinion du Québec (International Survey Limited), et conduite par M. Jean-Claude de Brouwer. Nous référons également au rapport de synthèse sur la langue de travail, préparé par M. Pierre Laporte, directeur de la recherche à la Commission.

significatifs: 87% pensent que les ouvriers peuvent utiliser le français, mais les répondants anglophones ne sont déjà plus que 67% à avoir la même opinion quant à l'usage qu'en pourraient faire les employés de bureau, et 27% en ce qui concerne les cadres intermédiaires; quant aux cadres supérieurs, 7% seulement sont d'opinion que le français pourrait devenir leur langue de travail. Les dirigeants francophones sont d'un avis un peu différent, 78% professant qu'on peut utiliser le français à tous les niveaux ou à certains niveaux, contre seulement 55% chez les anglophones; ils sont également plus généreux pour introduire le français au niveau du cadre intermédiaire, mais par contre, ils le sont moins que les anglophones pour les ouvriers et les employés de bureau, et ils les rejoignent tout à fait pour dire qu'au niveau des cadres supérieurs, le français n'a guère sa place. Dans l'ensemble, l'attitude des dirigeants francophones est un peu plus favorable que celle des anglophones, mais au fond, on décèle une opinion commune, qui est que le français est justifié aux bas échelons de la hiérarchie, surtout chez les ouvriers, mais beaucoup moins aux échelons intermédiaires, et à peu près pas, au niveau le plus élevé. On ne peut guère compter sur les dirigeants d'entreprise pour patronner une politique de diffusion et d'utilisation du français vers le haut de leurs organisations de travail. C'est une chose qu'ils ne paraissent guère concevoir, dans l'état indéterminé où se trouve actuellement le problème du français comme langue de travail.

**Tableau I. 69**

Niveaux auxquels l'implantation du français serait praticable

Niveaux	Francophones	Anglophones	Total
Aucun niveau	22%	45%	35%
Tous les niveaux	49%	29%	38%
Certains niveaux	29%	26%	27%
Cadres supérieurs	8%	7%	7%
Cadres intermédiaires	42%	27%	33%
Employés (cols blancs)	58%	67%	63%
Ouvriers (cols bleus)	83%	87%	85%

Qu'en est-il de la promotion des francophones? L'attitude des dirigeants d'entreprise, aussi bien francophones qu'anglophones d'ailleurs, est fortement conditionnée par leur évaluation globale des Canadiens français, et, en particulier, par la qualité de la formation qu'ils reçoivent, en affaires, dans leurs établissements d'enseignement. Il en résulte une évaluation le plus souvent négative du Canadien français comme homme d'affaires et comme administrateur de grandes entreprises. Cette évaluation subit cependant un clivage très net selon que l'informateur est âgé ou jeune; le premier fonde davantage son jugement sur une image stéréotypée du Canadien français, traditionnellement voué aux professions libérales et inapte aux affaires, alors que le second tend à apprécier davantage la formation que reçoit la nouvelle génération de Canadiens français. Il le conçoit davantage comme capable de gérer des affaires et admet que la formation que dispensent actuellement certains établissements francophones est équivalente ou meilleure que celle qu'on reçoit dans les établissements anglophones réputés. Le stéréotype est donc en train de changer et cela, dans un sens favorable aux francophones.

Tant pour la promotion du français que des francophones, l'attitude des anglophones est fortement conditionnée par des facteurs émotionnels. En particulier, par le fait que leurs valeurs et leurs intérêts sont totalement étrangers à ceux dont s'inspire la revendication linguistique en cours, soit les valeurs et les intérêts nationaux des Canadiens français; mais aussi par le sentiment que le principal agent du changement, l'État, leur est en partie étranger, étant majoritairement aux mains des francophones, et que, de ce fait, il ne leur est pas spontanément favorable. Il est clair qu'il y a chez eux un grave problème d'adhésion à la cause si chère aux Canadiens français d'une distribution plus normale des francophones et d'une diffusion plus large du français, dans tous les secteurs d'activité et dans tous les types de communications. Ce n'est donc pas de gaieté de cœur que les anglophones peuvent se résoudre à ouvrir larges les portes au français et aux francophones.

Il paraît donc évident que le cadre juridique actuel, qui a donné les résultats que l'on sait, ne convient pas pour assurer au français et aux francophones une place plus large dans le monde des affaires, et surtout des grandes affaires. L'État doit dorénavant intervenir pour indiquer la voie et les modalités du changement.

## D. Le cadre social

En étudiant les usages linguistiques de la population québécoise, nous avons noté que 84% des anglophones du Québec se trouvaient à toutes fins pratiques en situation d'unilinguisme ; en extrapolant des données de 1961, on peut penser que quelque 60% des membres du tiers groupe sont en situation, soit d'unilinguisme anglais, soit d'un autre unilinguisme qui n'est ni anglais, ni français (% moyens tirés du Tableau 1. 9). Il est clair qu'une bonne partie de la population du Québec n'a pas à utiliser le français dans le cours ordinaire des choses. Comment cela se peut-il ? La réponse réside dans l'organisation sociale qui sert de cadre à la vie courante des Québécois. Il existe au Québec un double réseau d'institutions et de services qui permettent à toute personne se trouvant en dehors des circuits de travail de vivre sa vie, tout en n'ayant à apprendre ou à utiliser que l'une des deux grandes langues usuelles, soit le français, soit l'anglais. C'est là que se trouve la réponse à ce curieux phénomène de deux communautés pouvant vivre côte à côte sans avoir à communiquer entre elles. De telle sorte que la minorité anglophone a ses coudées franches sur le plan linguistique tout autant, sinon plus, que la majorité francophone.

Ce double réseau d'institutions et de services est connu. Il est tellement connu, il fait tellement partie de la vie des Québécois, qu'on n'y prend plus garde. Que ce soit sur les plans législatif, judiciaire, scolaire et hospitalier ; que ce soit sur le plan des organes d'information et de divertissements (journaux, revues, radio, télévision, etc.) ; que ce soit sur le plan culturel ou même sur le plan administratif (l'administration provinciale ayant l'habitude de traiter avec les citoyens aussi bien en anglais qu'en français) ; que ce soit sur le plan des organismes privés comme les banques ou même certains commerces, les anglophones jouissent d'une autonomie sociale qui donne la clef de la large indépendance linguistique dont ils jouissent au Québec.

On comprend dès lors le peu de motivation que les anglophones ont à apprendre et à utiliser le français. Rien, à vrai dire, ne les y incite fortement. Pas même les situations de travail, qui pourraient être les seules dans un tel système social à faire peser une salutaire contrainte sur leur groupe. Au contraire nous avons pu toucher du doigt que les anglophones, dans les activités de travail, jouissaient d'une plus large autonomie linguistique que les francophones. Nous n'avons



trouvé aucun anglophone qui fût dans une situation où il devait employer autant de français que certains francophones doivent utiliser d'anglais. Pour un groupe fortement minoritaire, c'est un état de chose tout à fait exceptionnel, surtout dans une société de type occidental comme la nôtre. Quoi qu'il en soit, cet état de chose met la communauté anglophone à l'abri de toute pression, de toute incitation, de toute motivation qui pourrait l'amener à faire du français une langue seconde connue et utilisée dans le cours ordinaire de la vie, et particulièrement au travail.

Que le cadre social que nous avons décrit soit en cause, cela ne fait pas de doute. Cette vie parallèle de la communauté anglophone n'est possible que par la vertu de ce double régime d'institutions et de services. Doit-on l'abolir pour supprimer cet état de privilège dont jouit la minorité et faciliter l'intégration des deux communautés ? Pour faire en sorte que les francophones ne soient plus astreints à faire le sacrifice de leur langue lorsqu'il s'agit d'assurer les nécessaires et inévitables communications entre les deux groupes linguistiques ?

La question se pose, car il n'est pas normal, quelque justification qu'on puisse trouver dans le passé, que la minorité, sur le territoire du Québec, échappe à la nécessité d'utiliser le français, alors que la majorité se trouve forcée dans les relations inter-groupe à faire de l'anglais sa langue de communication, donnant ainsi à l'anglais, au Québec, le statut de langue commune au sein de la diversité linguistique qui caractérise la province.

Sans doute, une telle révolution n'est-elle pas actuellement indispensable pour assurer une plus large diffusion du français au sein de la communauté anglophone. Il paraît suffisant de trouver une seule motivation, mais forte, contraignante, pour atteindre ce but. Cette motivation, nous en avons traité dans le premier chapitre quand nous avons désigné le bilinguisme de travail comme le seul véritablement contraignant dans l'état actuel de notre régime social. Nous savons que ce bilinguisme n'est actuellement le fait que d'une minorité d'anglophones, et encore, d'une minorité qui ne fait du français qu'un usage bien limité, comme nous avons pu le vérifier. Dorénavant, c'est à l'ensemble des travailleurs anglophones qu'il faut graduellement étendre ce bilinguisme de travail. C'est à ce prix que le régime de double institution pourra être légitimement maintenu, les anglophones ayant alors pour la majorité d'entre eux,

brisé la barrière de la langue qui les sépare des francophones. Si, dans les conditions minimales de changement que nous proposons, cela ne devait pas se produire, il faudrait alors songer sérieusement à modifier le régime social actuel, en commençant par le système scolaire.

Le cadre social québécois, y compris la structuration ethno-linguistique actuelle du monde du travail, ne fait du français une langue utile et nécessaire que pour les francophones et pour une minorité de membres du tiers groupe. Mais pas pour les anglophones. Ce cadre et cette structure ne peuvent devenir propices à l'épanouissement du français et à sa diffusion dans l'ensemble des secteurs d'activité que si, d'abord, le français devient langue nécessaire dans les activités de travail; puis, par delà ce premier objectif, que si cette langue est conçue par l'ensemble des Québécois comme leur langue commune, c'est-à-dire, celle que tous connaissent et sont capables d'utiliser dans les relations qui mettent en présence des personnes de langue maternelle différente.

## **E. L'attitude des travailleurs face à un éventuel accroissement de l'utilisation du français au travail**

La conception que les travailleurs québécois se font du souhaitable et du possible, tout comme les obstacles qu'ils perçoivent à un accroissement de l'utilisation du français au travail, constituent des renseignements non négligeables sur d'éventuelles sources de résistance, ou de support, à un programme de changement.

### ***1. L'attitude des travailleurs francophones***

Quand les francophones considèrent ce qui serait souhaitable pour améliorer le sort de leur langue, ils sont hautement d'accord (Tableau I.70). Ils le sont par exemple, pour que toute personne qui habite le Québec sache parler le français (question B, 95%); pour que le français devienne un jour la langue des affaires et de la finance au Québec (question F, 88%); pour qu'un immigrant qui s'établit au Québec apprenne le français avant l'anglais (question I, 93%); pour qu'au Québec, les personnes de langue française aient

le droit de travailler dans leur langue (question L, 97%); pour, enfin, que les Canadiens français insistent pour utiliser davantage leur langue, puisque, être français, c'est d'abord parler français (question P, 96%). Certes, il existe des variations régionales, mais elles sont minimales, si l'on excepte les francophones de Montréal, qui ne sont que 83% à penser que le français devrait devenir la langue des affaires et de la finance. Ceux qui habitent la province croient cependant à 90% et 92% qu'il serait souhaitable qu'on en arrive là. Il est donc clair que la presque totalité des francophones souhaitent que la situation de leur langue s'améliore.

Mais, s'ils le souhaitent presque d'un commun accord, ils ne conçoivent pas le possible d'une façon aussi unanime (Tableau I.71). Une minorité d'entre eux pensent, qu'étant donné la situation du Québec, l'anglais doit inévitablement y être la langue des affaires et de la finance (question A, 36%), que le français ne se prête pas aux exigences de la technique moderne (question J, 39%), qu'il

**Tableau I. 70**

**Pourcentages de répondants parfaitement ou partiellement d'accord avec les énoncés exprimant le «souhaitable» quant à l'accroissement du français au travail, selon les groupes linguistiques et les régions**

Groupes linguistiques et régions	Énoncés				
	B	F	I	L	P
Autres	87	47	63	88	84
Anglophones	83	23	42	89	73
Francophones (Tous)	95	88	93	97	96
Francophones (Montréal)	94	83	91	96	95
Francophones (Villes auto-représentées)	95	92	95	97	97
Francophones (Province)	96	90	95	97	97

vaut mieux pour l'immigrant d'apprendre l'anglais au lieu du français (question K, 31%), et que bien des entreprises feraient probablement faillite au Québec, s'il leur fallait se mettre à fonctionner en français (question M, 35%); en revanche ils sont une majorité à croire que, le Québec faisant partie de l'Amérique du Nord, il faudra toujours que les Canadiens français soient bilingues (question D, 77%) et que ce n'est pas réaliste pour un Canadien français de compter travailler seulement en français, quand son employeur est anglais (question H, 62%).

Une lecture inverse fait cependant apparaître que la majorité des francophones (environ les deux tiers) ne croient pas qu'il soit inévitable que l'anglais doive être la langue des affaires et de la finance, ou encore, que le français ne se prête pas aux exigences de la technique moderne, ou bien, qu'il vaut mieux pour l'immigrant d'apprendre l'anglais au lieu du français, ou enfin, que les entreprises feraient faillite, s'il leur fallait se mettre à fonctionner en français. Il existe un écart entre le souhaitable et le possible, mais il n'y a qu'un tiers de personnes qui dissocie l'un de l'autre. Si les

**Tableau I. 71**

**Pourcentages de répondants parfaitement ou partiellement d'accord avec les énoncés exprimant le «possible» quant à l'accroissement du français, par groupes linguistiques et par régions**

Groupes linguistiques et régions	Énoncés					
	A	D	H	J	K	M
Autres	63	93	67	49	60	53
Anglophones	80	90	69	55	64	63
Francophones (Tous)	36	77	62	39	31	35
Francophones (Montréal)	42	82	65	42	38	38
Francophones (Villes auto- représentées)	37	80	64	35	29	35
Francophones (Province)	30	72	57	39	25	31

francophones ne manifestent pas une unanimité aussi grande pour le possible que pour le souhaitable, il existe néanmoins une nette majorité d'entre eux pour penser que le souhaitable peut devenir possible.

C'est sans équivoque que les francophones souhaitent que la situation change et que le sort de leur langue s'améliore. Leur expérience des choses amène une minorité d'entre eux à instituer un divorce entre leur désir et sa réalisation. Cependant, la majorité ne croit pas à un tel divorce et associe sans ambiguïté le possible et le souhaitable. A deux exceptions près : la nécessité du bilinguisme et l'extension au plan linguistique de l'intangibilité du droit de propriétaire à conduire ses affaires comme il l'entend. Il est évident qu'il y a ici confusion entre propriétaire et personnel de haute direction, au moins en ce qui touche la grande entreprise. Par ailleurs, ce qui montre bien que ce désir de changement est bien ancré dans l'esprit des francophones, ce sont les opinions qu'ils professent sur un certain nombre de questions (Tableau I.72). Quand on leur dit que plus vite les Canadiens français insisteront pour employer leur langue au travail, le mieux ils s'en trouveront (question C), ils sont 85% à tomber d'accord avec cet énoncé ; de même, ils

**Tableau I. 72**

**Pourcentages de répondants parfaitement ou partiellement d'accord avec les énoncés exprimant le « militantisme » linguistique, par groupes linguistiques et par régions**

Groupes linguistiques et régions	Énoncés		
	O*	G	C
Autres	38	29	54
Anglophones	64	13	14
Francophones (Tous)	56	67	85
Francophones (Montréal)	58	67	81
Francophones (Villes auto-représentées)	48	65	85
Francophones (Province)	56	68	89

\* Pour cet énoncé, nous rapportons le pourcentage de « parfaitement » ou « partiellement en désaccord ».

sont 67% à penser que bien des lois protègent les intérêts des Canadiens anglais au détriment de ceux des Canadiens français (question G). Enfin, 56% des francophones sont en désaccord avec l'idée que les Canadiens français n'ont pas beaucoup à se plaindre et qu'ils ne savent pas la chance qu'ils ont (question O). Comme quoi, ce désir non équivoque de changement ne va pas, chez un fort groupe de francophones (44%), sans une certaine satisfaction quant à la situation générale dans laquelle ils se trouvent. Tout compte fait cependant, les francophones ont une attitude nettement favorable au changement.

## ***2. L'attitude des travailleurs anglophones***

L'attitude des anglophones est beaucoup plus ambiguë que celle des francophones. C'est ainsi que les anglophones sont 89% à reconnaître le droit des francophones à travailler dans leur langue (L), mais, du même souffle, ils ne sont pas moins fortement enclins à penser que le bilinguisme est une nécessité pour les francophones (D), que l'anglais doit inévitablement être la langue des affaires au Québec (A) et que le droit au travail en français ne peut être que limité dans les entreprises dont l'employeur est un anglophone (H). Et ceci, tout en étant largement d'accord pour que toute personne au Québec sache le français (B) et pour penser qu'il est essentiel que les Canadiens français insistent pour utiliser leur langue (P). Il est difficile de démêler ici le rôle réel que les anglophones attribueraient au français dans une situation où le souhaitable serait réalisé. Car, ils ne voient pas comment le français pourrait devenir la langue des affaires et de la finance au Québec (F), d'autant plus que le français ne se prête guère aux exigences de la technique moderne (J) et que bien des compagnies feraient probablement faillite s'il fallait qu'elles se mettent à fonctionner en français (M). Dans la même veine, beaucoup d'anglophones en arrivent logiquement à penser qu'il vaut beaucoup mieux que les immigrants apprennent l'anglais au lieu du français (K). Tout compte fait, la réalisation du souhaitable pour les anglophones n'entraînerait pas grand dommage pour la situation prédominante de l'anglais dans le monde du travail. Et les francophones devraient être malgré tout satisfaits, puisqu'on est d'accord avec leurs réclamations linguistiques ! Quant à savoir comment on concilie ces exigences contradictoires, la question reste en suspens.

### **3. *L'attitude des travailleurs du tiers groupe***

Les membres du tiers groupe sont une autre illustration de cette ambiguïté dont ont fait preuve les anglophones. Serait-il souhaitable qu'un immigrant qui s'établit au Québec apprenne le français avant l'anglais ? Certes, oui ! (I). Mais dans la pratique, il vaut beaucoup mieux qu'il apprenne l'anglais au lieu du français (K). Toute personne au Québec devrait savoir le français (B), et les francophones devraient avoir le droit de se servir de leur langue au travail (L), et il est essentiel qu'ils insistent pour ce faire (P). Cependant, toute proportion gardée, les membres du tiers groupe adoptent la même attitude que les anglophones sur le rôle que peut jouer le français comme langue du travail et des affaires.

Au total, les non-francophones défendent la position de l'anglais dans l'univers économique, tout en reconnaissant les droits généraux des francophones. Quant à ceux-ci, ils ne sont que les deux tiers à croire possible ce qu'ils souhaitent à une majorité écrasante. Il se dégage donc, chez les francophones, un certain sentiment d'impuissance à imaginer que la situation pourrait changer. Et ce manque d'imagination est encore beaucoup plus fort chez les anglophones et les « autres ». Toutes ces réponses traduisent une sorte de fatalisme qui porte les travailleurs à penser que, si la situation doit être changée pour faire au français la place qui lui revient, ils ne voient pas comment cela pourrait se produire, étant donné l'intégration économique du Québec à l'ensemble nord-américain. Le poids que fait sentir l'anglais sur la vie économique est si fort qu'on n'arrive pas à imaginer pour le français un rôle qui pourrait être différent de celui qu'il joue actuellement. C'est en bonne partie à cette impuissance à imaginer une situation de re-change viable, qu'il faut attribuer cette ambiguïté qui ressort de la comparaison entre le souhaitable et le possible.

### **4. *Les obstacles à un éventuel accroissement de l'utilisation du français au travail***

Mais cette ambiguïté provient aussi des obstacles qui sont perçus comme réels, aussi bien chez les travailleurs francophones que non-francophones, à un éventuel accroissement de l'utilisation du français dans les communications de travail (Tableau I. 73).

Tableau I. 73

Pourcentages des réponses affirmatives, par groupe linguistique, aux énoncés exprimant des obstacles à un éventuel accroissement de l'utilisation du français dans les communications de travail

Groupes linguistiques	Travaillant		Travaillant		Travaillant		Travaillant		Travaillant		Travaillant	
	En anglais seulement	Dans les deux langues	En anglais seulement	Dans les deux langues	En anglais seulement	Dans les deux langues	En anglais seulement	Dans les deux langues	En anglais seulement	Dans les deux langues	En anglais seulement	Dans les deux langues
Francophones	38%	11%	42%	21%	79%	50%	68%	43%	76%	37%	64%	34%
Anglophones	77%	28%	82%	60%	54%	43%	50%	36%	43%	42%	54%	50%
Autres	79%	17%	63%	28%	33%	36%	34%	38%	39%	37%	39%	40%
	Obstacles d'ordre pratique				Obstacles d'ordre économique				Obstacles d'ordre social			
Obstacles à un éventuel accroissement de l'utilisation du français au travail	La plupart des gens comprenant très bien l'anglais, il n'y a pas de raison de parler français au travail		Ça me prendrait beaucoup de temps à faire mon travail si je devais le faire en français		Je pourrais nuire à mes chances d'avancement si je ne parlais que le français au travail		J'ai absolument besoin de l'anglais, si je n'employais que le français je perdrais mon emploi		Si je tenais à n'employer que le français, ça créerait un froid avec les gens au travail		Je me sentirais isolé des gens si je ne parlais que le français au travail	



Les francophones sont très sensibles aux obstacles d'ordre économique et d'ordre social : ils craignent presque autant d'être ostracisés par leur milieu que de nuire à leur avancement ou de perdre leur emploi ; les anglophones et les membres du tiers groupe craignent davantage les effets pratiques d'un éventuel changement dans l'emploi des langues : en particulier, d'être moins efficaces dans l'accomplissement du travail. Cependant, la distinction significative se situe entre travailleurs en situation de quasi unilinguisme anglais et travailleurs en situation de bilinguisme. Quand les francophones peuvent utiliser leur langue maternelle, la perception des obstacles s'estompe considérablement. Autrement dit, ils conçoivent mieux que le français puisse devenir une langue davantage utilisée au travail. De même, les anglophones et les « *autres* », soumis au bilinguisme, sont beaucoup moins sensibles aux obstacles d'ordre pratique, en particulier au fait que l'anglais doit être la seule langue de communication au travail ; mais, par rapport aux travailleurs du tiers groupe, les anglophones se conçoivent comme beaucoup moins capables d'être efficaces au travail, s'ils devaient utiliser le français (60% contre 28%) ; ce qui laisse supposer que leur bilinguisme est moins poussé que celui des « *autres* », et cela, tout probablement dans les activités écrites, comme nous avons pu le vérifier précédemment.

Il ressort de tout ceci que les attitudes sont en bonne partie fonction, chez les travailleurs, de l'usage qu'ils font des langues au travail et de la capacité qui en découle pour eux de concevoir que le français puisse devenir un instrument de communication au même titre que l'anglais. L'obstacle est psychologique. On pourra d'autant plus facilement le lever que le travailleur utilise déjà du français ; le changement devra se faire très graduellement chez le travailleur unilingue anglophone, et même chez le travailleur francophone ou « *autre* » en situation de quasi unilinguisme anglais.

Pour les aider à combler l'écart entre le souhaitable et le possible, et à surmonter les obstacles à un accroissement de l'utilisation du français, les francophones se tournent sans équivoque vers le Gouvernement. Seulement 19% d'entre eux (contre 39% des anglophones et 35% des « *autres* ») sont indécis quant à la pertinence d'une politique gouvernementale sur l'usage des langues au travail. Non seulement les francophones sont quelque 80% à favoriser une intervention gouvernementale, mais ils sont aussi nombreux (82%)

à penser qu'une telle intervention est un moyen d'action efficace, même s'ils ne sont que 71% à croire que le français deviendra langue de travail. Les anglophones et les membres du tiers groupe sont presque aussi nombreux que les francophones (respectivement 74% et 77% de chacun des groupes) à penser que l'action du Gouvernement pour accroître l'utilisation du français serait efficace. Ils ne sont cependant que 51% et 63% de leur groupe à croire que le français pourrait devenir langue de travail. Il semble bien que les individus, dépassés par l'ampleur du problème, souhaitent et acceptent l'intervention d'une puissance supérieure qui les aiderait à résoudre une équation dont la solution est au-delà de leurs moyens.



## **Chapitre troisième**

### **Les conditions du plein épanouissement et de la diffusion du français dans tous les secteurs d'activité**

#### **A. L'objectif et les moyens**

En Amérique, le français est une langue marginale. Une langue dont l'utilité est limitée même sur le territoire où ceux qui la parlent sont majoritaires. La politique qui découle de cette situation est claire ; si le français doit survivre et s'épanouir sur le continent nord-américain, ce ne peut être qu'en lui donnant le maximum de chance et de protection sur le territoire du Québec ; ce ne peut être qu'en en faisant sur ce territoire un instrument de communication utile pour tous. Le problème n'est pas que les francophones n'utilisent pas leur langue dans les activités de travail ; c'est qu'ils doivent utiliser une autre langue pour les communications essentielles, d'ordre administratif ou technique, et ce, dans les secteurs de pointe de l'activité économique. Secteurs que l'élite francophone est en quelque sorte condamnée à envahir, après avoir saturé les autres. Cette élite doit avoir accès aux postes de décision de ces secteurs, tout comme aux avantages intellectuels du développement scientifique ou technique, sans avoir à se renier culturellement et linguistiquement. Ou encore, en ayant à le faire le moins possible. Pour difficile que soit cet objectif, on ne doit pas le perdre de vue. Car dans l'équation biens économiques — biens culturels, il n'est pas prouvé qu'il n'y a de solution que dans le sacrifice des valeurs culturelles.

De par sa situation marginale, en Amérique, le français est une langue qui manque de prestige et d'utilité. Les immigrants le comprennent bien, qui tendent à opter pour l'anglais, lequel leur donne accès, en Amérique, à des biens économiques et culturels autrement

plus variés et abondants que ne peut le faire le français ; et les francophones aussi, chez qui, depuis des décennies, la nécessité d'apprendre l'anglais est devenue une sorte de *leitmotiv* familial et collectif ; et les anglophones également, qui, jusqu'à ce jour, n'ont guère senti le besoin d'apprendre et d'utiliser le français. Dans l'immense espace économique que constituent le Canada et les États-Unis, nous sommes, avec le français, face à une langue désarmée dans la lutte qu'elle doit mener pour faire valoir son utilité. Situation qui n'est pas près de changer. Il en résulte qu'on ne pourra assurer, au Québec, vigueur et dynamisme au français qu'avec le soutien de l'État. Autrement, la partie qui se joue entre le français et l'anglais continuerait d'être par trop inégale.

Cette action de l'État doit viser à faire du français la langue commune des Québécois, en la rendant utile et nécessaire pour tous dans les communications de travail. C'est la seule motivation valable qui puisse amener les non-francophones et les immigrants à apprendre et à utiliser le français, aussi longtemps qu'on maintient au Québec un double système d'institutions et de services, en particulier, le double système scolaire, lequel fait de l'anglais une langue d'enseignement au même titre que le français. Toute action qui ne tiendrait pas compte de cette condition fondamentale se priverait du seul motif susceptible, dans le cadre social actuel, de justifier auprès des non-francophones l'investissement considérable que représente l'apprentissage d'une langue seconde, surtout si cet apprentissage doit déboucher sur une connaissance d'usage de cette langue ; toute action qui ne tiendrait pas compte de cette condition fondamentale priverait les non-francophones du seul motif qu'ils pourraient avoir d'utiliser quotidiennement le français, ce qui aurait pour effet de nous reconduire à la situation actuelle où l'anglais sert de langue commune parce que la majorité des non-francophones ne savent pas le français, ou ont désappris ce qu'ils en savaient à force de ne pas l'employer.

Pour atteindre cet objectif, l'État doit d'abord, en affirmant aux yeux de tous, Québécois et non Québécois, sa propre personnalité linguistique, conférer au français le prestige et la considération qui lui font actuellement défaut ; il doit prendre les moyens qui s'imposent pour réglementer l'usage des langues dans les communications de travail ; il doit contrer les effets négatifs sur l'utilisation du français, qui découlent d'une part, de la sur-représentation des

anglophones aux niveaux intermédiaires, et surtout supérieurs, de la hiérarchie administrative et technique de certaines entreprises, et, d'autre part, de l'unilinguisme trop fréquent qu'on rencontre chez ces mêmes anglophones ; il doit étudier les possibilités et les avantages d'une plus grande régionalisation des opérations administratives et techniques des entreprises à vocation nationale et internationale ; il doit enfin prendre les mesures qui s'imposent pour faire de la connaissance du français une condition d'accès à l'exercice d'un métier ou d'une profession au Québec. Cet objectif et ces moyens nous paraissent constituer les conditions fondamentales pour assurer au français, sur le territoire du Québec, sans avoir à révolutionner le système social actuel, le plein épanouissement et la large diffusion auquel il a droit auprès de tous les Québécois.

## **B. L'objectif: le français langue commune des Québécois**

Nous avons déjà défini ce que nous entendons par cette expression: une langue que tous connaissent et sont capables d'utiliser, de telle sorte qu'elle puisse servir naturellement sur le territoire du Québec de moyen de communication entre Québécois de toute langue et de toute origine. Il y aura toujours au Québec une masse unilingue francophone, aussi bien dans la région métropolitaine qu'en province. Ces personnes devraient pouvoir circuler sur toute partie du territoire du Québec en se servant de la seule langue qu'ils connaissent, le français. Ce qui suppose que cette langue est largement connue et utilisée par tout le territoire. Tel n'est pas le cas actuellement, tout spécialement dans l'agglomération montréalaise où sont regroupés la grande majorité des anglophones et des membres du tiers groupe.

Défini comme nous venons de le faire, cet objectif ne prive en rien les citoyens non francophones du Québec du droit à leur langue maternelle. Tout au plus leur est-il demandé d'avoir une connaissance d'usage du français et de donner préséance au français dans les situations de contact avec les francophones. Au lieu que ce soient ces derniers, qui, dans de telles situations, fassent le sacrifice de leur langue, comme c'est fréquemment le cas actuellement, ce devrait être à l'avenir les non-francophones qui assurent la communication par le truchement du français. Ce qui est demandé aux

non-francophones, c'est de renverser les rôles, en trouvant normal que le français, au lieu de l'anglais, leur serve de lien avec la population francophone. Est-ce une exigence qui brime les droits linguistiques de la minorité? Nous ne croyons pas que l'apprentissage et l'usage de la langue de la majorité constitue une quelconque brimade linguistique pour la minorité. Il s'agit d'une exigence normale, qui engendre tout au plus une restriction dans l'emploi que la minorité peut faire de sa langue dans les situations de contact avec la majorité, mais non dans les autres circonstances, où l'utilisation des langues reste entièrement libre.

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec se donne comme objectif général de faire du français la langue commune des Québécois, c'est-à-dire, une langue qui, étant connue de tous, puisse servir d'instrument de communication dans les situations de contact entre Québécois francophones et non francophones.**

### **C. Les moyens pour faire du français la langue commune des Québécois**

Cet objectif de faire du français la langue commune des Québécois serait une vaine expression si les moyens n'étaient pas pris pour donner au français le prestige qui lui manque dans le contexte canadien et nord-américain, et pour rendre cette langue vraiment utile et nécessaire dans les activités de travail des Québécois.

#### ***1. Le français seule langue officielle du Québec***

Nous discutons dans notre rapport sur les droit linguistiques de cette question. Notre but est ici de rappeler la nécessité pour le Québec de définir clairement sa personnalité linguistique. D'abord, pour les Québécois non francophones qui peuvent mettre légitimement en doute la préséance du français sur toute autre langue, aussi longtemps que l'État n'a pas affirmé qu'il apporte son soutien à l'une d'elles en particulier; ensuite, pour les Canadiens et les immigrants qui n'apprendront jamais à faire les distinctions linguistiques qui s'imposent entre le Québec et le reste du Canada, aussi long-

temps que le Québec ne se sera pas défini officiellement comme un État français; enfin, pour les gens de l'extérieur, surtout les investisseurs, qui continueront à ignorer le fait français au Québec, aussi longtemps que leurs conseillers juridiques ne pourront pas leur dire qu'il existe des dispositions législatives qui font du français au Québec la seule langue officielle de l'État, avec tout ce que cela implique pour les échanges officiels et pour l'administration juridique et financière des entreprises.

Étant donné les implications juridiques de la consécration d'une langue comme officielle, le Gouvernement du Québec devrait apporter des garanties à la minorité anglophone en proclamant le français et l'anglais langues nationales du Québec et en maintenant l'anglais comme langue d'enseignement dans les écoles anglo-protestantes et anglo-catholiques, et comme une des deux langues de communication des individus avec l'État.

**Nous recommandons au Gouvernement du Québec – tout en conservant l'article 133 de l'A.A.B.N. – de proclamer dans une loi-cadre le français langue officielle du Québec, ainsi que le français et l'anglais langues nationales du Québec, et de maintenir l'anglais comme langue d'enseignement dans les écoles anglo-protestantes et anglo-catholiques, et comme une des deux langues de communication des individus avec l'État.**

## ***2. Le français, langue des communications internes dans les milieux de travail, au Québec***

Nous rappelons d'abord que, dans le cadre social actuel, la seule motivation profonde que les non-francophones puissent avoir pour utiliser quotidiennement le français, c'est d'être mis en situation de s'en servir constamment dans les communications de travail. On ne voit pas comment cela pourrait se faire sans que le français devienne la langue des communications internes dans les milieux de travail au Québec. Nous disons ensuite que c'est une opération dont la mise en œuvre doit s'étaler sur des années. Il faut prévoir des étapes qui rendent le changement concevable pour les dirigeants



et acceptable pour les gens en place, car dans la mesure du possible les droits acquis ne devraient pas être lésés. Nous ajoutons enfin que ce programme d'implantation du français devrait être négocié et non imposé.

Nos propositions rejoignent les trois caractéristiques fondamentales d'un programme de promotion du français au sein de l'entreprise, telles qu'elles se dégagent de l'enquête que nous avons menée auprès des dirigeants. (\*) Pour eux, un tel programme ne leur paraît réalisable que s'il est à long terme, entendant par là qu'il devrait s'étaler sur plus de dix ans (c'est l'opinion de 59% des dirigeants anglophones et de 33% des dirigeants francophones), que s'il se fait par la persuasion, et que s'il tient compte du fait que l'anglais devrait rester la langue de gestion et d'affaires au niveau national et international. Il nous paraît tomber sous le sens, comme le Conseil du Patronat du Québec l'a souvent recommandé, qu'un tel programme soit négocié avec chaque entreprise, sinon chaque établissement. Nous y reviendrons. Il est plus discutable d'exiger que l'anglais soit la seule langue de gestion et d'affaires au niveau national: ce n'est pas l'avis de la Commission fédérale sur le bilinguisme et le biculturalisme (\*\*) et nous pensons qu'une telle proposition demande plus ample discussion, dans la mesure où se trouve impliqué le droit du francophone résidant au Québec, d'utiliser sa langue, à partir de son lieu de résidence, pour communiquer sur l'ensemble du territoire national.

**Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre les dispositions nécessaires pour faire du français la langue des communications internes dans les milieux de travail au Québec.**

Il va sans dire qu'une telle transformation des habitudes linguistiques sur le plan administratif ne peut être réalisée que sur de nombreuses années. Il faut cependant alléger le plus tôt possible le fardeau linguistique que portent les francophones en situation de

---

\* Enquête sur « *Ce que pensent les élites économiques du Québec sur le français comme langue de travail* », op. cit.

\*\*Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre III, 3e partie, le secteur privé, paragraphe 1307, p. 580.

bilinguisme. On peut y arriver en distinguant le court, le moyen et le long terme. A court terme, l'objectif doit être de faire du français la langue de travail des francophones, c'est-à-dire, la langue dans laquelle ils pourront, sur le territoire du Québec, communiquer verbalement et par écrit avec les supérieurs, les subordonnés et les égaux pour l'accomplissement des tâches attachées à leur fonction. Au cours de cette première étape, chacun, francophone comme anglophone, devrait pouvoir utiliser sa langue, pratiquant ainsi ce qu'on appelle le bilinguisme passif. A moyen terme, passant au stade du bilinguisme actif verbal, l'objectif devrait être de faire du français la langue commune des échanges verbaux, fonctionnels aussi bien que familiers, entre francophones et non-francophones. Enfin, à plus long terme, les échanges écrits devraient se faire en français tout comme les échanges verbaux. Il va de soi que les échanges entre anglophones continueraient à se faire en anglais.

Ces trois stades dans l'implantation du français comme langue de communications internes dans les milieux de travail se fondent sur le type et le degré de connaissance du français des travailleurs anglophones (Tableau I.51). On se rappelle qu'ils ont plus d'habileté sur le plan verbal que sur le plan écrit, et plus de facilité à comprendre qu'à parler: 53% ont déclaré avoir une bonne ou une excellente compétence pour comprendre le français, 41%, une compétence analogue pour le parler ou pour le lire, et seulement 23%, pour l'écrire. Il suffit donc pour réaliser la première étape d'augmenter graduellement de 35% à 40% le nombre d'anglophones capables de comprendre et de lire le français; on réalisera la seconde étape en doublant graduellement le nombre de ceux qui pourront parler couramment le français. Comme on le voit, pour chacune de ces étapes, on peut déjà tabler sur un pourcentage satisfaisant d'anglophones qui ont déjà, fait à noter, une bonne ou une excellente compétence en français. On ne part donc pas de zéro. Et nous savons de plus, par les données dont nous avons fait état sur les attitudes, qu'en utilisant peu à peu le français, une personne arrive très bien à se concevoir comme capable de travailler dans cette langue. C'est alors qu'on devrait passer à la troisième étape, la plus difficile, l'habileté écrite devant être acquise tôt pour qu'on se sente à l'aise sur ce plan, dans le maniement de la langue seconde. Sans doute, faudra-t-il attendre la génération des anglophones qui auront acquis, à l'école, cette maîtrise de l'écriture en français.

De quelle durée devrait être chacune de ces étapes? Il n'y a que des réponses particulières, selon le degré de compétence en français des employés d'un établissement ou d'une entreprise. Beaucoup d'autres facteurs entrent en jeu — habileté personnelle à maîtriser une langue seconde, âge, droits acquis, etc. — qui exigent un programme approprié à chaque organisation de travail. Nous faisons nôtre encore une fois l'avis maintes fois répété du Conseil du Patronat du Québec, de considérer chaque établissement comme un cas particulier. Nous sommes conscients de la transformation profonde que nous proposons et des perturbations qu'elle pourra entraîner, tant au niveau des personnes que des entreprises. Mais ce n'est pas parce que la tâche sera longue et ardue qu'il faut éviter de l'entreprendre. Des transformations de cet ordre ont eu lieu dans de nombreuses régions du globe. Elles se sont produites dans l'entreprise publique aussi bien que privée sur le territoire même du Québec (\*). Elles sont possibles si on les conduit avec jugement et doigté.

**Nous recommandons au Gouvernement du Québec de procéder par étapes à l'implantation du français comme langue des communications internes dans les milieux de travail, en négociant avec les établissements chacun des stades de la transformation.**

**Nous recommandons que la première étape vise à faire du français la langue de travail des francophones, c'est-à-dire, à mettre en œuvre une politique linguistique où les francophones aussi bien que les anglophones pourront utiliser leur langue dans leurs communications de travail; que la seconde étape ait pour objet de faire du français la langue commune des échanges verbaux entre francophones et anglophones; que la dernière étape vise à faire du français, dans les milieux de travail, la langue des échanges écrits.**

---

\* Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre III, 3e partie, le secteur privé, Chapitre XIV, Politiques de certaines entreprises touchant la langue de travail, pp. 546-572.

### 3. *La bilinguisation des cadres anglophones unilingues*

Bon nombre de travailleurs anglophones ont déjà une connaissance active du français. Mais cette connaissance est davantage le fait des travailleurs moins instruits que de ceux qui détiennent un diplôme universitaire. D'après les données que nous avons recueillies, les cadres anglophones de l'entreprise privée n'étaient qu'un tiers à pouvoir être classés comme bilingues supérieurs, les autres se laissant partager en un tiers de bilingues inférieurs et un tiers d'unilingues. Et encore s'agit-il d'un classement fondé sur la seule compétence verbale. Si l'on juge de leur compétence écrite d'après la performance de l'ensemble des travailleurs anglophones, ils ne seraient qu'un quart à pouvoir maîtriser cette habileté. Il y a place pour du progrès dans la maîtrise de la langue française.

L'implantation progressive du français comme langue des communications internes ne peut se faire — à moins de vouloir reporter l'opération dans une ou deux décennies — sans une politique de bilinguisation des cadres unilingues anglophones. Tant de choses ont été tentées dans ce domaine, sans grand succès, qu'on peut rester sceptique devant une telle proposition. Mais c'est en partie parce qu'on a procédé sans avoir défini préalablement un programme de bilinguisation en fonction d'une politique linguistique qu'on a encouru un échec. Dans les mémoires qu'elles ont présentés à la Commission, les entreprises ont presque toutes fait état de programmes d'apprentissage du français comme langue seconde, mis sur pied à l'intention de leurs cadres anglophones. Les entreprises sont donc éveillées au problème de la bilinguisation de ces employés supérieurs. Mais, les résultats n'ont pas répondu aux efforts déployés et à l'argent investi. Rares sont les entreprises qui débordent d'enthousiasme et qui estiment avoir atteint les objectifs qu'elles s'étaient fixés. (\*) Dans l'ensemble, les réponses à l'enquête que nous avons menée sur cette question apparaissent plutôt pessimistes sur l'efficacité des cours de langue seconde: beaucoup d'entreprises nous ont dit avoir obtenu des résultats médiocres, tandis que d'autres affirmaient n'être pas en mesure d'évaluer ceux-ci, mais espéraient que leurs employés en avaient tiré un certain profit.

---

\* Nous référons ici au rapport de synthèse sur l'enseignement des langues secondes aux cadres non-francophones de l'entreprise privée, préparé par M. Lorne Laforge.

Est-ce une preuve que les résultats laissent indifférents la direction des entreprises? Alors, pourquoi met-on ces cours sur pied? N'y aurait-il pas là quelque moyen de se donner bonne conscience tout en se mettant en situation de pouvoir projeter dans le public une image favorable?

Quoi qu'il en soit, cette discrétion des entreprises et cette indifférence qu'elles laissent percer à propos des résultats obtenus donnent à croire que ces cours ne font pas partie d'une politique de bilinguisation définie en fonction d'un usage bien spécifique de la langue seconde. D'où sans doute l'échec relatif de ces programmes d'enseignement. Il n'y a pas à s'en surprendre quand on connaît les résultats de la politique fédérale de bilinguisation des fonctionnaires unilingues anglophones. Pourquoi ces piètres résultats? On peut énumérer une foule de raisons, mais les principales sont: l'absence généralisée de motivation; l'impossibilité où se sont trouvés bon nombre de fonctionnaires, de mettre en application les connaissances fraîchement acquises; la résistance implicite de bon nombre d'anglophones à l'application du programme de bilinguisation et à l'utilisation du français; l'absence d'une masse critique francophone dans bon nombre d'unités de travail; l'âge des « *élèves* »; la résistance occasionnée par la peur d'être déclassé, d'être limité dans sa mobilité professionnelle, etc. Donc, il ne suffit pas que l'objectif ou la politique soient clairement définis pour engendrer les résultats attendus. Aussi peut-on être assuré que des résistances analogues se rencontreront au sein de l'entreprise privée, surtout du côté des anglophones, qui, nous l'avons vu, font moins usage du français que les membres du tiers groupe, et pour qui le coût du changement sera plus élevé.

À notre sens, il faut concevoir la bilinguisation comme un programme à long terme, comprenant des étapes bien définies, adaptées aux multiples situations qui se rencontrent au sein des établissements et des entreprises, et fondé sur un objectif connu de tous, que la direction a fait sien et s'emploie à mettre activement en œuvre. Nous avons prévu ce long terme en distinguant trois étapes dans l'implantation du français comme langue des communications internes: la première correspond à la diffusion d'un bilinguisme passif chez les anglophones, les francophones étant déjà, au niveau des cadres, soit bilingues supérieurs (les deux tiers) soit bilingues inférieurs; la seconde vise à gravir un échelon en passant au bilin-

guisme d'expression orale, qui est l'habileté active la plus facile à acquérir; enfin, la troisième, plus tardive, ne devrait être abordée qu'avec la génération de ceux qui auront pu acquérir l'habileté écrite, à l'école, au moment des études primaires et secondaires.

Le bilinguisme passif n'est pas un rêve. Nous sommes de l'avis de la Commission fédérale sur le bilinguisme et le biculturalisme *« qu'on peut donc viser, avec réalisme, à amener de larges secteurs de la population à une telle connaissance passive, car la compréhension d'une langue étrangère, parlée ou écrite, s'acquiert plus facilement par l'étude que l'aptitude à la parler ou à l'écrire »* (\*). Les bilingues passifs sont nombreux. *« De tout temps et dans toutes les parties du monde, cette capacité (de comprendre et de lire) a permis aux gens instruits d'acquérir les connaissances accessibles par d'autres langues que la leur. Aussi, l'étude d'une deuxième langue est-elle inscrite au programme d'enseignement dans presque tous les pays »* (\*\*). Il s'agit donc là d'une tradition très ancienne, et qui a fait preuve qu'un grand nombre d'individus peuvent acquérir sans trop de difficultés les habiletés passives, que sont la compréhension et la lecture. Il faut évidemment adapter ce type d'enseignement aux besoins des cadres, pour qui la littérature a moins d'intérêt que le vocabulaire administratif et technique qu'ils ont à utiliser quotidiennement.

Le bilinguisme actif présente de bien autres difficultés. L'acquisition d'une certaine aisance dans l'expression orale et écrite dépend de nombreux facteurs tant individuels que scolaires, sociaux et psychologiques. Les experts peuvent diverger d'opinion sur le rôle précis de chacun d'eux, mais dans l'ensemble, ils s'entendent pour reconnaître que l'âge et l'aptitude jouent un grand rôle. Aussi en avons-nous tenu compte dans le programme que nous proposons, où nous reportons en seconde étape la pratique du bilinguisme d'expression orale, et, beaucoup plus tard, la pratique du bilinguisme d'expression écrite.

**Nous recommandons aux entreprises une politique de bilinguisation graduelle de leurs cadres anglophones, politique**

---

\* Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre I, Les langues officielles, par. 11.

\*\* Ibid.

**correspondant aux trois étapes prévues pour l'implantation du français comme langue des communications internes dans les milieux de travail.**

La motivation joue un rôle non moins important que l'âge et l'aptitude. Et un rôle d'autant plus grand qu'elle correspond à un engagement personnel dans le processus d'apprentissage, à une volonté de réussir pour atteindre une fin qu'on juge importante, tel le succès dans la carrière. Une motivation purement externe, générée comme chez bon nombre de fonctionnaires fédéraux par le seul appât d'une augmentation de salaire, n'est pas suffisante. Les cadres non-francophones des entreprises ne seront vraiment motivés à apprendre le français que lorsqu'ils seront convaincus qu'ils ne peuvent échapper à la nécessité de l'utiliser. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé que le français devienne la langue des communications internes des milieux de travail. L'objectif, même s'il ne doit être atteint que progressivement, a au moins cet avantage d'être clair et de fixer une ligne de conduite, tant pour les entreprises que pour les individus.

**Nous recommandons aux entreprises de porter à la connaissance de tous leurs employés tant francophones qu'anglophones, mais surtout de leurs cadres, la politique linguistique qu'elles poursuivent et le programme de bilinguisation qu'elles ont l'intention de mettre en œuvre, avec les délais prévus pour franchir chacune des étapes.**

Pour être acceptable aux adultes à qui on veut le proposer, ce bilinguisme passif ou actif doit avoir une dimension fonctionnelle et utilitaire. Ce sont la fonction, le métier ou la profession qu'exerce un adulte qui doivent déterminer le type d'exigences bilinguistiques nécessaires pour communiquer en milieu bilingue. Ce n'est qu'assez récemment qu'on est arrivé à cette vue des choses. De l'évaluation que nous avons fait faire des exigences linguistiques des familles occupationnelles (\*) s'est dégagée une méthode qui permet de décrire les tâches et leurs modifications prévisibles, et de déterminer le niveau de compétence dans la langue seconde qu'il

---

\* Enquête poursuivie à la demande de la Commission par M. André Déom.

convient d'exiger du titulaire pour qu'il remplisse correctement la fonction. Sur les besoins linguistiques ainsi définis, on peut alors élaborer des contenus d'apprentissage et des stratégies pédagogiques bien davantage appropriés aux attentes et aux exigences d'adultes titulaires de fonctions bien définies, que les méthodes traditionnelles qui s'adressaient à tous, indifféremment. Un mode d'intervention pédagogique approprié peut, à certains moments, faire toute la différence entre la réussite et l'échec.

**Nous recommandons aux entreprises d'adopter une politique de bilinguisation strictement adaptée aux besoins de leurs cadres et de leurs autres employés.**

Il ne faut pas non plus demander à l'enseignement plus qu'il ne peut donner. De toute évidence, les cours ne peuvent jouer qu'un rôle d'amorce dans le processus d'acquisition. Le milieu de travail, l'environnement immédiat, tout comme les multiples occasions qu'offre la vie sociale doivent faire le reste. Les enquêtes que nous avons conduites auprès de la main-d'œuvre et des immigrants nous obligent à constater le rôle limité que joue l'école dans l'apprentissage d'une langue seconde. Non seulement le milieu de travail occupe le premier rang comme contexte d'apprentissage, mais dans beaucoup de cas, c'est celui qu'on privilégie, avec la fréquentation des personnes, l'écoute de la radio et de la télévision et la lecture des journaux et revues. Les adultes préfèrent nettement l'apprentissage par l'usage à l'apprentissage par l'intermédiaire de cours. Notre intention n'est pas de discréditer l'enseignement organisé, mais de faire voir qu'il n'est pas une panacée universelle, non plus qu'une chaîne de montage au bout de laquelle sortiraient tout armés des cadres bilingues. Le rôle du milieu est tout aussi, sinon plus déterminant dans l'acquisition et le maintien d'une langue seconde. Nous avons fait état d'une des causes d'échec chez les fonctionnaires fédéraux: l'impossibilité où beaucoup d'entre eux se trouvaient de mettre en pratique les connaissances de français nouvellement acquises, une fois de retour dans les services et ministères du Gouvernement. Il y a là une leçon: la bilinguisation ne se fait pas entre unilingues, mais dans un milieu linguistiquement hétérogène, où le rapport numérique entre les groupes favorise ceux dont on veut diffuser la langue.



#### **4. *La francophonisation des cadres moyens et supérieurs de l'entreprise privée***

Nous avons constaté que les francophones se raréfient au fur et à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie administrative des entreprises. Aux divers échelons supérieurs, on trouve surtout des anglophones (70%). Il n'y a pas à se surprendre si l'anglais règne en maître dans les communications de travail familières et fonctionnelles des entreprises. Ce qui accentue l'usage de l'anglais chez les anglophones, c'est la ségrégation linguistique qui existe entre les deux groupes: les francophones parlent deux fois sur trois à des francophones et les anglophones parlent aussi deux fois sur trois à des anglophones (\*). Chacun étant semble-t-il spécialisé dans des tâches différentes, le besoin de communiquer a pu être réduit des deux tiers. Et nous avons vu que quand le besoin de communiquer verbalement se fait sentir, l'anglais sert de langue commune, puisque les francophones sont tous bilingues. Dans une telle situation socio-linguistique, on ne peut espérer faire du français la langue de communication interne des entreprises, non plus qu'amener les cadres anglophones à utiliser le français, sans promouvoir davantage de francophones aux niveaux moyens et supérieurs de la hiérarchie administrative. Autrement dit, la « *francisation* » des communications de travail et la bilinguisation des cadres anglophones passent par la « *francophonisation* », c'est-à-dire par une présence plus nombreuse de francophones à tous les niveaux administratifs. Encore une fois, la sur-représentation des anglophones, tout comme la ségrégation linguistique qui s'est instituée entre les deux groupes, sont des obstacles qui, s'ils ne sont levés, empêcheront tout changement dans l'utilisation des langues au sein des entreprises.

Malgré la ségrégation, nous avons déjà signalé qu'il y a un lien entre la présence des francophones et l'utilisation du français, au moins sur le plan verbal. Il importe de revenir sur ce point. En prenant trois groupes d'entreprises caractérisées par un niveau

---

\* Dans notre exposé sur la francophonisation, nous référons au rapport de recherche préparé sur cette question par l'Institut international d'économie quantitative de Montréal, sous la direction de MM. Dagenais et Inagaki et au rapport de synthèse sur la langue de travail préparé par M. Pierre Laporte, directeur des recherches à la Commission.

moyen de cadres francophones de 22.5%, de 47% et de 79%, nos recherches ont confirmé de façon satisfaisante l'hypothèse qu'une présence plus nombreuse de francophones entraîne un emploi plus élevé du français dans les communications verbales, non seulement entre francophones, mais également avec les cadres anglophones. Chez ceux-ci, la proportion des bilingues, et en particulier des bilingues supérieurs, augmente d'une façon quasi-linéaire avec la proportion des francophones. Mais il faut s'empresse de souligner que le niveau de bilinguisation des francophones est toujours nettement supérieur à celui des anglophones. Même lorsque le taux de francophonisation (de présence des francophones) atteint 80%, la proportion de francophones qui sont des bilingues supérieurs est encore de 70%, tandis que la proportion des anglophones du même niveau de bilinguisme n'atteint que 50% environ. Quoi qu'il en soit, l'effet de la présence des francophones sur l'utilisation générale du français dans les communications verbales, y compris donc dans les communications avec les anglophones, est clairement établi. C'est ce qu'on pourrait appeler un effet de masse. Cependant, il ne faut pas trop vite s'illusionner. Cet effet de masse ne se fait sentir que lentement. La règle de l'usage de l'anglais entre francophones et anglophones est si forte qu'il faut un niveau de francophonisation d'environ 80% pour que des bilingues supérieurs des deux groupes linguistiques en arrivent à des échanges verbaux qui se fassent pour moitié dans chacune des deux langues. Quant aux échanges écrits, nous ne pouvons nous prononcer, mais nous savons que, d'une façon générale, la règle de l'usage de l'anglais y est encore beaucoup plus forte.

De cet ensemble de faits, on peut conclure qu'il est bien établi que l'augmentation du nombre de francophones dans un milieu de travail donné a un effet certain sur le niveau d'utilisation du français et sur la bilinguisation des cadres anglophones; mais aussi que, pour parvenir à équilibrer les rapports de force dans l'emploi des deux langues dans les seules communications verbales (qui sont sur le plan fonctionnel les moins importantes), il faut un niveau de francophonisation très élevé (environ 80%). La francophonisation se révèle une condition nécessaire, voire indispensable, pour la francisation des communications de travail et la bilinguisation des cadres anglophones, mais non une condition suffisante. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé au Gouvernement d'indiquer aux entreprises quelles devraient être dorénavant les

nouvelles règles linguistiques dans les communications internes des organisations de travail. Condition non suffisante à notre sens, la francophonisation reste une condition indispensable. Sans une présence francophone suffisamment nombreuse, il n'y aura jamais de milieu favorable à l'emploi du français au niveau des cadres de l'entreprise privée.

**Nous recommandons au Gouvernement de proposer aux entreprises une politique de francophonisation qui ait pour objectif d'augmenter graduellement, à compétence égale, la présence des francophones aux échelons moyens et supérieurs de la hiérarchie administrative jusqu'à un taux moyen qui dans la majorité des établissements se rapproche sensiblement de celui qu'on trouve dans la main-d'œuvre québécoise, selon les deux régions distinguées dans ce rapport.**

**Nous recommandons parallèlement au Gouvernement d'augmenter graduellement, à compétence égale, la présence des non-francophones bilingues aux échelons moyens et supérieurs de la hiérarchie administrative de la fonction publique jusqu'à un taux moyen qui se rapproche sensiblement de celui qu'on trouve dans la main-d'œuvre québécoise.**

Cette augmentation de la présence francophone ne pourra cependant se faire que graduellement. Il s'agit d'une opération complexe dont nous avons fait évaluer les possibilités (\*). Ainsi, c'est au deuxième niveau salarial (\$15,000 à \$20,000) que le taux de francophonisation pourrait augmenter le plus rapidement: en partant d'un taux de 30% en 1971, on peut espérer atteindre 45% en 1981, ce qui constitue quand même une augmentation de 50% en dix ans; au niveau salarial le plus élevé (\$20,000 et plus), on ne peut guère penser atteindre un taux de beaucoup supérieur à 35% en 1981, de 30% qu'il est en 1971, ce qui représente une

---

\* Par l'Institut international d'économie quantitative de Montréal.

amélioration de 25% pour la décennie; enfin, au premier niveau salarial (moins de \$15,000) l'amélioration relative sera encore moindre, puisque le taux ne pourrait passer que de 50% à 55% entre 1971 et 1981, soit une augmentation de quelque 10%. Tout ceci, en supposant bien sûr, une politique intensive de recrutement de cadres francophones, l'absence de goulot d'étranglement en ce qui concerne l'entrée de francophones qualifiés au premier niveau salarial et un taux de croissance économique qui n'oblige pas l'entreprise à faire un appel massif de travailleurs hautement qualifiés.

Il faut se rendre à l'évidence que la francophonisation des cadres sera un processus lent. On le voit bien en examinant des hypothèses extrêmes. Dans les meilleures conditions, incluant une forte discrimination en faveur des francophones, l'augmentation de la représentation francophone aux divers niveaux hiérarchiques serait en 1981, de 67% au premier niveau (50% en 1971), de 60% au deuxième niveau (30% en 1971) et de 48% au troisième niveau (30% en 1971). Cette hypothèse forte est loin de nous conduire au cours de la décennie à un taux de francophonisation des cadres qui serait proportionnelle à la représentation des francophones dans la population du Québec. Même dans un contexte qui favoriserait à l'extrême les francophones, en forçant par exemple les titulaires actuels à céder graduellement leur poste, il faudrait encore entre 10 et 15 ans pour atteindre cette représentation proportionnelle au seul premier niveau. Quant à atteindre les mêmes résultats pour les deux autres niveaux, il est facile de prévoir que l'échéance serait reportée beaucoup plus tard, la pénurie de personnel qualifié étant nettement plus grande.

En se fondant sur la population actuelle des diplômés et en tenant compte de la demande et de l'offre annuelle des diplômés universitaires en génie et en administration des affaires (\*) — les deux catégories de diplômés auxquelles l'industrie fait le plus appel — nos experts sont arrivés à la conclusion que l'offre semble être nettement suffisante pour réaliser un programme de francophonisation qui porterait d'ici 1981, le taux de représentation des fran-

---

\* La population actuelle ainsi que la demande et l'offre annuelles ont été établies par les soins de l'Institut international d'économie quantitative de Montréal, à la demande conjointe du ministère de l'Éducation du Québec et de la Commission. (Voir les tableaux en appendice).

cophones à 60% au premier niveau (50% en 1971), et à 50% et 40% aux deuxième et troisième niveaux, de 30% qu'il est actuellement. Et ce sont là des prévisions optimistes, en ce sens qu'elles supposent un taux de croissance économique modéré (autour de 4% annuellement), une politique de recrutement où les francophones seraient nettement favorisés, une immigration non négligeable de cadres francophones et un transfert important de cadres moyens et supérieurs du secteur public au secteur privé. De telle sorte que c'est à beaucoup plus long terme, quelque vingt à trente ans, qu'on peut espérer atteindre cette francophonisation des cadres qui serait sensiblement proportionnelle à la représentation des francophones dans la population du Québec, ou encore, dans la main-d'œuvre.

**Nous recommandons au Gouvernement du Québec d'établir avec les entreprises une politique de francophonisation des cadres qui tende à augmenter la présence des francophones, au cours des dix prochaines années, de 10% au premier niveau hiérarchique, de 20% et de 10% aux deuxième et troisième niveaux hiérarchiques, en tenant compte annuellement des différents facteurs qui peuvent influencer sur une telle politique, en particulier, la production des universités en diplômés et le taux de croissance économique du Québec.**

On aura noté qu'il existe une sorte de conflit entre la francophonisation et le développement économique du Québec. Ce n'est en effet qu'en période de croissance modérée qu'on peut espérer réaliser le programme décrit dans le paragraphe précédent. C'est que plus la croissance économique est rapide, plus la demande en diplômés universitaires est grande, en particulier, en cette époque de « *capitalisme technologique* » où la demande en cadres diplômés a tendance à croître plus rapidement que toute autre; à moins d'une restructuration profonde de la production universitaire en diplômés — qui fasse en sorte que les étudiants s'orientent davantage vers le génie que vers les lettres — on ne peut espérer une francophonisation rapide en période de développement économique accéléré.

**Nous recommandons au Gouvernement de planifier, de concert avec la direction des universités, l'éducation universitaire en fonction du programme de francophonisation adopté.**

La francophonisation est donc une opération complexe qui met en cause l'utilisation maximale des ressources actuelles en diplômés franco-qubécois, la production des universités du Québec en diplômés, le transfert de cadres québécois du secteur public au secteur privé, la recherche de cadres francophones en dehors des frontières du Québec et du Canada et le taux de croissance de l'économie du Québec. Mais, par-dessus tout, cette opération met en cause la politique de recrutement des entreprises. Tout dépend de leur volonté. Il existe au Québec même, des bassins de recrutement qui ont été peu exploités. En 1965, seulement 26% des ingénieurs canadiens-français étaient à l'emploi de la grande entreprise<sup>(\*)</sup>; nos données font voir que 53% des ingénieurs francophones sont actuellement soit à l'emploi du Gouvernement du Québec, soit membres de bureaux d'ingénieurs-conseils. Nous pensons tout particulièrement à ces derniers, parmi lesquels se trouvent des personnes d'expérience. Nous avons pu établir, parmi les cadres anglophones de l'entreprise privée sur lesquels a porté notre enquête, que 56% d'entre eux avaient obtenu leur premier emploi au Québec, 26% dans les autres provinces canadiennes (dont 15% en Ontario), 10% en Europe, 4% aux États-Unis et 4% dans d'autres pays, soit donc, 44% en dehors du Québec. Ce dernier pourcentage laisse rêveur. Comment peut-on expliquer que pour des postes de cadres moyens et supérieurs, dans les établissements (usines, succursales, etc.), et non dans les sièges sociaux, on n'ait pu recruter davantage au Québec, et qu'il ne se soit pas trouvé de francophones qui, dûment initiés, auraient pu occuper ces postes? Il est à penser que les francophones ne se trouvent pas sur les bons circuits de recrutement.

Pour complexe et délicate que soit l'opération « *francophonisation* », il ne faut pas que les entreprises en prennent prétexte pour différer la mise au point d'une politique de recrutement qui tende

---

\* Jacques Dofny, *Les ingénieurs canadiens-anglais et canadiens-français à Montréal*, étude préparée à la demande de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

à exploiter au maximum les ressources humaines du Québec, et tout particulièrement celles que représente la main-d'œuvre francophone.

**Nous recommandons au Gouvernement d'inciter fortement les entreprises à se donner une politique de recrutement qui tienne compte davantage des ressources humaines du Québec et tout particulièrement de l'apport que les francophones peuvent fournir à la constitution de cadres moyens et supérieurs dans l'entreprise privée.**

### **5. *Francophonisation et bilinguisation des cadres anglophones de l'entreprise privée***

Nous avons dit précédemment qu'il n'y a pas de bilinguisation sans milieu favorable. Avec une motivation appropriée, c'est la condition *sine qua non* de l'utilisation du français dans les communications de travail. De toute évidence, il servirait à peu de chose de vouloir bilinguiser un établissement qui ne comprendrait que des anglophones, ou même une forte majorité d'anglophones. Toutes nos études, aussi bien pédagogiques qu'économétriques, nous conduisent à la conclusion qu'il faudra commencer la bilinguisation des cadres anglophones par les établissements qui possèdent le niveau de francophonisation le plus élevé.

**Nous recommandons aux entreprises de commencer la bilinguisation des cadres anglophones par leurs établissements qui possèdent le niveau de francophonisation le plus élevé.**

Cependant, si la nature des choses conduit à procéder pour la bilinguisation comme nous venons de le proposer, il faudra penser à suivre une autre voie dans certains cas. Il y a une évidente répugnance des jeunes diplômés francophones à aller travailler dans un environnement complètement anglophone. On ne saurait rencontrer l'objectif de la francophonisation — qui vise à la diffusion du français dans certains milieux de travail — si l'on ne réussit

pas à convaincre les jeunes francophones de se diriger vers le secteur privé; on n'y parviendra que si les entreprises anglophones offrent à ces jeunes francophones un accueil linguistique favorable. Dans cette perspective, on ne peut alors négliger la bilinguisation de certains cadres anglophones dans les établissements dont le niveau de francophonisation est relativement bas, sans prendre le risque de retarder indéfiniment la pénétration des francophones dans les secteurs et les occupations fortement dominés par les anglophones. On pourrait aussi procéder autrement, en nommant des chefs de service qui soient des francophones bilingues. Ce qui est posé ici, c'est le problème de l'amorce de la bilinguisation dans les établissements peu francophonisés.

**Nous recommandons aux entreprises dont la grande majorité des cadres sont anglophones de créer un climat linguistique favorable à la francophonisation, soit en bilinguisant un certain nombre de ces cadres, soit en engageant des cadres francophones bilingues compétents.**

## ***6. Le coût de la bilinguisation***

Jusqu'à ce jour, ce sont les entreprises qui ont assumé le coût de la bilinguisation de leurs employés. Une enquête conduite auprès de plusieurs d'entre elles (\*) a révélé que la moyenne par employé et par année est beaucoup plus basse pour les cours du soir et pour les cours organisés par les entreprises elles-mêmes, que pour les cours suivis durant les heures de travail: dans ce dernier cas, la moyenne varie entre \$1,600 et \$2,000 par employé, alors que pour les cours du soir et les cours organisés par les entreprises elles-mêmes, elle varie respectivement, de \$36 à \$73, et de \$176 à \$437. Selon le nombre de cadres aux études, les déboursés ont pu être considérables pour certaines entreprises. Le coût principal, de toute évidence, est celui du temps perdu au travail quand l'enseignement se fait le jour. Tout dépendra donc du rythme de bilinguisation qui sera adopté: intensif, il suppose des cours le jour; plus lent, les cours peuvent se donner en partie le jour, en partie le soir. Adop-

---

\* Enquête exécutée par le Service de la documentation de la Commission.



tant l'hypothèse d'une bilinguisation à rythme modéré, nous avons fait estimer quel en serait le coût par étudiant, pour un cours de 600 heures, échelonné sur deux ans, avec des classes de quinze étudiants, cours s'adressant à une population évaluée à quelque 13,200 cadres unilingues anglophones (1/3 de 40,000 cadres); les déboursés s'élèveraient à \$13,200,000, soit \$1,000 par étudiant. (\*)

En tenant compte des jeunes cadres anglophones engagés annuellement, à qui les mêmes cours pourraient s'adresser, on peut estimer le coût annuel à deux ou trois millions de dollars pour les cinq prochaines années, coût qui irait ensuite en diminuant. Quoi qu'il en soit, le coût de la bilinguisation n'apparaît pas prohibitif, même s'il peut sembler élevé. Il faut retenir qu'il s'agit d'un ordre de grandeur, qui est fonction d'une population étudiante donnée, et que le coût pourrait fortement varier, si la bilinguisation devait être davantage sélective. Il nous semble que l'État peut apporter utilement le concours de ses deniers, de façon à inciter les entreprises à s'engager dans cette politique de bilinguisation et à lever un obstacle qui pourrait être sérieux pour la petite et la moyenne entreprise.

**Nous recommandons au Gouvernement d'assumer, après entente avec les entreprises, le coût de la bilinguisation des cadres anglophones, de façon à lever un obstacle qui pourrait être sérieux pour la petite et la moyenne entreprise.**

## ***7. La régionalisation administrative et technologique des entreprises***

L'intégration continentale de l'économie du Québec a favorisé, d'une part les anglophones, et d'autre part, l'usage de l'anglais dans les communications administratives et technologiques. Cette intégration apparaissant irréversible, les mêmes effets pourront continuer de se faire sentir quant à la promotion des anglophones aux postes de décision des entreprises, et à l'usage de l'anglais comme langue administrative et technique. Les chances des francophones

---

\* Estimation établie à la demande de la Commission par l'Institut d'économie quantitative de Montréal.

d'accéder aux postes supérieurs de la hiérarchie administrative, tout comme celles du français de circuler librement de haut en bas au sein des établissements et des entreprises pourront s'en trouver diminuées d'autant. Certaines entreprises l'ont compris, qui ont déjà mis sur pied un programme de régionalisation de leur administration. Il y a là une voie qu'il faudrait davantage explorer. D'aucuns craindront une diminution dans l'efficacité des communications horizontales entre les différentes unités de l'entreprise, d'autres, la création de ghettos professionnels et linguistiques pour les francophones: ce sont des arguments adverses qu'il faut prendre en considération, mais qui ne paraissent pas résister à un examen sérieux. A la suite d'une analyse serrée des communications d'une entreprise, l'Office de la langue française a montré que seules 10% d'entre elles avaient un caractère externe. Il y aura toujours des francophones pour les assurer, en anglais si c'est nécessaire. La Commission n'a pas fait faire d'études sur la question, mais il lui semble que l'idée de la régionalisation mérite considération et que ce serait agir avec légèreté que de la rejeter du revers de la main. Il y aurait peut-être lieu pour le Gouvernement d'entreprendre, de concert avec les entreprises, une étude sur les possibilités et les avantages d'une plus grande régionalisation des opérations administratives et technologiques des entreprises à vocation nationale et internationale.

#### ***8. La diffusion du français comme langue technique et comme langue d'usage des opérations courantes du personnel des entreprises***

Le français des ouvriers et des contremaîtres, tout comme d'ailleurs celui des cadres moyens et même supérieurs, est farci de termes anglais. Le mal est dénoncé depuis au-delà de cent ans. Il n'y a pas à s'en surprendre, les diffuseurs de techniques nouvelles ayant été au Québec, les Britanniques d'abord, puis les Américains. Comment s'opposer à la pénétration du mot anglais sans rejeter la chose avec laquelle il s'introduit? Comme les mémoires soumis par les entreprises à la Commission l'ont fait voir, le problème est complexe. Dans certains types d'activités industrielles, l'innovation technologique est si rapide qu'elle change d'année en année, quand ce n'est pas, dans les cas extrêmes, de mois en mois. Aucun

service de traduction ne pourrait suffire à la tâche, sans compter le coût prohibitif d'une telle opération, tant pour l'État que pour l'industrie (\*).

Il ne faut pas pour autant abandonner tout espoir de solution. Mais il y a lieu de procéder de façon sélective. Il faut d'abord voler au secours des ouvriers et des contremaîtres quant au vocabulaire courant des tâches stéréotypées qui sont les leurs. Nous avons vu à quelles contraintes linguistiques étaient soumis ceux qui parmi eux — et ils sont la majorité — ont à consulter des documents techniques. Pour ce vocabulaire simple, on ne voit aucune raison pour que les termes anglais continuent à prendre la place des termes français, sinon une vieille habitude constamment renforcée par la présence d'un certain nombre de cadres anglophones unilingues, et par l'absence d'une politique linguistique dans les entreprises. Pour que ce vocabulaire courant puisse être employé par les ouvriers et les contremaîtres, il faut qu'il puisse circuler du haut en bas de la hiérarchie administrative, donc qu'il soit connu des cadres administratifs et techniques, aussi bien anglophones que francophones. L'exemple et la permission doivent partir d'en haut.

**Nous recommandons au Gouvernement de s'entendre avec les entreprises et toutes les organisations de travail pour élaborer une politique qui favorise l'emploi d'une terminologie courante française chez les ouvriers et les contremaîtres, par une libre circulation de celle-ci dans la hiérarchie administrative.**

**Nous recommandons à l'Office de la langue française d'accélérer la mise au point de ses vocabulaires spécialisés et, de concert avec les entreprises, d'en assurer la diffusion.**

Quant au vocabulaire scientifique et technique qui est le fruit de l'innovation incessante et changeante, il s'adresse généralement aux spécialistes. Ce vocabulaire présente des problèmes de traduction

---

\* Le coût de l'opération assumé par l'Office de la langue française lors de l'implantation de la Golden Eagle, près de Québec, montre à l'envi qu'il faut en cette matière procéder de façon sélective et non globale.

que les spécialistes sont en mesure, soit de résoudre, soit de discuter avec les terminologues. Il ne peut être question de traduire l'énorme documentation que doit consulter quotidiennement le spécialiste. Le coût en serait prohibitif. Le palliatif, c'est ici la connaissance passive (habileté de lecture) que tout spécialiste a toujours dû avoir pour accéder aux idées nouvelles dans son domaine. Il est des moyens modernes de traduire et de diffuser rapidement ces termes nouveaux: les banques de terminologie, dont le principe est de stocker le vocabulaire sur mémoire d'ordinateur, de façon à le rendre rapidement disponible à l'utilisateur (\*). C'est à n'en pas douter l'un des moyens les plus puissants dont on dispose pour mettre rapidement à la disposition des francophones les formes françaises qui traduisent les résultats d'une innovation scientifique et technologique galopante, diffusés dans une très forte proportion en anglais.

**Nous recommandons au Gouvernement de soutenir de ses deniers les efforts des banques de terminologie, de façon à traduire et diffuser le plus rapidement possible les équivalents français des nombreux termes anglais créés annuellement pour traduire les résultats d'une innovation scientifique et technologique qui a subi une accélération extrême depuis quelques décennies.**

**Nous recommandons aux entreprises de s'aboucher avec l'Office de la langue française et avec les banques de terminologie pour assurer une rapide traduction des termes scientifiques et techniques qui sont susceptibles de passer dans le vocabulaire de la masse de la main-d'œuvre.**

## ***9. Le français comme langue de l'administration juridique et financière des entreprises***

Nous avons pu constater l'énorme réglementation administrative à laquelle l'État soumet les entreprises. Nous en avons fait voir les

---

\* Nous utilisons ici les renseignements fournis par M. Marcel Paré, directeur de la Banque de terminologie de l'Université de Montréal et superviseur de recherche à la Commission.

implications linguistiques au niveau des employés qui ont à préparer les rapports et les dossiers qui doivent être soumis à l'administration de l'État. Il apparaîtrait normal, l'État ayant proclamé le français langue officielle, que les entreprises communiquent avec lui en français, de même qu'avec la communauté francophone. La majorité des entreprises se plient déjà à ces exigences, comme l'ont fait voir les mémoires présentés à la Commission. Cependant, l'État devrait en faire une règle claire, de façon qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur ce point pour l'ensemble des entreprises déjà établies, mais surtout pour celles qui viendront s'établir au Québec. Il y aurait sans doute lieu de ne pas appliquer au départ une telle règle avec la même rigueur à toutes les entreprises, mais de distinguer les petites des moyennes et des grandes, lesquelles disposent de moyens supérieurs pour s'adapter à de nouvelles situations.

**Nous recommandons au Gouvernement de faire du français, pour les communications que les entreprises ont avec l'administration de l'État, la langue des échanges écrits entre les deux parties, en ce qui concerne l'administration juridique et financière des entreprises, officialisant ainsi une pratique déjà courante.**

#### ***10. La connaissance d'usage du français comme exigence pour l'exercice d'un métier ou d'une profession***

Au Québec, avons-nous vu, la tradition reconnaît qu'on peut exercer une profession ou un métier dans l'une ou l'autre des deux grandes langues usuelles. Il est rare que la législation traite la question d'une compétence linguistique nécessaire pour travailler. Cependant, une réglementation indirecte a été introduite en 1970 par des mesures ouvrant l'accès de certaines professions à des candidats ne possédant pas la citoyenneté mais témoignant en contrepartie d'une connaissance d'usage du français. Dorénavant, pour les 19 corporations mentionnées en annexe de cet amendement, il était interdit de refuser l'admission d'un candidat qui ne possède pas la citoyenneté canadienne si cette personne a « *une connaissance d'usage de la langue française déterminée suivant les normes établies à cette fin par règlement du Lieutenant-gouverneur en conseil* ».

Un arrêté en conseil du 10 mars 1971 précisait que la connaissance d'usage du français du candidat s'établit selon une évaluation de la compréhension écrite, de la discrimination auditive, de la compréhension orale et de l'expression orale. En d'autres termes, par la réglementation décrite ci-dessus le Gouvernement, sans imposer la connaissance du français, en a fait un moyen d'accéder à l'exercice d'une profession avant de posséder la citoyenneté.

Les corporations professionnelles qui se sont présentées devant la Commission ont laissé entendre que bon nombre de leurs membres étaient bilingues. Cela ne fait pas de doute quand la clientèle est francophone tout autant qu'anglophone. Mais nous connaissons l'état de ségrégation dans laquelle ont vécu jusqu'ici les deux communautés linguistiques, ségrégation qui les a amenées à développer chacune un secteur complet de services personnels et sociaux, qui a comme principale clientèle des membres du groupe linguistique: ce ne sont pas là des circonstances favorables au développement d'un bilinguisme actif qui repose sur une connaissance d'usage de la langue seconde. Les choses changent cependant. Comme on le verra dans la seconde partie du présent livre, la clientèle francophone tend, à Montréal, à Québec et dans le comté de Pontiac à utiliser les services hospitaliers et médicaux du secteur anglophone; elle déborde ses propres services pour envahir ceux de l'autre communauté. Nous n'en avons pas cherché les raisons, mais c'est un fait. Dès lors, la question se pose: cette clientèle francophone reçoit-elle dans sa propre langue les services qu'elle vient requérir et qu'on accepte de lui donner? La réponse n'est pas toujours satisfaisante. Dès lors, se trouvent en cause les médecins, les infirmiers, les techniciens et le personnel administratif de ces établissements anglophones. Cet exemple choisi dans le secteur clef de la santé illustre l'inconséquence qu'il y a à permettre l'exercice d'un métier ou d'une profession au Québec sans y joindre comme condition une compétence suffisante dans la langue de la majorité des citoyens.

Il ne fait pas de doute que dans le domaine de la consommation, le client peut exercer des choix qui lui évitent d'affronter des problèmes linguistiques. Mais seule une large enquête conduite auprès du consommateur lui-même permettrait d'établir les situations exactes où c'est le client qui fait les frais du bilinguisme, et non le professionnel ou l'homme de métier comme il apparaîtrait normal que cela soit. Il pourrait être utile de mener une enquête plus poussée que celle dont nous pouvons faire état; mais, dans la pers-

pective de la politique linguistique que nous proposons, une telle enquête ne s'avère pas nécessaire. Si le français doit devenir la langue commune des Québécois, si le français doit devenir une langue utile et nécessaire à tous les Québécois, ce doit être dans les activités de travail, avons-nous dit; et l'une des conditions qui doit être posée aux non-francophones pour leur entrée sur le marché du travail du Québec, c'est une connaissance d'usage de la langue de la majorité des citoyens, avec lesquels dans une circonstance ou une autre ils sont appelés à communiquer, soit comme avec des clients, soit comme avec des égaux, soit comme avec des subordonnés ou des supérieurs. À ce titre, ils devraient pouvoir le faire en français, même si la langue dans laquelle ils vont exercer leur métier ou leur profession est d'abord l'anglais; sans quoi, on ne brisera jamais la barrière de la langue qui sépare les anglophones des francophones. Pour draconienne que puisse paraître une telle règle, elle est indispensable à la poursuite de la politique que nous proposons, et complémentaire de la proclamation du français comme langue officielle et comme langue de communication interne des milieux de travail.

L'application d'une telle règle devra cependant se faire graduellement et de façon non rétroactive. Elle n'a pas pour objet de brimer les droits acquis des citoyens non-francophones, mais de leur indiquer dans quel sens vont s'orienter les exigences linguistiques qui permettront à la plupart des Québécois de communiquer dans la langue de la majorité. C'est dire qu'elle devra trouver sa première application au niveau de l'école. C'est là que doivent être acquis les éléments de la langue seconde. Déjà la connaissance du français constitue pour les non-francophones une condition pour l'obtention du diplôme d'études secondaires: il faut tenir fermement à cette première règle qui constitue un préalable à celle que nous proposons. Ensuite, elle devrait trouver son application au niveau des universités anglophones, c'est-à-dire, auprès des jeunes qui vont entrer sur le marché du travail. Il n'y a pas ici à se récrier: les universités francophones pratiquent couramment ce renforcement de la langue seconde chez leurs étudiants en génie et en administration des affaires. C'est donc dire que l'exigence d'une connaissance d'usage du français devrait commencer à être appliquée quelque trois années après l'intervention du législateur, et s'étendre ensuite à tous les non-francophones qui à partir de ce moment entreranno sur le marché du travail québécois.

L'exigence d'une compétence en français devrait être dans un premier temps sélective. Elle devrait s'appliquer tout d'abord aux plus instruits parmi les non-francophones avant d'être étendue aux membres des corps de métier. D'autant plus que ceux-ci, plongés davantage dans un univers francophone, pratiquent déjà beaucoup plus le bilinguisme; elle ne devrait pas être la même pour les deux catégories de travailleurs, leurs besoins linguistiques n'étant pas identiques. Il y aura lieu ici de tenir compte de l'échelle de connaissance en langue seconde qui a été établie pour l'enquête que la Commission a fait faire sur les exigences linguistiques des familles occupationnelles. En revanche, on ne devrait pas tarder à inclure dans la loi des corporations professionnelles la compétence en français comme une condition à l'exercice des professions. Il devrait en être ainsi pour tout métier ou profession dont les membres font partie des services personnels et sociaux.

**Nous recommandons au Gouvernement d'inclure, par le truchement de la loi régissant les corporations professionnelles ou autrement, la connaissance d'usage du français comme une condition à l'admission et à l'exercice d'un métier ou d'une profession.**

**Nous recommandons au Gouvernement de procéder de façon sélective, en appliquant d'abord la loi aux membres des corporations professionnelles qui entreront sur le marché du travail dans les trois ans qui suivront la passation de la loi; puis, aux professions et métiers dont les membres appartiennent de par leurs fonctions au secteur des services personnels et sociaux; enfin, graduellement, aux membres des autres corps de métier. La loi ne devrait en aucune façon être rétroactive.**

Nous discuterons de nouveau du sujet important des corporations professionnelles lorsqu'il sera question de la mise en œuvre des recommandations.

## **D. Recommandations complémentaires**

Outre les recommandations principales dont on vient de prendre connaissance, la Commission trouve utile de soumettre à divers



établissements privés et publics, des recommandations complémentaires.

### *Monde des affaires — Sièges sociaux*

Tout au long des audiences publiques ou privées de la Commission, la question des sièges sociaux a été constamment soulevée par les hommes d'affaires tant anglophones que francophones qui s'intéressent au progrès économique du Québec et qui désirent que Montréal demeure, en ce qui regarde les affaires, un grand centre de décisions. Aussi, la Commission ne s'est-elle pas désintéressée de la présence des sièges sociaux ni de leur contribution au développement socio-économique de notre milieu. Bien au contraire, elle a reconnu très tôt dans son travail l'importance des sièges sociaux pour Montréal et de leurs retombées économiques sur tout le Québec. Cette importance est indéniable et point n'est besoin d'en faire une longue démonstration. Il suffit de mentionner qu'ils sont des centres de décisions capitaux et très influents, des sources d'emplois supérieurs et largement rémunérés, des occasions de va-et-vient entre eux et les usines qui contribuent de ce fait à l'économie générale de la province, et des sources de revenus de toutes sortes. Bref, le Québec a toutes les raisons de chercher à garder ces sièges sociaux, de ne rien négliger pour en augmenter le nombre et surtout de ne rien faire qui serait de nature à entraver leur développement.

Non seulement la présence des sièges sociaux est-elle essentielle pour le Québec d'un point de vue purement économique, mais elle est capitale pour les francophones puisqu'elle leur permet non seulement d'acquérir sur place les connaissances et l'expérience requises des grands administrateurs, mais aussi d'aspirer aux plus hauts postes administratifs sans avoir à quitter le Québec. Pour toutes ces raisons, la Commission a accordé une attention toute particulière aux sièges sociaux.

Elle l'a fait sans perdre de vue l'objet de son mandat qui est de faire épanouir le français dans tous les milieux, y compris les sièges sociaux. Cependant, compte tenu des exigences du monde des affaires, il faut se rendre à l'évidence que dans le contexte nord-américain, l'usage d'une langue d'affaires presque universelle est nécessaire pour communiquer d'une province canadienne à l'autre

et du Canada vers l'étranger. Ce rôle est, en l'occurrence, pratiquement dévolu à l'anglais. Mais à côté de cette langue universelle, nous sommes-nous demandés, est-il possible de faire épanouir le français dans ces milieux de travail? Est-il possible de faciliter aux francophones qui œuvrent à l'intérieur de ces sièges sociaux, une utilisation plus poussée de leur langue dans les communications internes au Québec, et ce, tout en utilisant la langue anglaise pour faire des affaires avec le reste du Canada et le monde entier? Notre première démarche a consisté à vérifier si les francophones étaient présents à l'intérieur des sièges sociaux.

Une enquête faite en collaboration étroite avec quelques grandes sociétés canadiennes et internationales exploitant des usines et des bureaux soit au Québec seulement, soit dans les provinces canadiennes ou encore dans un grand nombre de pays étrangers nous a permis de lever le voile là-dessus. Notre enquête a révélé entre autres choses que si les francophones étaient présents, ils n'étaient pas toutefois aussi nombreux qu'on l'aurait cru; et, chose surprenante, ils étaient même minoritaires parmi le personnel de soutien (33%) — celui qui touche \$10,000 et moins — lequel était en grande partie anglophone ou considéré comme tel par suite de sa langue d'adoption. Nous n'avons pas manqué d'être surpris, puisque le personnel de soutien, embauché dans sa très grande majorité à Montréal, aurait dû être davantage représentatif de la composition ethno-linguistique de la main-d'œuvre de la région métropolitaine. C'est l'inverse que l'on trouve avec 64.8% d'anglophones au lieu de 64% de francophones.

La même situation se retrouve à tous les autres niveaux administratifs. C'est ainsi que les francophones représentent respectivement 26.3%, 18.8% et 14.9% des employés aux niveaux II, III et IV, ce qui équivaut à des échelles de salaires allant de \$10,000 à \$15,000, de \$15,000 à \$22,000 et de \$22,000 et plus. Comme, d'une part, ces sièges sociaux dirigent pour bon nombre d'entre eux, à partir de Montréal, des établissements dispersés dans toutes les autres provinces canadiennes, certains même dans plusieurs pays du monde et que, d'autre part, le recrutement à ces postes se fait généralement à partir des usines, des succursales ou des filiales, le nombre restreint de francophones peut s'expliquer dans une certaine mesure, d'autant plus que, pour ce qui est du Québec, la francophonisation des usines et autres établissements ne remonte qu'à quelques années dans la majorité des cas.

Les francophones étant en nombre relativement restreint à l'intérieur des sièges sociaux, il s'ensuit que le français comme langue d'usage dans les communications internes fait plutôt l'effet de l'enfant pauvre. À notre sens, on devrait retrouver au niveau du personnel de soutien un plus grand nombre de francophones; plus nombreux à la base, les francophones auraient plus d'occasion d'utiliser leur langue, et, de plus, cela devrait justifier qu'on fasse une plus grande place au français dans les communications internes, tout en gardant à l'anglais la place qui lui revient comme langue des affaires. L'épanouissement du français dans les sièges sociaux n'est-il pas en fin de compte aussi intimement lié à la francophonisation qu'il l'est dans les usines et autres établissements? Nous le croyons. Toutefois, il faut reconnaître que cette francophonisation des sièges sociaux doit se faire d'une manière différente et à partir de critères autres que ceux qui peuvent servir pour les usines et autres établissements industriels et commerciaux.

Nous reconnaissons que dans les sièges sociaux, les communications avec le monde extérieur sont plus nombreuses que pour toute autre organisation de travail et que de plus elles doivent se faire la plupart du temps en anglais. Cependant, nous ne voyons pas pourquoi il ne pourrait quand même être fait, au Québec, un plus grand usage du français dans les communications internes orales ou écrites entre collègues anglophones et francophones œuvrant dans ces sièges sociaux.

Nous reconnaissons qu'il est impossible d'augmenter, du jour au lendemain, fut-ce au premier niveau administratif, l'utilisation du français dans les sièges sociaux puisque le nombre de francophones, avons-nous constaté, est plutôt restreint. Par contre, si les entreprises acceptent la politique linguistique que nous proposons, elles s'efforceront de modifier au cours des dix prochaines années la composition ethno-linguistique de leur personnel. Elles pourront le faire en remplaçant, à compétence égale, les employés unilingues anglophones, au fur et à mesure qu'ils partent, par des francophones bilingues.

Quant aux autres niveaux, nous croyons qu'avec un recrutement plus équitable de diplômés francophones des maisons d'enseignement du Québec, ainsi qu'avec la francophonisation, déjà amorcée, des usines et des autres établissements commerciaux et industriels québécois — sources normales de recrutement pour les sièges so-

ciaux — un nombre raisonnable de francophones devrait se retrouver dans des délais acceptables, à tous les échelons administratifs, aux côtés de Québécois de langue anglaise.

**Nous recommandons aux entreprises qui ont leur siège social et/ou leur siège divisionnaire au Québec de se définir une politique linguistique qui leur soit propre, et qui fasse une place plus grande aux francophones et à la langue française. C'est ainsi qu'elles pourraient d'ici dix (10) ans, modifier sensiblement la composition linguistique de leur personnel de soutien en introduisant graduellement, et plus qu'elles ne l'ont fait jusqu'ici, un plus grand nombre de francophones bilingues.**

### ***Les maisons d'enseignement supérieur***

Si la société québécoise désire faire jouer aux francophones un rôle plus important dans toutes les activités économiques de la province, les maisons d'enseignement supérieur de langue française devront collaborer de diverses façons à la poursuite de cet objectif.

À la suite de l'enquête que nous avons fait mener sur la *Pénétration des francophones et sur l'emploi du français au niveau des cadres dans les entreprises du Québec* (\*), on peut résumer comme suit la stratégie à suivre pour pousser à la fois la francisation et la francophonisation:

- a) former des universitaires qualifiés dans les disciplines requises;
- b) inciter un plus grand nombre d'étudiants à s'intéresser aux disciplines qui font prime dans le secteur privé;
- c) conseiller et même exhorter un plus grand nombre de diplômés francophones à se diriger vers le secteur privé; et, d'autre part,
- d) persuader les entreprises du secteur privé non seulement de favoriser le recrutement et la promotion de francophones, ce qui présuppose une certaine discrimination initiale en faveur des francophones, mais également, de recruter dans l'immédiat un plus grand nombre de francophones du secteur public.

---

\* Enquête conduite par M. Morido Inagaki de l'Institut international d'économie quantitative de Montréal.

On peut ajouter qu'un pré-requis absolu à la réussite d'un programme de francophonisation est, parallèlement à la collaboration des entreprises à une analyse quantitative des possibilités de francophonisation, la collaboration indispensable du ministère de l'Éducation et de la direction des universités à une planification de l'éducation universitaire en fonction du programme de francophonisation qui aura été accepté ou adopté. On voit le rôle primordial qui est dévolu aux maisons d'enseignement supérieur, dans le projet de changement que nous proposons.

Il ne faut pas s'attendre à ce que le français devienne un véritable outil de travail du seul fait d'une décision des entreprises. Il faut des francophones en place. Et pour qu'il y en ait en place, il faut trois choses: que les universités et les CEGEP les préparent et les dirigent vers le secteur privé; que les jeunes francophones acceptent d'aller y faire carrière; et, évidemment, que les entreprises les invitent et les accueillent favorablement.

À cet effet les CEGEP et tout particulièrement les universités francophones devraient s'intéresser davantage aux milieux de travail, surtout ceux du commerce, de la finance et de l'industrie; ils devraient établir des contacts avec ces milieux, s'y adapter, tout en en profitant pour faire valoir auprès des chefs d'entreprise la qualité de l'enseignement qu'ils dispensent et pour solliciter leur collaboration, quand cela s'avère utile.

Dans ce rapprochement, les maisons d'enseignement du Québec ne devraient pas hésiter à faire les premiers pas, imitant en cela les initiatives que prennent des maisons d'enseignement de l'Ontario, qui n'hésitent pas, quand une nouvelle entreprise s'établit dans leur milieu, à inviter les dirigeants, qui peuvent ainsi prendre contact avec le corps professoral et les étudiants, qui sont pour eux d'éventuels collaborateurs. De telles rencontres non seulement permettent à ces deux mondes de sortir de leur isolement, mais de mieux se connaître et, d'arriver ainsi à combiner leurs efforts vers un objectif commun.

**Nous recommandons aux universités de langue française de participer activement à la francisation et à la francophonisation des milieux de travail en planifiant, de concert**

**avec le ministère de l'Éducation, l'enseignement universitaire en fonction du programme de francophonisation qui aura été adopté, et en se donnant dans leurs relations avec les entreprises, une approche plus active et plus pratique.**

**Nous recommandons aux universités, de même qu'aux collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) de langue française, de faire en sorte que les maîtres qui sont invités à enseigner une certaine discipline reliée au monde industriel et commercial n'aient pas seulement une connaissance théorique de cette discipline, mais également une expérience concrète du milieu où elle se pratique, afin de mieux conseiller et orienter ceux qu'ils forment. Les universités de même que les CEGEP de langue française devraient s'entendre avec les entreprises industrielles et commerciales pour organiser, à l'intention de leurs professeurs, des stages dans ces milieux de travail.**

**Nous recommandons aux universités et aux collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) de langue française d'intéresser davantage leurs étudiants aux carrières qui sont en rapport avec l'industrie, le commerce et la finance, en leur faisant valoir les possibilités qu'offrent ces carrières et leurs responsabilités dans la francophonisation des milieux de travail industriels, commerciaux et financiers.**

**Nous recommandons aux universités et aux collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) de langue française d'établir des contacts avec les maisons d'enseignement de langue anglaise afin de partager avec ces dernières leur connaissance du monde des affaires.**

**Nous recommandons aux maisons d'enseignement secondaire et supérieur de langue anglaise du Québec d'accorder une plus grande importance qu'elles ne l'ont fait jusqu'ici à la culture franco-québécoise, afin de préparer leurs étudiants à mieux s'intégrer à la société québécoise.**

## **E. La mise en œuvre des recommandations**

L'ensemble de mesures que nous venons de proposer ont pour objet d'assurer au français la plus large diffusion dans la population du Québec, et tout particulièrement dans la main-d'œuvre, entendue ici comme englobant tous ceux qui concourent d'une façon ou d'une autre à produire des biens ou des services. Nous pensons que ces mesures sont équitables et efficaces. Mais encore faut-il les mettre en œuvre. La Commission s'est penchée sur le problème et, après examen, a conclu que si l'agent principal du changement devait être l'État, il n'en restait pas moins que le concours d'autres agents, telle l'entreprise privée et les syndicats, s'avérerait indispensable. Nous allons dire brièvement quel rôle chacun d'eux peut jouer dans la mise en œuvre de nos recommandations.

### ***1. Intervention de l'État***

C'est l'État qui reste le principal garant de la politique que nous proposons. C'est donc lui, en premier lieu, qui doit intervenir pour indiquer la voie à suivre. L'État dispose de nombreux moyens pour faire connaître ses intentions. Nous croyons cependant, qu'en la circonstance, il devra le faire par le truchement d'une loi sur le statut des langues au Québec, sans pour autant négliger d'autres moyens législatifs ou réglementaires, si cela s'avère utile ou commode.

#### **a) Loi provinciale sur le statut des langues**

Cette loi devrait constituer l'instrument principal de la politique linguistique du Gouvernement du Québec. Elle aurait pour objet : 1) de définir la place et le rôle du français et de l'anglais comme langue d'usage dans les activités et les institutions qui ont le support de l'État; 2) de créer un organisme d'État, indépendant des pouvoirs publics, dont la fonction serait d'assurer l'utilisation graduelle du français comme langue des communications internes des milieux de travail (défini comme tout endroit où une organisation produit un bien ou un service) des secteurs public et privé ; 3) d'assurer la présence prioritaire du français dans l'emploi public (affichage, étiquetage, etc.) des langues, sans pour autant empêcher l'usage de l'anglais et de toute autre langue ; 4) d'établir le droit du consommateur d'être servi en français, sans pour autant empêcher qu'il le soit en anglais ; 5) de confier à un grand commis de l'État, indépen-

dant des pouvoirs publics, le soin d'entendre toute plainte en rapport avec une infraction aux droits linguistiques définis par la loi.

**Nous recommandons au Gouvernement d'adopter une loi sur le statut des langues au Québec, comportant les cinq dispositions discutées dans le rapport.**

Deux éléments de cette loi demandent de brefs développements : l'organisme d'État chargé d'assurer l'utilisation graduelle du français dans les milieux de travail, et le Commissaire aux langues.

Le premier organisme, nous l'appellerons « *la Commission pour la diffusion de la langue française* », sans pour autant prétendre que ce soit le seul nom qui lui convienne. Ce qui importe davantage, c'est de définir son statut et son rôle. L'État ne devrait pas agir directement pour diffuser le français dans les communications internes des milieux de travail. Il apparaît souhaitable à la Commission que cela se fasse indirectement, par le truchement d'un organisme d'État qui poursuivrait cet objectif en collaboration avec les entreprises elles-mêmes. En revanche, la Commission pour la diffusion de la langue française devrait jouir de la plus grande indépendance possible vis-à-vis des pouvoirs publics, de façon qu'elle puisse exécuter son mandat avec toute liberté d'action nécessaire et avec tout le prestige dont elle aura besoin. La Commission devrait avoir le statut d'une régie d'État, responsable de son action devant l'Assemblée nationale elle-même. Annuellement, elle devrait faire rapport à l'Assemblée nationale du résultat de ses démarches auprès des entreprises, des progrès accomplis et des difficultés rencontrées. Ses membres devraient être nommés par l'Assemblée nationale, pour un mandat individuel de cinq ans, renouvelable, en prévoyant cependant un mécanisme qui assurera la continuité de l'action que doit exercer la Commission. Nous pensons que c'est le statut qui convient à la Commission pour la diffusion de la langue française, une fois son mandat et les modalités de son action dûment déterminés par la loi sur le statut des langues.

**Nous recommandons au Gouvernement de créer une Commission pour la diffusion de la langue française dont le statut soit celui d'une régie d'État, responsable de son action**



**devant l'Assemblée nationale, par le truchement d'un rapport d'activités déposé annuellement devant celle-ci.**

**Nous recommandons au Gouvernement que les membres de la Commission pour la diffusion de la langue française soient nommés par l'Assemblée nationale pour un mandat de cinq ans, renouvelable, en prévoyant cependant un mécanisme qui assurera la continuité de l'action que doit exercer la commission.**

Le mandat de la Commission pour la diffusion de la langue française devrait être fixé par la loi sur le statut des langues. Ce mandat devrait être d'assurer, en collaboration avec les différents milieux de travail, l'utilisation graduelle du français comme langue des communications internes. Les grandes modalités de l'action de la Commission devraient également être définies. Elles devraient être les suivantes : examen des types de communication à l'intérieur des milieux de travail de façon à déterminer ce qui est interne et externe ; évaluation de la compétence des cadres en langue française ; évaluation de la représentation des francophones au sein des cadres de l'organisation ; établissement, de concert avec la direction, d'un programme approprié de bilinguisation, de francophonisation et d'emploi du français qui soit fonction des possibilités qui découlent de la compétence linguistique du personnel, et du progrès qui peut être raisonnablement accompli dans les trois ou cinq années qui vont suivre la mise au point du programme ; évaluation, de concert avec la Commission de la fonction publique du Québec, de la représentation des non-francophones au sein de l'administration provinciale.

L'Office de la langue française a développé au cours des deux dernières années une bonne approche des problèmes que pose la diffusion du français comme langue de communication interne des entreprises (\*), tout particulièrement en ce qui a trait à l'analyse des types de communications. Mais il nous paraît qu'on devrait mettre l'accent sur la capacité du personnel d'utiliser le français, de façon à déterminer si le français oral et surtout le français écrit

---

\* Nous avons eu communication des études faites par l'Office, grâce à la bienveillance du ministre de l'Éducation.

peuvent circuler facilement, soit à l'intérieur d'un service, soit d'un service à l'autre. La francisation des communications internes doit être conçue de façon à ne pas entraver le fonctionnement administratif des entreprises. Elle repose essentiellement sur la capacité du personnel d'utiliser le français. Ainsi, si deux services ou départements sont majoritairement, l'un, francophone, l'autre, anglophone, le français et l'anglais ne peuvent au minimum circuler d'une unité de travail à l'autre, que si les francophones et les anglophones ont de part et d'autre une connaissance passive de l'autre langue. Il nous paraît donc qu'on doit en premier lieu s'occuper de l'évaluation de la compétence linguistique des personnes, et, si c'est nécessaire, de bilinguisation et de francophonisation, avant de s'attacher à déterminer quelles communications pourraient se faire en français plutôt qu'en anglais. Mais on ne doit pas pour autant négliger cet aspect de la question, car il importe d'établir, tant aux yeux des employés que de l'entreprise, que bon nombre de communications, qui se font en anglais, pourraient se faire en français, sans que la bonne marche de l'établissement en soit entravée (\*).

**Nous recommandons au Gouvernement, dans la loi sur le statut des langues, de fixer le mandat de la Commission pour la diffusion de la langue française et d'établir les grandes modalités de son action.**

La Commission pour la diffusion de la langue française devrait être composée de personnes qui ont l'expérience des milieux de travail, ainsi qu'une grande capacité de dialoguer avec ces milieux. Elle devrait pouvoir prendre conseil auprès d'un comité consultatif formé de représentants des divers milieux de travail, tirant leur origine, pour moitié, d'organisations qui produisent des biens et, pour moitié, d'organisations qui produisent des services. Pour que son action soit efficace, elle devrait comprendre trois directions ; la direction de la diffusion du français comme langue des communications internes dans les milieux de travail ; la direction de la

---

\* Un des résultats les plus heureux des enquêtes de l'Office est de démontrer que la très grande majorité des communications dans les établissements étudiés sont d'ordre interne, et pourraient se faire en bonne partie en français avec un personnel compétent dans cette langue.

diffusion du français dans l'emploi public des langues ; l'Office de la langue française en tant que direction vouée à la solution des problèmes d'ordre linguistique suscités par la diffusion du français dans les milieux de travail et dans l'emploi public des langues (\*). Il va de soi que l'Office de la langue française, à qui nous souhaitons redonner sa vocation de surveillant de la langue, devrait maintenir tous les services d'ordre linguistique que l'expérience passée l'a conduit à mettre sur pied. L'Office de la langue française devrait garder sa vocation première, tout en collaborant à la solution des problèmes linguistiques que ne manquera pas de soulever le programme de diffusion du français que nous proposons.

**Nous recommandons que la Commission pour la diffusion de la langue française soit assistée d'un comité consultatif et de trois directions générales, dont deux vouées à la diffusion du français, et une, à la solution des problèmes d'ordre linguistique soulevés par le programme de diffusion de la Commission.**

Il est à noter que l'Office de la langue française jouit déjà du pouvoir de « *conseiller le gouvernement . . . pour faire en sorte que la langue française soit la langue d'usage dans les entreprises publiques et privées du Québec* », pour « *élaborer, de concert avec ces entreprises, des programmes pour faire en sorte que la langue française y soit la langue d'usage et pour assurer à leurs dirigeants et à leurs employés une connaissance d'usage de cette langue* », et de « *conseiller le gouvernement sur toute mesure . . . qui pourrait être adoptée en matière d'affichage public pour faire en sorte que la langue française y soit prioritaire* » (article 14) (\*\*). Ces pouvoirs, nous souhaitons qu'ils soient transférés à la nouvelle Commission pour la diffusion de la langue française, avec les modifications qui pourraient s'imposer.

L'Office de la langue française jouit également du pouvoir « *d'entendre toute plainte de tout employé ou tout groupe d'employés à l'effet que son droit à l'usage de la langue française comme langue*

---

\* On trouvera en annexe un organigramme établissant la place et les relations entre chacun de ces organismes ou services.

\*\*Loi du ministère des Affaires culturelles.

*de travail n'est pas respecté* », et, après avoir entendu les parties, de faire « *les recommandations qui s'imposent, lesquelles sont publiques* ». L'Office possède alors « *tous les pouvoirs d'un commissaire en vertu de la loi des commissions d'enquête* » (article 14a). L'exercice des pouvoirs contenus dans l'article 14a a été confié à un fonctionnaire de l'Office, dit « *Commissaire aux langues* ». Il nous paraît nécessaire de dissocier la fonction de la diffusion du français de la fonction de surveillance des infractions aux droits linguistiques, et de créer un poste officiel de Commissaire aux langues, avec le statut que détient actuellement le Protecteur du citoyen (ombudsman). Etant donné l'ampleur de la tâche et les difficultés dont sera parsemé l'exercice de la fonction, nous croyons opportun de dissocier la fonction de surveillant des droits linguistiques de celle de protecteur du citoyen.

**Nous recommandons au Gouvernement de dissocier la fonction de diffusion du français de celle de surveillance des infractions aux droits linguistiques, et, en conséquence, de créer, parallèlement à la Commission pour la diffusion de la langue française, une nouvelle fonction, celle de Commissaire aux langues, avec les pouvoirs contenus dans l'article 14a de la *Loi du ministère des Affaires culturelles*, en y ajoutant tout autre pouvoir jugé utile à l'exercice de la fonction.**

**Nous recommandons au Gouvernement de donner au Commissaire aux langues un statut analogue à celui qui a été défini pour le Protecteur du citoyen (ombudsman).**

Mais il va de soi que le Commissaire aux langues devra agir en liaison très étroite avec la Commission pour la diffusion de la langue française. En l'état actuel des choses, il y aurait chance pour que les plaintes en provenance des milieux de travail soient nombreuses ; il en serait sans doute de même de la part du consommateur, tant dans l'emploi privé que public des langues. Les transformations d'ordre linguistique que nous proposons doivent s'étaler dans le temps pour être acceptables et éviter des brimades inutiles. D'autre part, il faut un censeur muni des pouvoirs de faire respecter les droits linguistiques des citoyens, en rendant publiques les infractions graves qui sont commises en cette matière. Ce n'est donc que peu

à peu qu'il faudra étendre la juridiction du Commissaire aux langues sur l'ensemble des lois et règlements qui vont définir les droits linguistiques au Québec, et seulement après avoir pris conseil de la Commission pour la diffusion de la langue française.

**Nous recommandons au Gouvernement de n'étendre que graduellement la juridiction du Commissaire aux langues sur l'ensemble des droits linguistiques définis par la loi, et de ne le faire qu'après avoir pris conseil de la Commission pour la diffusion de la langue française.**

#### **b) Amendements au Code du travail**

Dans le domaine des relations de travail comme dans presque tous les autres secteurs, le législateur a été d'une timidité caractérisée en matière de langue (\*). Une des rares dispositions véritablement pertinente que nous ayons pu trouver dans tout le droit du travail est l'article 51 du *Code du travail*, qui s'énonce comme suit : « *Chaque partie peut exiger que la convention collective soit rédigée dans les deux langues française et anglaise* ». Cet article permet à toute partie d'exiger que la convention soit rédigée également dans sa langue. Le syndicat qui traite avec un patron anglophone peut lui imposer la rédaction de la convention également en français. Mais il ne faut pas oublier que l'inverse est également possible et qu'il se pourrait bien qu'un patron francophone ou une entreprise en très grande majorité francophone soit forcée d'avoir une convention collective bilingue. La véritable raison d'être de cet article est expliquée ainsi par un expert en la matière (\*\*): « *L'article du Code du travail est l'énonciation par écrit du droit accordé en faveur de ceux qui veulent une garantie que la convention collective sera rédigée en français. Autrement dit, le problème pour ceux qui veulent que la convention collective soit rédigée en anglais ne se présente que rarement* ». Outre sa portée limitée, cet article peut entraîner des difficultés pratiques et notamment en matière d'inter-

---

\* Nous référons ici à l'inventaire des droits linguistiques établi par M<sup>e</sup> Claude-Armand Sheppard, à la demande de la Commission.

\*\* M<sup>e</sup> Philip Cutler, *Code du travail du Québec annoté*. Montréal, 1970, pp. 355-356.

prétation d'une convention collective dont les versions anglaise et française ne correspondent pas entièrement ou se contredisent.

Voilà où en est l'énoncé des droits linguistiques en matière de négociations collectives. Aucune disposition touchant la langue dans laquelle se poursuivent les négociations ; aucune disposition touchant la procédure de grief. La Commission est d'avis que le législateur doit intervenir pour établir clairement les règles du jeu dans l'élaboration, la rédaction et l'application des conventions collectives. Il semble que les négociations des conventions collectives de travail, de même que toutes les étapes s'y rattachant, comme toutes les propositions, tous les documents écrits s'y rapportant, devraient se faire ou être rédigés en français, à moins que le groupe accrédité n'indique son intention d'utiliser l'anglais. Si les négociations doivent être conduites dans les deux langues, les négociateurs devraient pouvoir profiter des avantages de la traduction simultanée, aux frais de la partie patronale. La convention collective devrait être rédigée en français. Toutefois, si les deux parties désirent qu'elle soit rédigée dans les deux langues, le texte français devrait prévaloir dans tous les cas de conflit d'interprétation. Dans l'application de la convention collective, il nous semble que dans les cas de grief personnel le droit d'être entendu dans sa langue doit prévaloir, de telle sorte que l'employé devrait pouvoir soumettre son grief soit en anglais, soit en français. De même, toutes les étapes de la procédure de grief devraient se dérouler dans la langue de l'employé, et la sentence être rendue dans cette même langue. Dans les cas de grief soumis par un groupe d'employés comprenant à la fois des francophones et des non-francophones, le grief devrait être soumis, étudié et réglé en français, à moins que le groupe en question n'indique clairement son intention d'utiliser l'anglais, ou encore les deux langues. Dans ce dernier cas, le texte de la sentence devrait être rédigé dans les deux langues, mais en cas de conflit d'interprétation, la version française devrait prévaloir. Quant aux témoins ou experts entendus au cours, soit de l'élaboration, soit de la rédaction, soit de l'application des conventions collectives, ils devraient pouvoir témoigner dans leur langue.

**Nous recommandons au Gouvernement d'amender le *Code du travail* de façon à y inclure les règles que nous avons énoncées dans le rapport, touchant l'élaboration, la rédaction et l'application des conventions collectives.**

**c) Amendements à la loi régissant les corporations professionnelles**

Il y a au Québec au moins quarante et une corporations professionnelles dont vingt-quatre procurent à leurs membres le monopole de l'exercice et, dans tous les cas, le monopole de certains titres (\*).

Du point de vue juridique, ces corporations sont des entités autonomes créées par une loi spéciale, auxquelles doivent obligatoirement appartenir tous ceux qui veulent exercer un métier ou une profession donnés ou au moins porter un titre particulier. Dans la plupart des cas, l'État délègue à ces corporations d'importants pouvoirs de réglementation et de surveillance, dont, entre autres, les conditions d'admission à l'étude, l'examen d'admission à l'étude, le contenu du cours et du stage, les conditions d'admission à l'exercice et les conditions mêmes de l'exercice de la profession. Étant donné que les corporations professionnelles, en administrant l'admission à une profession et son exercice, exercent une partie du pouvoir de l'État, l'on peut dire qu'elles font partie de l'administration, et, d'une façon générale, du secteur public. En tant que telles, elles sont amenées à traiter non seulement avec les praticiens eux-mêmes, mais aussi avec le public. La question linguistique peut se poser pour elles à divers niveaux : régie interne, critères d'admission à l'exercice, rapports avec les membres et contacts avec le public. Nous retiendrons pour les fins de notre discussion les critères d'admission à l'exercice de la profession. Il ne fait aucun doute, d'après notre inventaire des droits linguistiques, qu'il n'existe aucun critère linguistique comme condition d'admission à l'exercice de la profession. Ce libéralisme linguistique se reflète également dans les structures internes des corporations qui, bien que regroupant des praticiens aussi bien anglophones que francophones, restent unitaires, se dédoublant rarement en sections anglaises et françaises dûment constituées. Nous avons affaire de toute évidence à une tradition ancienne.

Cette absence de critère linguistique à l'admission et à l'exercice de la profession pouvait convenir à une époque ancienne, où les deux principaux groupes linguistiques du Québec vivaient dans un état de ségrégation très poussé, et où l'on avait peu recours aux services des professionnels de l'autre groupe; cette absence de cri-

---

\* Nous référons à l'inventaire des droits linguistiques effectué par M<sup>e</sup> Claude-Armand Sheppard, à la demande de la Commission.

tère linguistique pouvait également convenir à une époque où les francophones acceptaient sans trop maugréer de parler au travail la langue de l'autre, fussent-ils en position de supérieurs ou de subordonnés; elle ne convient plus aujourd'hui où les choses changent dans le sens d'une affirmation du droit du francophone d'être servi dans sa langue ou de travailler dans sa langue. Si le français doit devenir la langue commune des Québécois, ce doit être d'abord au travail, et une condition fondamentale pour atteindre cet objectif, donc pour éviter de se retrouver d'ici quelques années dans la situation actuelle, c'est l'exigence d'une connaissance d'usage du français pour exercer un métier ou une profession au Québec. Il nous paraît donc que le Gouvernement du Québec doit modifier en ce sens la loi régissant les corporations professionnelles, en tenant compte cependant, dans un tel amendement, des modalités d'application que nous avons soulignées dans le chapitre précédent. Il va de soi que cet amendement ne devrait avoir aucun effet rétroactif. De même, les corporations professionnelles devraient faire preuve de souplesse dans l'application de la nouvelle disposition linguistique en ce qui regarde les experts qu'on doit faire venir de l'extérieur du Québec pour des périodes de temps limitées.

**Nous recommandons au Gouvernement d'amender la loi régissant les corporations professionnelles pour faire de la connaissance d'usage du français une condition à l'admission et à l'exercice d'une profession, en tenant compte cependant des modalités d'application énoncées dans le rapport. L'amendement ne devrait avoir aucun effet rétroactif.**

## ***2. Le rôle des entreprises***

L'État se doit d'être le premier agent du changement. Il a le devoir d'indiquer la voie dans laquelle s'engager. Il doit créer les instruments indispensables à la mise en œuvre du programme de francisation qu'il propose. Après quoi, il a le devoir de susciter la collaboration des milieux de travail, tout particulièrement des dirigeants de l'entreprise privée industrielle, commerciale et financière, à l'intérieur de laquelle auront lieu les transformations les plus importantes. Dans leurs mémoires, les représentants de ces organisations de travail sont en général tombés d'accord pour recom-



mander à la Commission « *d'encourager l'épanouissement de la culture et de la langue française* ». Ils se sont montrés favorables à une plus grande utilisation du français dans les activités de travail, et disposés à recruter des francophones en plus grand nombre et à leur confier des postes de décision. Nous avons vu combien il fallait nuancer ces prises de position générales, l'adhésion à un programme de francisation et de francophonisation étant accompagnée de beaucoup de réticences (\*). Ces dispositions contradictoires indiquent une ambivalence qui, à notre sens, pourra fort bien se dissiper quand le Gouvernement aura fait connaître ses intentions. Car il existe chez les dirigeants d'entreprise un profond désir de savoir dans quelle direction orienter leur action. On peut donc penser que leur collaboration a des chances d'être acquise quand les limites du programme de changement auront été portées à leur connaissance. L'imprécision dans laquelle le débat a laissé les choses jusqu'ici n'a guère favorisé les prises de décision. Quoi qu'il en soit, la collaboration des dirigeants d'entreprise est indispensable à la réussite d'un projet d'une aussi grande envergure que celui que nous avons fait connaître.

Tout comme elles le font ailleurs, les entreprises établies au Québec ont tout intérêt à s'identifier davantage au milieu où elles sont implantées. Il s'agit pour elles d'une responsabilité sociale à laquelle elles sont appelées à s'éveiller de plus en plus. Il y va de leur intérêt immédiat, car elles ne peuvent ignorer les réclamations du milieu où elles œuvrent, sans créer des tensions sociales qu'elles sont les premières à déplorer comme néfastes à la bonne marche du commerce et de l'industrie. Or, qu'on le veuille ou non, le milieu social québécois est différent de tout autre milieu nord-américain, par le fait que la majorité de sa population est de langue et de culture françaises, et qu'elle a développé une mentalité qu'il faut comprendre et accepter si l'on veut que règne une certaine concorde. Il n'y a pas de solution au problème sans cet effort de compréhension. On ne peut mieux dire, à propos de cet effort d'acceptation du milieu québécois que représentent la francisation et la francophonisation des milieux de travail, que ce que déclarait récemment un éminent économiste-conseil (\*\*): « *Mais on devra se résigner à*

\* Nous référons ici à l'enquête conduite pour la Commission par M. Jean-Claude De Brouwer sur « *Ce que pensent les élites économiques du Québec du français comme langue de travail* ».

\*\* M. Marcel Bélanger, *Revue Commerce*, août 1972.

*les faire (la francisation et la francophonisation), sous peine de perdre contact avec la population et de se voir imposer des contrôles étatiques. Il n'y a rien de révolutionnaire dans ces propos. L'entreprise qui est à la recherche de richesses naturelles doit vaincre de multiples obstacles de distance, de coût, etc. Celle qui vend des articles de consommation doit se plier aux exigences du marché... Celle qui utilise la main-d'œuvre d'un milieu doit également tenir compte des circonstances particulières de ce milieu.»* C'est ce à quoi invite le programme de changement que nous proposons.

Il existe plus de francophones disponibles que ne le donnent à penser les mémoires qui nous ont été soumis. Les universités de langue française ont produit de nombreux diplômés tant en génie qu'en administration, dont nous savons que la majeure partie s'est dirigée, soit vers la fonction publique provinciale, soit vers la pratique dans des bureaux d'ingénieurs-conseils, ou encore dans de petites entreprises canadiennes-françaises.

Il semble bien qu'un accueil peu favorable et l'impression de la solitude dans un milieu étranger, en aient dissuadé un bon nombre de s'orienter vers la grande entreprise. Certaines de ces entreprises cependant, comprenant qu'il y allait de leur intérêt, ont adopté une attitude plus accueillante à l'endroit des Canadiens français, et ont réussi à en attirer chez elles, mettant ainsi à profit un réservoir de talents jusque-là par trop négligé. Aujourd'hui encore plus qu'hier, cette politique de recrutement est celle qui s'impose, étant donné les débouchés nouveaux que va chercher à trouver la génération des Canadiens français à qui, depuis la réforme du système d'éducation, on a ouvert toutes grandes les portes de l'enseignement supérieur.

De quelque côté qu'on se tourne, on découvre qu'il est de l'intérêt de l'entreprise de collaborer au projet de francisation et de francophonisation que propose la Commission. Sans cette collaboration, d'ailleurs, tout serait vain. Pour que celle-ci soit efficace, les entreprises ne devront pas hésiter à adhérer ouvertement à la nouvelle politique linguistique; chacune d'elles devrait créer son propre comité permanent chargé d'élaborer, seule ou en collaboration avec la Commission pour la diffusion de la langue française, une politique de bilinguisation, de francophonisation et d'utilisation du français conforme aux possibilités de l'entreprise. Ce comité devrait recevoir l'appui non équivoque de la plus haute autorité de l'entreprise.

Une fois cette politique linguistique définie, la direction devrait la porter à la connaissance de tous les employés, en en expliquant le bien-fondé; puis, elle devrait régulièrement tenir ceux-ci au courant des progrès du programme, tout comme des difficultés rencontrées, de façon à obtenir leur appui constant, dans une opération aussi délicate et d'aussi longue haleine.

**Nous recommandons aux entreprises d'adhérer ouvertement au programme d'implantation du français comme langue des communications internes et de mettre sur pied leur propre comité permanent chargé d'élaborer une politique linguistique appropriée à chacune d'elles.**

**Nous recommandons aux entreprises de porter cette politique à la connaissance de tous leurs employés et de les tenir régulièrement au courant des progrès réalisés et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du programme, de façon à obtenir leur collaboration et leur appui constants.**

**Nous recommandons à la haute direction des entreprises de soutenir ouvertement le comité permanent chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique linguistique.**

Dans l'élaboration de leur politique linguistique, les entreprises devront accorder une attention toute spéciale à la question du recrutement et de la promotion des cadres. Il faudrait donc que les recruteurs soient de préférence des francophones ou encore des anglophones parfaitement bilingues et bien au fait des programmes d'études offerts par les maisons d'enseignement de langue française. Les recruteurs devraient renseigner le jeune francophone qu'on a l'intention d'engager, sur la politique linguistique de l'entreprise. Advenant que l'anglais soit indispensable, il devrait lui être dit que l'entreprise lui donnera le temps et les moyens pour acquérir la compétence nécessaire dans la langue seconde. De même, au cours de la carrière, l'entreprise devrait veiller à ne pas priver un francophone unilingue d'une promotion, à moins que le poste qu'on songe à lui confier n'exige vraiment une connaissance de l'anglais.

Ce qui donne à penser que, pour être équitables, les entreprises devraient déterminer les exigences linguistiques attachées à chaque fonction, de façon que les étudiants soient avertis dès les études collégiales, du degré de connaissance en langue seconde qui est exigé des candidats qu'elles recherchent. Pour faciliter la mobilité du personnel dans les entreprises faisant affaires à la fois au Québec, au Canada et à l'étranger, ces exigences linguistiques devraient être portées à la connaissance des établissements situés à l'extérieur du Québec, pour que tout employé susceptible d'être muté au Québec sache à l'avance si le poste qu'on veut lui confier requiert de lui la connaissance du français.

**Nous recommandons aux entreprises de nommer des recruteurs francophones, ou encore anglophones bilingues, et bien au fait des programmes d'études offerts par les maisons d'enseignement de langue française.**

**Nous recommandons aux entreprises de s'aboucher avec les universités tant de langue française que de langue anglaise, pour leur faire part de leurs exigences de formation à l'endroit des candidats qu'elles ont l'intention de recruter; inversement, nous recommandons aux collèges et universités de langue française de garder un contact permanent avec les entreprises et d'ajuster leurs programmes aux exigences de formation dont celles-ci leur auraient fait part.**

**Nous recommandons aux entreprises de déterminer les exigences linguistiques attachées à chaque fonction de façon que les candidats, où qu'ils soient, aient une idée exacte de la compétence en langue française ou en langue anglaise qui peut être requise d'eux.**

Les entreprises devraient s'efforcer, d'elles-mêmes, de mettre à la disposition de leurs employés francophones les outils linguistiques nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches dans leur langue maternelle. Nous savons déjà par les mémoires soumis à la Commission que bon nombre d'entreprises, respectueuses de la langue de leurs employés francophones, ont fait préparer et distribuer des vocabulaires français et même des manuels d'instruction en fran-

çais. L'Office de la langue française s'est empressé de leur accorder sa collaboration chaque fois qu'elle a été requise. Il existe par ailleurs, en France, de nombreux lexiques de termes techniques ou de métiers qu'on aurait intérêt à utiliser, même s'il faut parfois les adapter aux besoins du Québec; on éviterait ainsi des doubles emplois coûteux. Il reviendrait alors à la Commission pour la diffusion de la langue française de se les procurer et de les mettre à la disposition des entreprises (\*). Parallèlement à cette action, les entreprises québécoises devraient s'efforcer d'obtenir de leurs fournisseurs des manuels d'instruction en français pour l'assemblage et le fonctionnement de la machinerie qu'elles se procurent soit au Québec, soit au Canada ou même dans le monde. Ce devrait être relativement facile puisque bon nombre de ces grands fabricants ont déjà des succursales en France et dans les pays du Marché Commun où le français est très utilisé. Les entreprises devraient compléter cet effort de francisation en créant dans les ateliers et les bureaux une ambiance française, par l'affichage, l'étiquetage, la distribution de documents en français, etc.

**Nous recommandons aux entreprises d'aider à la francisation des ateliers et des bureaux en mettant à la disposition de leurs employés francophones tous les outils linguistiques nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches en français et de recourir pour ce faire aux services de la Commission pour la diffusion de la langue française.**

**Nous recommandons aux entreprises de créer autour de leurs employés francophones une ambiance française par tous les moyens à leur disposition.**

---

\* Nous signalons que les Forces armées canadiennes ont préparé une terminologie et un dictionnaire des termes techniques adaptés non seulement aux choses militaires, mais aussi aux techniques et métiers divers, et qui pourraient donc être utilisés dans tous les secteurs d'activité.

## Chapitre quatrième

### Les effets de l'intégration économique sur la compétence des francophones en langue anglaise

Dans un chapitre précédent, nous avons signalé que l'intégration du Québec à l'espace économique nord-américain constituait, en même temps qu'un obstacle, une limite au plein épanouissement et à la diffusion du français comme langue d'usage, au Québec même. L'explication en est très simple: le français n'est pas la « *lingua franca* » de l'Amérique du Nord. C'est l'anglais qui joue ce rôle; non seulement en Amérique d'ailleurs, mais de plus en plus à travers le monde. Dès lors, dès qu'un francophone veut communiquer à l'extérieur du Québec, il se heurte à des interlocuteurs de langue anglaise, ou qui ont l'anglais comme langue commune. Surtout dans les domaines de la technologie, de la science et des affaires. Selon les fonctions qu'il remplit et le secteur où il œuvre, le francophone pourra être amené à faire un usage plus ou moins poussé de l'anglais.

La Commission s'est préoccupée de ce problème: elle visait alors à faire un juste partage des choses entre les exigences de son mandat à l'endroit de la langue française et celles de la vie économique en milieu nord-américain. Désireuse de savoir quel pourrait être l'impact du développement de la technologie sur l'utilisation du français comme langue de travail, elle a fait préparer une étude sur « *l'évolution des exigences linguistiques des familles de fonctions dans les entreprises québécoises pour les 15 prochaines années* ».<sup>(\*)</sup> L'étude a des limites évidentes, que l'auteur lui-même signale: les méthodes en matière de prévisions technologiques sont imparfaites;

---

\* Sous la direction de M. André Déom, de la Maison Ducharme, Déom et Associés.

l'appréciation de la compétence linguistique pour remplir une fonction est chose délicate; l'extrapolation sur le Québec à partir des prévisions faites pour les États-Unis (\*), pose des problèmes d'adaptation qui n'ont pu être corrigés qu'en partie. Néanmoins, sous ces réserves, nous croyons l'étude fort valable, dans la mesure où l'on s'en tient aux tendances qu'elle révèle.

Les secteurs d'activité retenus ont été ceux de l'industrie primaire, de l'industrie secondaire, des transports, des communications, de la finance et du commerce, c'est-à-dire, ceux qui présentaient le degré d'évolution technologique le plus rapide, en comparaison avec d'autres secteurs où la productivité et les besoins de main-d'œuvre paraissaient devoir rester stationnaires (Tableau I.74).

**Tableau I. 74**

Liste des secteurs d'activité

Industrie primaire	forêt mines
Industrie secondaire	alimentation textiles meubles papier imprimerie métallurgie, machinerie et mécanique caoutchouc électronique construction et bâtiment pétrole produits pharmaceutiques produits chimiques
Transports	routiers ferroviaires aériens
Communications	
Banque — Finance	
Commerce	

\* Les prévisions sont contenues dans le rapport de la Commission nationale de la technologie, de l'automation et du progrès économique sur *La technologie et l'économie américaine*, (février 1966).

Cependant, on a retenu d'autres facteurs que le développement technologique pour mesurer l'évolution: On a tenu compte des débouchés, des besoins de la consommation, de l'existence des produits de remplacement, de la concurrence, des pressions sociales, etc. Des fonctions qui composent une entreprise, on en a retenu neuf sous lesquelles on a regroupé des familles occupationnelles (Tableau I.75), comme celles de direction, d'ingénieur, de dessinateur, de technicien, etc. On a ensuite établi une grille d'évaluation des exigences linguistiques (Tableau I.76) composée d'une échelle de compétence en langue anglaise à huit niveaux et d'une classification des communications selon leur orientation (internes-externes) ou selon leur nature (\*). À la suite de colloques, au cours desquels des dirigeants d'entreprise québécois avaient mis en relief les particularités de la province en matière de développement technologique, une trentaine d'experts en évaluation des tâches, se fondant sur l'ensemble des renseignements mis à leur disposition, établirent les exigences linguistiques des différentes familles occupationnelles, en indiquant sur la grille d'évaluation quel était le niveau de connaissance en langue anglaise requis pour les divers types de communication le plus fréquemment usités dans chacune des familles occupationnelles (Tableau I.76). Il est à noter que les évaluateurs portaient de l'hypothèse que le français était la langue des communications internes, ce qui leur permettait d'ignorer ce facteur primordial dans l'emploi des langues au Québec.

De cette enquête minutieuse, il ressort que la technique évolue rapidement dans certains secteurs de pointe, et que, pour les toutes prochaines années, l'influence des États-Unis dans cette évolution restera prépondérante, même si le Japon, l'Allemagne, la France ou l'Italie s'affirment dans certains domaines. De telle sorte que le développement technologique va pousser à l'utilisation de la langue anglaise, au Québec aussi bien qu'ailleurs; cette influence sera plus prononcée pour les cadres moyens et supérieurs, alors qu'elle aura tendance à diminuer pour les cadres inférieurs et pour le personnel d'exécution; enfin, les facteurs institutionnels, notamment les relations avec le siège social, auront une influence au moins comparable, sinon supérieure, à celle des facteurs techniques. Aussi, même en supposant que le français est la langue uti-

---

\* On trouvera en appendice un document décrivant la grille d'évaluation.



Tableau I. 75

## Échantillon des familles occupationnelles

	Fonctions spécifiques		Recherches Développement		Achats		Production		Ordonnement		Commerce		Administration		Personnel		Informatique	
Cadres supérieurs	Direction générale	K		Qa			Direction Production	M	Direction Exploitation	M	Direction Ventes	C	Direction administrative	K	Direction Personnel	Qa		
Ingénieurs Encadrement moyen	Chef-Service Télécomm.	P	Surveillant de Recherches	F	Fonction liées aux Achats	Qb			Fonctions liées à la gestion des Stocks	Qb			Direction budgétaire	K	Préposés Formation	Qa		
	Ingénieur Télécommu- nications	P	Ingénieur Mines	B							Gérant Centre de Distribution	Qb						
	Employé Programmes de Radio	P					Contremaître	D			Officier de Banque	Qa	Encadre- ment administratif	F			Analyste de Système	Qa
Techniciens Encadrement intérieur	Technicien Télécomm.	P	Technologue de Develop- pement	D			Technicien de Produc- tion Fabri- cation	B-O H-K									Program- meur	Qa
	Forestier	A					Technicien d'Entretien spécialisé	F O										
	Equipes de Vol	O					Technicien Contrôle Qualité	B F										
Personnel d'Exécution	Service aux Escaliers	O	Agent Méthodes	D			Conducteur de Machines	A-B D-F G-H M			Vendeur	D J Qb	Employé de Bureau	F P Qa			Préparateur des Données	Qa
	Equipes de Train	O							Fonctions Livraison Expédition	J Qb		Technicien Entretien en Clientèle	H K P	Opératrice Téléphone	P		Opérateur	Qa
							Preposé Entretien	B F M										
							Ouvrier de Préparation	EJ GH L			Preposé à la Clientèle	O	Preposé à la Perception des Comptes	Qb				
											Caissier						Libraire	Qa
	Encadrement supérieur Encadrement moyen Techniciens						Ouvrier Production	DB L O	Chauffeur	O								

Tableau I. 76

## Grille d'évaluation des exigences linguistiques

Titre de la famille occupationnelle: *surveillant de recherche et développement*  
(ind. papetières)

Niveau d'utilisation de la langue anglaise	A					B			
	Communications internes					Communications externes			
	supérieurs hiérarchiques	subordonnés hiérarchiques	pairs	autres services dans l'établissement	services du siège social	clients	fournisseurs	concurrents	organismes officiels
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
8									
7					x				x
6									
5								x	
4						x	x		
3									
2									
1	x	x	x	x					
100%									
%	10	15	15	10	25	5	5	5	10

Niveau d'utilisation de la langue anglaise	C		D		E			F		
	Commun. techniques		Commun. pédagog.		Commun. commerciales			Communications administratives		
	réception informa- tions technologiques	émissions infor- mations techniques	recyclage	instructions	ventes/services divers à la clientèle	achats approvisionnement	études de marchés	gouvernement provincial	gouvernement fédéral	gouvernements étrangers
	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
8										
7		x								
6	x									
5										
4			x							
3										
2										
1				x						
100%										
%	50	25	10	15						

lisée à l'intérieur de l'entreprise, il se trouve peu de fonctions, dans les secteurs étudiés, qui ne requièrent un minimum de connaissance dans une langue étrangère, minimum qui, avec le développement des communications, ne pourra aller qu'en augmentant. Dans le contexte nord-américain où se situe le Québec, cette langue étrangère ne peut être que l'anglais.

Ce qu'il importe de dissocier ici, c'est la notion de langue de travail de celle de compétence dans une ou plusieurs langues secondes. Pour un individu, la langue de travail, c'est celle qu'il emploie à divers moments de la journée pour exécuter les diverses tâches attachées à sa fonction. Selon le cas, il peut n'avoir besoin que d'une langue, ou bien, comme pour 10% à 15% du personnel de nombreuses entreprises européennes, en connaître deux ou trois, qui sont utilisées selon les besoins de la communication. Dans le premier cas, l'employé ne doit être compétent que dans une langue; dans le second, il lui faut en connaître plus d'une pour remplir correctement la fonction. En revanche, pour une entreprise ou un établissement, la langue de travail, c'est d'abord celle des communications internes, celle des échanges écrits et verbaux entre supérieurs, subordonnés ou collègues, nécessaires pour le fonctionnement de l'organisation; de telle sorte qu'une entreprise peut avoir institutionnalisé une langue de communication (pour ses communications internes), tout en exigeant, pour certaines fonctions, que ses employés possèdent une connaissance suffisante dans une ou deux autres langues. Langue de travail pour un individu et pour une entreprise ne se confondent pas nécessairement, même si pour la grande majorité des employés, c'est la langue de communication institutionnalisée qui constitue la seule et unique langue de travail. Parallèlement à la langue de travail conçue comme un instrument institutionnalisé de communication, existe une autre notion: celle de langue des affaires, c'est-à-dire, de langue utilisée par une entreprise pour communiquer avec ses clients ou ses fournisseurs, ou encore pour établir des contrats ou des conventions. Ainsi que cela a pu être constaté en Europe, c'est surtout pour communiquer avec les clients et les fournisseurs que l'entreprise exige, pour certaines fonctions, que l'employé possède une compétence particulière dans une ou plusieurs langues étrangères. Généralement, peut-on dire, la compétence en plusieurs langues est une exigence des communications d'affaires et non des communications internes à un établissement.

Comme une autre de nos enquêtes le laisse entrevoir (\*), c'est cette exigence de l'anglais comme langue des communications internes des entreprises et non comme compétence linguistique exigée par les communications d'affaires qui entraîne chez les jeunes francophones le rejet de l'anglais comme langue seconde. L'anglais leur apparaît comme un instrument de domination et non comme un simple outil dont il faut apprendre le maniement pour gagner éventuellement sa vie. Ils n'ont donc pas à l'endroit de l'anglais cette attitude de neutralité affective que les Européens ont développée à l'égard des langues voisines, qu'ils apprennent aussi bien pour des fins de développement culturel que pour des raisons utilitaires. Cette attitude des jeunes francophones vis-à-vis la langue anglaise a chance de se perpétuer aussi longtemps qu'ils ne seront pas assurés de pouvoir employer librement leur langue dans les communications internes des entreprises, aussi bien écrites que verbales. C'est pourquoi, si l'on veut lever cette hypothèque que constitue l'attitude des jeunes francophones vis-à-vis l'anglais, il faut s'empresse de passer à cette première étape de la francisation des communications, qui consiste à permettre à chacun, tant francophone qu'anglophone, d'employer sa langue dans les communications internes de travail. Il faut aussi que les jeunes diplômés puissent être engagés pour leur compétence professionnelle, sans qu'on fasse de la connaissance active de l'anglais une condition d'embauche « *sine qua non* ». Peut-être alors commenceront-ils à croire que la langue dans laquelle ils ont été éduqués leur est utile et que ce n'est pas se renier que d'en apprendre et d'en utiliser une autre.

Nous avons toutes les preuves que, pour les francophones, l'anglais est une langue indispensable. Il faut assurément nuancer cette affirmation puisque cette nécessité est plutôt le fait des cadres moyens et supérieurs que des cadres inférieurs et du personnel d'exécution; puisque, également, cette nécessité s'affirme dans certains secteurs d'activité seulement. Mais il faut prendre note qu'il s'agit des secteurs de pointe et de ceux dont les réseaux de communication sont le plus ouverts sur le continent nord-américain. Nous retrouvons la constatation déjà faite, à savoir qu'une partie de l'anglais — difficile à quantifier — que l'on rencontre dans les communications de travail des francophones trouve sa cause dans l'intégration de nom-

---

\* Enquête faite par le personnel de la Commission auprès des enseignants et des étudiants francophones du secondaire et du pré-universitaire.

breuses entreprises québécoises à des réseaux administratif et technique supra-régionaux. Il en résulte, à moins de vouloir briser ces réseaux, que tout francophone qui veut accéder aux postes moyens ou supérieurs des grandes entreprises québécoises se doit d'avoir une bonne connaissance de l'anglais, sous peine de ne pouvoir remplir certaines fonctions de façon appropriée.

Sur le plan des communications d'affaires, l'anglais se révèle ainsi pour les francophones qui se destinent à faire carrière dans certains secteurs d'activité, une langue indispensable pour communiquer avec l'ensemble du monde nord-américain. On comprendra que face à cette dure nécessité, les francophones sentent le besoin de renforcer la position de leur langue sur le territoire du Québec, en particulier dans les communications de travail qui se font à réseau fermé, c'est-à-dire à l'intérieur des entreprises. Or, il appert que ces communications constituent l'essentiel des échanges verbaux et écrits de la très grande majorité des familles occupationnelles (Tableau I.77) (\*).

C'est le cas pour les cadres supérieurs, pour les ingénieurs et les cadres moyens, pour les techniciens et les cadres inférieurs, pour le personnel d'exécution et le personnel rattaché à l'informatique. C'est ainsi, en tout cas, que l'ont vu les évaluateurs à qui il a été demandé de déterminer pour chaque famille le pourcentage du temps consacré aux communications internes et externes. Il ne fait pas de doute que c'est dans le libre emploi du français dans les communications internes que se trouve pour les francophones le contrepoids nécessaire à l'obligation d'utiliser l'anglais pour communiquer à l'extérieur du Québec. Notre proposition sur la diffusion du français comme langue des communications internes des entreprises trouve ici sa pleine et entière justification. La contrainte linguistique du milieu nord-américain est si forte dans les secteurs d'activité ouverts sur le continent, qu'on ne peut la contrebalancer que par une entière liberté des francophones d'utiliser leur langue dans les communications internes des entreprises. C'est un prix que doivent payer les entreprises établies au Québec pour que les jeunes francophones acceptent comme normal d'apprendre et d'utiliser l'anglais, et de faire carrière dans les établissements où leurs prédécesseurs ont dû parfois sacrifier plus qu'il ne fallait leur langue, et même leur culture.

---

\* Rapport Déom, pp. 201-300.

**Tableau I. 77**

**Pourcentage du temps de travail consacré aux communications internes et externes**

**Familles occupationnelles**

	Communications internes		Total internes	Communica-tions externes	Total de l'ensemble
	à l'éta-blissement	avec le siège social			
<b>A – Cadres supérieurs</b>					
Direction générale	47.5%	22.5%	70%	28%	98%
Direction production	70.1%	11.2%	81.4%	18.2%	99.6%
Direction exploitation	59.1%	9%	68.1%	31.7%	99.8%
Direction ventes	53.5%	10%	63.5%	36%	99.5%
Direction administrative	53.6%	20.7%	74.3%	25%	99.3%
Direction budget et comptabilité	64.3%	17.1%	81.4%	18.5%	99.9%
Direction du personnel	76.7%	10.8%	87.5%	14.9%	102.4%
<b>B – Ingénieurs et cadres moyens</b>					
Ingénieurs forestiers	68.3%	7.9%	76.4%	19.5%	95.9%
Chefs de service télécommunication	61.6%	9%	70.6%	29.4%	100%
Ingénieurs télécommunication	69.5%	7%	76.5%	23.5%	100%
Ingénieurs des mines	62.6%	9.2%	71.8%	20.3%	92.1%
Surveillants de recherches et développement	62.5%	15.1%	77.6%	21.5%	99.1%
Fonctions liées aux achats	49.3%	6.4%	55.7%	45.7%	101.4%
Gérants de centre de distribution	51.5%	16.4%	67.9%	32.1%	100%
Officiers de banque	56.5%	7.5%	64%	36.5%	100.5%

## Familles occupationnelles (suite)

	Communications internes		Total internes	Communica-tions externes	Total de l'ensemble
	à l'éta-blissement	avec le siège social			
Encadrement administratif	63.6%	6.6%	70.2%	29.5%	99.7%
Préposés à la formation	65.6%	11.9%	77.5%	21.2%	98.7%
Spécialistes recherche opérationnelle	73.1%	11.9%	85%	20.6%	105.6%
<b>C – Techniciens (encadrement inférieur)</b>					
Techniciens de télécommunication	60.5%	1.5%	62.0%	39.0%	111%
Équipes de vol	40%	46%	86.0%	14.0%	100%
Équipes de train	94%	3%	97.0%	3%	100%
Technologues de développement	69.9%	10.5%	80.4%	19.4%	99.8%
Agents de méthodes de travail	94.4%	5.5%	99.9%	—	99.9%
Techniciens de production	88.7%	1.4%	90.1%	9.5%	99.6%
Techniciens d'entretien spécialisés	71%	3.3%	76.3%	24.5%	100.5%
Techniciens de contrôle de qualité	96.4%	—	96.4%	3.3%	99.7%
Techniciens d'entretien en clientèle	55.5%	—	55.5%	54.2%	109.7%
Vendeurs	25.9%	4.4%	30.3%	68.8%	99.1%
Employés de radio et télévision	73.1%	3.8%	76.9%	21.6%	98.5%
Contremaîtres	79.9%	6.6%	86.5%	12.7%	99.2%
Préposés à la gestion des stocks	85%	5.7%	90.7%	1.4%	92.1%

## Familles occupationnelles (suite)

	Communications internes		Total internes	Communica-tions externes	Total de l'ensemble
	à l'éta-blissement	avec le siège social			
<b>D – Personnel d'exécution</b>					
Fonctions liées aux services aux escales		0.8%			
Conducteurs de machines	99.0%	—	100%	1%	101%
Préposés d'entretien	95.6%	—	97.5%	1.9%	99.4%
Ouvriers de préparation et d'assemblage	99.8%	—	99.8%	—	99.8%
Ouvriers de production	99.1%	—	99.1%	—	99.1%
Fonctions livraison, expédition	52.8%	3.5%	57.3%	42.2%	99.5%
Chauffeurs	42.1%	—	42.1%	57.1%	99.2%
Préposés à la clientèle	36.4%	1.4%	37.8%	61.4%	99.2%
Employés de bureau	79.6%	0.3%	79.9%	15.9%	95.8%
Opératrices de téléphone	30.0%	1.0%	31.0%	67.5%	98.5%
Préposés à la perception des comptes	33.6%	2.8%	36.4%	63.6%	100%
Caissiers	46.2%	—	46.2%	53.8%	100%
<b>E – Personnel (informatique)</b>					
Analystes	75.5%	5.6%	81.1%	18.7%	99.8%
Programmeurs	87.5%	5.0%	92.5%	5.6%	98.1%
Préparateurs de données	100%	—	100%	—	100%
Opérateurs	83.6%	0.6%	83.6%	2.1%	85.7%
Libraires	93.1%	83.8%	96.9%	3.8%	100.7%



La politique linguistique que nous proposons en est une de contre-poids. Entre le français et l'anglais, dans les secteurs d'activité de pointe, la partie n'est pas égale. On ne peut rétablir l'équilibre qu'en donnant aux francophones d'abondantes occasions d'utiliser leur langue. À ce compte, ils acquerront cette attitude de neutralité affective devant l'anglais qui les mettra en situation d'accorder à cette langue toute l'attention qu'elle mérite pour qui veut faire carrière dans des secteurs où la technologie et l'innovation viennent des États-Unis, et dans des entreprises où la langue de la coordination administrative continentale est l'anglais.

**Nous recommandons au Gouvernement d'intensifier l'enseignement de l'anglais dans les écoles de langue française parallèlement à la mise en œuvre de sa politique linguistique.**

## **Deuxième partie**

### **La situation du français dans les activités de consommation**



## Introduction

La première partie du livre premier de ce rapport a été consacrée à la situation du français dans les activités de travail. Nous examinons maintenant la situation dans les activités de consommation (\*).

Entre les activités de travail et de consommation, il y a un lien étroit qu'il convient de souligner. On peut avancer en effet qu'à toute demande de biens et de services correspond une activité de travail. Chez le préposé au service de la clientèle, la communication qui s'établit avec le client est une activité de travail; chez ce dernier, c'est une activité qui a trait à la consommation. Et l'une peut influencer sur l'autre. Dans la mesure où le consommateur impose sa langue, il peut arriver qu'il oblige le travailleur à utiliser une autre langue que la sienne; dans la situation inverse, c'est le consommateur qui fait les frais de la communication, avec le risque que, dans bien des cas, il se sente frustré. Travailleurs et consommateurs sont indissociablement liés, ce qui a pour effet d'augmenter considérablement la complexité des relations linguistiques, les droits des uns n'étant pas nécessairement les mêmes que ceux des autres. Aussi, y a-t-il intérêt à les traiter dans un même volume, tant pour faire ressortir la complémentarité que l'opposition des situations.

Nous donnons au terme « *consommateur* » un sens très large. Il désigne, tout au long de ce volume, celui qui utilise des biens ou des services, soit qu'il les reçoive gratuitement, soit qu'il ait à dé-

---

\* Nous utilisons essentiellement, dans cette deuxième partie, la synthèse des travaux sur l'emploi du français dans l'ensemble des activités de consommation, préparée à la demande de la Commission, par M<sup>e</sup> Dominique Lapointe.

bourser pour se les procurer. Le terme englobe donc celui de « *client* », mais en mettant l'accent sur l'idée d'utilisation plutôt que sur la relation entre l'utilisateur et celui qui distribue des biens ou qui dispense des services. Cela permet d'inclure sous le vocable diverses catégories d'utilisateurs, tels le patient, l'étudiant, le « *justiciable* », l'administré, pour ne faire allusion qu'aux grands services que l'organisation sociale met à la disposition du citoyen. Quant au terme « *consommation* », auquel nous donnons la même extension, il nous permet d'englober, croyons-nous, tous les types de communications qui ont pour objet, non seulement de se procurer des biens ou des services, mais aussi de les faire connaître ou de les offrir, tout comme de faire connaître l'entreprise ou l'établissement qui offre les biens ou les services, les dites communications pouvant avoir un caractère privé, public ou officiel. À ce compte, nous englobons l'affichage public, que nous considérons comme une communication des services publics ou privés à l'adresse des administrés ou des clients. Nous incluons également l'activité qui consiste à consommer les produits culturels et intellectuels de tout ordre, que l'on trouve sur le marché au même titre que les autres produits. Il s'agit bien d'un acte de consommation qui a pour caractère essentiel une communication dont le support est la langue. Le rôle que joue celle-ci présente alors le même intérêt que pour les autres types d'activités.

Nous avons déjà dit qu'avec le double régime d'institutions et de services qui prévaut au Québec, le consommateur ne se trouvait pas dans une situation aussi contraignante sur le plan linguistique que le travailleur. Mais tout n'est pas parfait comme nous aurons l'occasion de le constater. Il importe alors d'autant plus d'intervenir pour corriger la situation que les activités de consommation mettent en cause un grand nombre d'individus: alors que la main-d'œuvre ne dépasse pas 40% de la population, tous les Québécois sont d'une manière ou d'une autre des consommateurs, y compris les enfants. Chez ces derniers, qui sont à cette période de la vie où l'on s'imprègne des structures de sa langue, les pratiques linguistiques dans les activités de consommation jouent, parallèlement aux milieux familial et scolaire, un rôle primordial dans l'acquisition et la maîtrise d'une grande variété de termes et d'expressions; qu'on songe alors au tort qui peut leur être fait — en plus de les priver du plaisir de découvrir les choses par eux-mêmes — quand on ne respecte pas leur droit à la langue, comme c'est par exemple trop souvent

le cas pour les livrets d'instructions qui accompagnent les jouets et autres cadeaux dont ils sont gratifiés. Pour la majorité des adultes, d'ailleurs, le tort peut être aussi grand, car bien peu d'entre eux ont le temps et les moyens de traduire en termes corrects ce qui leur est proposé dans une autre langue.

Ce qui est en cause ici, c'est ce qu'on pourrait appeler d'une expression commode « *l'ambiance* » française, ou encore la « *vie* » française. Pour être imprégnés de leur langue, les individus qui la parlent doivent baigner dans une ambiance linguistique qui, par osmose, fait pénétrer dans leur subconscient toutes sortes de formes et d'expressions, dont, par la suite, ils tirent profit pour exprimer ce qu'ils ont à dire. Une langue ne s'apprend pas qu'à l'école ou dans les dictionnaires; mais bien davantage par l'usage passif ou actif qu'on en fait, et ce, tout au long de la vie. Au Québec où, plus que partout ailleurs se fait sentir la pression de l'anglais, les francophones ont un pressant besoin d'avoir constamment sous les yeux les mots et les expressions par lesquelles on exprime dans leur langue les réalités de la vie au vingtième siècle. C'est une chose à laquelle ils ont droit. Et c'est un devoir de satisfaire à ce droit. Alors on peut penser que, la hausse du niveau d'instruction et la liberté de communiquer en français au travail aidant, cette langue qu'on trouve si pauvre, si détériorée, en viendra graduellement à s'améliorer.

Il faut donc, dans la perspective du plein épanouissement et de la diffusion du français, accorder autant d'importance à cette partie du présent volume qu'à la précédente. Si les contraintes linguistiques sont moindres pour le consommateur francophone que pour le travailleur, il n'en reste pas moins que les effets de certaines situations particulières dans le domaine de la consommation peuvent être, à certains égards, presque aussi néfastes pour le développement de la langue chez les individus que le sont certaines situations de travail.

Nous n'avons pas consacré aux activités de consommation un programme d'investigation qui nous aurait permis de prendre une vue d'ensemble de la situation. C'est que, dans ce type d'activités, le problème linguistique, de par les mémoires que nous avons reçus et les plaintes dont on pouvait faire état dans le public, ne paraissait pas avoir la même acuité que dans les activités de travail. Tels particuliers ou telles associations avaient attiré notre attention

sur les problèmes que posait l'usage du français dans la publicité ou dans les media d'information; tel groupe d'experts nous avait conseillé de donner des coups de sonde pour vérifier les pratiques et usages linguistiques dans certaines organisations de services; tels conseillers nous avaient suggéré, étant donné le droit positif et les us et coutumes dans l'administration publique, de concentrer nos efforts sur les services du secteur privé. Bref, en première approche, le domaine de la consommation ne s'est pas imposé à notre attention d'une façon globale, mais plutôt sous une forme morcelée, selon les problèmes particuliers qu'on y pouvait identifier. Il en est résulté des enquêtes partielles, qui, cependant, combinées avec des données déjà disponibles, nous permettent de prendre une vue satisfaisante de la situation du français dans ce vaste secteur d'activité. Une enquête globale aurait peut-être permis de lever tous les doutes. Ayant dû consacrer la majeure partie de nos efforts et de nos ressources aux communications de travail et aux droits linguistiques, nous avons pensé qu'il était possible de formuler une politique de diffusion du français dans le domaine de la consommation à partir d'un principe clair: le droit du consommateur d'être servi dans sa langue, et, d'une connaissance suffisante de la situation.

Pour rédiger les chapitres qui vont suivre, nous avons tiré le maximum des données que nous avons recueillies. On se rendra compte — même si nous ne couvrons pas tout le champ des activités de consommation — que l'éventail des situations analysées et des recommandations formulées est suffisamment large pour qu'il s'en dégage une politique générale qui pourra être étendue à l'ensemble du domaine de la consommation. Nous examinerons d'abord la situation du français dans les relations d'affaires entre les organisations de services du secteur privé et leurs clients; ensuite, nous exposerons le résultat de nos investigations dans les communications qui émanent de l'administration publique ou qui sont dirigées vers elle; en dernier lieu, nous poursuivrons notre examen de la situation dans le domaine de l'information et de la publicité. Mais préalablement à cet exposé, nous consacrerons un bref chapitre à l'étude du degré d'attachement des consommateurs francophones à leur langue, et aux moyens qu'ils jugent les plus efficaces pour diffuser le français dans les activités de consommation. Nous serons ainsi, dès le départ, fixés sur les attitudes et les vœux de la majorité des citoyens sur ces questions.

## Chapitre premier

### **Le degré d'attachement des consommateurs francophones à leur langue et les moyens de diffuser le français dans les activités de consommation**

Dans une enquête que nous avons conduite auprès des francophones et des anglophones, nous avons tenté de mesurer le degré d'attachement à la langue, en cernant, à travers une série d'exemples précis et de circonstances de la vie courante, les problèmes qui se posent dans l'utilisation qu'on fait de cette langue au cours de l'activité de consommation (\*). Les réactions des consommateurs ont été très significatives.

La majorité des répondants qui ont eu des difficultés à utiliser leur langue, soit dans les banques, soit dans les restaurants ou les magasins, ou encore ailleurs, ont réagi, surtout les francophones: 71% contre 61% des anglophones. La réaction a pris diverses formes: les francophones ont exigé avant tout (54%) qu'on leur parle dans leur langue contre 31% des anglophones; les anglophones ont eu par contre davantage tendance à requérir les services d'établissements plus accommodants, donc, de changer d'endroit, sans plus, pour obtenir les services qu'ils recherchaient.

La réaction de l'acheteur qui, après s'être procuré un produit, se rend compte qu'il ne peut l'utiliser faute de livret d'instructions dans sa langue, est tout autant instructive.

Quelque 27% des répondants francophones ont eu une réaction de colère en se rendant compte de la situation. Dans l'ensemble, cependant, 83% ont tenté de vérifier s'il existait une traduction fran-

---

\* Cette enquête qui portait sur *Les mass media, l'attachement à la langue et les modèles linguistiques au Québec en 1971*, a été conduite par la maison Sorécom.



çaise, alors que 64% se sont résignés à lire les instructions en anglais ou se sont débrouillés autrement; que 19% ont protesté, que 20% ont demandé ou exigé un livret d'instruction en français, et que 4% ont retourné l'article. Le recours à la traduction par une tierce personne a surtout été utilisé par les moins instruits (31%) alors que ceux qui avaient une instruction moyenne ou supérieure n'ont été respectivement que 17% et 12% à utiliser ce moyen. Les mêmes personnes ont pu poser plus d'un geste comme celui de lire et de protester ensuite, ce qui explique que le pourcentage total dépasse 100%

Mais c'est le secteur de l'affichage et des raisons sociales que nous avons retenu pour tenter de connaître les exigences profondes des francophones sur le plan des symboles linguistiques. Nous faisons l'hypothèse que les francophones attachaient une importance particulière à la langue de l'affichage et parallèlement à celle des raisons sociales comme moyen d'affirmer le visage français au Québec.

Deux questions ont été posées aux informateurs: « *Pour chacune des régions suivantes (Montréal, Québec, Cantons de l'Est, Abitibi, Chicoutimi, Gaspé, Hull, Beauce et Bas-du-Fleuve) diriez-vous que les affiches et les raisons sociales devraient être surtout en anglais, surtout en français ou bilingues? Pour l'ensemble de la province, croyez-vous que les affiches devraient être surtout en anglais, surtout en français et surtout bilingues dans chacun des secteurs suivants: établissements commerciaux, signalisation routière, services publics d'électricité et de téléphone, lieux d'attraction touristique, hôtels et restaurants, endroits récréatifs et sportifs, établissements commerciaux?* » Pour la majorité des anglophones et des francophones, les affiches et les raisons sociales de toutes les régions du Québec devraient être bilingues. Cette majorité varie, selon les régions, de 71% à 85% chez les francophones, alors que, chez les anglophones, elle oscille entre 80% et 97%. D'où une plus forte tendance chez ces derniers à vouloir rendre les affiches et les raisons sociales bilingues dans chacune des régions.

Par ailleurs, une minorité importante de francophones voudraient voir les affiches et les raisons sociales surtout en français; cette minorité varie selon les régions: elle est la plus réduite à Hull (14%) pour atteindre son maximum à Québec (24%). L'ordre croissant est le suivant: Hull, 14%; Montréal, 15%; Cantons de l'est, 16%; Abitibi, 19%; Gaspé, 21%; Beauce/Bas-du-Fleuve, 22%; Québec,

24%. Une analyse plus poussée nous montre que cette minorité, désireuse de voir des affiches et raisons sociales unilingues françaises, se recrute principalement chez ceux qui ont 13 ans et plus de scolarité. Selon un ordre croissant, les pourcentages sont alors les suivants: Montréal, 18%; Hull, 23%; Cantons de l'Est, 30%; Abitibi, 34%; Beauce/Bas-du-Fleuve, 39%; Gaspé, 41%; Chicoutimi, 44% et Québec, 49%.

Dans l'ensemble cependant (87% des répondants), qu'on soit francophone ou anglophone, on exprime le désir d'avoir des affiches bilingues dans tous les lieux, secteurs d'activités ou types d'établissements ou de communications qui ont été mentionnés: établissements commerciaux, signalisation routière, services publics comme l'électricité et le téléphone, lieux d'attraction touristique, hôtels et restaurants, endroits récréatifs et sportifs. Le souhait est massif et sans ambiguïté. On compte même que le souhait pourra être transformé en réalité d'ici les cinq prochaines années. Par exemple, 69% des francophones croient que ce sera le cas pour les hôtels et les restaurants; ils sont 67% à le penser pour les lieux d'attraction touristique et la signalisation routière; 65% pour les endroits récréatifs et sportifs; et 61% pour les établissements commerciaux. Les autres francophones croient, pour la plupart, que leurs désirs se réaliseront dans 5 ou 10 ans. Les anglophones, de leur côté, expriment leurs désirs quelque peu différemment. Ils sont, contrairement aux francophones, quelque 8% à 12% à croire que leurs désirs sont déjà réalisés. Ils sont beaucoup moins nombreux que les francophones à penser que les choses se feront d'ici cinq ans, étant plus portés qu'eux à repousser la réalisation au-delà de dix ans.

Poussant plus loin notre investigation, nous avons demandé aux informateurs de juger des meilleurs moyens d'assurer la diffusion du français dans les activités de consommation. Nous leur avons proposé les moyens suivants:

- a) la bonne volonté des gens
- b) l'intervention de l'État
- c) l'amélioration du français à l'école
- d) le français comme langue de travail
- e) des affiches et des raisons sociales françaises
- f) des relations étroites avec les pays de la francophonie

- g) l'action des media d'information
- h) la collaboration de la grande entreprise

Tous ces moyens, les francophones les ont jugés soit excellents, soit très bons ou bons, alors qu'en général les anglophones se sont montrés plus réticents à l'endroit de certains d'entre eux et très réticents pour d'autres (Tableau II.1). Les deux groupes s'accordent cependant pour reconnaître à l'amélioration du français à l'école le rôle le plus important pour promouvoir l'usage du français au Québec. Pour le reste, les anglophones attribuent à la bonne volonté des gens le second rang, et, fait à signaler, le dernier rang au français comme langue de travail. Les francophones, eux, accordent à l'action des media d'information la seconde place comme moyen de promouvoir le français, alors que les relations étroites avec les pays de la francophonie occupent la dernière place. Dernier

**Tableau II. 1**

**Jugement des francophones et des anglophones sur l'importance qu'ils accordent à divers moyens pour promouvoir l'usage du français au Québec**

Moyens de promotion	Indice chez les	
	anglophones	francophones
a) la bonne volonté des gens	68	68
b) l'intervention de l'État	43	67
c) l'amélioration du français à l'école	69	72
d) le français comme langue de travail	38	67
e) des affiches et des raisons sociales françaises	45	64
f) des relations étroites avec les pays de la francophonie	40	55
g) l'action des media d'information	53	71
h) la collaboration de la grande entreprise	55	69

fait à retenir, l'intervention de l'État figure en très bonne place chez les francophones, mais n'occupe qu'un rang modeste chez les anglophones.

Revenant à la charge sur ce dernier moyen, important à nos yeux comme à ceux de nombreux pétitionnaires qui nous avaient suggéré de présenter des recommandations dans ce sens, nous avons posé la question suivante à nos informateurs: « *Croyez-vous que le Gouvernement du Québec doive intervenir pour favoriser l'usage du français au Québec dans les secteurs suivants?* » en donnant à la suite la liste des secteurs. Les réponses provenant des deux groupes linguistiques diffèrent du tout au tout. En effet, la grande majorité des francophones (de 73% à 81%) désirent l'intervention du Gouvernement du Québec alors qu'il n'y a que le tiers environ des anglophones (de 23% à 37%) à souhaiter une telle intervention.

Les francophones les plus instruits sont aussi les plus nombreux à favoriser l'intervention du Gouvernement, alors que c'est l'inverse chez les anglophones, tout particulièrement dans les domaines des affaires et des raisons sociales, des médias d'information et de la langue d'enseignement. C'est dans le groupe des anglophones les moins instruits qu'on trouve des opinions qui se rapprochent le plus de celles des francophones. Enfin, la majorité des francophones (69%) favorise l'intervention gouvernementale dans tous les secteurs mentionnés, alors que chez les anglophones, c'est l'inverse qui se produit (Tableau II.2).

Au terme de cette incursion sommaire du côté des comportements et des attitudes des consommateurs vis-à-vis la langue française dans les activités de consommation, et des opinions qu'ils professent sur les meilleurs moyens d'en assurer la diffusion, il semble qu'on puisse tirer une double conclusion: à savoir que les francophones manifestent clairement le désir d'être servis dans leur langue mais sans vouloir pour autant empêcher les anglophones, et sans doute dans certains cas les membres du tiers groupe, d'être servis dans la leur; et que, pour réaliser ce désir, ils pensent, à une forte majorité, qu'une action du Gouvernement s'impose. D'une part, cette attitude raisonnable nous paraît rejoindre spontanément un principe généralement admis, à savoir que le client a le droit d'être servi dans sa langue; d'autre part, les opinions exprimées touchant l'intervention du Gouvernement, nous paraissent rejoindre le principe que nous avons posé dans la première partie du volume, sur la

nécessité d'une action gouvernementale pour assurer au français prestige, plein épanouissement et diffusion dans tous les secteurs d'activité. Aussi, nous croyons-nous justifiés, dès le départ, de faire au Gouvernement une recommandation générale touchant les droits linguistiques du consommateur, recommandation qui servira de fondement à toutes celles que nous formulerons par la suite.

**Nous recommandons que, dans la loi sur le statut des langues, le Gouvernement établisse le droit du consommateur d'être servi en français sans pour autant empêcher qu'il le soit en anglais, s'il le désire.**

Le principe ci-dessus formulé devrait trouver une application dans tous les types de communications qui ont pour objet la consommation de biens ou de services, mais non sans recevoir des formulations variées selon les types de communication. Nous en donnons quelques exemples au fur et à mesure que nous exposerons certaines situations qui ont davantage retenu notre attention. Ces formulations auront pour objet, soit de préciser la règle générale que nous venons d'énoncer, soit d'en faciliter l'application.

**Tableau II. 2**

**Distribution procentuelle des francophones et des anglophones selon un indice de désir de voir intervenir le Gouvernement du Québec pour favoriser l'usage du français dans divers secteurs(\*)**

	Francophones	Anglophones
	%	%
Aucun secteur	12	51
1 - 2 secteurs	3	11
3 - 4 secteurs	5	14
5 - 6 secteurs	11	8
7 - 8 secteurs	69	17

\* Cet indice a été composé en faisant la somme des réponses affirmatives. Les 8 secteurs considérés sont l'affichage et les raisons sociales, les média, la langue de travail, les immigrants, l'enseignement, les services publics, les manuels et l'étiquetage.

## Chapitre deuxième

### Les pratiques linguistiques dans les entreprises de services du secteur privé

Étant donné l'ampleur des services fournis à la population par le secteur privé, qui rejoint chaque jour des millions de Québécois, il nous était impossible de faire une étude complète des pratiques linguistiques de l'ensemble des organismes de services dans ce secteurs clefs pour y effectuer des enquêtes plus poussées. Notre vue générale de la situation et de ne retenir ensuite que quelques secteurs clefs pour y effectuer des enquêtes plus poussées. Notre investigation a donc dépassé les limites d'un simple coup d'œil et nous a permis dans plusieurs sous-secteurs de faire une étude assez approfondie.

Pour étudier les pratiques linguistiques de l'entreprise privée dans ses communications avec les clients-individus, nous avons fait faire deux enquêtes. La première, conduite par le Centre de recherches sur l'opinion publique (CROP), a été effectuée dans le secteur commercial et financier (\*), tant auprès de la clientèle que d'informateurs clefs du milieu des affaires. Nous nous sommes volontairement limités à quatre types d'établissements, et à une région, celle de Montréal. Après une pré-enquête, notre choix s'est porté sur les établissements suivants: les banques, les grands magasins, les compagnies de prêt et les compagnies d'assurance. Les deux principaux critères qui nous ont guidés ont été l'importance et l'hétérogénéité linguistique de la clientèle impliquée quotidiennement dans ce genre de commerce. La deuxième enquête, conduite par la société Sorécom, ne s'adressait qu'aux clients et visait à déterminer les

---

\* CROP — *Pratiques et usages linguistiques de la clientèle québécoise en rapport avec des organismes de services.*

problèmes de communication qu'ils avaient pu avoir dans certains types d'établissements, comme les banques, les restaurants et les magasins (\*). A ces deux enquêtes principales s'en sont ajoutées d'autres de moindre envergure, que nous avons confiées à notre Service de la recherche, ou qui avaient été effectuées par l'Office de la langue française et dont celui-ci a mis gracieusement les résultats à notre disposition. Ces enquêtes ont porté sur les raisons sociales, la publicité par affichage, l'affichage dans la ville de Montréal, le visage linguistique des rayons de jouets, et l'étiquetage et la publicité dans les magasins de la ville de Québec. Des colloques ont également été tenus sur des sujets plus spécifiques. Enfin, l'inventaire des législations d'ordre linguistique, effectué par M<sup>e</sup> Claude-Armand Sheppard pour le compte de la Commission nous a été d'un grand secours pour les aspects d'ordre juridique des questions que nous avons à traiter.

Nous utiliserons ces différentes données dans les pages qui vont suivre. Après avoir traité brièvement de la législation et de la juridiction provinciales en matière de langue des affaires, nous examinerons les problèmes qui se posent, dans le secteur privé, au niveau des communications individuelles et des communications générales.

## **A. La législation québécoise en matière de langue des affaires**

La langue des affaires désigne essentiellement la langue des communications écrites ou verbales entre une entreprise et sa clientèle actuelle ou éventuelle. L'expression englobe également la langue des contrats, des conventions et des autres documents émis par l'entreprise. Nous allons dire un mot des communications écrites que représentent les raisons sociales, la publicité et les contrats.

De façon générale, la langue des raisons sociales au Québec n'est pas réglementée sauf que le législateur a prévu la possibilité d'utiliser les versions française et anglaise du même nom. Il arrive, de façon exceptionnelle, que l'adoption d'un nom français soit obligatoire, mais c'est sous réserve du droit d'utiliser une version correspondante dans une autre langue. La langue de la publicité

---

\* Sorécom. *Les « mass media », l'attachement à sa langue et les modèles linguistiques au Québec en 1971.*

n'est guère plus réglementée que la langue des raisons sociales. Cependant, depuis quelques années, on assiste à l'ébauche d'une politique de réglementation de la langue des étiquettes ou inscriptions sur les produits de consommation. Divers règlements exigent des inscriptions bilingues sur les étiquettes figurant sur les succédanés de produits laitiers, sur les produits agricoles et sur les aliments, mais la validité de ces dispositions est actuellement contestée devant les tribunaux. Un grand nombre de produits, tels les produits hygiéniques, les produits de beauté, les médicaments, les jouets, et tous les appareils ménagers échappent cependant à ces réglementations.

Quant à la langue des contrats, la plus grande liberté linguistique la caractérisait jusqu'à ces derniers temps. Il existe bien un article du *Code civil* qui exige que les billets et autres documents émis par les transporteurs publics ou les compagnies de télécommunication et d'énergie électrique soient bilingues, mais c'est avec la *Loi de la protection du consommateur*, adoptée en 1971, que le législateur a véritablement commencé à intervenir dans le domaine des contrats. Il est prévu dans une disposition que tout contrat visé par la loi doit obligatoirement avoir une version française, mais rien n'empêche, qu'à la demande du consommateur, il soit rédigé en anglais, ou encore, qu'il soit présenté en deux versions. En juin 1972, le Gouvernement a déposé un projet de loi concernant les activités immobilières, qui comporte des dispositions analogues relativement aux prospectus et aux contrats immobiliers. L'on assiste donc sans doute aucun à l'ébauche d'une politique linguistique dans ce domaine.

## **B. La juridiction québécoise en matière de langue des affaires**

La constitution du pays ne traite pas de la langue des affaires. L'on peut donc affirmer que la juridiction sur les incidences linguistiques de ces activités dépendra du pouvoir de réglementation des activités elles-mêmes. Selon qu'un champ est sous la juridiction fédérale ou sous la juridiction provinciale, le Parlement ou l'Assemblée nationale pourra prescrire la langue de communication avec le public.

D'importants secteurs du monde des affaires tombent sous la juridiction fédérale. C'est le cas du commerce interprovincial et



international, des banques, de l'aéronautique, de la navigation, des transports interprovinciaux, des télécommunications, des marques de commerce et de quelques autres secteurs encore. Mais dans tous les domaines qui relèvent du pouvoir provincial — et ils sont très nombreux — le Gouvernement du Québec peut légiférer quant à la langue de communication avec le public. Il devra cependant tenir compte dans chaque cas des restrictions imposées par la juridiction fédérale.

### **C. Les communications individuelles**

Au cours d'une activité de consommation, il peut s'établir des communications individuelles et des communications générales. Les communications individuelles servent à établir des relations orales ou écrites entre une organisation distributrice de biens ou de services et un client déterminé ; elles peuvent prendre la forme de communications « *face à face* », de communications téléphoniques ou encore de communications écrites non standardisées. Les communications générales sont celles qui se déroulent de façon anonyme lorsqu'une organisation distributrice de biens ou de services s'adresse au public en général ou à un groupe de clients actuels ou éventuels. C'est à ce type de communications qu'on a affaire lorsqu'un établissement public et distribue un catalogue en vue de faire connaître ses produits ; lorsqu'il affiche sa raison sociale ; ou encore, lorsqu'il imprime des modes d'emploi ou des livrets d'instructions pour joindre à la marchandise qu'il offre au client.

#### ***1. La situation dans les communications individuelles***

Pour étudier les difficultés que les clients ont pu éprouver, individuellement, dans l'utilisation de leur langue au cours de certaines activités de consommation, nous ferons d'abord appel aux données recueillies dans l'enquête conduite par Sorécom (\*).

Un premier tableau (le tableau II.3), nous permet de constater que, dans leurs communications individuelles, les francophones sont moins nombreux que les anglophones à avoir éprouvé des difficultés à se faire servir dans leur langue. Seulement 13 % des franco-

---

\* *Op. cit.*

Tableau II. 3

Au cours des six derniers mois, vous est-il arrivé d'avoir de la difficulté à vous servir du français dans une situation ou une autre à l'intérieur du Québec, par exemple en faisant affaire avec une banque, dans un restaurant, etc....?

During the past six months, have you ever had any difficulty when using English in some situations, *within the Province of Québec*, for instance, when doing business with a bank, in a restaurant, etc....?

Années d'études Nombre de répondants	Francophones				Anglophones			
	0-9 (436)	10-12 (269)	13+ (159)	Total (864)	0-9 (62)	10-12 (110)	13+ (69)	Total (241)
	%	%	%	%	%	%	%	%
Oui	7	19	26	13	14	24	50	26
Non	93	81	74	87	77	76	50	71
Pas de réponse	-	-	-	-	8	-	-	3
Total	100	100	100	100	99	100	100	100

**Tableau II. 4**

Pourriez-vous me dire si vous avez eu de la difficulté à vous servir du français dans les situations suivantes durant les derniers mois?

During the past 6 months, could you tell us whether you have had any difficulty when using English in the following situations?

Oui, j'ai eu de la difficulté	Francophones				Anglophones			
	0-9* (33)	10-12 (55)	13+ (41)	Total (129)	0-9 (9)	10-12 (34)	13+ (23)	Total (66)
	%	%	%	%	%	%	%	%
1) en faisant affaire avec une banque	20	10	21	17	**	22	22	17
2) dans un restaurant ou un magasin	61	62	89	70	44	79	43	57
3) dans mon travail quotidien	35	49	52	46	-	14	2	6

\* Années d'études

\*\* Moins de 1%

phones contre 26% des anglophones ont déclaré avoir éprouvé de telles difficultés. Chez les anglophones comme chez les francophones, le pourcentage des insatisfaits augmente avec le niveau d'instruction. C'est avant tout contre les restaurants et les magasins que les informateurs ont manifesté leur mécontentement (70% des francophones et 57% des anglophones) ; les banques semblent offrir un meilleur service sur le plan des communications, puisque seulement 17% des informateurs de chacun des groupes ont déclaré avoir eu à élever des protestations contre le traitement qu'on leur faisait subir (Tableau II.4).

L'agglomération montréalaise figure d'emblée comme la région du Québec où les problèmes de communication entre les clients et les organisations de services se font les plus nombreux : 69% des informateurs francophones ont eu lieu de se plaindre et 79% des informateurs anglophones se sont trouvés dans le même cas. Il est clair que l'importance numérique des deux groupes linguistiques dans la région métropolitaine en fait un lieu tout désigné pour les conflits linguistiques.

Ces faits montrent qu'il y avait intérêt à enquêter dans la région de Montréal sur les pratiques linguistiques avec la clientèle dans des organisations de services, comme les banques, les grands magasins, les compagnies de prêt et les compagnies d'assurance. D'où l'enquête menée par le Centre de recherches sur l'opinion publique (CROP).

Cette enquête a fait ressortir les usages linguistiques suivants :

- dans les magasins à rayons multiples, il y a adaptation linguistique à la clientèle, mais sur une base institutionnelle et non individuelle ;
- dans les compagnies de prêts personnels, il y a prédominance du français comme langue de communication avec le client, doublée cependant d'une adaptation linguistique à la clientèle ; la publicité et les contrats sont rédigés dans les deux langues ;
- dans les banques, on accorde une grande attention à la langue du client, les communications se faisant en français ou en anglais selon que la clientèle se compose majoritairement de francophones ou d'anglophones ;
- le secteur des assurances se caractérise par une grande adap-

tation linguistique dans les rapports clients-services ; il s'y pratique une sorte de ségrégation, en ce sens que les agents francophones se réservent une clientèle francophone, les anglophones agissant de façon identique.

## 2. *Évolution de la situation*

Les francophones ont dû livrer de nombreuses batailles — dont certaines furent célèbres — pour obtenir le respect de leur langue comme consommateurs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. On se rappelle leurs revendications pour obtenir l'émission de monnaie, de timbres-poste et de chèques bilingues. Il a fallu la loi Lavergne pour obliger sept catégories de compagnies dont les services sont d'utilité publique, à mettre à la disposition de leur clientèle, au Québec, des titres et des documents imprimés dans les deux langues. On a fréquemment dénoncé dans les journaux français l'unilinguisme anglais dont la pratique était courante dans de nombreux établissements financiers et commerciaux, à Montréal tout particulièrement. Les choses ont changé assurément.

Nous avons tenu à mesurer la perception que les consommateurs québécois avaient de ce changement. Trois questions leur ont été posées à cet effet. La première se formulait ainsi : « *Comparativement à ce qui se passait il y a cinq ans au Québec, diriez-vous que maintenant, vous personnellement, êtes généralement moins contrarié(e), plus contrarié(e) ou aussi contrarié(e) du point de vue de l'utilisation du français ?* » Les deux autres questions étaient formulées de la même façon, mais en insistant non plus sur l'expérience des répondants mais sur celle des groupes canadiens-français et canadiens-anglais. Que leur témoignage porte sur leur expérience ou celle de leur groupe, les francophones sont plus nombreux à dire qu'ils sont moins contrariés actuellement qu'ils ne l'étaient il y a cinq ans du point de vue de l'utilisation du français au Québec. Ce témoignage est le fait de tous les groupes de francophones, quel que soit leur niveau d'instruction, et il est valable pour tous les secteurs d'activité investigués.

Chez les anglophones, la tendance est plutôt de reconnaître que le groupe subit de plus en plus de contrariétés dans ses communications de consommation. Ceux qui perçoivent une augmentation des difficultés à utiliser l'anglais sont plus nombreux que ceux qui

perçoivent une diminution de ces difficultés. Les francophones eux-mêmes ont une perception identique des difficultés croissantes des anglophones à utiliser leur langue au Québec, tandis que les anglophones partagent le sentiment des francophones sur l'évolution favorable de la situation à leur endroit.

### ***3. Analyse de la situation***

Notre première enquête nous a montré que seulement 13% des francophones interviewés ont éprouvé des difficultés à se faire servir dans leur langue. C'est un pourcentage qui, pris hors contexte, semble peu élevé en comparaison des 26% d'anglophones qui ont éprouvé les mêmes difficultés. En faisant appel à l'importance numérique des groupes, on se rend compte cependant que ce sont les francophones qui sont perdants puisqu'ils sont encore 13% à subir des contrariétés alors que les anglophones sont 74%, dans le Québec, à avoir affirmé qu'ils n'éprouvaient aucune difficulté à faire affaire en anglais. La situation apparaîtrait beaucoup plus normale si les francophones n'avaient qu'exceptionnellement à se servir d'une autre langue que la leur pour se procurer des biens ou des services.

Si nous passons à des activités spécifiques — comme celles qui consistent à faire affaire avec une banque, un restaurant ou un magasin — nous pouvons constater qu'au cours des six derniers mois, les francophones ont éprouvé dans certains cas beaucoup de difficulté à se faire servir dans leur langue. En faisant affaire avec une banque, c'est 17% de francophones qui ont subi des contrariétés, soit un pourcentage identique à celui des anglophones. Dans un restaurant ou un magasin, c'est 70% de francophones qui ont été frustrés de leur droit en regard de seulement 57% d'anglophones qui se sont trouvés dans la même situation. Ce qui donne à penser que dans le domaine de la consommation comme dans celui du travail, les anglophones, au moins dans certaines situations, sont plus favorisés que les francophones. Ceci montre bien l'existence d'un déséquilibre manifeste dans l'utilisation des langues par chacune des deux communautés linguistiques.

Si la situation d'ensemble n'est pas davantage critique pour le francophone, c'est, comme nous l'avons déjà signalé, à cause du double réseau d'institutions. Dans le domaine bancaire par exemple,

il s'exerce une certaine ségrégation naturelle entre les clientèles. Ainsi, il y a des banques qui, de réputation, sont francophones et d'autres, anglophones. Les francophones feront donc affaire plutôt avec les premières et les anglophones avec les secondes. Chacun est alors servi dans sa langue. Mais le client, tant francophone qu'anglophone, pourra éprouver des difficultés à obtenir des services dans sa langue s'il pénètre dans l'univers bancaire de l'autre. A ce moment, il n'obtiendra satisfaction dans ses communications d'affaires que si l'établissement est en mesure de pratiquer le bilinguisme. Ce même phénomène de la ségrégation, nous le retrouvons dans le domaine de l'assurance-vie, alors que l'enquête nous a appris que la majorité des agents francophones se contentaient d'une clientèle francophone et qu'à l'inverse, les clients francophones confiaient plutôt leurs problèmes d'assurance-vie à des agents francophones. Il en est de même pour les anglophones, tant clients qu'agents.

En somme, la situation faite aux francophones n'est pas totalement satisfaisante. Elle le serait encore moins si n'existait pas ce double système d'institutions et de services qui permettent à la majorité d'utiliser largement sa langue dans les activités de consommation. Il paraîtrait normal cependant que, partout au Québec, le francophone puisse bénéficier de tous les services qu'offre l'entreprise privée en n'ayant pas à utiliser d'autre langue que la sienne.

#### ***4. Des propositions de changement***

Comme consommateur et comme membre de la majorité au Québec, le client francophone devrait être servi dans sa langue. Il importe que le Gouvernement établisse clairement ce principe et qu'il l'énonce comme un objectif qui doit être réalisé à court terme.

**Nous recommandons au Gouvernement de proclamer le droit du client francophone, dans les activités de consommation se déroulant dans le secteur privé, d'être servi dans sa langue, partout au Québec, tant dans ses communications écrites que dans ses communications orales.**

En pratique, la politique devrait être la suivante: toutes les entreprises de services du secteur privé qui tirent profit de la con-

fiance que leur accorde le public québécois devraient offrir leurs services et leurs produits en français à la clientèle francophone et communiquer verbalement et par écrit en français avec les clients francophones. Pour atteindre cet objectif, il y a un premier moyen qu'il faudra employer si l'on veut être logique et réaliste. Il s'agit de rendre obligatoire la connaissance d'usage de la langue française pour tous ceux qui, au Québec, sont susceptibles, de par leurs fonctions, d'entrer en communication avec un client.

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec prenne les mesures qui s'imposent pour que tout employé du secteur privé qui, de par ses fonctions, est susceptible d'entrer en contact avec un client ait une connaissance d'usage de la langue française.**

Il faut cependant des délais. On ne peut s'attendre en effet à ce que tous les anglophones, actuellement en contact avec la clientèle, puisse du jour au lendemain maîtriser le français. Par ailleurs, il ne faut pas trop tarder à mettre en vigueur une mesure qui s'impose. Aussi croyons-nous raisonnable de proposer un délai de cinq ans à l'intérieur duquel les entreprises privées de services devraient prendre les moyens pour atteindre l'objectif énoncé dans la recommandation précédente.

**Nous recommandons qu'un délai maximum de cinq ans soit accordé aux entreprises privées de services pour généraliser l'emploi du français dans leurs communications directes, aussi bien écrites que verbales, avec le client francophone.**

La politique que nous proposons aura pour effet de généraliser l'emploi du français avec la clientèle francophone. Il pourra quand même se présenter des cas où le client ne pourra obtenir satisfaction. Il devrait pouvoir alors porter plainte auprès du Commissaire aux langues dont nous avons proposé la nomination dans la première partie de ce volume. Toutefois, il ne devrait pouvoir le faire qu'une fois écoulé le délai de cinq ans que nous venons de proposer. Il ne serait pas sage de procéder autrement. Le Gouvernement ne devrait d'ailleurs étendre la juridiction du Commissaire aux lan-



gues sur le secteur de la consommation qu'après avoir pris conseil de la Commission pour la diffusion de la langue française.

**Nous recommandons au Gouvernement de n'étendre la juridiction du Commissaire aux langues sur les droits linguistiques relatifs aux activités de consommation qu'une fois écoulé un délai de cinq ans après l'établissement de ces droits, et après avoir pris conseil de la Commission pour la diffusion de la langue française.**

## **D. Les communications générales**

Nous venons d'étudier les problèmes que posent les communications individuelles entre un client et une entreprise de services. Nous traiterons maintenant des communications qui ont lieu entre un établissement et un groupe de clients actuels ou éventuels. Nous porterons notre attention tout particulièrement sur les modes d'emploi qui accompagnent les produits, ainsi que sur l'étiquetage, les raisons sociales, l'affichage et les contrats de nature commerciale.

### ***1. Les modes d'emploi***

L'enquête effectuée par Sorécom nous a montré que les francophones sont privés très fréquemment de livrets d'instruction rédigés dans leur propre langue. En effet, 42% des francophones interrogés ont affirmé qu'au cours des douze derniers mois, il leur était arrivé d'acheter au Québec un article ou un produit dont le mode d'emploi était rédigé uniquement en anglais. Chez les anglophones, seulement 20% disent avoir subi un préjudice analogue, l'écrit étant rédigé uniquement en français. Près du tiers des francophones ont déclaré avoir été lésés dans leur droit cinq fois ou plus durant les douze derniers mois. Quoi qu'il en soit des explications qu'on puisse fournir, il est anormal que plus de 40% des cinq millions de consommateurs francophones ne puissent toujours obtenir avec les produits qu'ils achètent, des livrets d'instruction ou des modes d'emploi rédigés dans leur langue. C'est là chose absolument élémentaire. Et ce n'est pas à l'honneur des distributeurs de biens ou de services de ne pas l'avoir encore compris. À notre

sens, le Gouvernement du Québec doit agir sans tarder, car il s'agit là d'un des droits les plus évidents du consommateur francophone. Cette action ne doit pas avoir pour but d'empêcher l'utilisation de la langue anglaise. Bien au contraire, car le droit du consommateur anglophone doit être tout autant protégé. La règle, c'est que, quelle que soit la formule adoptée, il doit y avoir place pour le français dans les documents du type « *mode d'emploi* » qui accompagnent maintes marchandises ou encore, l'offre de différents services.

**Nous recommandons au Gouvernement de prendre des mesures pour que, d'ici cinq ans, dans tous les documents qui décrivent les biens ou les services offerts, tels les livrets d'instruction ou les modes d'emploi, l'usage du français soit obligatoire et qu'aucun texte rédigé dans une ou plusieurs autres langues n'occupe une place plus importante que le texte rédigé en français.**

La règle que nous venons d'énoncer ne devrait pas recevoir une application stricte dans tous les cas. Nous croyons que la politique de la généralisation de l'utilisation du français pour les documents du type « *mode d'emploi* » devrait valoir surtout pour la vente de la marchandise courante ou l'offre de services réguliers dans le cours ordinaire des affaires. Pour les cas d'espèce, il devrait être prévu des exceptions.

## ***2. L'étiquetage et l'emballage***

Le 15 mars 1967, le Gouvernement du Québec adoptait un règlement sur les aliments (décret ministériel 683) dont l'article 38 établissait, pour la première fois au Québec, la règle de l'usage obligatoire du français dans l'étiquetage des produits alimentaires distribués sur le territoire de la province. Le deuxième alinéa de cet article se lit en effet comme suit:

*« Dans toute inscription, l'usage du français est obligatoire et aucune inscription rédigée en une autre langue ne doit l'emporter sur celle rédigée en français. Cette règle ne s'applique pas à un document accompagnant la vente et rédigé dans la langue de l'acheteur. »*

Les entreprises de production et de distribution des aliments se sont soumises de bon gré à la nouvelle règle. C'est par milliers que les projets d'étiquettes bilingues ont été, avant leur impression finale, soumis pour approbation — par le service de la loyauté des ventes — au ministère de l'Agriculture du Québec à qui incombe la responsabilité de faire appliquer le règlement. Graduellement, les inscriptions unilingues anglaises sur les étiquettes des produits alimentaires ont fait place à des inscriptions bilingues où le français figure à côté de l'anglais. Cependant, il y a encore des inscriptions où l'on n'observe pas la règle comme le font voir les poursuites intentées à certains distributeurs par des consommateurs.

Dans les domaines autres que celui de l'alimentation, c'est la plus grande liberté qui règne. Une enquête photographique effectuée dans plusieurs magasins à l'occasion de la période de Noël nous a permis de voir de nombreux étalages où des jouets et des jeux éducatifs s'offraient au regard dans une présentation faite uniquement en langue anglaise par les différents producteurs (\*). Il en allait de même à peu de chose près, des livrets d'instructions qui accompagnaient ces diverses marchandises. Il y a eu certes amélioration au cours des toutes dernières années, en particulier pour les jeux éducatifs. Mais il est inconcevable qu'on laisse se perpétuer une telle manière d'agir, qui, à notre sens, cause le plus grand tort aux enfants sur le plan linguistique. Comment veut-on qu'un enfant apprenne et retienne le mot « *camion* » quand le jouet avec lequel il s'amuse lui est présenté sous le vocable de « *truck* »?

La langue de l'emballage et de l'étiquetage est au fond celle qu'utilisent le producteur et le vendeur dans l'offre qu'ils font de leur marchandise au client. La règle générale que nous avons établie, où est affirmée la primauté de la langue du client, doit jouer. C'est pourquoi il nous semble que la politique linguistique qui était justifiée pour les produits alimentaires, l'est également pour tous les produits de consommation courante offerts aux consommateurs québécois: produits hygiéniques, produits de beauté, médicaments, appareils ménagers, jouets, outils de travail, etc.

**Nous recommandons que, dans toute inscription faite sur un produit de consommation ou sur son emballage, l'usage du**

---

\* Cette enquête a été effectuée par les soins de l'Office de la langue française, qui a bien voulu nous en communiquer les résultats.

**français soit obligatoire et qu'aucune inscription rédigée dans une autre langue ne l'emporte sur l'inscription rédigée en français.**

Cependant, il peut y avoir des exceptions à cette règle générale. Le Gouvernement du Québec en a prévu par exemple pour son règlement sur les aliments: les produits vendus par la Société des alcools du Québec ne sont pas assujettis pour l'étiquetage à l'obligation de l'inscription en français. Pour les produits importés en effet, de telles exceptions sont probablement inévitables, si l'on tient compte de la juridiction du Gouvernement du Québec. Seul le gouvernement fédéral serait en mesure d'agir efficacement pour imposer une plus large utilisation du français sur les produits d'importation. Pour exiger des inscriptions dans les deux langues sur les étiquettes de tels produits, le gouvernement fédéral pourrait arguer auprès des producteurs et des importateurs, qu'il leur offre un marché de quelque 22 millions de consommateurs. Ayant juridiction dans le domaine de l'importation et pouvant exercer certaines pressions par le biais des droits de douane, le gouvernement central est en réalité le seul qui puisse imposer l'usage du français sur les produits de consommation importés et vendus au Québec. Il nous semble que la politique du bilinguisme qu'il pratique l'invite à agir dans ce sens.

Il nous paraît que le système actuel de poursuites automatiques pratiqué dans le cas des infractions au règlement sur l'étiquetage des produits alimentaires, devrait être abandonné. La variété des produits vendus dans les grandes entreprises et les nécessités du commerce rendent impossible une application rigide de ce règlement: s'il y a lieu d'entreprendre des poursuites, c'est le Gouvernement lui-même qui devrait en prendre l'initiative. Il serait d'ailleurs souhaitable que toute poursuite soit obligatoirement précédée d'une mise en demeure de la part de l'autorité gouvernementale; si cette mise en demeure n'est suivie d'aucun effet, il y aurait alors lieu de prendre action contre le contrevenant.

### ***3. Les raisons sociales***

La langue des raisons sociales peut contribuer pour beaucoup à la création d'une ambiance favorable ou défavorable à l'épanouissement et à la diffusion de la langue française au Québec. Or, à

la fin de 1969, au Québec, on se trouvait dans la situation où, sur 116,833 organismes, seulement 2,752 (associations, coopératives et caisses d'épargnes) étaient légalement obligés d'avoir au moins une version française de leur nom, sans toutefois être tenus de l'utiliser.

L'étude des lois qui donnent naissance aux organismes privés fournit la clef de cette situation. D'une part, il y a une grande disparité dans les dispositions législatives qui régissent le choix de la langue d'un nom : selon la nature de l'organisme à créer, certaines lois prévoient que le nom devra en être anglais et français, ou aura obligatoirement une version française; d'autres lois ne contiennent aucune disposition sur cette question. D'autre part, les règlements sont très discrets sur la formulation des noms et sur leur qualité, c'est-à-dire sur leur conformité avec l'esprit de la langue utilisée. Il paraît donc impérieux d'établir une politique linguistique unique pour le choix du nom d'un organisme privé.

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec n'ait qu'une seule politique en ce qui concerne le choix des noms de tous les organismes privés créés sous l'empire de ses propres lois.**

Quelle devrait être cette politique linguistique ? Il nous semble que pour créer cette nécessaire ambiance française par le truchement des raisons sociales, on devrait, dans la désignation des organismes privés, accorder à la langue française toute la place qui lui revient au Québec, sans pour autant exclure les autres langues. Pour établir cette place, on pourrait se fonder sur les dispositions législatives déjà existantes qui sont les plus favorables au français. Dans cette perspective, les dispositions de la *Loi des associations coopératives* et de la *Loi des Caisses d'épargne et de crédit* pourraient servir de modèle. Voici comment elles sont formulées : « *Une association ne peut être constituée que sous un nom français ou sous un nom comportant une version française.* » (\*) « *Une Caisse ne peut être constituée que sous un nom français ou un nom comportant une version française.* » (\*\*)

---

\* *Loi des associations coopératives.*

\*\* *Loi des Caisses d'épargne et de crédit.*

**Nous recommandons au Gouvernement de prendre des mesures pour que tout organisme privé constitué en vertu des lois du Québec ait un nom français, sans exclure pour autant des versions de ce nom dans d'autres langues.**

**Nous recommandons au Gouvernement de prendre des mesures pour que tout organisme privé utilise, au Québec, soit son nom français, soit à la fois son nom et la version française de ce nom.**

En ce qui concerne les organismes déjà créés, qui ne possèdent qu'un nom anglais, il sera difficile de procéder autrement que par étapes. Un changement de nom peut entraîner directement ou indirectement des dépenses considérables: qu'on pense à la publicité, aux enseignes, au papier officiel, etc. Mais il n'en reste pas moins, semble-t-il, qu'il serait souhaitable que, dans des délais relativement brefs, les organismes désignés uniquement en anglais, donnent à leur nom une version française. Tous les frais occasionnés par cette opération devraient être assumés par l'État, de façon que rien dans la nouvelle disposition n'apparaisse comme un préjudice prenant source dans une forme de rétroactivité.

**Nous recommandons que tout organisme déjà créé en vertu des lois du Québec, qui n'a pas de nom français ou dont le nom anglais n'a pas de version française, puisse se donner sans frais, dans le délai d'un an après la passation de la loi, un nom français ou une version française de son nom.**

S'agissant des délais nécessaires pour que les organismes privés soient en mesure d'utiliser leur nom français ou la version française de leur nom anglais, il nous paraît, étant donné les coûts dont nous avons fait état, que les délais devraient être suffisamment longs pour que le fait de se conformer à la nouvelle réglementation soit compatible avec les moyens financiers des divers organismes. Il nous semble même que, pour faciliter l'opération, la participation financière du Gouvernement ne devrait pas être exclue.

**Nous recommandons au Gouvernement de prendre des mesures pour que tout organisme déjà créé en vertu des lois**

**du Québec soit tenu, dans un délai de cinq ans, d'utiliser au Québec son nouveau nom français ou la version française de son nom ou à la fois son nom anglais et sa version française.**

Nous ne pouvons terminer cet exposé sur les raisons sociales sans dire un mot de la *Loi des déclarations des compagnies et sociétés*, qui apparaît inadaptée aux besoins de la politique que nous proposons: elle est administrée par le ministère de la Justice, alors que la surveillance de la plupart des organismes privés, coopératifs ou non, est du ressort du nouveau ministère des Institutions financières, des Compagnies et des Coopératives; elle oblige celui qui, par exemple, veut créer une société commerciale, à faire enregistrer le nom de celle-ci dans les 32 districts judiciaires du Québec s'il veut faire affaire dans toute la province; elle oblige le protonotaire à enregistrer la déclaration d'une société déjà créée et dont la raison sociale est déjà déterminée, ne lui laissant alors aucun contrôle sur le choix des raisons sociales et sur leur qualité linguistique; elle ne comporte aucune prescription quant à la langue dans laquelle une raison sociale doit être formulée; elle ne met pas à la disposition des protonotaires les services spécialisés qui leur permettraient d'exercer une action bénéfique sur la qualité linguistique ou autre des raisons sociales.

Pour pallier à certaines de ces déficiences et apporter les correctifs qui s'imposent, il faudrait que le ministère à qui est dévolue la surveillance des organismes privés, administre aussi la loi qui régit la déclaration des compagnies et des sociétés; il faudrait également, pour améliorer la qualité linguistique des raisons sociales, que celles-ci soient approuvées avant la naissance des sociétés et non après.

**Nous recommandons que le ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives soit chargé de l'administration de la *Loi des déclarations des compagnies et sociétés*.**

**Nous recommandons qu'aucun organisme et qu'aucune personne assujettis à la *Loi des déclarations des compagnies et sociétés* ne puissent se livrer à leur activité avant que n'ait été officiellement accepté la raison sociale ou le nom qui a été choisi.**

#### **4. L'affichage**

Nous donnons à ce terme le sens le plus large. Il englobe donc tout ce qui est porté par un organisme privé à la connaissance du public, tant pour des raisons publicitaires que pour des raisons de sécurité, ou encore pour toute autre fin, et ce, aussi bien à l'intérieur des édifices qu'en plein air. Se trouvent visés les panneaux publicitaires le long des rues et des routes, les écriteaux publicitaires dans les véhicules publics et les vitrines des magasins, les affiches de tout type ayant pour objet de renseigner le public sur différents sujets comme la sécurité, le fonctionnement de certains appareils, l'identité des personnes ou des objets, etc., etc.

Tant pour des raisons touchant le respect des personnes que leur sécurité, leur bien-être et leur droit à l'information dans leur langue, il devrait être fait une règle stricte qu'on ne puisse au Québec produire une affiche à l'intention d'un public aussi bien que du public en général, sans que l'inscription qui y figure soit en français, même si elle l'est par ailleurs dans une autre langue.

**Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre des mesures pour que, dans des délais raisonnables, sur toute affiche produite à l'intention d'un public ou du public par un organisme du secteur privé, l'usage du français soit obligatoire et qu'aucune inscription rédigée dans une autre langue ne l'emporte sur l'inscription rédigée en français.**

Il serait déraisonnable d'exiger que du jour au lendemain, toutes les affiches en place contiennent des inscriptions en français. Il faudra procéder par étapes de façon à rendre le changement acceptable sur le plan financier. Cependant, pour les nouvelles affiches, la règle devrait s'appliquer aussitôt après qu'elle aura été mise en vigueur; dans le cas des affiches qui sont déjà en place, et pour lesquelles il serait nécessaire d'introduire une version française de l'inscription, un délai de cinq à dix ans paraît s'imposer; une aide financière de l'État pourrait s'avérer utile pour accélérer le changement.

Concernant le tourisme, c'est une erreur encore répandue chez beaucoup de Québécois, de croire que l'affichage en français peut



nuire à l'industrie touristique au Québec. C'est le contraire qui est vrai, et qui devrait servir de fondement à une politique linguistique qui aurait pour objet d'affirmer le visage français du Québec, pour la satisfaction des Québécois et pour le plaisir des touristes, sans compter la propagande de bon aloi auprès des étrangers que représente l'affirmation du caractère français du Québec. S'il est des endroits où l'on devrait agir de façon prioritaire, c'est dans les sites touristiques, fréquentés chaque année par des milliers de personnes.

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec voie, par une réglementation appropriée, à garantir le visage prioritairement français des nouveaux et anciens sites touristiques du Québec.**

Le Gouvernement pourrait encore aller plus loin dans ses efforts pour restaurer le visage français du Québec en s'employant à franciser certains toponymes usités sur le territoire du Québec. Il pourrait inviter les municipalités à en faire autant dans les limites de leur juridiction. La francisation devrait porter non seulement sur les noms de lieux, mais aussi sur les noms servant à désigner les routes et les rues.

**Nous recommandons au Gouvernement du Québec de revoir en son entier la toponymie de son territoire et, en collaboration avec les municipalités, de s'employer à la franciser dans les cas où ce serait justifié.**

## ***5. Les contrats de nature commerciale***

Seuls les contrats de nature commerciale font ici l'objet de notre examen. Nous ne nous occuperons pas des rapports de droit civil, noués entre personnes juridiquement égales, qui en principe, contractent librement l'une avec l'autre. Ces particuliers doivent demeurer libres d'utiliser la langue ou les langues de leur choix. Sur le plan linguistique, ce qui présente de l'intérêt pour le consommateur québécois, ce sont les contrats écrits, surtout les contrats standardisés qui interviennent à l'occasion d'une convention met-

tant en relation un client et un démarcheur ou un représentant. Nos remarques porteront sur ce type de contrats.

Nous avons déjà dit qu'au Québec, la plus grande liberté linguistique caractérisait la langue des contrats. Un seul article du *Code civil* exige le bilinguisme sur les billets et documents émis par les transporteurs publics ou les compagnies de télé-communication et d'énergie électrique. La *Loi de la protection du consommateur* adoptée en 1971 prévoit que tout contrat visé par la loi doit être mis par écrit en français, le consommateur pouvant exiger que le contrat soit rédigé en anglais. Or, cette loi ne concerne que l'établissement de contrats assortis d'un crédit et de contrats conclus par un vendeur itinérant.

Si le projet de loi concernant les activités immobilières est adopté, des dispositions analogues régiront les prospectus et les contrats immobiliers.

Il nous semble qu'on doit élargir la législation existante ou prévue pour en étendre les dispositions à tout contrat de nature commerciale. Cela paraît s'imposer pour la protection du consommateur tant francophone qu'anglophone.

**Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre des mesures pour que, dans des délais raisonnables, tout contrat écrit passé entre un consommateur francophone et un commerçant de biens ou de services soit rédigé en français, à moins que le consommateur n'exige qu'il soit rédigé en anglais uniquement.**

**Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre des mesures pour que, dans des délais raisonnables, toute pièce délivrée à un client francophone pour témoigner de l'achat d'un bien ou d'un service soit rédigée en français, à moins que le client n'exige qu'elle soit rédigée en anglais uniquement.**

## Conclusion

L'entreprise privée a beaucoup fait, au cours des dernières années, pour mieux servir sa clientèle francophone, ce qui a contribué à augmenter le niveau d'emploi du français dans les activités de consommation. Une nouvelle pratique s'est fait jour, qui se répand de plus en plus: servir le client dans la langue de son choix, donc, soit en français, soit en anglais.

Nous avons dit que le problème de l'utilisation du français dans les activités de consommation n'est pas ressenti comme aussi aigu que dans les activités de travail. C'est que le consommateur jouit d'une plus grande liberté que le travailleur pour satisfaire ses exigences linguistiques. Cependant, les mémoires qu'on nous a soumis, les audiences que nous avons tenues, les enquêtes que nous avons poursuivies, les témoignages encore assez fréquents de consommateurs rapportés par les médias d'information, font voir qu'il y a encore du chemin à parcourir pour se trouver dans cette situation idéale, qui permettrait à tout francophone, au Québec, d'être servi partout et toujours dans sa langue. Cela suppose en effet que le client francophone reçoit un accueil en français, que le dialogue avec le vendeur se déroule en français, que le produit qu'il achète porte une étiquette ou se trouve dans un emballage où figure une inscription en français, que le mode d'emploi, la garantie et la facture sont rédigés en français. Cela signifie également que l'entreprise est identifiée par une raison sociale française, qu'elle annonce ses produits en français, que l'affichage intérieur et extérieur porte des inscriptions rédigées en français. Bref, service complet en français, et ambiance française. C'est un idéal difficile à atteindre, mais vers lequel il faut tendre sans relâche.

Certains services commerciaux ou autres ont réussi dans une très large mesure à franciser leurs communications avec la clientèle francophone. C'est une question de bonne volonté. Mais pour accélérer le processus, nous croyons que le Gouvernement se doit d'intervenir. Son action est le plus sûr garant qu'on puisse avoir pour parvenir, dans des délais raisonnables, à cette situation « *idéale* » que nous avons décrite ci-dessus.

## **Chapitre troisième**

### **Les pratiques linguistiques dans les organisations de services des secteurs public et para-public**

Dans le secteur public et para-public, notre investigation a porté sur les pratiques linguistiques de différents gouvernements, soit les gouvernements fédéral et provincial, municipaux et scolaires et sur celles de deux sous-secteurs très particuliers de l'administration provinciale auxquels on nous avait recommandé d'accorder une attention particulière sur le plan linguistique, soit les services hospitaliers et les services de bien-être social qui sont de juridiction québécoise. Tous ont quelque chose en commun: ils offrent uniquement des services et non des biens, et les services qu'ils dispensent sont essentiels, en même temps qu'exclusifs, en ce sens qu'étant offerts à tous les Québécois indistinctement, personne ne peut se les procurer ailleurs. Si les francophones ont le droit d'être servis en français, il va de soi que dans ces activités de consommation où la concurrence ne peut jouer, tous les autres Québécois ont un droit égal de recevoir ces services essentiels en subissant le moins de contraintes possible sur le plan linguistique.

#### **A. Les secteurs municipal, scolaire et hospitalier**

Nous traiterons en premier lieu des pratiques linguistiques au sein des deux types d'administration qui ont des pouvoirs délégués: les gouvernements municipaux et scolaires. Nous examinerons ensuite le secteur hospitalier.

## ***1. Le secteur municipal***

### **a) La réglementation (\*)**

Dans le domaine municipal, les dispositions sont peu nombreuses, qui, de près ou de loin, touchent à l'utilisation des langues. Par ailleurs, il existe un manque caractéristique d'uniformité dans les pratiques linguistiques imposées par la loi. Pour bien comprendre la situation, il importe de distinguer entre la *Loi des cités et villes*, le *Code municipal* et les lois particulières qui concernent les communautés urbaines et certaines grandes villes.

#### ***1) La Loi des cités et villes***

Les seules dispositions de cette loi touchant l'usage des langues, se trouvent aux articles 362 et 372. Le premier dispose que les avis publics doivent être rédigés en français et en anglais et le deuxième stipule que la publication de cet avis se fait par affichage au bureau de la municipalité et par insertion dans un journal français ou anglais circulant dans la municipalité. Cette obligation de publier dans un journal de l'une ou l'autre langue est également reprise à l'article 129 pour l'avis d'élection aux corporations et à l'article 196 pour l'avis de scrutin.

En somme, l'exigence de bilinguisme porte sur l'avis public mais non pas sur le document qui établit la matière de cet avis. Il est ainsi tout à fait légal de n'adopter un règlement qu'en français même si l'avis nécessaire pour son entrée en vigueur doit être dans les deux langues. Trois corporations municipales ont cependant fait insérer dans leurs chartes des amendements leur permettant d'échapper à l'exigence des avis bilingues. Il s'agit de Roberval, Joliette et Victoriaville.

#### ***2) Le Code municipal***

Les dispositions du *Code municipal* aux articles 127 à 131a sont plus complètes. Elles permettent l'usage du français et de l'anglais

---

\* Nous utiliserons principalement dans cette section une étude sur la réglementation municipale en matière linguistique au Québec préparée pour la Commission par M<sup>e</sup> André Dufour, professeur titulaire de droit public à la faculté de droit de l'Université Laval.

dans les séances du conseil, et stipulent que tous les documents doivent être rédigés dans l'une ou l'autre langue; elles établissent également que les « *avis, résolutions, règlements ou ordonnances* » de la municipalité doivent être publiés en français et en anglais sauf exception par décret du ministre des Affaires municipales.

S'agissant de cette exemption, le dernier relevé du ministère des Affaires municipales permet de constater que sur les 1401 municipalités de la province, 854 l'ont obtenue, dont 778 pour faire usage du français seulement et 76 pour ne faire usage que de l'anglais. C'est donc dire que 61% des municipalités pratiquent une forme d'unilinguisme officiel. Quant à savoir si les 547 autres municipalités ont des pratiques linguistiques compatibles avec ces dispositions de la loi qui imposent le bilinguisme, il nous est impossible de le déterminer puisqu'il n'existe aucune surveillance gouvernementale de l'application de la loi.

### ***3) Les lois des communautés urbaines***

Les lois qui ont créé les communautés urbaines n'astreignent pas celles-ci à promulguer leurs règlements dans les deux langues. Tout au plus, à l'instar des dispositions de la *Loi des cités et villes*, faut-il qu'un avis mentionnant l'objet du règlement, la date de son adoption, l'endroit où il peut en être pris communication, et la date des approbations réglementaires, soit publié dans un quotidien de langue française et dans un quotidien de langue anglaise diffusés sur le territoire de la communauté.

Il est également fait obligation aux communautés urbaines, avant qu'elles n'adoptent, modifient ou abrogent un règlement relatif à leur schéma d'aménagement, de faire paraître dans un quotidien de langue française et un autre de langue anglaise publiés sur leur territoire, un avis indiquant la nature de la mesure qu'elles se proposent d'adopter et invitant les intéressés à faire leurs représentations dans un délai fixé.

### ***4) La charte de la cité de Montréal***

La charte de la ville de Montréal contient une disposition d'ordre linguistique, qui s'énonce comme suit: « *Les procès-verbaux des votes et délibérations du conseil sont dressés et transcrits ou dacty-*

*lographiés en français et en anglais dans un livre tenu à cette fin par le greffier de la cité.* » La charte ne comporte aucune disposition touchant la langue de publication des règlements, sauf pour exiger que les règlements d'annexion soient imprimés une fois par semaine pendant un mois dans deux quotidiens de langue anglaise et deux de langue française, publiés à Montréal.

## **b) Les pratiques linguistiques**

### ***1) D'après des renseignements officiels et des informateurs clés de la fonction publique***

Puisqu'en fait aucune exigence précise ne détermine la langue d'usage lors des délibérations du conseil, ou dans l'adoption des règlements, ou encore, quant à l'objet des avis publics, on peut se demander si les municipalités régies par la *Loi des cités et villes* ont réglementé l'usage des langues par des dispositions qui leur sont particulières.

Cette hypothèse, nous avons essayé de la vérifier auprès du greffe des règlements du ministère des Affaires municipales. Nous avons consulté les dossiers d'un certain nombre de villes et de cités (\*) et n'avons découvert aucun règlement pertinent contenant des dispositions sur l'utilisation des langues ou sur les qualifications linguistiques du personnel.

Il n'existe donc, semble-t-il, que des pratiques et des usages particuliers, qui, d'après les renseignements que nous avons obtenus de fonctionnaires d'expérience, paraissent se conformer aux usages linguistiques de la majorité des personnes qui habitent sur le territoire municipal. C'est pourquoi les résolutions et règlements sont formulés et adoptés soit en français, soit en anglais. La pratique du bilinguisme, comme cela se trouve à Montréal, serait donc très rare; en général, on n'utilise qu'une seule langue et des traductions ne sont faites que sur demande.

Quant aux municipalités régies par le *Code municipal*, nous avons vu qu'il nous était impossible de déterminer leurs pratiques linguistiques, puisque nous ne pouvions obtenir les renseignements utiles.

---

\* Arvida, Gatineau, Granby, La Tuque, Longueuil, Québec, Sainte-Foy, Saint-Jean, Saint-Lambert, Sainte-Thérèse, Sept-Îles, Sorel, Shawinigan, Thetford-Mines, Trois-Rivières, Val-d'Or, Valleyfield.

## **2) Selon les renseignements fournis par les administrateurs municipaux**

L'existence de deux groupes linguistiques importants au Québec est susceptible de poser des problèmes administratifs aux municipalités qui regroupent sur leur territoire des membres de chacun de ces groupes. On peut supposer en effet que ces municipalités s'efforcent de servir leurs administrés dans leur langue. Mais qu'en est-il au juste? Pour répondre à cette question, tout particulièrement pour vérifier le sort fait aux minorités linguistiques sur le plan de l'usage des langues, nous avons confié une enquête à la société CROP (\*).

Pour les fins de l'enquête, nous avons choisi des municipalités à majorité francophone, des municipalités linguistiquement hétérogènes et des municipalités à majorité anglophone. Ont été considérées comme francophones, les municipalités dont plus de 70% de la population était de langue française (soit 42 des municipalités de l'échantillon); ont été classées comme hétérogènes, les municipalités où aucun des groupes linguistiques (français ou anglais) ne formait 70% de la population (soit 9 des municipalités de l'échantillon); ont été considérées comme anglophones, les municipalités dont plus de 70% de la population était de langue anglaise (soit 6 municipalités de l'échantillon). L'enquête visait à déterminer la politique linguistique des municipalités vis-à-vis leur personnel, leurs pratiques et usages quant à la langue utilisée pour rédiger les documents municipaux et quant à leurs communications avec les administrés.

De l'enquête, nous avons tiré les constatations suivantes touchant la politique linguistique des municipalités à l'égard de leur personnel:

— La plupart des municipalités francophones (83%) n'ont pas de politique officielle pour l'embauche du personnel. Deux municipalités ont pour politique de n'exiger que le français, alors que cinq autres demandent à leurs employés une certaine connaissance des deux langues pour les postes qui exigent un contact avec le public. Pour les postes n'exigeant pas de contact avec le public, la

---

\* CROP — *Pratiques et usages linguistiques de la clientèle québécoise en rapport avec des organismes de services*, pp. 128-173.



plupart des villes, que ce soit officiellement ou non, ne demandent à leurs employés que la connaissance du français; un petit nombre d'entre elles (15%), cependant, exigent la connaissance des deux langues.

— Parmi les municipalités linguistiquement hétérogènes, 44% exigent de leurs employés la connaissance des deux langues; les autres n'ont pas de politique définie sur cette question. En ce qui a trait aux employés qui n'entrent pas en contact avec le public, ils doivent dans 44% des cas, être bilingues; dans les autres cas, ils peuvent ne posséder que le français (34%), ou encore, le français ou l'anglais (22%).

— La majorité (67%) des municipalités anglophones n'ont pas de politique officielle d'embauche; deux d'entre elles cependant exigent que les employés soient bilingues. Les autres municipalités embauchent généralement des personnes bilingues, une seule (Côte-St-Luc, où 5% de la population est française) ayant pour politique de ne recruter que du personnel unilingue anglais.

En ce qui concerne les pratiques linguistiques touchant la rédaction des documents municipaux, la situation est la suivante:

— Les municipalités francophones utilisent soit le français, soit les deux langues dans la grande majorité de leurs communications;

— les municipalités hétérogènes utilisent les deux langues dans la grande majorité de leurs communications;

— les municipalités anglophones utilisent dans leur très grande majorité (94%) les deux langues, soit pour la rédaction des documents, soit dans les services offerts à la population. Il y a même une de ces municipalités qui utilise seulement le français pour ses documents officiels.

Quant aux communications verbales et écrites avec les administrés ou le public, la situation est la suivante:

— Dans les municipalités francophones, près de 95% des communications verbales avec le public ont lieu en français. Il en est de même pour les communications écrites standardisées. Les communications écrites non standardisées, elles, se font en français dans environ 60% des cas et, pour le reste, dans les deux langues.

— dans les municipalités hétérogènes, environ 60% des communications verbales se déroulent en français, proportion légèrement supérieure au pourcentage de francophones dans la population. On observe le même pourcentage pour les communications écrites non standardisées. Quant aux formulaires, circulaires et affiches, la présentation en est bilingue dans une proportion de 80%, le français et l'anglais se partageant le reste dans des proportions de 15% et de 5%;

— dans les municipalités anglophones, environ 30% des communications verbales et des communications écrites non standardisées se font en français, ce qui correspond à peu près au pourcentage de la population francophone. Pour les communications standardisées, les deux langues sont utilisées dans une proportion de 70%, le français seul dans une proportion de 15%, et l'anglais seul dans une proportion identique; les affiches sont bilingues dans 90% des cas.

### **c) Analyse de la situation**

Les communications avec la clientèle sont généralement sujettes à l'adaptation linguistique. Les minorités, de langue française ou de langue anglaise, peuvent généralement obtenir de leur administration municipale des services qui leur sont fournis dans leur langue. Mais il semble bien que ce soit surtout possible grâce au bilinguisme que pratiquent les employés francophones.

Dans les municipalités francophones en effet, où la quasi-totalité de la population est de langue maternelle française, on se fait un devoir d'engager des employés bilingues afin de donner satisfaction à une partie infime de la population qui est de langue anglaise. Ces employés bilingues sont évidemment francophones.

Les municipalités hétérogènes, elles, sont des municipalités à majorité anciennement francophone, qui ont vu une forte proportion d'anglophones s'installer dans leur territoire par suite de l'extension de la ville Montréal. Elles se sont adaptées à cette nouvelle clientèle mais tout en conservant bon nombre de francophones dans leur administration. Aussi, les employés qui habituellement doivent être bilingues, sont-ils le plus souvent de langue maternelle française.

Les municipalités anglophones, avons-nous vu, offrent habituelle-

ment leurs services dans les deux langues. Mais les employés qui doivent être bilingues sont majoritairement de langue française, tout probablement parce qu'il est plus facile de recruter du personnel bilingue chez les francophones que chez les anglophones.

## **2. Le secteur scolaire**

Nous savons qu'il existe au Québec un double système scolaire: l'un au service des francophones, l'autre au service des anglophones. Le système de langue française dessert une population plutôt homogène, alors que le système de langue anglaise, surtout à Montréal, s'adresse à une clientèle linguistiquement hétérogène, où l'on trouve un certain nombre de francophones. Nous avons jugé utile de vérifier les pratiques linguistiques des administrateurs des commissions scolaires et des écoles, lorsqu'il y a contact entre francophones et anglophones. Nous avons fait une enquête auprès des services d'éducation des adultes de la Commission des Écoles catholiques de Montréal, du *Protestant School Board of Greater Montreal* et du Bureau régional de Montréal du ministère de l'Éducation. Nos enquêteurs ont également tenté de connaître les pratiques linguistiques à la Commission scolaire de Saint-Léonard, à l'école Le Royer, ainsi que dans trois écoles fréquentées pour la moitié, ou à peu près, par des élèves francophones et par des élèves anglophones.

Les données recueillies font voir que pour l'embauche du personnel, à la C.E.C.M., on exige le bilinguisme pour ceux qui ont affaire au public en général, tandis qu'au P.S.B.G.M., le bilinguisme ne constitue qu'un avantage pour l'obtention d'un poste et qu'au Bureau régional, on n'exige pas le bilinguisme, sauf pour de rares fonctions; quant aux rapports linguistiques du type oral, entre les administrations et la clientèle, ils se déroulent comme suit: en français à 95% à la C.E.C.M., à 20% au P.S.B.G.M. et à 80% au Bureau régional, au dire des administrateurs. Cependant, si l'on interroge les clients, on découvre que les anglophones communiquent en anglais avec le personnel de la C.E.C.M., tandis que les francophones communiquent en anglais avec le personnel du P.S.B.G.M. On ne peut dire toutefois si c'est par suite d'une impossibilité de communiquer en français. Il semble bien que les exigences et la pratique du bilinguisme sont moins fortes au P.S.B.G.M. qu'à la C.E.C.M.

Les pratiques linguistiques de la Commission scolaire de Saint-Léonard, de la régionale Le Royer et des écoles à clientèle linguistiquement hétérogène sont assez variées. Les administrateurs utiliseraient, à Saint-Léonard, le français; à l'école Le Royer, le français également « *en dehors des cours* »; à l'école Alphonse Pesant, le français d'abord, tout en réservant la possibilité de répondre en anglais; à l'école Vanier, le français ou l'anglais selon la demande de la personne requérant le service. Dans aucune de ces écoles, il n'existe de service de traduction. Pour répondre à la clientèle, dans les communications verbales, on utiliserait dans les commissions scolaires et dans les écoles mentionnées, le français et l'anglais, faisant voir ainsi qu'il y a adaptation linguistique; il en serait de même dans les communications écrites.

Il semble donc qu'il y ait adaptation linguistique, mais les données recueillies ne sont cependant pas suffisantes pour nous permettre de tirer des conclusions probantes sur les difficultés que peuvent rencontrer les citoyens dans leurs contacts linguistiques avec les administrations scolaires. Nous nous en tiendrons donc, dans ce domaine, aux constatations générales que peut nous amener à faire l'examen sommaire des structures linguistiques des administrations scolaires et des institutions d'enseignement.

Nous avons déjà souligné la grande caractéristique du secteur de l'enseignement au Québec: l'existence de deux réseaux parallèles d'institutions: l'un francophone et l'autre anglophone, dont les fondements constitutionnels sont cependant uniquement d'ordre confessionnel. Malgré ce double réseau d'établissements scolaires, une clientèle francophone de plus en plus importante pénètre dans le système anglophone. Nombreux sont les élèves francophones qui vont à l'école anglaise; nombreux sont les étudiants francophones qui poursuivent leurs études dans les universités anglophones; nombreux aussi sont les adultes francophones qui suivent des cours, en particulier des cours de langue anglaise, dans des institutions anglophones. Toute cette clientèle, nous semble-t-il, a le droit d'être servie en français dans les communications qui la mettent en contact avec les services et les administrations scolaires.

On peut concevoir au Québec l'existence d'un double réseau d'établissements scolaires, mais sur un plan administratif, lorsqu'il s'agit en particulier des relations entre les institutions et la clientèle francophone, les communications devraient se faire normalement en

français. Sur le plan des communications générales, c'est-à-dire des communications standardisées qui s'adressent indistinctement aux francophones et aux anglophones, les commissions scolaires et les institutions d'enseignement, tout comme les municipalités, devraient adopter une politique linguistique qui respecte la langue de la majorité et reflète le visage français du Québec.

### 3. *Le secteur hospitalier*

Sans effectuer une enquête exhaustive dans ce sous-secteur des services publics, nous avons cependant tenu, comme on nous l'avait conseillé, à recueillir un minimum de renseignements, à cause de la nature des services dispensés et du nombre de clients desservis. D'où l'enquête que nous avons fait conduire auprès des institutions hospitalières (\*). C'est dans la ville de Montréal que furent entreprises la plupart des recherches, étant donné l'hétérogénéité linguistique de la population. Cependant, nous avons poussé une pointe dans la région de Pontiac et dans la ville de Québec. Les renseignements ont été obtenus de deux façons: en interrogeant des informateurs clefs, soit des administrateurs ou des membres du personnel de service, soit des bénéficiaires des différents services; ou encore, en simulant des situations expérimentales.

À Montréal, l'enquête a porté sur cinq hôpitaux francophones et sur cinq hôpitaux anglophones. En ce qui concerne la clientèle, il ressort que, sur le plan linguistique, celle-ci est beaucoup plus hétérogène dans les hôpitaux anglophones que dans les hôpitaux francophones. Bien que les pourcentages soient approximatifs et doivent être reçus avec réserve, il est utile de mentionner que les informateurs ont signalé qu'aux hôpitaux *Royal Victoria, Montreal General, Montreal Children, Jewish General, Queen Mary Veterans*, la proportion de la clientèle francophone s'élevait respectivement à 25%, 40%, 60%, 20% et 65%. Rien de comparable pour les hôpitaux francophones où, pour les établissements de l'Hôtel-Dieu, de Maisonneuve, du Sacré-Coeur, de Sainte-Justine et de Notre-Dame, la clientèle anglophone s'élevait respectivement à 5%, 2%, 15%, 10% et 10%. Il en résulte que les problèmes d'adaptation linguistique à la clientèle n'ont pas la même ampleur dans les hôpitaux anglophones et francophones.

---

(\*) CROP — *Pratiques et usages linguistiques de la clientèle québécoise en rapport avec des organismes de service.*

La politique linguistique, non statuée mais ordinairement pratiquée, de tous ces hôpitaux est d'essayer de parler la langue du patient si celui-ci a comme langue maternelle une langue autre que celle qui sert généralement d'instrument de communication dans l'établissement hospitalier. Pour atteindre cet objectif, on cherche à embaucher du personnel bilingue, mais sans en faire une règle, la seule connaissance de la langue usuelle de l'hôpital pouvant tout aussi bien suffire. Ce personnel bilingue, fait à noter, se retrouve surtout dans les cliniques externes et dans les services d'urgence, tout particulièrement dans les hôpitaux anglophones, qui ont davantage à répondre à une clientèle linguistiquement hétérogène. La politique d'embauche de ces hôpitaux est claire: il faut connaître la langue de travail de l'établissement, de telle sorte que si l'on est francophone, on doit savoir l'anglais, et, si l'on est anglophone, le français. Il semble bien que dans les hôpitaux de langue anglaise, les francophones composent la majeure partie des effectifs bilingues. Au *Royal Victoria*, le personnel serait bilingue dans une proportion de 65%; la proportion serait de 60% au *Montreal Children*, de 38% au *Jewish General* et de 50% au *Queen Mary Veterans*; alors qu'elle serait dans les hôpitaux de langue française, de 38% à l'Hôtel-Dieu, et respectivement, de 25%, 80%, 65% et 50% dans les établissements de Maisonneuve, du Sacré-Cœur, de Sainte-Justine et de Notre-Dame. Ajoutons que toutes ces données sont approximatives, aucune direction d'hôpital ne tenant de registre des connaissances linguistiques de son personnel. Il s'agit donc de renseignements qu'on nous a fournis sous toute réserve. Mais venant de personnes qui occupent des postes de direction, ils ont quand même une valeur indicative.

Quelles sont maintenant les pratiques linguistiques? Elles ne sont pas faciles à établir, étant donné, d'une part, que dans certains cas, les renseignements fournis par le personnel diffèrent de ceux qui ont été communiqués par la direction, et, d'autre part, qu'on a mal compris, dans certains cas, la question et qu'on a alors répété les pourcentages référant à la clientèle linguistiquement hétérogène. Il semble bien cependant, en recoupant les diverses sources de renseignements, que, pour les communications face à face, on utilise dans tous les hôpitaux — à l'exception du *Royal Victoria* — la langue usuelle de travail plus que ne le nécessite la proportion anglaise-française de la clientèle. On peut donc penser que ce sont les patients qui, souvent, font les frais du bilinguisme. Deux exemples illustrent

ce fait: à l'hôpital *Jewish General* (20% de patients francophones), le personnel semble travailler seulement en anglais, que ce soit à l'urgence, à l'admission ou dans les services internes; à l'hôpital du Sacré-Cœur (15% de patients anglophones), les membres du personnel interrogés signalent que le français est utilisé à 100% dans la clinique externe et le service d'urgence. Dans les communications standardisées (formulaires, rapports de test, brochures explicatives, menus, etc.) la tendance au bilinguisme ressort des renseignements fournis par les hôpitaux anglophones, — à l'exception du *Jewish General* — alors que les hôpitaux francophones se servent de la seule langue française. Cependant, que ce soit au *Jewish General* ou dans les hôpitaux de langue française, on assure que tous ces documents sont disponibles dans l'autre langue.

Le nombre de patients interrogés (patients hospitalisés) n'est pas suffisant pour que les réponses soient statistiquement valables. Elles ont encore ici valeur indicative. Dans les communications téléphoniques, les hôpitaux de langue française semblent davantage respecter la langue du client anglophone que les hôpitaux de langue anglaise, la langue du client francophone. Dans les communications face à face avec les infirmières et les médecins, les patients francophones — sauf un — hospitalisés dans des hôpitaux de langue anglaise ont pu communiquer en français; les patients anglophones, dans les hôpitaux de langue française, ont tous communiqué en anglais avec les médecins, mais en français avec les infirmières. Vérifications faites, les médecins de langue française en question sont tous bilingues, alors que un sur deux des médecins anglophones est unilingue. Quant aux infirmières en cause, elles sont unilingues dans les hôpitaux de langue française et bilingues dans les hôpitaux de langue anglaise. Pour les patients externes, la situation semble moins satisfaisante. Les renseignements recueillis indiquent que la langue habituellement utilisée par les patients francophones traités dans des hôpitaux de langue anglaise est l'anglais, alors que c'est le contraire dans les hôpitaux de langue française où les patients anglophones ont pu utiliser leur langue, à l'exception d'un patient à la clinique externe de l'hôpital Maisonneuve.

Dans les hôpitaux de langue anglaise, où la différence est manifeste, c'est dans l'utilisation du français au bureau des renseignements. Peu de personnel bilingue, de telle sorte qu'il faut avoir recours à d'autres membres du personnel pour répondre aux clients et aux patients. Il s'ensuit que les francophones, pour éviter de

fastidieuses attentes, utilisent l'anglais du mieux qu'ils peuvent. Dans les hôpitaux francophones, en général, l'adaptation linguistique est, pour ce type de communications, chose faite. À Montréal, il semble donc dans l'ensemble, que les hôpitaux francophones, malgré la faible proportion de leur clientèle anglophone, projettent une image d'adaptation linguistique plus favorable que celle des hôpitaux de langue anglaise, malgré les évidents efforts de ceux-ci pour répondre de façon appropriée aux exigences linguistiques d'une clientèle francophone, qui, dans certains cas, semble actuellement plus importante que leur clientèle de langue anglaise.

En province, si l'adaptation linguistique semble chose faite dans les hôpitaux de Buckingham et de Maniwaki, c'est le moins qu'on puisse dire qu'à l'hôpital de Shawville, dans le comté de Pontiac, elle n'est pas amorcée. Il est difficile de fixer la répartition de la clientèle selon la langue usuelle: les pourcentages varient de 10% à 50% de patients francophones, les autres étant de langue anglaise. L'hôpital de Shawville est le seul avec celui de Chapleau (7 lits) pour desservir le comté de Pontiac. Quant aux usages linguistiques, ce qui est significatif, c'est que tout le personnel semble croire que tous les patients francophones sont bilingues: la langue utilisée dans tous les services est la seule langue anglaise. On a retenu les services d'un francophone bilingue qui, réceptionniste de son métier, sert d'interprète auprès des francophones unilingues. Quelques témoignages de cette situation déplorable: une patiente francophone hospitalisée a affirmée à nos enquêteurs que *« c'est l'anglais qui est toujours utilisé car ils ne veulent pas parler français »*, ajoutant qu'elle n'en était nullement incommodée puisqu'elle était bilingue; une autre patiente francophone, à la clinique externe cette fois, a avoué aux enquêteurs que presque tous les francophones de Fort-Coulombes s'adressent maintenant à Pembroke (Ontario) pour obtenir les soins hospitaliers désirés et que, si elle s'était adressée ce jour-là à l'hôpital de Shawville, c'était qu'elle ne pouvait faire autrement. Bien que peu nombreux, ces témoignages parlent d'eux-mêmes, et il suffirait qu'ils soient corroborés par quelques autres pour qu'une telle situation puisse être dénoncée comme intolérable.

Dans la ville de Québec, deux hôpitaux ont fait l'objet d'une enquête: l'hôpital du Saint-Sacrement et le *Jeffery Hale's*. Tous deux reçoivent une double clientèle en proportion identique: à 95% francophone et à 5% anglophone. Aussi, dans les deux établissements hospitaliers, les communications face à face se font-elles le



plus souvent en français. Mais les deux hôpitaux ont des politiques linguistiques différentes. Le français est la langue usuelle de l'hôpital du Saint-Sacrement. C'est la seule langue exigée lors de l'embauche du personnel. L'anglais n'est employé que quand le patient ne parle pas le français, ce qui est très rare. Le *Jeffery Hale's*, pour conserver son statut d'hôpital de langue anglaise malgré sa faible clientèle anglophone, a institué il y a quelque cinq ans une politique de bilinguisme: le personnel doit être bilingue, même si on avoue que le recrutement est difficile, et les communications écrites se font également dans les deux langues. Malgré cette politique, quelque 25% du personnel anglophone serait encore unilingue. Ainsi exige-t-on de tout le personnel francophone qu'il ait une connaissance d'usage de la langue anglaise, alors que s'il y a eu progrès, on n'a pas encore réussi à étendre la même exigence de bilinguisme à l'ensemble du personnel anglophone qui, pourtant, dessert une clientèle à 95% de langue française. Si les patients francophones interrogés ont déclaré n'avoir pas eu de difficulté à utiliser leur langue au service d'urgence, une patiente francophone hospitalisée a confié que le médecin lui parlait français, mais les trois infirmières, l'anglais. Il s'agit là d'une curieuse situation de privilège sur laquelle il faudrait davantage se pencher.

Il faudrait de toute évidence une enquête beaucoup plus approfondie que celle que nous avons conduite pour tirer les choses au clair. Si nous nous sommes longuement étendus sur les pratiques et usages linguistiques dans les services hospitaliers, malgré l'insuffisance de nos données, c'est qu'elles revêtent une grande importance, étant donné la forte pénétration des francophones de Montréal, de Québec et du comté de Pontiac dans les établissements hospitaliers de langue anglaise. Au vu des renseignements fragmentaires que nous avons recueillis, la situation n'apparaît pas trop mauvaise (si l'on excepte l'hôpital de Shawville), même si elle laisse à désirer sur divers points. Fait à noter, mais qu'il faudrait cependant contre-vérifier, si les francophones peuvent obtenir des services en français dans les hôpitaux de langue anglaise, ce semble être davantage grâce au bilinguisme du personnel de langue maternelle française que du personnel de langue maternelle anglaise.

Avec les services hospitaliers, nous avons un exemple intéressant des changements qui semblent devoir s'opérer dans le double système d'institutions et de services qui dessert actuellement la population du Québec. Les francophones, pour des raisons que nous

ne connaissons pas, sont en train d'envahir l'autre système hospitalier, et de briser ainsi, au moins sur ce plan, la barrière qui sépare les deux communautés linguistiques. Ce phénomène peut être significatif de rajustements sociaux à venir. Nous en avons entrevu un autre exemple, mais sous une forme inversée cette fois, quand nous avons traité des pratiques linguistiques des administrations scolaires (commissions scolaires et écoles) avec leur clientèle. Cette fois, nous avons vu des francophones dispenser des services à des parents et à des groupes d'élèves anglophones (la proportion de ceux-ci pouvant varier entre 5% et 57%) en utilisant pour communiquer administrativement avec eux, tantôt seulement le français, tantôt surtout le français, tantôt le français et l'anglais. Ce contact entre les groupes francophone et anglophone qui commence à s'étendre dans les activités de services est susceptible d'engendrer des frictions linguistiques, si, transcendant le droit du client d'être servi dans sa langue, n'est pas établi clairement, qu'à la longue, dans les situations de contact, le français doit avoir préséance sur l'anglais. Les francophones étant, en Amérique du Nord, astreints à un bilinguisme dont l'anglais est obligatoirement l'autre langue, il semble équitable qu'au Québec, le fardeau du bilinguisme incombe davantage aux anglophones qu'aux francophones.

#### ***4. Des propositions de changement***

Comme tous les services du secteur public ou para-public sont essentiels, nous tenons à affirmer, au départ, qu'aucune de nos recommandations n'aura pour conséquence de limiter cette pratique généralement répandue qui permet aux citoyens anglophones de recevoir ces services dans leur langue. C'est donc dans un esprit de profond respect des droits individuels de tous les contribuables et des droits collectifs de la majorité que nous formulons quelques propositions qui n'ont rien de draconien puisqu'elles ne font que contribuer à consacrer officiellement une politique que la pratique tend à généraliser.

Lorsque nous avons étudié la législation qui s'appliquait aux municipalités, nous avons fait remarquer le manque d'uniformité dans les pratiques linguistiques imposées par la loi. Selon qu'une municipalité est régie par le *Code municipal*, par la *Loi des cités et des villes* ou par une loi particulière, les obligations — quand il y en a — diffèrent grandement sur le plan de l'utilisation des langues.

Personne ne conteste qu'il y aurait grand avantage à clarifier la situation. De même, il serait utile d'établir des règles précises en ce qui concerne les pratiques linguistiques dans le secteur de l'enseignement et de façon plus générale dans tout le secteur para-public.

La règle générale qui doit prévaloir, c'est que, dans tous les services des secteurs public et para-public du Québec, tout citoyen francophone devrait pouvoir être servi dans sa langue. La première recommandation, d'ordre général, que nous avons formulée dans cette seconde partie du rapport devrait donc trouver ici une application intégrale.

Il faudrait, avant d'énoncer d'autres règles, rappeler la distinction déjà établie entre les communications individuelles et les communications générales. Les communications individuelles ont lieu lorsqu'un citoyen communique personnellement avec un service ou lorsqu'un service entre en communication avec un citoyen; ces communications peuvent être orales, qu'elles soient téléphoniques ou face à face, ou écrites. Les communications générales ont lieu lorsqu'un organisme de services s'adresse à tous les individus qu'il dessert ou encore à un groupe de bénéficiaires; elles comprennent, dans le cas des municipalités par exemple, les avis, règlements, ordonnances, procès-verbaux, permis, billets de stationnement, et évidemment toutes les affiches qu'elles font apposer.

Le principe qui doit nous guider, c'est de faire en sorte que les communications individuelles soient faites dans la langue du citoyen et que les communications générales soient faites prioritairement en français, sans empêcher l'usage de toute autre langue ; ou encore, dans les deux langues si la chose est justifiée par la présence d'une minorité anglophone. Il faudrait cependant que cette minorité soit suffisamment importante pour qu'il vaille la peine de recruter du personnel qui puisse lui dispenser les services essentiels dans sa langue.

Dans le domaine des communications individuelles, le droit séculaire des citoyens de communiquer avec les autorités et les institutions soit dans la langue française, soit dans la langue anglaise, et de recevoir des communications dans l'une ou l'autre de ces langues doit être maintenu. Cependant, nous avons constaté que les francophones n'ont pas dans tous les établissements les mêmes facilités à

se faire servir dans leur langue ; il paraît nécessaire que l'État leur confirme officiellement ce droit.

**Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre des mesures pour que tout service public ou para-public — administration municipale, administration scolaire, services hospitaliers, etc. — communique en français avec le public ou la clientèle francophones qu'il dessert.**

Comme corollaire de cette recommandation, il est nécessaire d'exiger que le personnel qui, en raison de ses fonctions, est susceptible d'entrer en contact avec le public ait une connaissance d'usage de la langue française.

**Nous recommandons au Gouvernement de prendre des mesures pour que, dans les organismes de services des secteurs public et para-public, tout membre du personnel qui, en raison de ses fonctions, est susceptible d'entrer en contact avec des citoyens francophones, soit obligé d'avoir une connaissance d'usage du français.**

Il faudrait agir avec une certaine prudence dans l'application de cette recommandation. Notre enquête nous a révélé en effet qu'il y avait pénurie de personnel infirmier dans certains hôpitaux et que cela résultait en partie de la difficulté de trouver des personnes compétentes dans les deux langues. Il ne faudrait pas qu'une exigence trop rigide en matière linguistique se solde par une diminution des services ou de leur qualité. Il semble donc normal de prévoir un délai suffisant — de cinq ans par exemple — qui permette aux établissements d'atteindre l'objectif sans nuire à l'efficacité de leurs services. De même, il faudrait prévoir des exceptions, particulièrement dans le cas des spécialistes non québécois qui viennent au Québec pour un temps limité. Le bon fonctionnement et la qualité des services devront parfois l'emporter sur la règle linguistique.

Sur le plan des communications générales, le premier geste qui nous paraîtrait devoir être posé par les établissements et organismes de services anglophones pour collaborer au développement du visage français de la province serait d'adopter une version française de leur nom.

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec fasse en sorte que, dans un délai raisonnable, tout organisme de services public ou para-public – municipalité, commission scolaire, service hospitalier, etc. – se donne un nom français ou une version française officielle du nom anglais qui sert à l'identifier.**

Cette recommandation ne fait qu'en rejoindre une autre qu'avait formulée avant nous la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social, et que nous citons en son entier :

*« Nous proposons que toutes les associations sans but lucratif constituées au Québec soient obligées d'avoir un titre français officiel de leur nom ou raison sociale. À l'heure actuelle, nous avons constaté que ces associations utilisent fréquemment des versions officieuses dans l'une ou l'autre langue. Pour plus de clarté, il serait sage d'insister sur l'utilisation de noms dans les deux langues et le ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives, en l'absence d'une loi rendant obligatoires des raisons sociales dans les deux langues, devrait au moins obliger les requérants en incorporation à adopter un titre français officiel. »<sup>(\*)</sup>*

Les avis, règlements, ordonnances, procès-verbaux, permis sont parmi les catégories de textes officiels les plus courants de l'administration municipale et scolaire. Nous avons vu qu'il y avait une grande disparité dans la législation municipale qui réglemente la langue qu'on doit utiliser soit pour la rédaction, soit pour la publication de ces documents. Dans le cas des permis, il n'est rien prévu par la loi en ce qui a trait à leur émission.

Le *Code municipal* impose toutefois l'emploi des deux langues dans la publication des avis, résolutions, règlements et ordonnances d'une municipalité, sauf exemption par décret du ministre des Affaires municipales. Plus de 700 municipalités francophones se sont fait exempter de l'obligation d'utiliser l'anglais, alors que 76 autres municipalités ont profité de cette disposition pour se faire

---

\* Les Professions et la Société, tome I, Québec, 1970, p. 78.

exempter d'avoir à utiliser le français. Il y a lieu à notre sens d'amender la loi pour établir qu'une municipalité peut, si elle le juge approprié, n'utiliser que la langue française pour la rédaction et la publication d'un document. La même règle devrait s'appliquer aux commissions scolaires.

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec établisse que tout document officiel émanant d'une municipalité ou d'une commission scolaire puisse, si elle le juge approprié, être rédigé en français seulement.**

Quand il s'agit de publication d'un document officiel, il faut tenir compte de la composition linguistique de la population. Si la loi impose qu'un document soit rendu public, c'est que le législateur croit que les contribuables et les citoyens en général ont intérêt à en connaître la teneur. Pour que tous et chacun ait accès à ce type de communication, il faut s'assurer que l'avis officiel soit compris par la majorité des gens. Il y a donc lieu de formuler une règle qui tienne compte de la composition linguistique des populations, touchant la publication des documents officiels.

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec reconnaisse aux municipalités et aux commissions scolaires le droit de publier leurs documents officiels dans la langue française seulement, à moins que les populations desservies comptent plus de 10% de citoyens anglophones, auquel cas les publications devraient être bilingues.**

Il y a lieu d'uniformiser le plus possible la langue des affiches dans le secteur public et para-public. Que ce soit pour des fins publicitaires ou dans le simple but de fournir des renseignements appropriés, on utilise de plus en plus des affiches ou des écriteaux soit pour identifier des édifices, soit pour faire connaître les différents services qui sont offerts, soit pour indiquer les endroits où ces services sont disponibles. Il en va de même pour l'identification des rues, pour la signalisation routière, et pour bien d'autres opérations qui ont pour objet de porter quelque chose à la connaissance du public. Il nous semble que dans l'intérêt public, toutes ces affi-

ches et écriteaux devraient être rédigés dans la langue de la majeure partie des citoyens, tout en comportant, si on le juge à propos, des inscriptions en anglais ou dans d'autres langues.

**Nous recommandons que, dans les secteurs public et parapublic, l'usage du français soit obligatoire sur toute affiche ou écriteau placé à l'intérieur ou à l'extérieur des édifices, et qu'aucune inscription dans une ou plusieurs autres langues ne soit plus importante que l'inscription rédigée en français.**

Lorsqu'il s'agit de signalisation routière, il y a lieu de nuancer quelque peu la règle afin d'assurer la sécurité de tous les individus. Le gouvernement devrait, à notre sens, prendre les dispositions nécessaires pour que soit adopté le système international. Ainsi pourraient être évitées les disparités linguistiques qu'on retrouve d'un endroit à l'autre. Si la chose s'avère impossible, la signalisation devrait être bilingue, tout en réservant une place prioritaire au français.

**Nous recommandons que sur tout le territoire du Québec soit utilisé le système international dans le domaine de la signalisation routière, mais que là où la chose s'avère impossible, la signalisation se fasse dans les deux langues, en accordant priorité au français.**

Quant aux communications standardisées (formulaires de tout type), il n'y a pas de raison, croyons-nous, pour que, dans les délais les meilleurs, elles ne se fassent pas aussi bien en français qu'en anglais, quand ce n'est pas actuellement le cas. Toute communication de ce type devrait être, sur tout le territoire du Québec, rédigée prioritairement en français, tout en faisant place, si c'est nécessaire, à une ou plusieurs autres langues.

**Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre les mesures pour que, dans les secteurs public et parapublic, toute communication standardisée se fasse obligatoirement en français, et qu'aucune version dans une ou plusieurs autres langues n'occupe une place supérieure à celle qui est faite au français.**

## B. Le gouvernement du Québec

Pour connaître les pratiques linguistiques de la fonction publique québécoise dans ses relations avec le public, la Commission pouvait bénéficier, au départ, d'une étude réalisée en 1965 pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (\*).

Une partie de l'étude exposait la situation faite au bilinguisme dans la fonction publique provinciale. Après avoir décrit l'état des qualifications linguistiques des fonctionnaires, l'auteur examine l'organisation de la traduction dans différentes unités administratives gouvernementales, pour traiter ensuite de la langue de communication utilisée par les fonctionnaires dans leurs rapports écrits ou verbaux avec divers interlocuteurs: clientèle respective des ministères, fonctionnaires fédéraux, fonctionnaires des autres provinces, administrateurs locaux et dirigeants d'entreprises privées. Au moment de la création de notre Commission, cette étude était suffisamment récente pour nous dispenser d'entreprendre de nouvelles recherches dans ce domaine; nous en avons donc abondamment utilisé les données dans la préparation de ce chapitre.

Sur le conseil de nos experts, nous avons cependant cru nécessaire d'explorer quelques secteurs particuliers de cet important univers de communication et nous avons fait préparer quelques enquêtes et études supplémentaires qui pouvaient nous éclairer davantage sur la situation linguistique dans les services gouvernementaux. Par l'entremise du Centre de recherches sur l'opinion publique, nous avons obtenu des données précieuses sur les comportements linguistiques de quelques services publics dans leurs relations avec leur clientèle respective (\*\*). Les services gouvernementaux investigués sont les suivants: La Régie des alcools du Québec (devenue la Société des alcools du Québec), le Bureau des véhicules automobiles, le Bureau des impôts de Montréal et certains bureaux régionaux et locaux du ministère des Affaires sociales.

En outre, nous avons fait préparer une étude fort élaborée sur la législation en matière linguistique au Québec dont plusieurs

---

\* Gérard Lapointe, *Essais sur la fonction publique québécoise*, Documents de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

\*\* *Pratiques et usages linguistiques de la clientèle québécoise en rapport avec des organismes de services*. CROP, mars 1971.



chapitres sont consacrés aux incidences linguistiques des activités sociales et économiques de l'État (\*). Se trouvent examinées les structures linguistiques de la fonction publique provinciale à tous les niveaux (gouvernement provincial, régies et commissions, municipalités et corporations professionnelles), et analysées certaines activités administratives particulières: état civil, communications écrites avec les citoyens, avis officiels, etc. En d'autres termes, ces recherches ont permis d'établir quelle est la langue dans laquelle les affaires de l'État sont gérées et plus particulièrement quelle est la langue de communication entre l'État et les citoyens.

D'autres études ont été effectuées pour le compte de notre Commission, en particulier, celle qu'a préparée l'un de nos superviseurs sur le rôle de l'État comme diffuseur de langage (\*\*). Tous ces travaux nous ont été utiles pour l'exposé qui suit et pour les propositions de changement que nous faisons, touchant les pratiques linguistiques au niveau de la fonction publique québécoise.

## ***1. La situation***

### **a) Les exigences linguistiques**

L'étude préparée pour la Commission fédérale sur le bilinguisme et le biculturalisme permet de constater qu'en 1965, la connaissance de l'anglais était nécessaire pour 37.6% des fonctionnaires francophones et celle du français pour 69.5% des fonctionnaires anglophones. L'exigence d'être bilingue s'impose donc davantage chez les anglophones que chez les francophones, ce qui correspond d'ailleurs à la réalité démographique du Québec. Si l'on exclut les fonctionnaires, peu nombreux, qui, de par leur fonction doivent entrer en communication avec des clientèles anglophones, soit au Québec, soit au Canada, soit à l'extérieur du pays, les autres ne sont en contact, pour la grande majorité, qu'avec une clientèle de langue française. Ce qui explique que, pour six fonctionnaires sur dix, la connaissance de l'anglais ne soit pas considérée comme une exigence.

---

\* *Inventaire commenté des droits linguistiques au Québec*, par M<sup>e</sup> Claude-Armand Sheppard.

\*\* *Rapport de synthèse sur la qualité de la langue* par Marcel Boudreault.

La connaissance des deux langues est exigée des fonctionnaires à un certain niveau de responsabilité et pour certaines fonctions. Lorsqu'un fonctionnaire accède à un poste équivalent ou supérieur à celui de chef de service, on exige, ou tout au moins on présuppose, qu'il peut lire, comprendre et parler l'anglais. La même exigence se retrouve aussi pour certains emplois, en particulier ceux qui comportent des relations avec le public ; il en est ainsi, par exemple, pour les préposés aux guichets des différentes administrations, ou encore, pour les secrétaires des hauts fonctionnaires.

### **b) Les communications orales et écrites**

Voilà sommairement pour les exigences en matière de compétence linguistique. En réalité, cependant, neuf francophones sur dix utilisent presque toujours le français et quatre anglophones sur dix, l'anglais. Il faut indiquer ici qu'un grand nombre de fonctionnaires anglophones se voient confier comme tâche les communications avec la clientèle anglophone, ce qui explique la proportion relativement élevée, parmi eux, de ceux qui n'utilisent que l'anglais dans leur travail.

Si on examine les communications des fonctionnaires provinciaux avec divers groupes de personnes, voici, en bref, ce que l'enquête révèle: presque toutes les communications, écrites ou verbales, se font en français avec des organismes publics ou semi-publics (90%); près de 80% des personnes qui entrent en relations avec le public, oralement ou par écrit, le font en français, ce qui correspond à la représentation proportionnelle des francophones dans la population du Québec. Cependant, on note une différence importante entre la conduite adoptée envers le client-individu et le client-organisme (entreprises, établissements, etc.). Dans le cas du client-individu, une politique, rarement consignée sous forme écrite jusqu'ici, invite le fonctionnaire à tenir compte de la langue du correspondant avec lequel il entre en communication. Dans le cas du client-organisme, on retrouve trois tendances: tenir compte de la langue du correspondant; utiliser l'anglais ou le français, pour tenir compte de l'efficacité de la communication; enfin, employer le français, intentionnellement, de façon constante.

Dans l'ensemble, pour les communications avec les entreprises commerciales ou industrielles, on utilise le français dans la même

proportion qu'avec l'administration fédérale (64.3% et 67.7%). Il y aurait lieu, nous semble-t-il, d'édicter des règles plus précises et plus uniformes pour l'emploi des langues dans ce type de communication.

L'enquête que nous avons fait faire sur les comportements linguistiques de certains services publics dans leurs relations avec leur clientèle vient confirmer ce que nous a appris l'enquête dont nous venons de faire état. Dans certains secteurs de l'administration provinciale (impôts, taxes de ventes, magasins de la Société des alcools, vérification et immatriculation de véhicules-automobiles) les pratiques linguistiques sont les suivantes:

1. L'adaptation linguistique entre la clientèle et le service caractérise les relations, pour tous les types de communications, que ce soit sous forme verbale ou écrite;
2. Au téléphone, l'identification du service se fait en français, rarement en français et en anglais ;
3. Avec les clients-individus, la politique linguistique de ces services est de répondre dans la langue du client. Mais si le client est représentant d'une société ou d'une compagnie, la politique est alors d'utiliser le français. Mais tous ne se conforment pas à cette pratique.

Dans le secteur public du bien-être social, les services sont offerts dans la langue du client. La politique linguistique d'embauche du personnel respecte celle de la Commission de la Fonction publique: les employés qui entrent en contact directement avec la clientèle doivent être capables de travailler dans les deux langues.

### **c) Les publications du Gouvernement**

Il serait fastidieux de présenter dans ce rapport la description exhaustive des pratiques linguistiques qui ont cours dans les publications émanant de l'administration provinciale. Surtout que, sur ce plan, la caractéristique propre aux publications du Gouvernement du Québec, c'est l'absence d'une règle uniforme. Certaines publications sont éditées en français seulement, d'autres dans les deux langues, soit en un seul volume, ou encore, en deux volumes, l'un en français, l'autre en anglais. Il est plus important de s'attacher aux dispositions législatives qui réglementent la langue des

publications et de définir une politique linguistique rationnelle et équitable en ce domaine.

## **2. La législation actuelle**

Au Québec, dans le domaine de l'activité gouvernementale, il n'existe pratiquement aucune réglementation d'ordre linguistique. Et ce, bien que les communications entre l'État et les citoyens se multiplient, de même que les interventions de l'État dans la vie des citoyens. Or, aucune règle constitutionnelle, aucune loi provinciale, aucun règlement administratif ne régit actuellement ce genre de relations.

Cependant, pour certaines activités officielles, on trouve un embryon de réglementation. Ainsi, pour les actes de l'état civil, qui doivent être rédigés dans la langue des parties, ce droit ayant été reconnu en 1969 dans les *Règlements relatifs à la célébration du mariage civil*. Quant aux avis au public, tous ceux qui sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec* le sont dans les deux langues par la force des choses, même si cette règle peut être supprimée d'un simple trait de plume administratif. Certains avis doivent être publiés dans les journaux français ou anglais, et dans de tels cas, la loi prévoit soit la langue du journal, soit celle de l'avis. D'autre part, les avis officiels destinés aux particuliers, tels les avis de contravention sous l'empire du *Code de la route* ne sont assujettis à aucune prescription linguistique.

La justice est un secteur où la constitution garantit des droits linguistiques. En effet, l'article 133 de l'*A.A.B.N.* reconnaît aux citoyens, aussi bien devant les tribunaux fédéraux que provinciaux, le droit d'utiliser l'une ou l'autre des deux langues. Tant par l'usage que par certaines dispositions législatives fédérales ou provinciales, les tribunaux judiciaires du Québec sont tous entièrement bilingues. Par contre, sur la langue des nombreux tribunaux administratifs et disciplinaires, la constitution du Canada, tout comme la législation québécoise, sont absolument silencieuses. Il n'est pas certain d'ailleurs que l'article 133 de l'*A.A.B.N.* s'applique à ces tribunaux. Quoi qu'il en soit, l'usage veut, au Québec, que toute partie anglophone puisse s'exprimer dans sa langue devant un organisme quasi judiciaire constitué par la province.

### ***3. Juridiction québécoise sur la langue de l'administration***

La principale lacune de l'article 133 de l'*A.A.B.N.* est de ne réglementer en aucune façon la langue de l'administration des affaires publiques, c'est-à-dire la langue des diverses activités gouvernementales à tous les niveaux, la langue des communications entre l'État et les citoyens et celle dans laquelle les citoyens doivent remplir leurs devoirs envers la société.

Dans les domaines de sa juridiction, le Québec a donc le champ libre pour adopter la réglementation linguistique de son choix. Il peut, entre autres, consacrer le bilinguisme actuel, le limiter d'une façon ou d'une autre, ou imposer l'unilinguisme français. Il peut également renoncer à légiférer. Nous allons maintenant examiner ces solutions.

### ***4. Des propositions de changement***

#### **a) Les communications avec les citoyens**

Au cours des audiences que nous avons tenues, nous n'avons entendu de la part des francophones aucune plainte portant sur les pratiques linguistiques de l'administration provinciale. D'ailleurs, toutes les enquêtes confirment que les francophones, au Québec, peuvent se procurer dans leur langue tous les services du secteur public gouvernemental. Pour les anglophones, il en est pratiquement de même: les communications écrites et orales avec l'administration gouvernementale ne posent pas de problèmes importants. Dans les régions où la minorité est numériquement faible, même si un grand nombre de fonctionnaires francophones sont unilingues, il semble qu'on réussisse toujours à trouver un interlocuteur gouvernemental qui peut communiquer en anglais avec le citoyen anglophone.

Le respect des droits de la majorité étant assuré dans la pratique par le Gouvernement du Québec, il ne nous apparaît pas nécessaire de formuler, dans ce chapitre, une recommandation majeure plus explicite que celle qui apparaît déjà dans la première partie de ce rapport et qui invite le Gouvernement du Québec à donner au français le statut de langue officielle et de langue nationale. Il en découle, est-il besoin de le spécifier, que les communications officielles de l'État devraient se faire en français sans empêcher cependant, selon

les circonstances, l'utilisation d'une autre langue, et que tout fonctionnaire, quel qu'il soit, devrait être en mesure de servir le client francophone dans sa langue.

Quant aux anglophones, nous avons déjà recommandé que leur langue ait un statut de langue nationale et que l'anglais demeure une des deux langues de communication des individus avec l'État, ce qui consacre une pratique depuis longtemps suivie.

### **b) Les communications avec les organismes**

Les droits de l'individu étant garantis, il reste à discuter de ceux du citoyen-organisme. En effet, au Québec comme partout ailleurs, il y a juridiquement deux catégories de personnes: les personnes physiques et les personnes morales. Nous les désignons dans ce chapitre sous le nom de citoyens-individus et de citoyens-organismes. Les citoyens-organismes comprennent tout ce qui n'est pas personne physique, soit tous les organismes publics, semi-publics ou privés qui ont une existence légale ou volontaire, comme les gouvernements fédéral, provinciaux, municipaux, scolaires, les régies, les hôpitaux, les entreprises commerciales, industrielles, les Chambres de commerce, les clubs sociaux, patriotiques, ethniques, etc.

Pour ses communications avec l'État, il nous semble que le citoyen-organisme doit utiliser la langue que celui-là a déclarée officielle. C'est pourquoi, nous avons recommandé dans la première partie de ce volume que le Gouvernement fasse du français la langue de communication entre l'administration gouvernementale et les entreprises.

### **c) Les publications de l'administration**

En ce qui concerne ses publications, nous avons constaté que le Gouvernement n'avait pas de politique officielle et que les pratiques variaient d'un ministère à l'autre, voire d'une publication à l'autre.

Les principaux documents officiels du Gouvernement sont ordinairement publiés dans les deux langues. C'est le cas pour les textes législatifs, les règlements, les comptes publics, le budget, les rapports de certains administrateurs supérieurs, la *Gazette officielle du Québec*, etc. Nous croyons que cette politique devrait être maintenue

afin de satisfaire les exigences légitimes de la population québécoise de langue anglaise.

Quant aux autres documents, comme les rapports des ministères, les rapports des organismes administratifs, les rapports statistiques, présentés selon différentes formules, mais pour lesquels se dessine une tendance vers l'utilisation de la seule langue française, on devrait élaborer certaines règles précises quant à l'emploi des langues. En tenant compte de la demande de la clientèle anglophone, par exemple, le Gouvernement pourrait décider lesquelles de ces publications devraient avoir une version anglaise. Pour ce qui est des formulaires destinés aux différentes clientèles des ministères, ils devraient continuer à être disponibles dans les deux langues.

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec établisse des règles claires et uniformes sur l'utilisation des langues pour toutes les publications des différents ministères et organismes gouvernementaux.**

**Nous recommandons que toutes les publications du Gouvernement du Québec soient en langue française, l'anglais étant utilisé pour répondre aux besoins de la population anglophone, en tenant compte de la demande et de l'utilité de ces publications.**

#### **d) L'affichage**

On peut affirmer que les francophones sont bien servis par leur gouvernement en ce qui concerne ses pratiques linguistiques dans le domaine de l'affichage.

Comme, sur le territoire du Québec, toute inscription sur les affiches peut être vue par les francophones, il paraît normal qu'elle soit prioritairement rédigée en français. Cette priorité peut cependant être réalisée selon différentes formules. Il est des cas où l'inscription en français suffit; il est d'autres cas où l'inscription en anglais s'impose, pour répondre aux besoins des citoyens anglophones. Cependant, la version anglaise du renseignement qui est communiqué ne devrait pas avoir priorité sur la version française.

**Nous recommandons que sur toutes les affiches diffusées par le Gouvernement et les organismes qui en dépendent, l'usage du français soit obligatoire sur le territoire du Québec et qu'aucune inscription présentée dans une ou plusieurs autres langues ne l'emportent sur l'inscription rédigée en français.**

#### **e) Les tribunaux**

La langue qu'on utilise au cours d'un procès porté devant un tribunal n'a qu'un rapport indirect avec l'administration gouvernementale. Mais comme les tribunaux dits provinciaux sont placés sous la juridiction du Gouvernement du Québec, nous croyons utile d'examiner ce secteur sous un aspect très particulier: la langue dans laquelle doivent être rendus les jugements et les sentences.

L'article 133 de l'*A.A.B.N.* paraît pourtant clair sur ce sujet. Il stipule que « *dans tout procès porté devant un tribunal du Canada établi en vertu de la présente loi ou devant un tribunal du Québec, chacun pourra faire usage de l'une ou de l'autre de ces langues (le français et l'anglais) dans les procédures et les plaidoyers qui y seront faits ou dans les actes de procédure qui en émaneront.* » On peut logiquement en déduire que les jugements ou les sentences doivent être rendus dans la langue utilisée par les parties. Mais il a été porté à l'attention du public que des jugements avaient été rédigés dans la seule langue anglaise, alors que les justiciables étaient de langue française.

Il serait donc opportun que le Gouvernement du Québec précise davantage l'utilisation qu'on doit faire des langues dans les jugements et les sentences afin que toutes les parties à un procès puissent être servies dans leur langue.

**Nous recommandons que tous les jugements et toutes les sentences rendus par les tribunaux judiciaires et administratifs du Québec soient en langue française lorsque les parties sont des francophones, et en langue française et en langue anglaise lorsqu'il y a des parties des deux langues.**

**Nous recommandons que lorsqu'une sentence ou un jugement écrits ont été rendus en langue anglaise uniquement,**



**tout citoyen intéressé puisse en obtenir une traduction en langue française et cela, sans encourir pour cette traduction, de frais supplémentaires.**

### ***Conclusion***

Dans la préparation de ce chapitre sur les communications entre l'administration gouvernementale et le public en général, nous nous sommes laissés guider par un double objectif: le respect des droits de la majorité francophone et la protection de la minorité anglophone.

Si les recommandations ont été peu nombreuses, c'est que, en premier, les francophones n'éprouvent aucun problème à communiquer en français avec les services gouvernementaux, et que, en second lieu, dans la première partie de ce rapport, nous avons proposé une politique linguistique de nature à inspirer le législateur dans l'élaboration des règles qui s'appliqueront aux communications de l'État avec le citoyen. Nous avons cependant cru utile de faire connaître le résultat de nos recherches touchant les pratiques linguistiques de l'administration provinciale.

### **C. Le secteur québécois de l'administration fédérale**

Notre investigation sur les pratiques linguistiques de l'administration fédérale à l'endroit de sa clientèle francophone du Québec a été très sommaire.

En premier lieu, comme notre mandat émanait de l'autorité provinciale, nous connaissions au départ la limite des moyens dont nous disposions pour agir efficacement sur des usages qui sont sous le contrôle d'une juridiction différente.

En second lieu, au moment où notre Commission a été créée, nous pouvions tirer profit des données encore récentes de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme qui avait largement couvert le secteur et dont les conclusions ne laissaient aucune équivoque sur la situation qui prévalait.

Nos recherches ont donc été limitées à des sujets très particuliers. Plusieurs spécialistes en droit public ont préparé pour nous des

études sur la législation fédérale en matière linguistique et notre propre service de la recherche documentaire a fait quelques démarches très modestes pour tenter d'évaluer la situation faite aux francophones et à la langue française dans l'administration fédérale québécoise, avec un recul de quelques années sur le rapport de la Commission Laurendeau-Dunton.

## ***1. La situation***

Il y a en territoire québécois près de 75,000 employés fédéraux reliés soit aux ministères, aux organismes gouvernementaux ou aux agences et sociétés de la Couronne. Il s'agit là d'un bloc important de travailleurs dont la majorité est confinée à une activité de service à l'endroit d'une clientèle majoritairement francophone. Il devient intéressant de s'interroger sur le degré d'utilisation du français que fait cette masse de fonctionnaires qui œuvre au Québec.

Dans un chapitre consacré à l'emploi des langues dans l'administration fédérale, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme tirait une constatation non rassurante sur la situation pour l'ensemble du Canada. Elle affirmait :

«...l'usage s'est établi, dans la fonction publique, de répondre aux lettres en anglais ou en français selon la langue de leur expéditeur. En ce qui concerne les autres emplois de la langue de communication avec le public, dans les publications par exemple et les rapports directs, chacun des ministères et des organes locaux de l'administration a ses propres usages, lesquels varient grandement. Les particuliers sont donc bien servis dans certains cas et dans certaines régions, et mal dans d'autres; les francophones résidant hors du Québec sont particulièrement désavantagés sous ce rapport... ». (\*)

Et lorsque la même Commission cerne de plus près la réalité en tenant compte de situations particulières, dont celle qui prévaut au Québec, elle fait état d'usages plus alarmants encore :

---

\* *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, livre III, p. 186.

« A Montréal, Granby, Chicoutimi et Edmundston, par exemple, au moins 95% des fonctionnaires peuvent traiter en anglais avec le public. Il est bien rare qu'un anglophone, dans un service fédéral de sa région, ait à traiter avec un fonctionnaire qui ne sache pas l'anglais. En revanche, les minorités francophones sont très défavorisées, et l'excédent occasionnel de fonctionnaires francophones, par rapport aux résidents francophones dans certaines régions anglophones, est sans commune mesure avec l'excédent de fonctionnaires anglophones dans les régions francophones. » (\*)

Les commissaires devaient alors conclure qu'en ce qui concernait les rapports directs des fonctionnaires fédéraux avec le public, la fonction publique était encore manifestement très loin d'appliquer les normes de bilinguisme qu'elle s'était fixées en 1962.

Découlant directement des premières conclusions de cette Commission, la *Loi sur les langues officielles* fut sanctionnée le 9 juillet 1969 pour entrer en vigueur le 7 septembre de cette même année.

Jusque-là, la seule mesure législative en matière linguistique touchant le gouvernement fédéral était l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, imposant le bilinguisme dans les débats des deux Chambres du Parlement, ainsi que dans les archives, procès-verbaux et journaux parlementaires, de même qu'au cours des plaidoiries, témoignages et procédures devant les tribunaux fédéraux. Peut-on trouver çà et là d'autres dispositions éparées très particulières, mais somme toute, relativement marginales.

A la fin de 1967, la Commission Laurendeau-Dunton avait affirmé dans son premier rapport:

« Nous adoptons comme principe directeur la reconnaissance par la loi et dans la pratique des deux langues officielles, même là où l'une des deux est parlée par une minorité, dès que, numériquement, celle-ci paraît viable. »

Lors de la conférence constitutionnelle tenue à Ottawa en février 1968, le gouvernement fédéral déclara officiellement qu'il acceptait les objectifs fixés par la Commission et qu'il prendrait les dispo-

---

\* *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Livre III, p. 137.

sitions pour assurer la mise en œuvre des propositions qui s'adressaient à lui. (\*)

Lorsqu'il fit la présentation devant le Parlement de la *Loi sur les langues officielles*, le premier ministre Trudeau résuma l'objectif du projet en ces quelques mots:

« Il définit pour la première fois les droits linguistiques des citoyens dans leurs relations avec le Parlement, avec le gouvernement fédéral et avec les institutions envers le citoyen en matière de langue. » (\*\*)

La déclaration de principe énoncée à l'article 2 accorde à la langue française et à la langue anglaise le statut de langues officielles et leur reconnaît une égalité de droits au sein de la juridiction fédérale.

Le bilinguisme qui en découle s'imposera tant aux services administratifs du Gouvernement qu'aux organismes judiciaires et quasi judiciaires fédéraux, aux corporations de la Couronne et au Parlement lui-même. Il portera tant sur la langue parlée que sur la langue écrite et s'imposera à travers tout le Canada selon des modalités connues à propos des districts bilingues.

De telles exigences ont évidemment leurs répercussions sur le personnel administratif qui doit communiquer avec le public et en conséquence il incombe à la Commission de la Fonction publique ou à toute autre autorité compétente de tenir compte des buts visés par la loi dans l'exercice de ses fonctions touchant la nomination et l'avancement du personnel requis.

Pour assurer l'efficacité et l'application de la loi, le législateur en a confié le contrôle à un « Commissaire des langues officielles » qui agit comme mandataire de la Chambre et qui lui fait rapport.

Le Commissaire n'est pas une super-autorité administrative, ni un juge ou un policier. Il est bien sûr chargé de vérifier le respect des dispositions de cette loi mais on mesure mieux la portée de son action lorsqu'on examine la valeur des armes dont il dispose. Essentiellement, il ne possède qu'un pouvoir de persuasion doublé du droit de faire appel à l'opinion publique pour juger de la justesse

---

\* *Conférence constitutionnelle, Délibérations*, première réunion, 5-7 février 1968, Ottawa, p. 16.

\*\* *Débats de la Chambre des Communes*, 17 octobre 1968, p. 1483.

de son attitude. Tout repose sur l'autorité morale qui se dégagera de la fonction et seule la coutume et les précédents nous permettront d'en évaluer la portée.

Certains articles de la loi nous intéressent de façon plus particulière puisqu'ils régissent les relations entre d'une part l'État et ses institutions et d'autre part l'État et les citoyens.

Citons, par exemple, l'article 3 :

« Sous toutes réserves prévues par la présente loi, tous les actes portés ou destinés à être portés à la connaissance du public et présentés comme établis par le Parlement ou le Gouvernement du Canada, par un organisme judiciaire, quasi judiciaire ou administratif ou une corporation de la Couronne créés en vertu d'une loi du Parlement, ou comme établis sous l'autorité de ces institutions, seront promulgués dans les deux langues officielles. »

Il en est de même pour tout avis, annonce ou document d'information publié sous l'autorité de ces mêmes institutions lorsqu'il doit circuler dans la région de la Capitale nationale ou dans un district bilingue, comme c'est le cas du Québec. Cette diffusion doit alors se faire autant que possible dans des publications de l'une et de l'autre langue, en donnant aux textes la même importance dans les deux publications. En plus de ces documents, on exige que les règlements et autres actes de nature législative, dont la publication est requise au journal officiel, soient publiés dans les deux langues simultanément.

La loi impose à tous les ministères et organismes relevant du Gouvernement du Canada de s'assurer que dans la Capitale nationale, à leur bureau central, ou dans leurs principaux bureaux situés dans un district bilingue, le public puisse communiquer avec eux et obtenir leurs services dans les deux langues officielles. S'il s'agit de services aux voyageurs, les ministères ou autres organismes qui en sont chargés doivent veiller à ce que leurs services ou ceux de leurs sous-contractants, qu'ils soient offerts au Canada ou à l'extérieur, puissent être fournis dans les deux langues. Toutefois, cette obligation dépend de la demande et de la clientèle régulière à un bureau donné ou dans un lieu particulier de travail. Elle ne s'impose donc plus « si la demande de services dans les deux langues officielles, de la part des voyageurs, y est faible ou trop irrégulière » pour en justifier l'existence continue.

D'autres mesures ont été mises en vigueur afin de donner une meilleure place au français dans l'administration fédérale. On a intensifié les cours de langue qui avaient été déjà amorcés; en mars 1971, le Conseil du Trésor a fait connaître ses objectifs et en avril de la même année, il a créé des unités de langue française à titre expérimental. En novembre 1971, le Commissaire aux langues officielles produisait son premier rapport annuel.

Quels sont les résultats de toutes ces initiatives? La Commission n'a pu en juger par ses propres moyens. Elle a toutefois effectué une enquête auprès de 18 Sociétés de la Couronne qui ont des employés en territoire québécois. Le fait le plus évident qu'elle a constaté, c'est que les anglophones apparaissent en tête de liste dans les cadres supérieurs de ces organismes. Ils concèdent aux francophones, mais avec une certaine timidité, à mesure qu'on descend vers les postes subalternes. Même chez les employés ordinaires et de soutien, ils sont encore en très grande majorité. Si la composition linguistique du personnel peut être un premier indice de l'utilisation des langues, il s'agit là d'une situation qui nous laisse perplexe, à moins que tous les anglophones aient atteint, au cours des dernières années, un niveau élevé de bilinguisme.

## ***2. Les possibilités de changement***

L'égalité des francophones au Québec, quand on l'examine sous l'angle des communications de consommation, ne sera acquise que lorsque tous les services fédéraux leur seront assurés en français — et cela, sans qu'ils n'aient plus jamais besoin de revendiquer pour faire respecter leurs droits.

Le nouveau commissaire aux langues officielles, M. Keith Spicer, a bien compris l'objectif lorsque, dans son premier rapport annuel, en 1971, il a affirmé que « mieux encore, le Bureau du Commissaire peut appuyer, dans le secteur québécois de l'administration fédérale, la volonté maintes fois exprimée de faire du français, au Québec, la langue essentielle des échanges officiels, économiques et sociaux ».

Le commissaire ajoutait un peu plus loin: « Ainsi, tout en restant à l'écart du débat politique et constitutionnel sur la langue, le Bureau du Commissaire se présente, dans la réalité, comme l'allié

naturel de tous ceux qui, au Québec, s'intéressent à la promotion de la langue française ».

Nous croyons qu'il n'y a plus aucune raison qui justifie un délai dans l'application, au Québec, des recommandations de la Commission Laurendeau-Dunton et nous formulons le vœu que, dans le secteur québécois, l'administration fédérale fournisse sans plus attendre tous ses services aux francophones dans leur langue maternelle. La réalisation d'un tel objectif ne peut toutefois s'accomplir tant et aussi longtemps qu'un fonctionnaire fédéral qui, de par ses fonctions, est susceptible d'entrer en contact avec le public n'aura pas une connaissance d'usage de la langue française.

La capacité linguistique est la condition « *sine qua non* » qui doit contribuer à garantir que tous les services de l'administration fédérale seront assurés aux francophones dans leur langue. Si un fonctionnaire fédéral, au Québec, n'a pas encore appris la langue française dans le contexte que nous connaissons depuis quelques années, il n'y a sans doute rien d'autre à faire que de le retirer de tout emploi qui peut le faire entrer en contact avec le public.

Nous formulons donc le vœu que le Gouvernement fédéral voie à ce que tous les fonctionnaires qui sont en territoire québécois et dont les fonctions peuvent les appeler à communiquer avec le public aient une connaissance d'usage de la langue française.

Outre les 75,000 employés et fonctionnaires fédéraux, il y aurait au Québec un peu plus de 132,000 personnes qui travaillent dans des établissements ou des entreprises tombant sous la juridiction fédérale. Il semblerait donc qu'au total, près de 210,000 salariés, employés et fonctionnaires qui vivent au Québec, ressortissent à la juridiction fédérale et que leurs conditions de travail, et conséquemment leur langue de communication au travail, peuvent être déterminées par le pouvoir fédéral. Ceci représente un pourcentage important de la main-d'œuvre totale du Québec qui travaille dans les secteurs de pointe, ou dans les domaines de la finance, du transport et des communications.

Le Québec ne pourra établir aucune politique globale et cohérente dans le domaine des communications dans les activités de travail et de consommation si la politique fédérale dans les secteurs de sa juridiction n'est pas imbriquée dans celle du Gouvernement provincial.

Le Gouvernement fédéral pourra fort bien atteindre ses objectifs d'assurer l'égalité au sein de son administration et réussir la francisation de ses services dans le Québec; le Gouvernement québécois pourra favoriser l'épanouissement du français au sein de l'entreprise privée au Québec; mais les francophones auront-ils satisfaction si toutes les entreprises privées qui offrent des services au public québécois, n'étant pas assujetties à la juridiction provinciale en ce qui touche aux conditions de travail, décidaient de ne pas emboîter le pas dans le sens que nous le désirerions?

Par exemple, pourrait-on concevoir qu'au Québec le CN utilise le français avec sa clientèle francophone et qu'au CP on adopte une politique de laisser-aller? Que tout soit bilingue à Air Canada et qu'on se fiche de la langue de la clientèle chez une compagnie aérienne privée; que tous les services d'une station radiophonique privée ne répondent qu'en anglais aux francophones alors que Radio-Canada respecterait ses clients?

Il faudrait, croyons-nous, que le Gouvernement fédéral collabore avec le Gouvernement provincial dans la réalisation d'une politique d'épanouissement du français au Québec dans tous les secteurs qui sont de sa juridiction. Il pourrait, par sa loi-cadre sur les langues officielles, faire un devoir à tout le secteur privé soumis à sa législation en ce qui a trait aux conditions de travail, de veiller à ce que le public francophone puisse être servi en français.

Nous formulons donc le vœu que le Gouvernement fédéral étudie la possibilité d'élargir la juridiction du Commissaire aux langues officielles afin qu'il puisse surveiller les pratiques linguistiques de toutes les entreprises qui ressortent de la juridiction fédérale.





## **Chapitre quatrième**

### **Les habitudes linguistiques dans la consommation des produits d'ordre intellectuel et d'ordre culturel**

#### **A. Le secteur de l'information**

Les produits d'ordre intellectuel (le mot ayant ici son sens le plus large) sont des objets de consommation au même titre que les biens matériels ou les services que l'organisation sociale met à la disposition du citoyen. Il importe de savoir si le consommateur de ces produits les trouve en abondance dans la langue qui lui permet généralement d'en tirer le meilleur profit, soit la sienne, ou si l'on veut, sa langue maternelle. En effet, même si l'image, aujourd'hui, tend à occuper une place qu'elle avait perdue, le langage reste encore le support essentiel de la majeure partie de ces produits. Au cours des âges, le langage lui-même a trouvé des supports matériels qui lui ont permis de centupler l'effet des messages variés qu'il est susceptible de porter. Après le livre, ce fut la multiplication de celui-ci par l'imprimerie, permettant une diffusion des connaissances inconnues des époques antérieures. Cette diffusion s'est encore amplifiée avec la mise au point de supports à effets sur-multiplicateurs, tels les journaux, le film, le disque, et surtout la radio et la télévision. Dans un continent dominé par la langue anglaise et par la culture américaine, on peut légitimement se demander si un petit groupe ethno-linguistique comme l'est le groupe francophone, parce qu'il a là-dessus toutes les facilités, ne s'alimente pas directement aux sources étrangères plutôt que de passer par sa langue, laquelle, en Amérique, ne véhicule pas toujours d'une façon aussi variée et abondante l'information et le divertissement.

Aussi nous sommes-nous inquiétés de savoir si les francophones disposaient en abondance des supports matériels modernes qui

véhiculent le divertissement collectif et la connaissance sous toutes ses formes, et si la consommation de ces produits se faisait par le truchement de la langue maternelle. À cause de ses effets très spéciaux sur la langue, nous avons attaché une attention particulière à l'un de ces produits, la publicité. Nous ferons un bref exposé des résultats de notre enquête (\*).

## ***1. Les supports matériels de l'information et des divertissements collectifs***

Notre enquête nous permet de dire que les francophones sont en général bien pourvus en journaux, postes de télévision et de radio, livres et périodiques et en films, même si la situation, comme dans le cas du film n'est pas toujours pleinement satisfaisante; elle montre également que les francophones consomment à une très forte majorité dans leur langue les produits que véhiculent les différents moyens de diffusion. Nous allons examiner brièvement l'équipement dont disposent les francophones et l'usage qu'ils en font.

## ***2. La situation***

### **a) Les quotidiens et les hebdomadaires**

Il y a présentement au Québec 13 quotidiens, dont 10 sont publiés en français avec un tirage d'environ 830,000 exemplaires et trois de langue anglaise ayant un tirage de 334,000 exemplaires; soit en tout, au-delà de 1,160,000 exemplaires. Montréal dispose de quatre quotidiens français dont le tirage est de plus de 525,000 exemplaires. Les autres quotidiens du Québec se distribuent comme suit: trois à Québec, avec un tirage de plus de 200,000 exemplaires; puis, un à Granby, deux à Sherbrooke (où il y a un quotidien français et un anglais) et un à Trois-Rivières, ayant ensemble un tirage de près de 110,000 exemplaires. Tous les journaux québécois sont en très grande majorité la propriété de Québécois. Il ne fait pas de doute

---

\* Enquête sur *Les mass media, l'attachement à la langue et les modèles linguistiques au Québec en 1971*, conduite par M. M. Soucy, D. Gagné de la Société Sorécom. Nous utilisons en outre le rapport de synthèse sur l'utilisation des langues dans le domaine de l'information et des divertissements, préparé par M. Pierre Gascon.

que les deux communautés linguistiques ont chacune à leur disposition les journaux dont a normalement besoin un groupe pour s'épanouir culturellement. Le nombre de francophones qui lisent les journaux anglais est sensiblement supérieur aux anglophones qui lisent des journaux français. Chez ces derniers, on est davantage motivé par le désir d'apprendre le français que par le souci de se renseigner sur la vie française au Québec; chez les francophones, c'est beaucoup plus par besoin de se renseigner qu'on lit les journaux anglais. Fait à noter, il semble que la clientèle anglophone des quotidiens français augmente plus rapidement que la clientèle francophone des quotidiens anglais. Il reste que plus du quart de la clientèle du *Montreal Gazette* est francophone. Ce qui s'expliquerait en partie par l'excellence de son service de distribution et par la qualité de certaines sections, comme les pages financières, point faible de plusieurs quotidiens français. Il semble également que bien des francophones préfèrent le *Montreal Star* à *La Presse* pour la même raison.

Les Québécois, particulièrement les francophones, sont d'avidés lecteurs d'hebdomadaires régionaux et de fin de semaine. Ils ont à leur disposition environ 180 hebdomadaires régionaux et locaux, dont 19 sont de langue anglaise et 47, rédigés dans les deux langues.

Si le nombre de journaux français n'a pas sensiblement augmenté au cours de la dernière décennie, il ne faudrait pas perdre de vue que de nombreux périodiques spécialisés et d'information générale ont vu le jour et que certains sont très prospères. Il faudrait également tenir compte du nombre de revues et de magazines français qui parviennent régulièrement au Québec grâce à d'excellents et rapides moyens de distribution et qui ajoutent à cette riche floraison de quotidiens, d'hebdomadaires et de périodiques français de consommation courante.

## **b) La télévision**

Du côté télévision, les francophones sont également bien partagés avec 54 postes et stations de base diffusant exclusivement en français. Au mois de mars 1971, 2.2% de la population québécoise n'était pas desservie par la télévision contre 0.8% en Ontario. Le service français de télévision de Radio-Canada rejoint pratiquement toutes les régions du Québec; d'ici cinq ans, on compte améliorer

le service, au Québec en général, et dans le nord de la province en particulier. Depuis trois ou quatre ans, la télévision par câble a connu un développement phénoménal. Le Québec compte 135 entreprises de télédiffusion par câble, comparativement à 106 pour l'Ontario. Près de 325,000 foyers français et anglais (soit 21% des foyers) reçoivent la télévision par câble.

La majorité des Québécois sont à l'écoute de la télévision canadienne. Cependant, alors qu'une faible minorité de francophones s'intéresse à la télévision américaine, une proportion beaucoup plus grande d'anglophones consacre du temps à la télévision d'outre-frontière. Les raisons pour ce faire sont nombreuses tant chez les francophones que chez les anglophones, mais le facteur linguistique ne semble pas jouer. C'est une question d'intérêt, de curiosité, d'habitudes, d'un meilleur choix de comédiens et de films.

### c) La radio

Dans le champ de la radio, la situation est sensiblement la même: chacun a une préférence marquée pour les émissions du groupe auquel il appartient. Les deux groupes n'écoutent presque pas les émissions américaines. Cependant, les anglophones seraient plus nombreux à écouter la radio de langue française que les francophones à écouter celle de langue anglaise. Les anglophones écoutent la radio française pour apprendre la langue, mais sont moins nombreux à le faire que dans le cas de la télévision.

La radio française du Québec diffuse un grand nombre de pièces vocales en langue anglaise, allant de 0% à 48.7% des disques présentés quotidiennement (\*). Dans la région de Montréal, la proportion s'élève à 59.9% pour l'ensemble des 19 stations de radio. Les pièces vocales en langue française atteignent une proportion de 32.6%; dans une autre langue que l'anglais et le français, elle est de 7.6%. Ces chiffres ne tiennent pas compte des pièces instrumentales. Quant aux postes anglais, ils diffusent largement des pièces vocales en anglais et presque pas en français.

Il apparaît surprenant au premier abord que les postes français accordent autant d'importance aux pièces vocales de langue an-

---

\* Répartition de pièces vocales à la radio québécoise, janvier-février 1971, selon des chiffres publiés par le C.R.T.C.

glaise. Mais il semble bien qu'on agisse pour satisfaire les goûts des jeunes auditeurs francophones. Le même phénomène se retrouve en France où les six principales stations de radio présentent près de 25% de leurs pièces vocales en langue anglaise. Quoi qu'il en soit, ce qui surprend le plus, c'est la très petite place que les postes anglais de la métropole font aux pièces vocales françaises. C'est comme si elles n'existaient pas.

#### **d) Les livres et les périodiques**

Dans le domaine du livre et des périodiques, la situation est à peu près la même: chacun lit dans la langue de son groupe. Le taux de lecture augmente avec le niveau d'instruction, mais les francophones les plus instruits sont moins nombreux à lire livres et revues que les anglophones du même niveau d'instruction; par contre, les francophones lisent davantage des livres d'auteurs de leur propre groupe linguistique (5 à 6 ouvrages par six mois contre 2 à 3 chez les anglophones, soit le double).

Environ une personne sur dix lit des livres écrits dans la langue de l'autre. Une proportion importante d'anglophones lit des ouvrages américains et britanniques (40% et 21%); les francophones, pour leur part, en lisent beaucoup moins (12% et 5%); ils sont même moins tournés vers les publications venues de France (16%) que les anglophones le sont vers les ouvrages de culture anglo-saxonne (40% pour les livres américains et 21% pour les livres britanniques). D'autre part, on remarque une tendance chez les francophones à accroître leur consommation de livres et de revues écrits par des Canadiens français, alors que les Canadiens anglais voient diminuer leur consommation de revues en provenance du groupe canadien-anglais.

#### **e) Les films**

La situation du film français s'est améliorée. Mais même si le nombre de films français mis à l'affiche est en progression, même si de plus en plus les films américains sont montrés en version française, ou encore, si certains films étrangers sont sous-titrés en français, la situation est loin d'être satisfaisante. Les versions françaises des grandes productions américaines sont présentées avec trop de retard sur les écrans des cinémas franco-québécois pour donner satisfaction

aux cinéphiles francophones. Ce retard s'explique difficilement puisque la plupart de ces grandes productions cinématographiques sont montrées presque simultanément en versions postsynchronisées dans les grandes villes du monde. On ne voit pas pourquoi Montréal ne pourrait pas jouir des mêmes avantages que Paris.

### ***3. Analyse de la situation***

Il est évident, notre enquête le montre, que la grande majorité des Québécois, tant anglophones que francophones, font une grande consommation des produits que leur offrent les journaux, la télévision, la radio, le livre et le film. Il devient alors plus intéressant d'examiner le comportement de chacun des groupes dans le choix du véhicule linguistique qui lui permet de se procurer ces biens que sont l'information sous toutes ses formes, le développement intellectuel et les divertissements d'ordre culturel. Une première évidence s'impose: la majorité des membres de chacune des communautés se procurent ces biens par le truchement de sa langue. Comme quoi, la barrière de la langue est beaucoup plus forte qu'on ne croit, et ce, tant chez les francophones que chez les anglophones. Comme quoi, également, chaque groupe semble suffisamment bien équipé et alimenté pour sentir relativement peu le besoin de chercher à se procurer des biens par le truchement de la langue de l'autre.

Il est vrai que cela peut varier selon les besoins qu'on a. À cet égard, il faut dire que si les Québécois, francophones et anglophones, consomment d'abord des produits culturels québécois, ils sont quand même forcés de s'alimenter aux sources américaine, anglaise et française, tout particulièrement en ce qui concerne le disque, le film et les revues. Ce qui peut amener les francophones à utiliser la langue anglaise. Tout ceci, bien sûr, doit être nuancé en tenant compte du niveau d'instruction, l'ouverture vers la culture de l'autre étant généralement d'autant plus grande que le niveau d'instruction est élevé. Quant aux anglophones, ils semblent avoir acquis, durant ces dernières années, un certain intérêt à l'endroit des media de langue française.

Mais dans l'ensemble, les données que nous avons recueillies nous indiquent que les deux cultures cohabitent au Québec sans guère s'interpénétrer. Des deux groupes, c'est celui de langue française

qui paraît le plus centré sur sa propre culture, telle que le révèle la consommation qu'il fait de produits culturels. De leur côté, les anglophones semblent, depuis quelques années, faire un effort pour rejoindre le groupe francophone, mais ils n'en sont qu'à leurs débuts et ils doivent, pour réussir l'opération, commencer par briser la barrière de la langue. Ce sont les moins instruits des anglophones qui, actuellement, sont les plus nombreux à avoir surmonté ce handicap.

Quant à la qualité de la langue utilisée dans les journaux, à la radio et à la télévision, les jugements suivants se dégagent des réponses des informateurs:

1° on est généralement d'accord pour considérer que la langue des *mass media* ne s'est pas détériorée au cours des trois dernières années;

2° malgré ce jugement favorable, et contrairement à l'opinion des anglophones instruits, les francophones les plus instruits (13 ans de scolarité et plus) portent un jugement très sévère sur la qualité de la langue des quotidiens, des hebdomadaires, et des stations de radio et de télévision auxquels s'alimentent les francophones les moins instruits; en revanche, ils jugent favorablement la qualité de la langue des *mass media* qu'ils lisent et écoutent;

3° pour leur part, les francophones qui ont moins de 12 ans de scolarité jugent très favorablement, dans leur ensemble, la langue des quotidiens, des hebdomadaires, et des stations de radio et de télévision qui sont principalement lus et écoutés par les plus instruits, tout comme d'ailleurs ils portent un jugement favorable sur la langue des media qu'ils fréquentent le plus souvent.

#### **4. Recommandations**

Dans quelques mémoires présentés à la Commission, se trouvent des recommandations voulant que l'État prenne les mesures qui s'imposent pour corriger la langue de la radio, de la télévision et de la presse, et pour que les journaux, la radio et la télévision produisent des chroniques et des émissions plus nombreuses sur la correction du langage.

Ces recommandations partent d'un bon naturel, mais à notre sens, la meilleure façon pour l'État d'améliorer la langue de la popu-



lation, c'est de continuer à la scolariser et élever son niveau d'instruction, et c'est aussi de favoriser la formation générale des annonceurs, des commentateurs et des journalistes.

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec favorise, en collaboration avec les entreprises de presse écrite et parlée, la formation et le perfectionnement des journalistes francophones, en particulier sur le plan linguistique, en facilitant aux futurs journalistes des stages dans les entreprises de presse et en mettant à la portée des journalistes déjà engagés dans la profession des cours de recyclage et de spécialisation dans les universités.**

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec favorise le regroupement en association professionnelle des annonceurs et commentateurs de la radio et de la télévision, tant des stations privées que des stations d'État, afin qu'ils puissent développer avec un esprit de corps, une éthique professionnelle, tout particulièrement en ce qui regarde leurs responsabilités vis-à-vis la langue.**

Il y a aussi lieu de s'adresser à la Presse canadienne, qui devrait, à notre sens, faire davantage pour la diffusion d'un excellent français. Tous les quotidiens, anglophones comme francophones, devraient unir leurs efforts pour que la coopérative de nouvelles dont ils font partie améliore plus rapidement son service français, tant sur les plans qualitatif que quantitatif. Ils devraient exiger que la Presse canadienne serve aussi bien le public francophone qu'anglophone et qu'elle se dote d'un service national complet de nouvelles en français avec les meilleurs journalistes francophones.

**Nous recommandons que les entreprises de presse de langue française publiant des quotidiens unissent leurs efforts pour que la Presse canadienne accélère l'amélioration de son service français tant sur le plan de la qualité de la langue que sur le plan de la quantité des nouvelles diffusées en français.**

Dans le but d'améliorer la qualité des émissions des stations de radio et de télévision privées, nous croyons que Radio-Québec devrait donner suite à une recommandation qui nous a été faite par l'Association canadienne de la radio et de la télévision de langue française visant à mettre sur pied une banque de programmes culturels à laquelle auraient accès gratuitement tous les intéressés. Afin de décentraliser la production de la radio et de la télévision, Radio-Québec, de concert avec le ministère des Affaires culturelles, pourrait encourager et aider financièrement la production d'émissions culturelles à partir de centres situés à l'extérieur de Montréal et de Québec.

**Nous recommandons que Radio-Québec crée une banque de programmes culturels franco-québécois à laquelle auraient accès gratuitement toutes les stations privées de radio et de télévision.**

Les postes de radio et de télévision de langue anglaise se sont efforcés au cours des dernières années de refléter auprès de leurs auditeurs la réalité québécoise. Certains même ont pris plusieurs initiatives des plus heureuses. Toutefois, nous croyons que dans le domaine culturel en particulier, ils pourraient faire plus et refléter encore davantage la réalité québécoise afin que leurs auditeurs anglophones réalisent encore plus qu'ils vivent dans un milieu francophone, et qu'ils puissent s'en imprégner. C'est ainsi, par exemple, que les postes de radio anglophones devraient présenter un plus grand nombre de pièces vocales françaises et québécoises; de la sorte, ils feraient mieux connaître et apprécier de leurs auditeurs anglophones les chansonniers français et franco-québécois.

Pour leur part, les postes de radio et de télévision de langue française se doivent de respecter leurs auditeurs en utilisant toujours un français correct. Aucun programme d'épanouissement du français au Québec n'est possible sans leur concours. C'est ainsi qu'ils ne devraient tolérer dans leurs émissions aucun laisser-aller d'ordre linguistique; le souci de la langue devrait être plus fort que celui de la cote d'écoute. Nous croyons que le respect de l'auditeur francophone passe par une langue correcte.

**Nous recommandons aux stations de radio et de télévision de langue française d'aider à l'épanouissement de la langue**

**française en diffusant des émissions d'une haute qualité sur le plan de la langue. Nous recommandons tout particulièrement à la société Radio-Canada de demeurer le guide et l'inspiratrice de la radio et de la télévision de langue française en maintenant les exigences qui ont toujours été les siennes à l'endroit de la langue.**

**Nous recommandons aux stations de radio et de télévision de langue anglaise de s'intégrer davantage au milieu franco-québécois en reflétant plus qu'elles ne l'ont fait jusqu'ici la réalité franco-québécoise.**

Nous croyons que la qualité de la langue utilisée est aussi importante que le contenu des émissions et la propriété des postes de radio et de télévision. D'où la recommandation qui suit:

**Nous recommandons au Conseil de la radio et de la télévision canadiennes de prendre les mesures nécessaires pour que les stations de radio et de télévision de langue française respectent leur auditoire en diffusant des programmes qui soient en un excellent français.**

La télédiffusion par câble pose au Conseil de la Radio-Télévision canadienne (C.R.T.C.) l'un des problèmes les plus complexes et les plus importants sur lesquels il ait eu à se pencher. Par ses possibilités presque indéfinies d'élargir la source des émissions de télévision, la télédiffusion par câble transforme petit à petit le système fondamental de la télédiffusion canadienne.

La compétition venant de la télédiffusion par câble a des conséquences particulièrement graves à une époque où la situation économique d'un bon nombre de postes canadiens de télévision est très précaire. Dans la majorité des cas, les postes de télévisions canadiens dépendent de l'importance de leur auditoire pour survivre et présenter des émissions de qualité.

Mais le danger est surtout culturel. Dans son rapport annuel de l'année 1970/71, le C.R.T.C. précise: « *Si l'on ne trouve pas un moyen d'intégrer les entreprises de télédiffusion par câble à l'en-*

*semble du système de radiodiffusion, le fractionnement qui s'ensuivra entraînera l'éclatement des sources de culture, d'éducation et d'information canadiennes des secteurs publics (Radio-Canada) et privés du système de radiodiffusion. »*

Au Québec, cette menace culturelle est d'autant plus grave que la grande majorité des abonnés sont des francophones. Le Gouvernement du Québec devrait exercer pleinement sa juridiction dans le champ de la télédiffusion par câble afin que celle-ci serve de façon plus spécifique les intérêts de la culture québécoise.

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec continue à exercer dans le secteur de la télédiffusion par câble la juridiction qui lui est dévolue et prenne les moyens appropriés pour assurer une plus grande diffusion de la culture québécoise.**

Si les Franco-Québécois n'ont pas été jusqu'à ces derniers temps de grands consommateurs de livres, ils sont en train de modifier sur ce point leurs habitudes, tout particulièrement en ce qui concerne le livre québécois. S'ils ne lisent pas davantage de livres importés de France, c'est souvent à cause de leur coût prohibitif. Il y a alors danger qu'ils prennent l'habitude d'acheter le livre de poche importé des États-Unis, étant donné la variété des titres et le bas prix des ouvrages. Pour pallier ce danger, il nous semble qu'il faut développer au Québec même une importante industrie et un important commerce du livre. Il y a intérêt, pour les Franco-Québécois à garder le contrôle du commerce du livre, qui est une des sources principales de leur culture. En ces matières, ils ne peuvent se reposer sur des tiers, mais doivent assumer eux-mêmes leurs responsabilités. La sauvegarde de leur culture peut commander l'imposition de certaines restrictions quant à la propriété d'un commerce qui soit d'une aussi grande importance pour eux.

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec révise sa politique de façon que le commerce du livre reste sous le contrôle des Québécois.**

## B. Le secteur de la publicité

Chaque individu est soumis, dans une société économiquement développée, à un véritable bombardement d'annonces publicitaires. Selon une étude américaine, le jeune homme de 18 ans aurait passé près de 25,000 heures en face de son poste de télévision et vu défiler environ 350,000 annonces publicitaires (\*). Il apparaît alors inévitable que la publicité exerce une influence sur le comportement et le langage du consommateur à qui l'on serine à journée longue des *slogans* publicitaires. Comment veut-on alors que le mot ne pénètre pas dans son esprit avec la chose qu'on lui offre? Il est inévitable que ces mots imprègnent sa conscience linguistique.

Cette influence de la publicité, reconnue et admise par tout le monde, peut avoir pour effet d'améliorer ou de dégrader la langue. Certains éducateurs québécois ont fréquemment accusé la publicité d'être néfaste sur le plan linguistique; ce à quoi certains publicitaires répondent qu'elle peut efficacement contribuer à améliorer la langue, à déraciner les mauvaises habitudes linguistiques, comme en témoigne le succès de certaines campagnes de correction du langage. Quoi qu'il en soit, il est indéniable qu'on doit attacher la plus grande importance à la qualité de la langue utilisée dans la réclame commerciale et dans les campagnes de publicité. À cet égard, qu'en est-il de la langue de la publicité au Québec? Le consommateur francophone y trouve-t-il son compte, tant sur la place que les agences de publicité font au français que sur la qualité de la langue utilisée?

Nous ferons appel pour répondre à ces questions, aux données recueillies pour nous sur le sujet par la Société Sorécom (\*). Nous utiliserons également les excellents mémoires que nous ont soumis quelques pétitionnaires et les données très instructives que nous avons recueillies au cours de colloques réunissant des représentants d'agences de publicité francophones, anglo-québécoises, anglo-canadiennes et étrangères. Nous mettrons à profit les travaux effectués par notre Service de la recherche documentaire et les rapports de synthèse préparés par nos collaborateurs. (\*\*)

---

\* *Les cahiers de la publicité*, no 3, Paris, 1962.

\* Sorécom, *Étude concernant la langue française dans les agences de publicité au Québec*, commanditée par la Commission.

\*\* Nous utilisons principalement le rapport de synthèse sur la langue de la publicité, préparé par M. Marcel Paré.

Quatre-vingt-quinze des agences de publicité inscrites dans le « *Canadian Advertising Rates and Data* » ont au moins un bureau au Québec. Les deux tiers de ces agences maintiennent en poste un employé permanent, responsable de la publicité française pour le Québec. Notre enquête a porté sur 41 de ces agences.

Concernant le comportement des agences à l'égard de la production de la publicité en français, l'enquête révèle les faits suivants:

— chacune des agences canadiennes-anglaises qui ont leur siège social au Québec a conçu en moyenne, au cours des 12 derniers mois précédant notre enquête, 19 campagnes publicitaires en français, contre 208 campagnes qui ont été traduites ou adaptées de l'anglais;

— chacune des agences canadiennes-françaises a conçu en moyenne 20 campagnes publicitaires en français et en a traduit ou adapté 7, de l'anglais;

— chacune des agences canadiennes-anglaises dont le siège social est à l'extérieur du Québec a conçu en moyenne 10 campagnes publicitaires en français et en a traduit ou adapté 268 de l'anglais.

De plus, notre enquête montre que dans plus de 50% des cas, c'est un employé de l'agence qui a la responsabilité de décider si l'on traduit ou adapte la publicité conçue en anglais, ou si l'on conçoit la publicité en français. Dans les autres cas, c'est le client qui prend la décision, parfois sur le conseil de l'agence. Fait capital cependant, l'employé qui doit prendre ces importantes décisions est, dans 80% des cas, une personne de langue anglaise. Qui plus est, dans 75% des cas, le responsable de la conception de la publicité en français est également une personne de langue anglaise. On conçoit facilement que la langue française n'y trouve pas toujours son intérêt. La situation est cependant meilleure du côté de la traduction dont la responsabilité est confiée à des francophones dans plus de 80% des cas.

Tout ceci s'explique quand on sait que, dans les agences de publicité de Montréal, le personnel supérieur ou spécialisé n'est francophone que dans une proportion de 20%, et qu'en outre, il y a peu de francophones à l'administration des budgets prévus pour les campagnes publicitaires et dans le service des supports (media).

Bien qu'il y ait eu augmentation de la publicité conçue en français, on peut dire que le Québec est massivement alimenté par une

publicité traduite ou adaptée de l'anglais. Il semble qu'il y ait peu de correctifs à une telle situation. Si comme le suggère l'un des mémoires que nous avons reçu, « *l'intégration de Canadiens français compétents à tous les paliers de l'administration, dans chaque secteur de la vie économique du Québec* » aura pour effet d'améliorer la situation du français dans le monde publicitaire, ce sera surtout au plan de la langue de travail; car, compte tenu du contexte nord-américain, et du coût relativement élevé de la publicité conçue en français, il semble bien que nous devions accepter de continuer à être soumis à une publicité massivement traduite ou adaptée de l'anglais. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne doive pas tout mettre en œuvre pour augmenter graduellement la part de la publicité conçue en français.

Cela fait ressortir la nécessité de traducteurs très compétents, à qui l'on accorde une grande liberté dans l'utilisation de leur langue. C'est ainsi que pourra continuer à s'améliorer la langue de la publicité, pour laquelle on s'accorde à constater qu'elle a fait d'indéniables progrès depuis quelques années.

**Nous recommandons au Gouvernement du Québec de susciter la création au niveau universitaire d'une véritable école francophone de publicité qui assurerait la formation professionnelle des publicitaires sur tous les plans: commercial, technique et linguistique.**

N.B. On dispense un certain enseignement dans le domaine de la publicité dans une université et un CEGEP, mais on le fait dans les cadres de cours plus généraux, ce qui est insuffisant.

**Nous recommandons aux grandes agences de publicité canadiennes et étrangères qui font affaire au Québec de confier leurs campagnes de publicité en français à des publicitaires francophones et de procéder graduellement à l'élimination de la traduction des textes anglais pour la remplacer par des adaptations et par des créations à partir du français.**

**Nous recommandons que le Gouvernement du Québec favorise dans le cadre des accords franco-québécois les échanges entre publicitaires québécois et publicitaires français.**

## Conclusion générale

Ce qui a été proposé par la Commission, c'est une politique linguistique. Nous voulons dire, une politique qui vise à faire apprendre et utiliser le français par le plus grand nombre de Québécois, sans pour autant empêcher la libre utilisation de l'anglais ou de toute autre langue. Cette politique, aucun Gouvernement du Québec ne l'a jamais poursuivie de façon systématique. Tout au plus peut-on dire que depuis 1965, les Gouvernements successifs ont adopté quelques mesures qui ont eu pour objet d'affirmer l'importance du français comme langue d'usage au Québec et de lui donner à certains égards une préséance indirecte sur l'anglais. Rappelons à cet effet les dispositions concernant la fonction publique, adoptées en 1965; les règlements sur l'étiquetage des produits alimentaires, en 1966; la *Loi pour promouvoir la langue française au Québec*, adoptée en 1969; enfin, en 1970, l'amendement de la *Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice des professions*. C'est somme toute assez peu.

Certaines de ces législations et réglementations sont plutôt neutres, en ce sens qu'elles n'ont pas pour effet de donner préséance à une langue sur l'autre, telle par exemple, l'exigence de donner un avis dans l'une et l'autre langue; d'autres ont pour résultat de privilégier le français sans cependant exclure l'usage de l'anglais ou même des autres langues, comme la *Loi sur la protection du consommateur* ou la réglementation touchant l'étiquetage des produits alimentaires; d'autres enfin, sont plus exclusives, comme l'accession immédiate d'un immigrant de langue française à la pratique d'une profession, alors que l'immigrant d'une autre langue maternelle doit, pour jouir du même avantage, apprendre le français ou at-



tendre d'être devenu citoyen. Comme on le voit, l'intention du législateur semble avoir été dictée par les circonstances, en ce sens que l'objectif visé est adapté au fonctionnement des activités dans le secteur où la disposition législative va faire sentir ses effets. Il s'agit là d'une application de la méthode empirique, qui pouvait fort bien convenir pour le règlement de cas particuliers.

Cependant, la Commission est d'avis qu'il faut aujourd'hui aller plus loin, voir plus large, tenter une politique d'ensemble, tout en gardant à celle-ci, selon l'esprit de la méthode empirique, toute la souplesse que nécessitent des situations diverses et une adaptation progressive au changement. Cette politique globale, nous en avons donné la justification profonde et nous en avons défini l'objectif général et les moyens; pour ces derniers, nous en avons décrit, dans certains cas, les modalités d'application, insistant sur la manière de procéder et sur les délais nécessaires pour que la mise en œuvre reste souple et humaine (\*); nous avons enfin indiqué quels devaient être, à notre sens, les agents du changement: le Gouvernement d'abord, dont c'est la responsabilité comme mandataire de toute la communauté québécoise, mais aussi les acteurs indispensables que sont les dirigeants d'entreprise et les chefs syndicaux, sans oublier, bien sûr, les travailleurs eux-mêmes, qui devront supporter le poids du changement. Enfin, nous avons dit, et nous le répétons, que nous croyons cette politique équitable. Sans doute aura-t-elle pour effet de donner préséance au français dans les situations de contact obligatoires ou dans l'emploi public des langues, mais elle ne vise d'aucune manière à restreindre dans toutes les autres circonstances, l'utilisation, par les non-francophones, de l'anglais ou de toute autre langue. Les situations de contact que nous avons en tête sont avant tout celles du travail. C'est essentiellement sur ce terrain que se jouera l'avenir de la politique de diffusion et d'épanouissement du français, que nos investigations et la réflexion qui s'en est suivie nous ont amenés à concevoir et

---

\* Dans les études préparées pour la Commission par l'Institut d'économie quantitative de Montréal, par la Maison Ducharme, Déom et Associés, ainsi que dans les rapports de synthèse sur la langue de travail et sur la bilinguisation des cadres des entreprises, de même que dans les travaux récents de l'Office de la langue française sur l'implantation du français dans les entreprises, on trouvera une description beaucoup plus détaillée de la méthodologie que nous proposons pour la bilinguisation, la francophonisation et la classification des communications de travail.

à élaborer. Ce qui est demandé aux Québécois, nous l'avons dit, c'est d'apprendre et d'utiliser le français, de façon à en faire avec le temps, sur tout le territoire de la province, une langue d'usage commune à tous, sans pour autant nier une diversité linguistique confirmée par toutes les données que nous avons recueillies.

La politique linguistique telle que nous l'avons définie en est une de diffusion du français dans la population du Québec et d'épanouissement de cette langue par la libre utilisation qui pourra en être faite dans tous les secteurs et tous les types d'activité. Nous pensons tout particulièrement aux activités techniques, scientifiques et administratives dans les secteurs industriel, commercial et financier. Cette politique est linguistique en ce sens qu'elle ne vise pas à produire des francophones sur le plan culturel, mais bien des usagers de la langue française, de quelque culture qu'ils soient. Chacun reste donc libre de conserver sa culture. Mais l'accès à la culture franco-québécoise et à la culture française sera largement ouvert aux Québécois non francophones à partir du moment où, par une politique linguistique appropriée, sera levée la barrière que constitue l'ignorance de la langue française. Dès lors, y aura-t-il davantage de chances pour que l'intégration culturelle des immigrants se fasse à la longue tout autant du côté de la communauté francophone que de la communauté anglophone. Plutôt que d'imposer la culture franco-québécoise, la politique que nous proposons vise à y donner librement accès en supprimant l'obstacle de la langue.

Cette politique ne représente en rien un faux-fuyant devant le problème du nombre. Il est clair que la baisse de la natalité chez les francophones, tout comme le peu d'attrait qu'exerce la langue française sur les non-francophones constituent des sujets d'inquiétude légitimes pour les Franco-Québécois. La crainte de la minoration des francophones, si elle est peu fondée sur le territoire du Québec, se révèle beaucoup plus vraie à l'échelle du Canada. Il y a lieu de rester aux aguets. Cependant, le Québec, depuis quelque trois ans, se vide davantage de ses ressources humaines qu'il n'en acquiert par la natalité et l'immigration. Il importe d'arrêter cette saignée. Par ailleurs, aussi longtemps qu'on maintient le double système d'écoles, il y a répugnance à discriminer en dirigeant les enfants d'immigrants non anglophones vers les écoles françaises et les enfants d'immigrants anglophones vers les écoles anglaises, tout comme à forcer ce dernier groupe d'enfants dont la langue maternelle est l'anglais, à fréquenter les écoles françaises; de même,

aussi longtemps que le français n'est pas une langue nécessaire pour toutes les activités de travail, il y a peu d'espoir que l'immigrant adulte s'intéresse au français et fasse des efforts pour devenir compétent dans cette langue. Il en résulte, selon la Commission, qu'il y a probablement intérêt pour le Québec à concentrer ses efforts sur une politique linguistique clairement énoncée et appliquée avec constance d'année en année, plutôt que de réclamer une intégration scolaire, qui, dans le climat politique actuel, aurait sans doute pour effet de créer chez les non-francophones une opposition sourde à toute politique de diffusion du français.

Le mandat de la Commission invitait celle-ci à établir la situation de la langue française comme langue d'usage au Québec et à proposer des moyens pour en assurer le plein épanouissement et la diffusion dans le respect des droits de la minorité. La connotation nettement linguistique de ce mandat a orienté les travaux et la réflexion des commissaires vers une solution du problème qui est proprement linguistique, c'est-à-dire centrée sans ambiguïté sur l'apprentissage et l'utilisation d'une langue plutôt que sur les moyens nécessaires pour augmenter le nombre de personnes rattachées au groupe culturel canadien-français. Ces moyens sont d'ailleurs connus: développement économique, immigration, intégration des immigrants, encouragements de toute sorte à la natalité, facilités accrues pour l'éducation des enfants, etc. Beaucoup ont déjà été mis en œuvre par le Gouvernement du Québec. Peut-être y aurait-il lieu d'évaluer les résultats qu'ils donnent quant au développement et à l'expansion des groupes culturels canadiens-français et franco-québécois. Et de prendre les mesures qui s'imposent, s'il se révèle qu'on doive corriger ou améliorer la situation. La Commission, pour sa part, à la demande du Gouvernement, a étudié l'un de ces moyens, soit l'intégration des immigrants. Les résultats montrent qu'il s'agit d'un phénomène complexe. Cependant, pour aider l'immigrant à s'intégrer à son nouveau milieu social, il suffit d'un certain nombre de mesures relativement simples, qui supposent pour être mises en œuvre une volonté d'agir plutôt que de s'en remettre au laisser faire. Ces mesures, doublées de celles que nous proposons pour la diffusion du français devraient suffire pour persuader la majorité des immigrants qu'il est avantageux pour leurs enfants de les diriger vers les écoles françaises.

Si cette double politique ne donne pas les résultats escomptés, il y aurait lieu pour le Gouvernement d'envisager, dans des délais

relativement courts, des mesures plus draconiennes, dont le contenu et les principes se trouvent dans notre rapport sur les droits linguistiques.

Au terme de ses travaux, ce qui paraît évident à la Commission, c'est que le Québec, pour susciter chez les citoyens une volonté de vie en commun et pour continuer à s'ouvrir sur le continent nord-américain et sur le monde tout en restant lui-même, doit avoir une politique linguistique d'ensemble bien définie et acceptée de tous.



# **Recommandations**

## **(Première partie)**

- 1** Nous recommandons que le Gouvernement du Québec se donne comme objectif général de faire du français la langue commune des Québécois, c'est-à-dire, une langue qui, étant connue de tous, puisse servir d'instrument de communication dans les situations de contact entre Québécois francophones et non francophones.
- 2** Nous recommandons au Gouvernement du Québec – tout en conservant l'article 133 de l'*A.A.B.N.* – de proclamer dans une loi-cadre le français langue officielle du Québec, ainsi que le français et l'anglais langues nationales du Québec, et de maintenir l'anglais comme langue d'enseignement dans les écoles anglo-protestantes et anglo-catholiques, et comme une des deux langues de communication des individus avec l'État.
- 3** Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre les dispositions nécessaires pour faire du français la langue des communications internes dans les milieux de travail au Québec.
- 4** Nous recommandons au Gouvernement du Québec de procéder par étapes à l'implantation du français comme langue des communications internes dans les milieux de travail, en négociant avec les établissements chacun des stades de la transformation.

- 5 Nous recommandons que la première étape vise à faire du français la langue de travail des francophones, c'est-à-dire, à mettre en œuvre une politique linguistique où les francophones aussi bien que les anglophones pourront utiliser leur langue dans leurs communications de travail; que la seconde étape ait pour objet de faire du français la langue commune des échanges verbaux entre francophones et anglophones; que la dernière étape vise à faire du français, dans les milieux de travail, la langue des échanges écrits.
- 6 Nous recommandons aux entreprises une politique de bilinguisation graduelle de leurs cadres anglophones, politique correspondant aux trois étapes prévues pour l'implantation du français comme langue des communications internes dans les milieux de travail.
- 7 Nous recommandons aux entreprises de porter à la connaissance de tous leurs employés tant francophones qu'anglophones, mais surtout de leurs cadres, la politique linguistique qu'elles poursuivent et le programme de bilinguisation qu'elles ont l'intention de mettre en œuvre, avec les délais prévus pour franchir chacune des étapes.
- 8 Nous recommandons aux entreprises d'adopter une politique de bilinguisation strictement adaptée aux besoins de leurs cadres et de leurs autres employés.
- 9 Nous recommandons au Gouvernement de proposer aux entreprises une politique de francophonisation qui ait pour objectif d'augmenter graduellement, à compétence égale, la présence des francophones aux échelons moyens et supérieurs de la hiérarchie administrative jusqu'à un taux moyen qui dans la majorité des établissements se rapproche sensiblement de celui qu'on trouve dans la main-d'œuvre québécoise, selon les deux régions distinguées dans ce rapport.
- 10 Nous recommandons parallèlement au Gouvernement d'augmenter graduellement, à compétence égale, la présence des non-francophones bilingues aux échelons moyens et supérieurs de la hiérarchie administrative de la fonction publique jusqu'à

**un taux moyen qui se rapproche sensiblement de celui qu'on trouve dans la main-d'œuvre québécoise.**

- 11 Nous recommandons au Gouvernement du Québec d'établir avec les entreprises une politique de francophonisation des cadres qui tende à augmenter la présence des francophones, au cours des dix prochaines années, de 10% au premier niveau hiérarchique, de 20% et de 10% aux deuxième et troisième niveaux hiérarchiques, en tenant compte annuellement des différents facteurs qui peuvent influencer sur une telle politique, en particulier, la production des universités en diplômés et le taux de croissance économique du Québec.**
- 12 Nous recommandons au Gouvernement de planifier, de concert avec la direction des universités, l'éducation universitaire en fonction du programme de francophonisation adopté.**
- 13 Nous recommandons au Gouvernement d'inciter fortement les entreprises à se donner une politique de recrutement qui tienne compte davantage des ressources humaines du Québec et tout particulièrement de l'apport que les francophones peuvent fournir à la constitution de cadres moyens et supérieurs dans l'entreprise privée.**
- 14 Nous recommandons aux entreprises de commencer la bilinguisation des cadres anglophones par leurs établissements qui possèdent le niveau de francophonisation le plus élevé.**
- 15 Nous recommandons aux entreprises dont la grande majorité des cadres sont anglophones de créer un climat linguistique favorable à la francophonisation, soit en bilinguisant un certain nombre de ces cadres, soit en engageant des cadres francophones bilingues compétents.**
- 16 Nous recommandons au Gouvernement d'assumer, après entente avec les entreprises, le coût de la bilingualisation des cadres anglophones, de façon à lever un obstacle qui pourrait être sérieux pour la petite et la moyenne entreprise.**



- 17** Nous recommandons au Gouvernement de s'entendre avec les entreprises et toutes les organisations de travail pour élaborer une politique qui favorise l'emploi d'une terminologie courante française chez les ouvriers et les contremaîtres, par une libre circulation de celle-ci dans la hiérarchie administrative.
- 18** Nous recommandons à l'Office de la langue française d'accélérer la mise au point de ses vocabulaires spécialisés et, de concert avec les entreprises, d'en assurer la diffusion.
- 19** Nous recommandons au Gouvernement de soutenir de ses deniers les efforts des banques de terminologie, de façon à traduire et diffuser le plus rapidement possible les équivalents français des nombreux termes anglais créés annuellement pour traduire les résultats d'une innovation scientifique et technologique qui a subi une accélération extrême depuis quelques décennies.
- 20** Nous recommandons aux entreprises de s'aboucher avec l'Office de la langue française et avec les banques de terminologie pour assurer une rapide traduction des termes scientifiques et techniques qui sont susceptibles de passer dans le vocabulaire de la masse de la main-d'œuvre.
- 21** Nous recommandons au Gouvernement de faire du français, pour les communications que les entreprises ont avec l'administration de l'État, la langue des échanges écrits entre les deux parties, en ce qui concerne l'administration juridique et financière des entreprises, officialisant ainsi une pratique déjà courante.
- 22** Nous recommandons au Gouvernement d'inclure, par le truchement de la loi régissant les corporations professionnelles ou autrement, la connaissance d'usage du français comme une condition à l'admission et à l'exercice d'un métier ou d'une profession.
- 23** Nous recommandons au Gouvernement de procéder de façon sélective, en appliquant d'abord la loi aux membres des corporations professionnelles qui entreront sur le marché du

travail dans les trois ans qui suivront la passage de la loi; puis, aux professions et métiers dont les membres appartiennent de par leurs fonctions au secteur des services personnels et sociaux; enfin, graduellement, aux membres des autres corps de métier. La loi ne devrait en aucune façon être rétroactive.

- 24 Nous recommandons aux entreprises qui ont leur siège social et/ou leur siège divisionnaire au Québec de se définir une politique linguistique qui leur soit propre, et qui fasse une place plus grande aux francophones et à la langue française. C'est ainsi qu'elles pourraient d'ici dix (10) ans, modifier sensiblement la composition linguistique de leur personnel de soutien en introduisant graduellement, et plus qu'elles ne l'ont fait jusqu'ici, un plus grand nombre de francophones bilingues.
- 25 Nous recommandons aux universités de langue française de participer activement à la francisation et à la francophonisation des milieux de travail en planifiant, de concert avec le ministère de l'Éducation, l'enseignement universitaire en fonction du programme de francophonisation qui aura été adopté, et en se donnant dans leurs relations avec les entreprises, une approche plus active et plus pratique.
- 26 Nous recommandons aux universités de même qu'aux collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) de langue française de faire en sorte que les maîtres qui sont invités à enseigner une certaine discipline reliée au monde industriel et commercial n'aient pas seulement une connaissance théorique de cette discipline, mais également une expérience concrète du milieu où elle se pratique afin de mieux conseiller et orienter ceux qu'ils forment. Les universités de même que les CEGEP de langue française devraient s'entendre avec les entreprises industrielles et commerciales pour organiser à l'intention de leurs professeurs, des stages dans ces milieux de travail.
- 27 Nous recommandons aux universités et aux collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) de langue française d'intéresser davantage leurs étudiants aux carrières qui sont

**en rapport avec l'industrie, le commerce et la finance, en leur faisant valoir les possibilités qu'offrent ces carrières et leurs responsabilités dans la francophonisation des milieux de travail industriels, commerciaux et financiers.**

- 28 Nous recommandons aux universités et aux collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP) de langue française d'établir des contacts avec les maisons d'enseignement de langue anglaise afin de partager avec ces dernières leur connaissance du monde des affaires.**
- 29 Nous recommandons aux maisons d'enseignement secondaire et supérieur de langue anglaise du Québec d'accorder une plus grande importance qu'elles ne l'ont fait jusqu'ici à la culture franco-qubécoise, afin de préparer leurs étudiants à mieux s'intégrer à la société québécoise.**
- 30 Nous recommandons au Gouvernement d'adopter une loi sur le statut des langues au Québec, comportant les cinq dispositions discutées dans le rapport.**
- 31 Nous recommandons au Gouvernement de créer une Commission pour la diffusion de la langue française dont le statut soit celui d'une régie d'État, responsable de son action devant l'Assemblée nationale, par le truchement d'un rapport d'activités déposé annuellement devant celle-ci.**
- 32 Nous recommandons au Gouvernement que les membres de la Commission pour la diffusion de la langue française soient nommés par l'Assemblée nationale pour un mandat de cinq ans, renouvelable, en prévoyant cependant un mécanisme qui assurera la continuité de l'action que doit exercer la commission.**
- 33 Nous recommandons au Gouvernement, dans la loi sur le statut des langues, de fixer le mandat de la Commission pour la diffusion de la langue française et d'établir les grandes modalités de son action.**

- 34 Nous recommandons que la Commission pour la diffusion de la langue française soit assistée d'un comité consultatif et de trois directions générales, dont deux vouées à la diffusion du français, et une, à la solution des problèmes d'ordre linguistique soulevés par le programme de diffusion de la Commission.
- 35 Nous recommandons au Gouvernement de dissocier la fonction de diffusion du français de celle de surveillance des infractions aux droits linguistiques, et, en conséquence, de créer, parallèlement à la Commission pour la diffusion de la langue française, une nouvelle fonction, celle de Commissaire aux langues, avec les pouvoirs contenus dans l'article 14a de la *Loi du ministère des Affaires culturelles*, en y ajoutant tout autre pouvoir jugé utile à l'exercice de la fonction.
- 36 Nous recommandons au Gouvernement de donner au Commissaire aux langues un statut analogue à celui qui a été défini pour le Protecteur du citoyen (ombudsman).
- 37 Nous recommandons au Gouvernement de n'étendre que graduellement la juridiction du Commissaire aux langues sur l'ensemble des droits linguistiques définis par la loi, et de ne le faire qu'après avoir pris conseil de la Commission pour la diffusion de la langue française.
- 38 Nous recommandons au Gouvernement d'amender le *Code du travail* de façon à y inclure les règles que nous avons énoncées dans le rapport, touchant l'élaboration, la rédaction et l'application des conventions collectives.
- 39 Nous recommandons au Gouvernement d'amender la loi régissant les corporations professionnelles pour faire de la connaissance d'usage du français une condition à l'admission et à l'exercice d'une profession, en tenant compte cependant des modalités d'application énoncées dans le rapport. L'amendement ne devrait avoir aucun effet rétroactif.
- 40 Nous recommandons aux entreprises d'adhérer ouvertement au programme d'implantation du français comme langue des communications internes et de mettre sur pied leur propre

**comité permanent chargé d'élaborer une politique linguistique appropriée à chacune d'elles.**

- 41 Nous recommandons aux entreprises de porter cette politique à la connaissance de tous leurs employés et de les tenir régulièrement au courant des progrès réalisés et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du programme de façon à obtenir leur collaboration et leur appui constants.**
- 42 Nous recommandons à la haute direction des entreprises de soutenir ouvertement le comité permanent chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique linguistique.**
- 43 Nous recommandons aux entreprises de nommer des recruteurs francophones, ou encore anglophones bilingues, et bien au fait des programmes d'études offerts par les maisons d'enseignement de langue française.**
- 44 Nous recommandons aux entreprises de s'aboucher avec les universités tant de langue française que de langue anglaise, pour leur faire part de leurs exigences de formation à l'endroit des candidats qu'elles ont l'intention de recruter; inversement, nous recommandons aux collèges et universités de langue française de garder un contact permanent avec les entreprises et d'ajuster leurs programmes aux exigences de formation dont celles-ci leur auraient fait part.**
- 45 Nous recommandons aux entreprises de déterminer les exigences linguistiques attachées à chaque fonction de façon que les candidats, où qu'ils soient, aient une idée exacte de la compétence en langue française ou en langue anglaise qui peut être requise d'eux.**
- 46 Nous recommandons aux entreprises d'aider à la francisation des ateliers et des bureaux en mettant à la disposition de leurs employés francophones tous les outils linguistiques nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches en français et de recourir pour ce faire aux services de la Commission pour la diffusion de la langue française.**

- 47** Nous recommandons aux entreprises de créer autour de leurs employés francophones une ambiance française par tous les moyens à leur disposition.
- 48** Nous recommandons au Gouvernement d'intensifier l'enseignement de l'anglais dans les écoles de langue française parallèlement à la mise en œuvre de sa politique linguistique.



## **Recommandations**

### **(Deuxième partie)**

- 49** Nous recommandons que, dans la loi sur le statut des langues, le Gouvernement établisse le droit du consommateur d'être servi en français sans pour autant empêcher qu'il le soit en anglais, s'il le désire.
- 50** Nous recommandons au Gouvernement de proclamer le droit du client francophone, dans les activités de consommation se déroulant dans le secteur privé, d'être servi dans sa langue, partout au Québec, tant dans ses communications écrites que dans ses communications orales.
- 51** Nous recommandons que le Gouvernement du Québec prenne les mesures qui s'imposent pour que tout employé du secteur privé qui, de par ses fonctions, est susceptible d'entrer en contact avec un client ait une connaissance d'usage de la langue française.
- 52** Nous recommandons qu'un délai maximum de cinq ans soit accordé aux entreprises privées de services pour généraliser l'emploi du français dans leurs communications directes, aussi bien écrites que verbales, avec le client francophone.
- 53** Nous recommandons au Gouvernement de n'étendre la juridiction du Commissaire aux langues sur les droits linguistiques relatifs aux activités de consommation qu'une fois écoulé un délai de cinq ans après l'établissement de ces droits, et après avoir pris conseil de la Commission pour la diffusion de la langue française.



- 54 Nous recommandons au Gouvernement de prendre des mesures pour que, d'ici cinq ans, dans tous les documents qui décrivent les biens ou les services offerts, tels les livrets d'instruction ou les modes d'emploi, l'usage du français soit obligatoire et qu'aucun texte rédigé dans une ou plusieurs autres langues n'occupe une place plus importante que le texte rédigé en français.
- 55 Nous recommandons que, dans toute inscription faite sur un produit de consommation ou sur son emballage, l'usage du français soit obligatoire et qu'aucune inscription rédigée dans une autre langue ne l'emporte sur l'inscription rédigée en français.
- 56 Nous recommandons que le Gouvernement du Québec n'ait qu'une seule politique en ce qui concerne le choix des noms de tous les organismes privés créés sous l'empire de ses propres lois.
- 57 Nous recommandons au Gouvernement de prendre des mesures pour que tout organisme privé constitué en vertu des lois du Québec ait un nom français, sans exclure pour autant des versions de ce nom dans d'autres langues.
- 58 Nous recommandons au Gouvernement de prendre des mesures pour que tout organisme privé utilise, au Québec, soit son nom français, soit à la fois son nom et la version française de ce nom.
- 59 Nous recommandons que tout organisme déjà créé en vertu des lois du Québec, qui n'a pas de nom français ou dont le nom anglais n'a pas de version française, puisse se donner sans frais, dans le délai d'un an après la passation de la loi, un nom français ou une version française de son nom.
- 60 Nous recommandons au Gouvernement de prendre des mesures pour que tout organisme déjà créé en vertu des lois du Québec soit tenu, dans un délai de cinq ans, d'utiliser au Québec son nouveau nom français ou la version française de son nom ou à la fois son nom anglais et sa version française.

- 61 Nous recommandons que le ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives soit chargé de l'administration de la *Loi des déclarations des compagnies et sociétés*.
- 62 Nous recommandons qu'aucun organisme et qu'aucune personne assujettis à la *Loi des déclarations des compagnies et sociétés* ne puissent se livrer à leur activité avant que n'ait été officiellement accepté la raison sociale ou le nom qui a été choisi.
- 63 Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre des mesures pour que, dans les délais raisonnables, sur toute affiche produite à l'intention d'un public ou du public par un organisme du secteur privé, l'usage du français soit obligatoire et qu'aucune inscription rédigée dans une autre langue ne l'emporte sur l'inscription rédigée en français.
- 64 Nous recommandons que le Gouvernement du Québec voie, par une réglementation appropriée, à garantir le visage prioritairement français des nouveaux et anciens sites touristiques du Québec.
- 65 Nous recommandons au Gouvernement du Québec de revoir en son entier la toponymie de son territoire et, en collaboration avec les municipalités, de s'employer à la franciser dans les cas où ce serait justifié.
- 66 Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre des mesures pour que, dans des délais raisonnables, tout contrat écrit passé entre un consommateur francophone et un commerçant de biens ou de services soit rédigé en français, à moins que le consommateur n'exige qu'il soit rédigé en anglais uniquement.
- 67 Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre des mesures pour que, dans des délais raisonnables, toute pièce délivrée à un client francophone pour témoigner de l'achat d'un bien ou d'un service soit rédigée en français, à moins que le client n'exige qu'elle soit rédigée en anglais uniquement.

- 68** Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre des mesures pour que tout service public ou para-public – administration municipale, administration scolaire, service hospitalier, etc. – communique en français avec le public ou la clientèle francophones qu'ils dessert.
- 69** Nous recommandons au Gouvernement de prendre des mesures pour que, dans les organismes de services des secteurs public et para-public, tout membre du personnel qui, en raison de ses fonctions, est susceptible d'entrer en contact avec des citoyens francophones, soit obligé d'avoir une connaissance d'usage du français.
- 70** Nous recommandons que le Gouvernement du Québec fasse en sorte que, dans un délai raisonnable, tout organisme de service public ou para-public – municipalité, commission scolaire, service hospitalier, etc. – se donne un nom français ou une version française officielle du nom anglais qui sert à l'identifier.
- 71** Nous recommandons que le Gouvernement du Québec établisse que tout document officiel émanant d'une municipalité ou d'une commission scolaire puisse, si elle le juge approprié, être rédigé en français seulement.
- 72** Nous recommandons que le Gouvernement du Québec reconnaisse aux municipalités et aux commissions scolaires le droit de publier leurs documents officiels dans la langue française seulement, à moins que les populations desservies comptent plus de 10% de citoyens anglophones, auquel cas les publications devraient être bilingues.
- 73** Nous recommandons que, dans les secteurs public et para-public, l'usage du français soit obligatoire sur toute affiche ou écriteau placé à l'intérieur ou à l'extérieur des édifices, et qu'aucune inscription dans une ou plusieurs autres langues ne soit plus importante que l'inscription rédigée en français.
- 74** Nous recommandons que sur tout le territoire du Québec soit utilisé le système international dans le domaine de la signa-

lisation routière, mais que là où la chose s'avère impossible, la signalisation se fasse dans les deux langues, en accordant priorité au français.

- 75 Nous recommandons au Gouvernement du Québec de prendre les mesures pour que, dans les secteurs public et para-public, toute communication standardisée se fasse obligatoirement en français, et qu'aucune version dans une ou plusieurs langues n'occupe une place supérieure à celle qui est faite au français.
- 76 Nous recommandons que le Gouvernement du Québec établisse des règles claires et uniformes sur l'utilisation des langues pour toutes les publications des différents ministères et organismes gouvernementaux.
- 77 Nous recommandons que toutes les publications du Gouvernement du Québec soient en langue française, l'anglais étant utilisé pour répondre aux besoins de la population anglophone, en tenant compte de la demande et de l'utilité de ces publications.
- 78 Nous recommandons que sur toutes les affiches diffusées par le Gouvernement et les organismes qui en dépendent, l'usage du français soit obligatoire sur le territoire du Québec et qu'aucune inscription présentée dans une ou plusieurs autres langues ne l'emporte sur l'inscription rédigée en français.
- 79 Nous recommandons que tous les jugements et toutes les sentences rendus par les tribunaux judiciaires et administratifs du Québec soient en langue française lorsque les parties sont des francophones, et en langue française et en langue anglaise lorsqu'il y a des parties des deux langues.
- 80 Nous recommandons que lorsqu'une sentence ou un jugement écrits ont été rendus en langue anglaise uniquement, tout citoyen intéressé puisse en obtenir une traduction en langue française et cela, sans encourir pour cette traduction, de frais supplémentaires.

- 81 Nous recommandons que le Gouvernement du Québec favorise, en collaboration avec les entreprises de presse écrite et parlée, la formation et le perfectionnement des journalistes francophones, en particulier sur le plan linguistique, en facilitant aux futurs journalistes des stages dans les entreprises de presse et en mettant à la portée des journalistes déjà engagés dans la profession des cours de recyclage et de spécialisation dans les universités.
- 82 Nous recommandons que le Gouvernement du Québec favorise le regroupement en association professionnelle des annonceurs et commentateurs de la radio et de la télévision, tant des stations privées que des stations d'État, afin qu'ils puissent développer avec un esprit de corps, une éthique professionnelle, tout particulièrement en ce qui regarde leurs responsabilités vis-à-vis la langue.
- 83 Nous recommandons que les entreprises de presse de langue française publiant des quotidiens unissent leurs efforts pour que la Presse canadienne accélère l'amélioration de son service français tant sur le plan de la qualité de la langue que sur le plan de la quantité des nouvelles diffusées en français.
- 84 Nous recommandons que Radio-Québec crée une banque de programmes culturels franco-québécois à laquelle auraient accès gratuitement toutes les stations privées de radio et de télévision.
- 85 Nous recommandons aux stations de radio et de télévision de langue française d'aider à l'épanouissement de la langue française en diffusant des émissions d'une haute qualité sur le plan de la langue. Nous recommandons tout particulièrement à la société Radio-Canada de demeurer le guide et l'inspiratrice de la radio et de la télévision de langue française en maintenant les exigences qui ont toujours été les siennes à l'endroit de la langue.
- 86 Nous recommandons aux stations de radio et de télévision de langue anglaise de s'intégrer davantage au milieu franco-québécois en reflétant plus qu'elles ne l'ont fait jusqu'ici la réalité franco-québécoise.

- 87** Nous recommandons au Conseil de la radio et de la télévision canadiennes de prendre les mesures nécessaires pour que les stations de radio et de télévision de langue française respectent leur auditoire en diffusant des programmes qui soient en un excellent français.
- 88** Nous recommandons que le Gouvernement du Québec continue à exercer dans le secteur de la télédiffusion par câble la juridiction qui lui est dévolue et prenne les moyens appropriés pour assurer une plus grande diffusion de la culture québécoise.
- 89** Nous recommandons que le Gouvernement du Québec révise sa politique de façon que le commerce du livre reste sous le contrôle des Québécois.
- 90** Nous recommandons au Gouvernement du Québec de susciter la création au niveau universitaire d'une véritable école francophone de publicité qui assurerait la formation professionnelle des publicitaires sur tous les plans: commercial, technique et linguistique.
- 91** Nous recommandons aux grandes agences de publicité canadiennes et étrangères qui font affaire au Québec de confier leurs campagnes de publicité en français à des publicitaires francophones et de procéder graduellement à l'élimination de la traduction des textes anglais pour la remplacer par des adaptations et par des créations à partir du français.
- 92** Nous recommandons que le Gouvernement du Québec favorise dans le cadre des accords franco-québécois les échanges entre publicitaires québécois et publicitaires français.

### Observations personnelles et complémentaires du commissaire Gagné

Depuis plus de 34 ans, j'œuvre dans le milieu des affaires, je coudoie au travail des représentants des deux communautés linguistiques du Québec, et aussi, durant tout ce temps, je me suis intéressé particulièrement et d'une façon très active à la francisation et à la francophonisation des milieux de travail. De ce fait, je me crois autorisé à exprimer des observations personnelles et complémentaires en ce qui a trait à la promotion du français dans les milieux de travail.

Si le mandat de la Commission vise d'abord à l'épanouissement de la langue française au Québec, il sous-entend le développement personnel des francophones dans une province où ils composent la majorité. Nous pourrions ajouter que les recommandations de notre Commission visent effectivement à l'établissement d'une société plus équitable au Québec, c'est-à-dire une société où l'égalité des chances existe vraiment, égalité qui n'entraverait pas la bonne marche des entreprises.

Nous désirons en fait favoriser à la fois le progrès social, économique, politique et culturel du Québec par *l'épanouissement professionnel des Québécois* et, selon nous, cet épanouissement *passé par une utilisation plus grande de la langue française* permettant ainsi aux citoyens francophones d'être vraiment et pleinement eux-mêmes et de faire valoir plus clairement leur compétence.

Dans cette conception de notre travail, j'ai été, quant à moi, largement influencé par le professeur Douglas McGregor, du Massachusetts Institute of Technology, U.S.A., autorité reconnue dans la direction et la motivation du personnel des entreprises. Dans son ouvrage « *Leadership and Motivation* », <sup>(1)</sup> il traite de ce qui m'apparaît avoir beaucoup de similitude avec la situation dans laquelle se trouvent les Canadiens français au Québec. C'est ainsi qu'il fait observer que *l'avancement et la promotion économiques* sont les objectifs premiers de tout travailleur qui se croit exclu de la participation réelle à l'organisation de son travail. N'est-ce pas l'impression qu'ont bon nombre, sinon la majorité des Canadiens français?

---

1. The M.I.T. Press — Cambridge (Mass.), 1966.

Après avoir énoncé les quatre principes de base du développement de l'individu, il écrit :

*« Ainsi pour étayer à nouveau notre conception d'une gestion de développement selon une image empruntée au monde de l'agriculture, je suggérerais que nous nous placions devant les choses comme le fait le cultivateur: il tente de réunir les meilleurs facteurs de croissance possible » ... « Il me semble, poursuit-il, que nous devrions suivre son exemple: créer les conditions génératrices de progrès pour nos collaborateurs qui possèdent dispositions, talents et potentiel. Dans ce domaine, nous pourrions faire de plus grands progrès que ceux qui ont été faits jusqu'ici. »*

Je crois donc qu'une des conditions génératrices de progrès est le droit du travailleur à être lui-même, c'est-à-dire celui de pouvoir utiliser sa propre langue le plus possible tout en utilisant l'autre selon les circonstances, les besoins. En pratique, le supérieur devrait s'adresser au subalterne dans la langue de celui-ci même si, pour les fins de son service, le subalterne doit utiliser l'autre langue.

Bref, nous sommes d'avis qu'une plus grande utilisation du français par les francophones amènera une hausse de leur motivation au travail. Cette hausse de la motivation devrait également répondre aux objectifs des chefs d'entreprises dont la maximisation des talents de leur collaborateurs est un des soucis constants.

Et, pour conclure, je pourrais ajouter qu'une plus grande utilisation du français, et contrairement à ce que certains peuvent prétendre, *unira* plutôt qu'elle *désunira*.

A mes compatriotes anglophones du Québec, je me permets de rappeler que nos recommandations ne sont nullement dirigées contre eux ou contre qui que ce soit. Elles tendent tout simplement à corriger le déséquilibre entre les deux langues d'usage du Québec et à rendre le français plus utile et plus nécessaire au travail au Québec, à en faire un facteur de productivité.

Nos recommandations visent également à répondre aux inquiétudes maintes fois exprimées par les Canadiens français qui craignent à la fois pour l'avenir de leur langue et celui de leur communauté en Amérique du Nord.

Les francophones, ne l'oublions pas, sont seuls en Amérique du Nord: ils sont moins de cinq millions au Québec et peut-être six



millions en tout au Canada; ils ne peuvent donc compter que sur eux-mêmes, alors que la communauté anglophone peut compter sur plus de 250 millions d'anglophones. Il faut à tout prix protéger la communauté francophone si nous tenons à conserver la principale caractéristique qui différencie le Canada de son grand voisin du sud. Que la communauté francophone s'étiole au cours des prochaines années, et notre pays ne sera alors qu'une pauvre copie des États-Unis. A un moment où la communauté anglophone au Canada désire affermir, plus qu'elle ne l'a jamais fait jusqu'ici, les caractéristiques canadiennes, il est donc impérieux que l'autre partenaire canadien, la communauté francophone, s'épanouisse pleinement tout d'abord au Québec et, graduellement, au Canada.

Ayant répondu à ses demandes répétées de *l'associer* davantage à la vie québécoise et ayant maintenu l'enseignement en langue anglaise, le moins qu'on puisse attendre de la communauté anglophone maintenant, c'est: a) d'accepter les nouvelles règles du jeu linguistique en s'associant étroitement à la communauté francophone; b) de faire tout en son pouvoir pour aider à l'épanouissement du français.

En recommandant la francisation et la francophonisation des milieux de travail, nous posons de nouveaux jalons qui, à long terme, devraient largement favoriser les Canadiens français sans pour cela nuire à l'épanouissement des anglophones. La compétition sera dorénavant plus serrée, j'en conviens, mais d'autre part, elle sera plus égale et plus équitable. Toutefois, cette francisation et cette francophonisation ne se feront pas par la « *simple opération du Saint-Esprit* ». Il va falloir que les Canadiens français et tous les francophones y mettent la main.

La francisation se fera par les francophones en place, c'est-à-dire, par les cadres. Pour qu'il y ait un plus grand nombre de cadres francophones, les Canadiens français devront se diriger de préférence et en plus grand nombre vers le secteur des affaires plutôt que vers la fonction publique comme cela a été le cas depuis trop longtemps.

Les maisons d'enseignement supérieur — universités et CEGEP — pour leur part, auront à se rapprocher davantage du secteur privé; elles devront travailler plus étroitement avec le milieu des affaires et le considérer comme un partenaire capable d'assurer le plein

épanouissement professionnel et économique des Canadiens français. Il ne faut pas oublier que l'épanouissement culturel passe par le développement économique.

A l'instar de l'éminent sociologue et professeur à l'Université de Montréal, Guy Rocher, je me permets de rappeler aux Canadiens français que nous sommes avant tout des Américains francophones et que, par conséquent, nous ne pouvons nous isoler de notre voisin du Sud. Le voudrions-nous que nous ne le pourrions pas. Nous sommes économiquement extrêmement près des États-Unis, même si nous ne percevons pas assez souvent cette réalité. C'est pourquoi il faut tout mettre en œuvre pour que le problème linguistique cesse d'être perçu comme un problème exclusivement québécois; c'est un problème mondial. Aussi, les maîtres, les professeurs de nos maisons d'enseignement, ont la responsabilité de rappeler aux étudiants qu'ils ne peuvent s'attendre à s'épanouir professionnellement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec, en se fermant à l'anglais. Ils ne sont pas sans réaliser que si, à Paris, un homme de sciences ne peut être complet sans savoir l'anglais, c'est encore plus vrai en Amérique du Nord, même si, à l'avenir, le français sera plus largement utilisé au Québec.

Bref, le programme de francophonisation des milieux de travail que nous préconisons exige de ceux qui voudront occuper demain un poste de commande de s'y bien préparer et d'avoir entre autres connaissances celle de la langue du continent nord-américain; c'est une connaissance fondamentale.

Aimé Gagné,  
Commissaire.

Montréal, le 27 décembre 1972.



# Appendices

## Appendice I

### Déroulement des travaux de la Commission. Principales étapes

#### *I — Étape de la mise en route*

Décembre 1968/avril 1969.

##### a) *Principales opérations* —

1. Explication du mandat par les commissaires;
2. Organisation des audiences publiques;
3. Tenue d'une conférence de presse pour présenter le document explicitant le mandat. Avril 1969.

##### b) *Principaux documents témoignant de l'activité de la Commission* —

1. Le document-guide explicitant le mandat à l'intention des pétitionnaires;
2. Les avis publics à l'intention des pétitionnaires.

## ***II — Étape de l'organisation des travaux***

Mai 1969/janvier 1970.

### ***a) Principales opérations —***

1. Organisation des bureaux de Québec et de Montréal et mise sur pied d'un service de documentation et d'un service de recherche (1<sup>re</sup> tentative en mai, juin et juillet 1969; échec par manque de crédits — reprise de l'opération en novembre et décembre 1969, après l'obtention d'un budget supplémentaire de \$750,000);
2. Présentation d'un premier budget supplémentaire au Gouvernement, pour l'année fiscale 1969-1970. Début mai 1969. Il ne pourra pas y être donné suite, et l'idée sera reprise dans le plan de travail global (Voir sous 3, 4 et 7);
3. Établissement d'un plan de travail pour la durée des travaux de la Commission, comprenant un programme de recherche, un calendrier, un budget global, ainsi qu'un budget pour chacune des quatre années de travail prévues (1969-1972). Mai/juin 1969;
4. Présentation de ce plan de travail au Gouvernement et négociation d'un budget supplémentaire pour l'exercice 69/70. Juillet/août 1969;
5. Visite de l'Abitibi dans le cadre des six visites régionales prévues dans le plan de travail. Août 1969;
6. Début des audiences publiques et des séances à huis clos. Septembre 1969. (Audiences tenues en septembre, octobre, novembre et décembre 1969);
7. Attribution par l'Assemblée nationale d'un budget supplémentaire le 16 octobre 1969;
8. Tenue d'une conférence de presse pour présenter au public le plan de travail général de la Commission. Décembre 1969.

### ***b) Principaux documents témoignant de l'activité de la Commission —***

1. Le budget supplémentaire présenté en mai;

2. Le plan de travail général comprenant:
  - un programme de recherche
  - un calendrier
  - un budget
3. Un rapport d'activités au Premier Ministre en juillet 1969;
4. Le compte rendu de la visite régionale en Abitibi;
5. Les mémoires présentés par les pétitionnaires (quelque 210);
6. Le compte-rendu des audiences publiques;
7. Un rapport d'activités au Premier Ministre en octobre 1969;
8. Les documents utilisés lors de la conférence de presse.

### ***III – Étape de la cueillette des données***

Janvier 1970/décembre 1971.

Cette étape comprend deux parties:

- A. La mise au point du programme d'investigation complémentaire;
- B. L'exécution du programme d'investigation.

#### ***a) Principales opérations —***

1. Discussions avec les superviseurs à la recherche et tenue de mini-colloques avec des groupes d'experts, pour mettre au point le programme d'investigation. Décembre 69/juillet 70;
2. Fin des audiences publiques. Mai 1970. (Audiences tenues en janvier, février, mars et mai 1970);
3. Négociation avec le Gouvernement du programme d'investigation. Août/septembre 1970;
4. Mise en route du programme d'investigation complémentaire. Septembre 1970;
5. Discussions avec les équipes de recherche et le Service de documentation pour la mise en route et l'exécution du programme d'investigation. Mai 1970/septembre 1971;

6. Visites d'entreprises industrielles et financières par les commissaires (5 visites totalisant 12 jours). Février/juin 1971;
  7. Audiences à huis clos (une dizaine). Septembre 1970/Septembre 1971;
  8. Lecture des rapports de documentation à partir de mars 1970 et des rapports de recherche à partir de mai 1971.
- b) *Principaux documents témoignant de l'activité de la Commission*
1. Le compte rendu des discussions avec les superviseurs et la transcription des colloques;
  2. Les plans préparés par les superviseurs pour l'établissement du programme d'investigation;
  3. Le compte rendu des audiences publiques;
  4. Un rapport d'activités au Premier Ministre en mai 1970;
  5. Le programme d'investigation complémentaire présenté au Gouvernement en août 1970;
  6. Les plans pour l'exécution du programme d'investigation présentés par les équipes de recherche et par le service de documentation;
  7. Les contrats signés par la Commission avec les équipes de recherche, et dûment approuvés par le Gouvernement;
  8. Les rapports d'étape présentés par les équipes de recherche et par le service de documentation;
  9. Les rapports finals des équipes de recherche remis à la Commission entre le 29 avril 1971 et le 31 décembre 1971, soit:
    - quelque 30 rapports totalisant environ 4,500 pages,
    - quelque 56 annexes à ces rapports, totalisant environ 4,000 pages;
  10. Les rapports du service de documentation, soit:
    - quelque 120 cahiers totalisant environ 15,000 pages;
    - quelque 3,000 fiches de références;
  11. Les rapports préparés à la suite des visites faites par les commissaires dans quelques entreprises;
  12. Un rapport d'activités au Premier Ministre en septembre 1971.

#### ***IV – Étape de la synthèse des données***

Août 1971/juillet 1972.

##### ***a) Principales opérations***

1. Élaboration par les commissaires d'un plan d'ensemble pour l'utilisation des données. Août/septembre 1971;
2. Préparation de plans de synthèse des données par les superviseurs. Septembre/novembre 1971;
3. Discussion et approbation de ces plans par les commissaires. Octobre/décembre 1971;
4. Rédaction des rapports de synthèse. Octobre 1971/juin 1972;
5. Analyse des rapports de recherche et des rapports de synthèse et discussion avec les spécialistes. Novembre 1971/juin 1972;
6. Préparation de plans pour la version finale du rapport. Janvier/juin 1972.

##### ***b) Principaux documents témoignant de l'activité de la Commission —***

1. Les plans des rapports de synthèse préparés par les superviseurs et approuvés par les commissaires;
2. Un rapport d'activités au Premier Ministre en mai 1972;
3. Les rapports de synthèse préparés par les superviseurs sur:
  - la langue de travail
  - les droits linguistiques au Québec
  - les autres groupes ethniques et l'épanouissement du français
  - l'enseignement du français comme langue maternelle
  - l'enseignement du français comme langue seconde
  - la qualité de la langue française
  - la langue des loisirs et de l'information
  - la place et la qualité du français dans la publicité.

#### ***V – Étape de la rédaction de la version finale du rapport***

Mai/décembre 1972.



## Appendice II

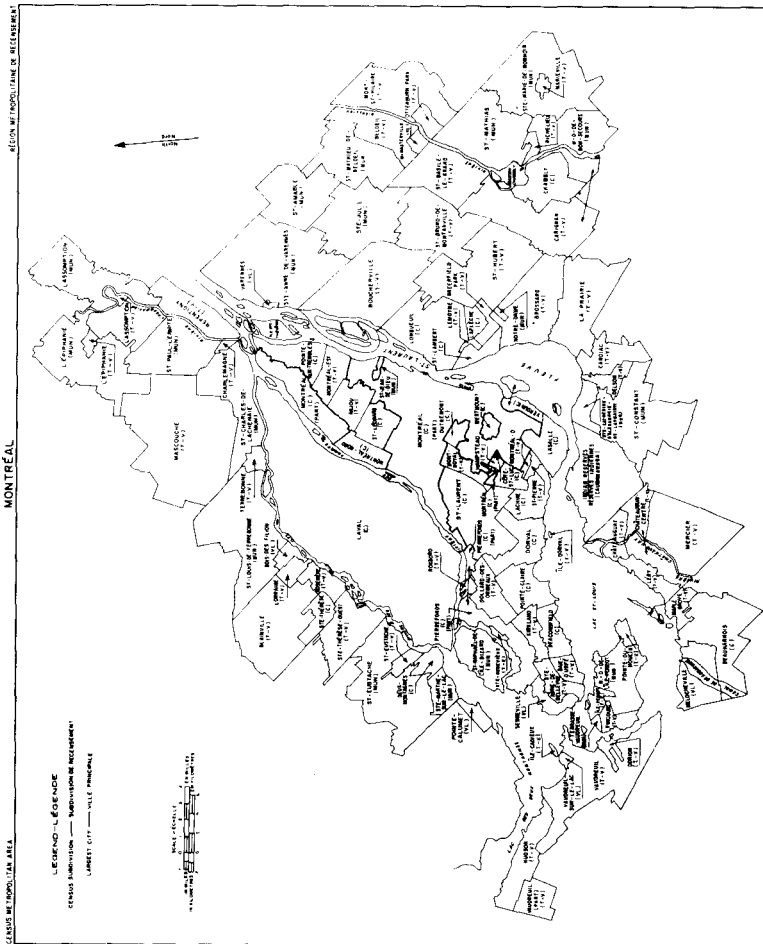
### Liste des audiences publiques

#### LISTE DES AUDIENCES PUBLIQUES TENUES PAR LA COMMISSION

Montréal	—	29, 30 septembre, 1 <sup>er</sup> , 2 et 3 octobre 1969
Québec	—	27, 28, 29 octobre 1969
Montréal	—	19, 20, 21 novembre 1969
Montréal	—	10, 11, 12 décembre 1969
Montréal	—	14, 15, 16 janvier 1970
Montréal	—	11, 12, 13 février 1970
Montréal	—	18, 19, 20 mars 1970
Montréal	—	11, 12, 13, 14, 15 mai 1970

## Appendice III

## Plan de la région métropolitaine de recensement de Montréal



## Appendice IV

### Pourcentage général d'utilisation du français pour chacune des catégories de la main-d'œuvre: tableaux détaillés

Occupations	Franco- phones	Anglo- phones	Autres
Administrateur	83.2	16.4	35.0
Professionnel	88.1	15.7	26.5
Employé de bureau	78.7	14.3	33.1
Vendeur	83.3	19.6	39.6
Employé des services	87.1	21.1	36.3
Employé des transports	85.0	19.1	26.3
Contremaître	87.7	22.3	34.2
Ouvrier du secondaire	90.6	24.0	37.8
Ouvrier du primaire	97.4	12.4*	100.0*

\* Estimé calculé sur moins de 30 cas d'analyse.

Groupes de tâche de travail	Franco- phones	Anglo- phones	Autres
Oral et écrit	80.6%	17.2%	32.4%
Écrit	81.2%	12.1%	15.1%
Oral	85.3%	23.5%	36.6%*
Manuel et écrit	88.5%	22.0%	15.5%*
Manuel et oral	88.0%	24.4%	54.3%
Manuel	93.2%	20.6%	37.7%

\* Estimé calculé sur moins de 30 cas d'analyse.

Secteurs d'activité	Franco-phones	Anglo-phones	Autres
Industrie primaire	95.3	19.3	49.5*
Industrie manufacturière	84.2	20.1	30.6
Industrie de la construction	94.1	23.7*	44.6
Services d'utilité publique	81.5	14.8	21.0*
Commerce	86.6	23.0	43.7
Finance, Assurance et Immeuble	80.9	14.4	23.9*
Services personnels et sociaux	89.1	15.6	38.5
Administration publique	85.2	24.5	42.4*

\* Les estimés ont été calculés sur moins de 30 cas d'analyse.

Niveau d'instruction	Franco-phones	Anglo-phones	Autres
Doctorat	83.2	13.3*	26.8*
Baccalauréat spécialisé License, Maîtrise Diplôme professionnel	84.4	10.7	29.4
Baccalauréat ès arts Diplôme sans grade 15 ans et plus	83.0	17.4	32.0
12 ans à 14 ans de scolarité	79.4	18.1	24.2
9 à 11 ans de scolarité	84.8	20.7	32.2
6 à 8 ans de scolarité	92.2	25.0	41.2
2 à 5 ans de scolarité	95.3	34.2*	47.2

\* Estimé calculé sur moins de 30 cas d'analyse.

Salaire annuel	Francophones (Tous)	Autres	Anglo- phones
Moins de \$2,000	93.0	16.7*	—
\$ 2,000 à 2,999	92.0	38.2*	12.2
\$ 3,000 à 3,999	92.7	43.6*	13.7
\$ 4,000 à 4,999	90.0	31.4	18.7
\$ 5,000 à 5,999	88.1	37.2	21.9
\$ 6,000 à 6,999	87.6	46.2	25.9
\$ 7,000 à 7,999	86.1	37.0	17.5
\$ 8,000 à 8,999	82.7	23.7*	24.5
\$ 9,000 à 9,999	81.8	32.3*	19.7
\$10,000 à 11,999	79.0	29.3*	19.1
\$12,000 à 14,999	80.1	15.3*	8.9
\$15,000 à 19,999	78.9	19.3*	15.2
\$20,000 ou plus	80.4	22.5*	9.9

\* Estimé calculé sur moins de 30 cas d'analyse.

## Appendice V

## Tableaux portant sur la population des diplômés francophones et anglophones du Québec

Population résidente d'âge actif des diplômés des trois cycles formés dans les universités du Québec, 1964-1970, selon le domaine d'études

Domaine d'études	Années						
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Ressources naturelles	2302	2355	2404	2466	2552	2726	2851
Architecture	250	284	319	344	417	508	570
Arts et humanités	6227	6836	7529	8581	9807	11909	14650
Sciences	4270	4716	5314	6153	7093	8381	9690
Affaires	7075	7692	8613	9396	10229	11190	12415
Sciences de l'informatique	4	4	5	6	11	16	29
Éducation	2222	2574	3016	3663	4512	5278	6371
Génie	6943	7295	7702	8107	8584	9203	9898
Santé	10124	10544	10946	11346	11904	12506	13194
Économie familiale	957	1046	1134	1244	1300	1360	1391
Droit	4126	4307	4476	4648	4884	5208	5601
Bibliothéconomie	400	471	550	561	630	739	827
Psychologie	282	310	348	422	499	610	722
Service social	659	703	783	848	912	978	1095
Sciences sociales	582	650	717	813	911	1080	1270
Théologie	3006	3297	3620	3918	4027	4196	4461
<b>Total</b>	<b>49429</b>	<b>53084</b>	<b>57496</b>	<b>62516</b>	<b>68272</b>	<b>75888</b>	<b>85035</b>

Source: résultats de l'étude *Population de diplômés d'âge actif au Québec*, I.I.E.Q., août 1971

**Population résidente d'âge actif des diplômés des trois cycles formés dans les universités anglophones du Québec, 1964-1970, selon le domaine d'études.**

Domaine d'études	Années						
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Ressources naturelles	311	319	331	354	375	411	427
Architecture	248	255	258	263	269	289	313
Arts et humanités	1445	1661	1913	2337	2800	3760	4958
Sciences	2902	3253	3628	4145	4709	5441	6233
Affaires	3243	3530	3839	4176	4546	4900	5302
Sciences de l'informatique	4	4	5	5	6	6	7
Éducation	221	230	249	279	296	375	529
Génie	2871	2929	2971	3043	3173	3307	3471
Santé	1386	1436	1508	1588	1725	1900	2081
Économie familiale	163	166	169	176	188	204	202
Droit	978	1008	1022	1067	1104	1153	1217
Bibliothéconomie	249	274	281	293	311	339	363
Psychologie	93	104	113	127	140	152	164
Service social	151	170	196	210	227	242	268
Sciences sociales	164	176	192	215	228	272	314
Théologie	93	98	103	105	111	120	129
<b>Total</b>	<b>14522</b>	<b>15613</b>	<b>16778</b>	<b>18383</b>	<b>20208</b>	<b>22871</b>	<b>25978</b>

Source: résultats de l'étude *Population de diplômés d'âge actif au Québec*, I.I.E.Q., août 1971

**Population résidente d'âge actif des diplômés des trois cycles formés dans les universités francophones du Québec, 1964-1970, selon le domaine d'études**

Domaine d'études	Années						
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Ressources naturelles	1991	2036	2073	2112	2177	2315	2424
Architecture	2	29	61	81	148	219	257
Arts et humanités	4782	5175	5616	6244	7007	8149	9692
Sciences	1368	1463	1686	2008	2384	2940	3457
Affaires	3832	4162	4774	5220	5683	6290	7113
Sciences de l'informatique	0	0	0	1	5	10	22
Éducation	2001	2344	2767	3384	4216	4903	5842
Génie	4072	4366	4731	5064	5411	5896	6427
Santé	8738	9108	9438	9758	10179	10606	11113
Économie familiale	794	880	965	1068	1112	1156	1189
Droit	3148	3299	3454	3581	3780	4055	4384
Bibliothéconomie	151	197	269	268	319	400	464
Psychologie	189	206	235	295	359	458	558
Service social	508	533	587	638	685	736	827
Sciences sociales	418	474	525	598	683	808	956
Théologie	2913	3199	3517	3813	3916	4076	4332
<b>Total</b>	<b>34907</b>	<b>37471</b>	<b>40698</b>	<b>44133</b>	<b>48064</b>	<b>53017</b>	<b>59057</b>

Source: résultats de l'étude *Population de diplômés d'âge actif au Québec*, I.I.E.Q., août 1971



Répartition en pourcentage de la population résidente d'âge actif des diplômés des trois cycles formés dans les universités du Québec, 1964-1970, selon le domaine d'études

Domaine d'études	Années						
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Ressources naturelles	4.8	4.4	4.2	3.9	3.7	3.6	3.4
Architecture	.5	.5	.6	.5	.6	.7	.7
Arts et humanités	12.6	12.9	13.1	13.7	14.4	15.7	17.2
Sciences	8.7	8.9	9.2	9.9	10.4	11.0	11.4
Affaires	14.3	14.5	15.0	15.0	15.0	14.7	14.6
Éducation	4.5	4.8	5.2	5.9	6.6	7.0	7.5
Génie	13.9	13.7	13.4	12.9	12.5	12.1	11.6
Santé	20.5	19.9	19.0	18.2	17.5	16.5	15.5
Économie familiale	1.9	2.0	2.0	2.0	1.9	1.8	1.6
Droit	8.4	8.1	7.8	7.4	7.2	6.9	6.6
Bibliothéconomie	.8	.9	1.0	.9	.9	1.0	1.0
Psychologie	.6	.6	.6	.7	.7	.8	.8
Service social	1.3	1.3	1.4	1.4	1.3	1.3	1.3
Sciences sociales	1.2	1.2	1.2	1.3	1.3	1.4	1.5
Théologie	6.1	6.2	6.3	6.3	5.9	5.5	5.2
<b>Total</b>	<b>100.1</b>	<b>99.9</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>99.9</b>	<b>100.0</b>	<b>99.9</b>

**Répartition en pourcentage de la population résidente d'âge actif des diplômés des trois cycles formés dans les universités anglophones du Québec, 1964-1970, selon le domaine d'études.**

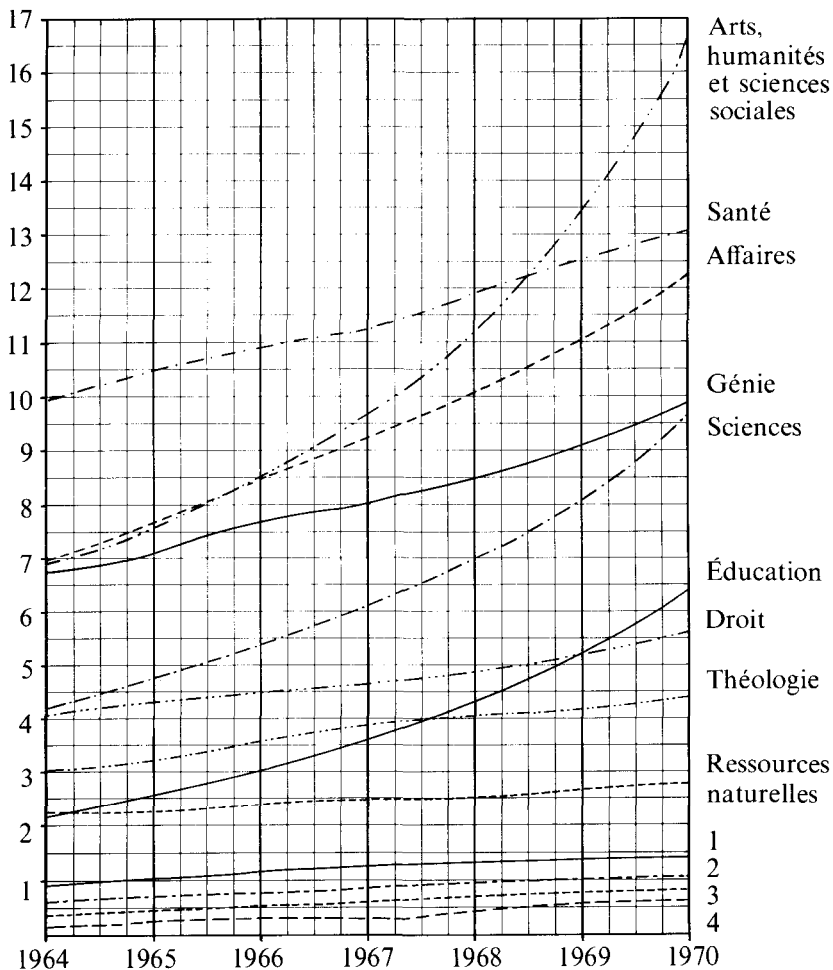
Domaine d'études	Années						
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Ressources naturelles	2.1	2.1	2.0	1.9	1.9	1.8	1.6
Architecture	1.7	1.6	1.5	1.4	1.3	1.3	1.2
Arts et humanités	10.0	10.7	11.4	12.7	13.9	16.4	19.1
Sciences	20.0	20.9	21.6	22.5	23.3	23.8	24.0
Affaires	22.3	22.7	22.9	22.7	22.5	21.4	20.4
Éducation	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.6	2.0
Génie	19.8	18.4	17.7	16.5	15.7	14.5	13.4
Santé	9.5	9.2	9.0	8.6	8.5	8.3	8.0
Économie familiale	1.1	1.1	1.0	.9	.9	.9	.8
Droit	6.7	6.5	6.1	5.8	5.5	5.0	4.7
Bibliothéconomie	1.7	1.8	1.7	1.6	1.5	1.5	1.4
Psychologie	.6	.7	.7	.7	.7	.7	.6
Service social	1.0	1.1	1.2	1.1	1.1	1.1	1.0
Sciences sociales	1.1	1.1	1.1	1.5	1.1	1.2	1.2
Théologie	.6	.6	.6	.6	.5	.5	.5
<b>Total</b>	<b>99.7</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>99.9</b>	<b>100.0</b>	<b>99.9</b>

Répartition en pourcentage de la population résidente d'âge actif des diplômés des trois cycles formés formés dans les universités francophones du Québec, 1964-1970, selon le domaine d'études.

Domaine d'études	Années						
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Ressources naturelles	5.7	5.4	5.1	4.8	4.5	4.4	4.1
Architecture		0.1	.1	.2	.3	.4	.4
Arts et humanités	13.7	13.8	13.8	14.1	14.6	15.4	16.4
Sciences	3.9	3.9	4.1	4.5	5.0	5.5	5.9
Affaires	11.0	11.1	11.7	11.8	11.8	11.9	12.0
Éducation	5.7	6.3	6.5	7.7	8.8	9.2	9.9
Génie	11.7	11.7	11.7	11.5	11.3	11.1	10.9
Santé	25.0	24.3	23.2	22.1	21.2	20.0	18.8
Économie familiale	2.3	2.3	2.4	2.4	2.3	2.2	2.0
Droit	9.0	8.8	8.5	8.1	7.9	7.6	7.4
Bibliothéconomie	0.4	0.5	.7	.6	.7	.8	.8
Psychologie	0.5	0.5	.6	.7	.7	.9	.9
Service social	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4
Sciences sociales	1.2	1.3	1.3	1.4	1.4	1.5	1.6
Théologie	8.4	8.5	8.6	8.6	8.1	7.7	7.3
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>99.9</b>	<b>99.7</b>	<b>99.9</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>99.8</b>

**Population résidente des diplômés d'âge actif formés dans les universités du Québec, 1964-1970**

Diplômés en milliers



1 Économie familiale

3 Bibliothéconomie

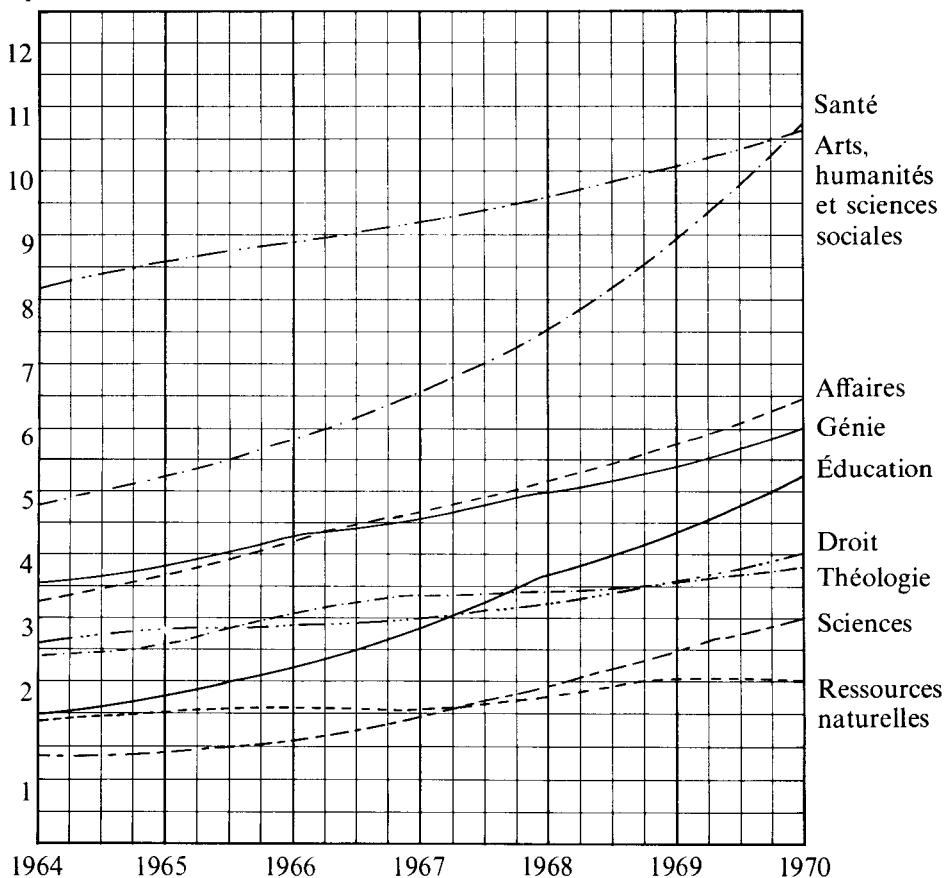
2 Service social

4 Architecture

N.B.: Psychologie et sciences sociales ont été regroupés sous «arts, humanités et sciences sociales», informatique sous «sciences».

**Populations résidente des diplômés d'âge actif formés dans les universités francophones du Québec, 1964-1970**

Diplômés en milliers



N.B.: Psychologie et sciences sociales ont été regroupés sous «arts, humanités et sciences sociales», informatique sous «sciences». La population de diplômés dans les disciplines où elle était plus faible n'a pas été représentée.

**Pourcentage des immigrants internationaux dans la population estimative des diplômés en sciences appliquées**

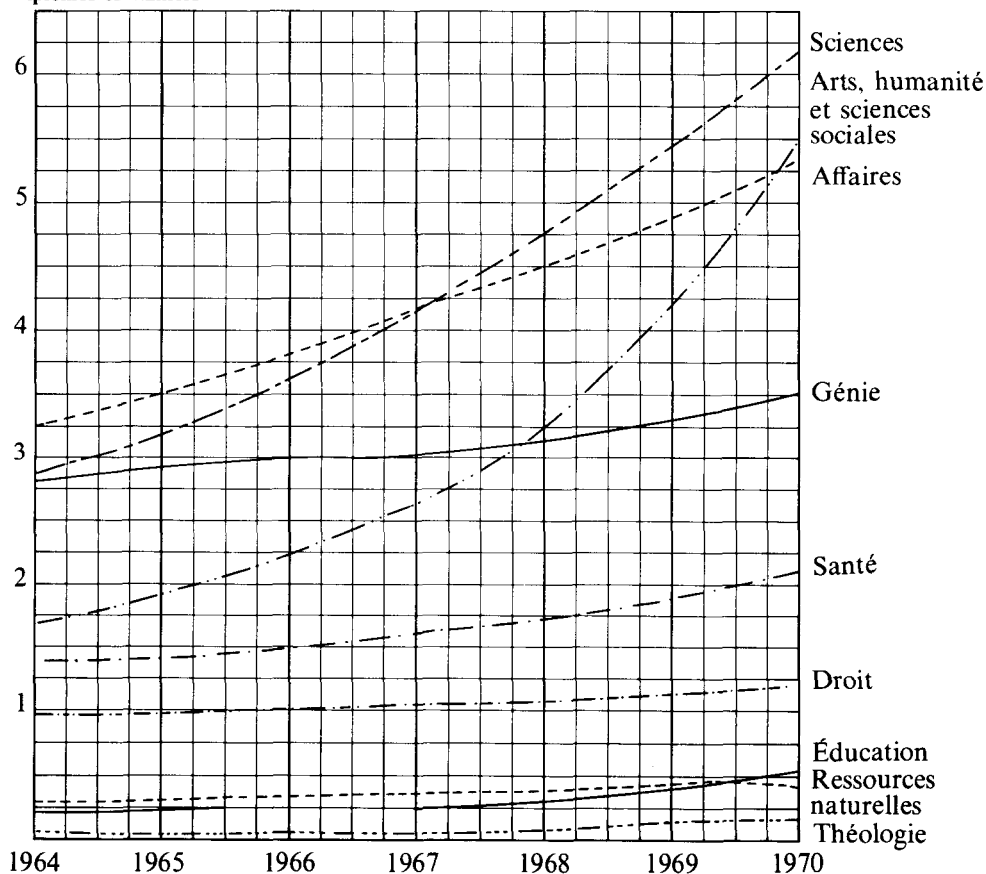
Domaine d'études	Années						
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Géodésie	1.06	1.29	1.74	2.39	2.47	2.68	2.95
Génie	40.41	41.14	42.62	43.52	43.55	42.84	41.7
— chimique	31.28	34.42	35.95	37.06	39.10	38.37	37.17
— civil	37.13	37.56	38.62	39.80	39.67	39.08	38.42
— électrique	52.72	52.71	52.55	53.92	52.97	51.37	49.23
— mécanique	36.39	38.25	40.67	42.26	42.26	42.02	40.86
— minier	18.94	19.38	20.93	22.07	21.69	21.01	20.20
— autre	72.57	77.04	69.16	68.35	68.98	67.27	66.21
Autres <sup>1</sup>	19.51	20.03	20.70	21.48	21.79	21.56	20.35
<b>Total</b>	<b>24.0</b>	<b>24.4</b>	<b>25.21</b>	<b>26.0</b>	<b>26.08</b>	<b>25.58</b>	<b>24.19</b>

Source: «Étude sur les diplômés en sciences appliquées», I.I.E.Q., octobre 1971

1. Agriculture, foresterie, génie rural et informatique du tableau 14 ont été ajoutés à «autres».

**Population résidente des diplômés d'âge actif formés dans les universités anglophones du Québec, 1964-1970**

Diplômés en milliers



N.B.: Psychologie et sciences sociales ont été regroupées sous «arts, humanités et sciences sociales», informatique sous «sciences».

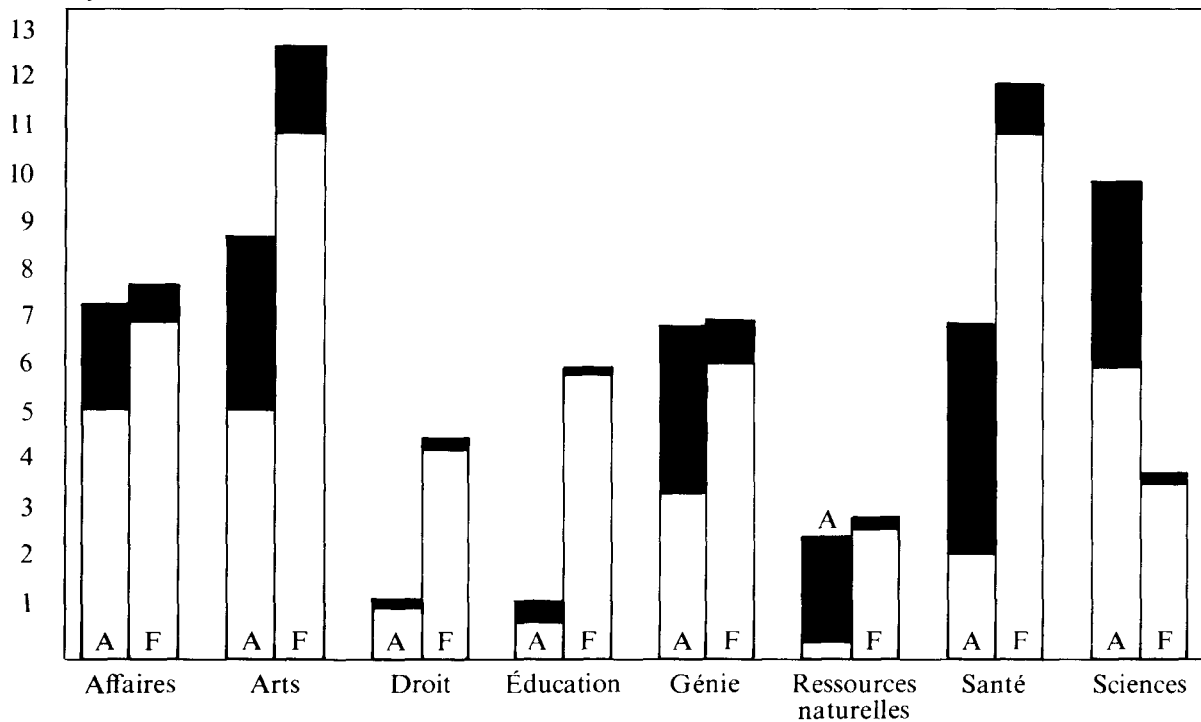
**Taux de croissance annuel composé de la population résidente des diplômés d'âge actif formés dans les universités du Québec, 1964-1970**

Domaine d'études	Universités		
	Anglo-phones	Franco-phones	Total
Ressources naturelles	5.40	3.33	3.63
Architecture	3.93	124.5	14.74
Arts et humanités	22.81	12.49	15.33
Sciences	13.59	16.71	14.63
Affaires	8.54	10.86	9.83
Sciences de l'informatique	9.78	—	39.15
Éducation	15.65	19.55	19.19
Génie	3.21	7.90	6.09
Santé	7.01	4.09	4.51
Économie familiale	3.62	6.97	6.48
Droit	3.70	5.68	5.23
Bibliothéconomie	6.48	20.57	12.87
Psychologie	9.92	19.78	16.96
Service social	10.02	8.47	8.84
Théologie	5.60	6.84	6.80
Sciences sociales	11.43	14.77	13.90
<b>Total</b>	<b>10.18</b>	<b>9.16</b>	<b>9.46</b>



**Population des diplômés vivants des universités francophones et anglophones du Québec,  
selon le lieu de résidence<sup>1</sup> en 1970**

Diplômés en milliers



(1) La surface foncée représente la partie de la population des diplômés résidant hors du Québec en 1970.

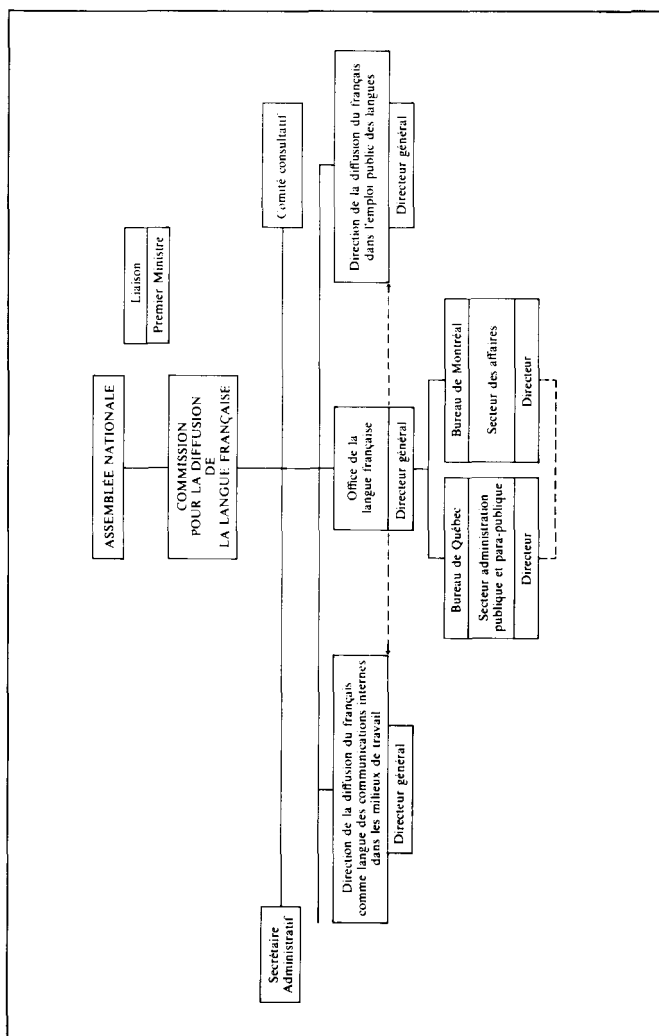
**Pourcentage des résidents au Québec dans la population des diplômés formés dans les universités anglophones et francophones du Québec**

Domaine d'études	Universités	
	anglophones	francophones
Affaires	71.3	97.4
Arts	62.2	87.7
Droit	87.6	97.1
Éducation	57.7	97.5
Génie	49.9	93.0
Ressources naturelles	20.6	91.9
Santé	30.0	92.5
Sciences	61.3	93.7

*Source:* données des associations de diplômés, pour une sélection de domaines d'études.

## Appendice VI

## Organigramme de la Commission pour la diffusion de la langue française



## Appendice VII

## Évaluation des exigences linguistiques des familles occupationnelles: grille d'évaluation et texte explicatif

## Grille d'évaluation des exigences linguistiques

Titre de la famille occupationnelle: SURVEILLANT DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (IND. PAPETIÈRES)

A					B			
Communications internes					Communications externes			
supérieurs hiérarchiques	subordonnés hiérarchiques	pairs	autres services dans l'établissement	services du siège social	clients	fournisseurs	concurrents	organismes officiels
1	2	3	4	5	6	7	8	9
				×				×
							×	
					×	×		
×	×	×	×					
100%								
10	15	15	10	25	5	5	5	10

Niveau d'utilisation de la langue anglaise

C		D		E			F				
Commun. techniques		Commun. pédagog.		Commun. commerciales			Communications administratives				
réception informations technologiques	émissions informations techniques	recyclage	instructions	ventes/services divers à la clientèle	achats	approvisionnement	études de marchés	gouvernement provincial	gouvernement fédéral	gouvernements étrangers	autres entreprises
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
											8
	×										7
×											6
											5
		×									4
											3
											2
			×								1
100%											
50	25	10	15								%

## Texte explicatif

- 1 En ordonnée figurent les différents niveaux d'utilisation de la langue anglaise, permettant d'occuper la famille de fonctions d'une manière satisfaisante; ces niveaux sont définis comme suit:

1. *Aucune connaissance particulière d'une autre langue que la langue de travail, qui est par hypothèse, le français.*

2. *Niveau de compréhension simple et passive:*

- Reconnaître une liste de mots, comprendre une instruction écrite sous forme d'explications limitées et suivant un modèle précis.

- Comprendre une instruction orale à partir de termes techniques normalisés et de sigles internationaux.

Ex: comprendre des codifications de fabrication, des états de comptabilité, le libellé d'une facture.

Ex: recevoir des instructions orales à partir d'un schéma électrique, d'un devis de tuyauterie, etc.

3. *Niveau d'expression simple:*

- Écrire une lettre, destinée à l'intérieur ou à l'extérieur de la compagnie, sans interprétation personnelle et selon des normes précisées par une politique ou une pratique de la société.

- Communiquer oralement à l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise avec un vocabulaire limité par la situation de travail.

Ex: répondre à une demande particulière d'un client dans les cas de demande de renseignements habituels, selon un schéma de lettre normalisé.

Ex: échange de renseignements entre téléphonistes sur le réseau interurbain interprovincial.

4. *Niveau de jugement, de raisonnement et de compréhension moyenne:*

- Lire un compte-rendu, comprendre une instruction écrite demandant une action qui laisse place à une certaine initiative personnelle.
- Comprendre et interpréter une instruction orale demandant d'effectuer certaines tâches et d'établir des degrés de priorité.
- Suivre un cours de perfectionnement technique donné en langue anglaise.

Ex: analyser des rapports de vente standards requérant une compréhension suffisante pour juger de la valeur des données et demander plus d'exactitude sur certains points.

Ex: adapter des méthodes de fabrication ou d'organisation d'après des textes rédigés en langue anglaise.

5. *Niveau de jugement, de raisonnement et d'expression moyenne:*

- Rédiger un compte-rendu de délibérations, un rapport d'activités, une lettre exigeant une certaine initiative personnelle.
- Discuter avec les services fonctionnels tels que génie, achats, ventes, personnel, concernant des modifications à apporter à des plans et devis, l'application à un cas particulier d'une politique de l'entreprise ou une modification mineure à une pratique de l'entreprise.

Ex: répondre à une lettre d'un client qui demande un produit sortant de la gamme habituelle.

Ex: écrire des instructions relatives à des changements dans les délais ou les normes de fabrication, destinées au responsable des ventes.

Ex: discussion entre un cadre de fabrication et un cadre de comptabilité au point de vue de la comptabilisation d'un élément nouveau de dépenses.

6. *Niveau de spécialité et de compréhension supérieure:*

- Comprendre des revues ou des rapports techniques complexes.
- Participer passivement à des réunions internationales spécialisées.
- Assister à la présentation d'un film sur la fabrication d'un équipement complexe.

Ex: lire un rapport de recherche hautement technique dont le contenu doit être utilisé par le titulaire pour la poursuite de ses activités.

7. *Niveau de spécialité et d'expression supérieure:*

- Rédiger des rapports techniques, destinés à l'intérieur ou à l'extérieur de la société, en interprétant les faits et les données.
- Rédiger une notice technique d'utilisation d'un matériel produit par la société.
- Prendre la parole en public sur un sujet professionnel.
- Participer activement à une discussion professionnelle.

Ex: négocier des contrats d'approvisionnements ou de ventes.

Ex: discuter l'achat de brevets.

Ex: entretien professionnel avec un client.

8. *Niveau d'aisance linguistique générale:*

Ce niveau suppose que le titulaire doit posséder une connaissance parfaite de la langue anglaise tant au plan de la compréhension que de l'expression, non seulement dans son secteur professionnel mais dans la plupart des domaines de l'activité humaine.

- 2 En abscisse figurent les différents types de communications possibles liées à une famille occupationnelle: ces communications

sont explicitées quant à leur orientation et à leur nature comme suit:

1. *Orientation des communications*

On a tout d'abord différencié les communications internes des communications externes; ces communications pouvant être orales ou écrites.

L'ensemble de ces relations doit correspondre à 100% du temps passé en communications par les titulaires.

On a ainsi les définitions suivantes:

*Colonne A — Communications internes*

Col. 1: supérieur hiérarchique

On ne considère ici que les relations en ligne verticale de la fonction avec la fonction supérieure.

Col. 2: subordonné hiérarchique

Même remarque, relations avec ses collaborateurs directs.

Col. 3: pairs

Relations avec les mêmes fonctions, au même niveau hiérarchique, au sein de la société, dans le Québec.

Col. 4: autres services dans l'établissement

On considère ici toutes les relations écrites ou verbales, formelles ou non, qui se créent au sein de la compagnie, à condition qu'elles soient directement nécessaires pour bien remplir la fonction. On pensera ici à toutes les liaisons fonctionnelles, groupes de travail, réunions syndicales...

Col. 5: services du siège social

Que les communications soient orales ou écrites, on introduit ici les notions de localisation géographique du siège social et langue de communication entre société-mère et filiales.



*Colonne B — Communications externes***Cols 6-7-8: clients-fournisseurs-concurrents**

On entend ici toutes les relations avec les clients, les fournisseurs, tous les contacts d'études de marché, études de produits, relations avec des sous-traitants ou des agents commerciaux extérieurs.

**Col. 9: organismes officiels**

On entend ici les relations avec les différents paliers de gouvernement, les organismes patronaux ou syndicaux, et les services extérieurs à l'entreprise ou à un groupe de firmes apparentées.

**2. Nature des communications**

On considère ensuite d'une manière plus précise quelle est la nature des communications attachées à la famille occupationnelle.

La somme des colonnes CDEF doit encore correspondre à 100% du temps consacré aux communications.

*Colonne C — Communications techniques***Col. 10: Réception d'informations technologiques**

On entend ici toutes les sources d'information nécessaires pour que le titulaire continue à occuper son poste d'une manière satisfaisante.

Il peut s'agir de revues, d'articles techniques, de réunions de professionnels permettant de suivre l'évolution de la science ou de la technologie.

**Col. 11: Émission d'informations techniques:**

Commerciales ou administratives, destinées à des filiales, à des clients et à d'autres services situés dans tout le pays ou à l'étranger.

*Colonne D — Communications pédagogiques***Col. 12: Cours de recyclage**

Ces cours permettent de suivre l'évolution de la tech-

nique de la société. Ils peuvent être organisés par le siège social étranger, par des organismes spécialisés, par les universités du Québec, etc.

Col. 13: Notices d'instruction

Elles permettent de mieux connaître l'entreprise et les produits fabriqués ou vendus sur le marché.

La fonction peut recevoir une documentation technique telle que notices d'instructions, listes de produits, listes de prix en provenance de la concurrence internationale, du siège social et destinée à toutes les filiales.

Les notices peuvent concerner l'utilisation des machines pour la fabrication et pour l'entretien; elles peuvent avoir trait aux politiques et procédures de personnel, à la vente de nouveaux produits et montrer leurs particularités techniques.

*Colonne E — Communications commerciales*

Col. 14: Ventes et services divers à la clientèle

Ces relations peuvent être l'émission ou la réception de lettres commerciales, de documents commerciaux ou techniques, avec une clientèle nationale ou internationale.

Col. 15: Achats, approvisionnement

Ces relations peuvent être l'émission ou la réception de listes de produits, spécifications, listes de prix, l'établissement de contrats d'approvisionnement.

Col. 16: Études des marchés

Cette colonne concerne les contacts pris en vue de l'établissement de nouveaux contrats sur les marchés nationaux et internationaux.

Les relations peuvent être orales ou écrites et s'adresser à des organismes spécialisés, à des correspondants locaux, à des sociétés sœurs, etc.

*Colonne F — Communications administratives*

Col. 17-18-19:

Gouvernements provinciaux, fédéral, étrangers.

Ces communications sont d'ordre fiscal, juridique, douanier. Elles ne concernent pas les ventes aux administrations gouvernementales.

Col. 20: Autres entreprises

Dans cette colonne, on considère tous les contacts que peuvent avoir des sociétés concurrentes ou non pour des rapprochements ou comparaisons diverses: études de rémunérations, de conditions de travail, établissement de normes de standardisation, etc.

## **Annexe VIII**

### **Aperçu sur les recherches de la Commission**

#### **DIRECTION DE LA RECHERCHE**

- Henry Mhun, directeur du service de recherches économiques à la Banque Provinciale du Canada; directeur de la recherche (jusqu'en 1971).
- Pierre Laporte, professeur de sociologie à l'Université de Sherbrooke; conseiller spécial à la recherche, directeur de la recherche à partir de février 1971; études socio-économiques.
- Georgette D. Guay, D.Ph., professeur agrégé à l'université Laval; chef du service de la recherche documentaire.
- Dominique Lapointe, LL.L., conseiller technique auprès de la Commission.

#### **SUPERVISEURS À LA RECHERCHE**

- Marcel Boudreault, professeur de linguistique à l'Université Laval; études linguistiques.
- Hubert Charbonneau, professeur de démographie à l'Université de Montréal; études démographiques. Assisté de Robert Maheu, docteur en démographie.
- Pierre Gascon, directeur du magazine Perspectives; études sur la place du français dans l'information.
- Ludovic Kos, professeur de droit à l'Université d'Ottawa; études sur les groupes ethniques.
- Lorne Laforge, professeur de didactique des langues secondes à l'Université Laval; études sur l'enseignement des langues secondes.
- Claude Langevin, professeur de pédagogie du français à l'Université Laval; études sur l'enseignement du français comme langue maternelle.

Marcel Paré, directeur de la banque de terminologie de l'Université de Montréal; études sur la place et la qualité du français dans la publicité.

Jacques Saint-Laurent, professeur en économie à l'Université Laval; études socio-économiques (jusqu'en juin 1970).

Claude-A. Sheppard, avocat; études sur les droits linguistiques.

La Commission a en outre consulté de nombreux experts. L'aide que chacun d'eux a pu lui apporter dans son domaine, lui a été d'un grand secours.

## Nécessité d'un programme de recherches scientifiques

Pour répondre à la double exigence qui lui était faite dans le mandat, la Commission disposait de divers moyens d'investigation: les audiences publiques et à huis clos, les voyages d'études, les visites d'information et la consultation d'experts sur des questions clefs. Elle les a utilisés à leur mérite. Mais il est des faits dont la connaissance exige des enquêtes qui sont du ressort de l'activité scientifique. Ces enquêtes demandent qu'on recoure aux services de spécialistes utilisant des méthodes susceptibles de permettre une saisie objective de la réalité.

Sur le premier problème que nous avons à étudier, soit la situation du français comme langue d'usage au Québec, il existait peu de données scientifiquement recueillies, susceptibles d'être de quelque secours. Si l'on excepte les travaux de la Commission fédérale sur le bilinguisme et le biculturalisme portant sur les pratiques linguistiques dans la grande et la moyenne entreprise manufacturière (\*), il n'existait sur le sujet, au moment où notre Commission avait à prendre des décisions, aucune étude d'envergure qui fût valable. Or notre mandat exigeait que nous allions bien au-delà du secteur d'activité étudié par la Commission fédérale. Il demandait une enquête exhaustive et non partielle. Face à cette exigence et au peu de données disponibles, il restait à mettre au point le programme de recherche qui s'imposait.

Dans le domaine du droit, même si les études d'ordre juridique étaient plus nombreuses et plus au point sur la question constitutionnelle, le problème que la Commission avait à résoudre n'avait jamais été posé et étudié sous l'angle de la majorité et de la minorité, ni au Canada, ni au Québec. De même, n'avait jamais été fait l'inventaire de la législation québécoise en matière linguistique. Il restait encore là à entreprendre les études-inventaires, études théoriques, opinions juridiques — qui pourraient mettre la Commission en mesure de se prononcer en connaissance de cause.

Sur l'intégration des immigrants, que savait-on? Même sur l'enseignement du français comme langue maternelle et comme langue

---

\* Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre III, Le monde du travail, le secteur privé.

seconde, à propos duquel tant de choses ont été dites, n'y avait-il pas matière à une investigation et à une réflexion nouvelles? La Commission d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec n'a traité la question que de façon marginale, là n'étant d'ailleurs pas l'objet de son mandat. Il était nécessaire de reprendre la question et de l'examiner dans la perspective d'une politique de diffusion du français dans tous les secteurs d'activité.

La question démographique elle-même — la question du nombre — demandait à être envisagée sous un nouveau jour, celui du nombre de Québécois capables d'utiliser le français, quelle que soit leur origine ethnique et leur culture, plutôt que de l'examiner de nouveau sous l'angle du nombre de francophones, ou du nombre de Canadiens français.

Toutes les questions que la Commission devait aborder demandaient à l'être sous un nouvel éclairage, qui lui était imposé par la nature même de son mandat. Le Service documentaire de la Commission s'est évertué avec beaucoup de mérite à retracer ce qu'on avait écrit sur chacune de ces questions. Nous en avons tiré profit, mais le bagage recueilli n'était pas suffisant pour étayer une réponse satisfaisante aux problèmes posés par le mandat lui-même. Aussi les Commissaires ont-ils dû se résoudre à mettre au point, avec la collaboration de nombreux experts, un programme de recherche, complémentaire de tout ce que les autres méthodes de travail leur avaient permis de recueillir. Ce programme a pris une certaine envergure: on s'en rendra compte par le nombre d'études qui ont été exécutées pour le compte de la Commission; mais il est resté dans des limites raisonnables, eu égard à l'importance des questions à traiter. A titre d'information, nous donnons, sans plus, l'intitulé des principaux travaux qui ont servi à fonder sur des bases solides le rapport que nous présentons. Ces travaux mériteraient qu'on leur donnât une plus ample publicité. Nous souhaitons, pour le bénéfice du public, aussi bien scientifique que profane, qu'ils soient publiés.

Le Service de la recherche documentaire, concurremment aux travaux que nous faisons exécuter à l'extérieur, abattait une besogne colossale. Nous lui sommes redevables d'une bonne partie de la documentation sur laquelle nous nous appuyons pour décrire certaines situations et pour élaborer certaines de nos recommandations. On trouvera ci-après un rapport du chef documentaliste, qui

fait état des résultats obtenus, grâce à une démarche méthodique et à une activité incessante.

A la liste des travaux dont la Commission a été l'inspiratrice, nous ajoutons celle des rapports de synthèse: elle témoigne de l'effort que nos collaborateurs immédiats ont fait pour exploiter au maximum les données que nous avons recueillies. Nous avons trouvé dans ces rapports, sous une forme succincte, maints éléments qui ont servi à écrire la version finale du rapport de la Commission.



## Service de la recherche documentaire

Conformément au mandat de la Commission et au Programme de recherche exposé dans le texte approuvé par les Commissaires à la séance de délibération du 1<sup>er</sup> juillet 1969, un service de la recherche documentaire a été organisé à Montréal et à Québec.

L'objectif général de la Commission qui a inspiré le travail aux secteurs de la recherche et de la documentation à Québec et à Montréal est le suivant: *Explorer tous les faits et les situations qui relèvent du mandat de la Commission et constituer la documentation la plus complète possible sur laquelle celle-ci pourra bâtir ses rapports.*

Dans la poursuite de cet objectif, le secteur du service de Montréal a recueilli la documentation, fait les études de base, les sondages préliminaires aux recherches sur la langue de travail, la place et la qualité du français dans la publicité et les moyens d'information, les droits linguistiques, les groupes ethniques, etc. etc.

La section de Québec se voyait confier la partie du programme sur la qualité de la langue française et sur la place et la qualité du français et de l'anglais dans l'enseignement. C'est ainsi que, au secteur de Québec, le service de la recherche documentaire a travaillé dans une ligne de concentration qui tout en se situant dans la perspective générale du mandat de la Commission correspondait à des sujets bien définis: enseignement du français, langue maternelle, français, langue seconde, anglais, langue seconde, formation des maîtres, manuels et méthodes audio-visuelles, enseignement aux immigrants et Amérindiens, éducation permanente, rôle des parents, attitudes et motivations du personnel enseignant.

Le travail des services de la recherche documentaire a consisté à découvrir, recueillir, colliger et classer toute la documentation relative à la situation de la langue française au Québec en général, pour la mettre à la disposition des Commissaires, des experts chargés de projets de recherche, des superviseurs, des chercheurs, des analystes, des rédacteurs.

Cette documentation a été méthodiquement recueillie selon des plans préalablement discutés dans l'optique de la Commission.

Elle a d'abord caractère de sondage, d'investigation de faits, de nature à servir de base à des recherches plus élaborées, ou de matériel de synthèse sur des sujets précis.

Le personnel du service de la recherche documentaire a été intégré aux projets de recherche dans la mesure où ces projets demeuraient des recherches descriptives, appliquées ou situationnelles. Il a été appelé également à faire la synthèse des données recueillies dans des champs d'observation particuliers comme les groupes ethniques, les droits linguistiques, l'évolution historique de l'enseignement du français, langue maternelle, le français dans les forces armées, dans les sièges sociaux, à l'éducation des adultes, dans les compagnies de la Couronne, le financement de l'enseignement, la fonction publique, etc. Ces synthèses apparaissent dans les Cahiers produits par le service.

Le service de la recherche documentaire a procédé selon des étapes bien définies, soit:

- établir avec les superviseurs des rubriques de plus en plus spécifiques qui constituaient les avenues de recherche documentaire
- faire l'index des mémoires et des documents qui s'y rapportent
- recueillir la documentation orale et écrite selon des plans d'entrevues ou grilles, la dépouiller, en faire la synthèse et les compte-rendus
- établir un bulletin de documentation porté périodiquement à la connaissance des Commissaires
- constituer un fichier par sujets et par auteurs, des volumes, des documents consultés et produits par la Commission
- faire l'index des documents consultés
- établir dans des bibliothèques spécialisées, législature, universités et centres linguistiques, des listes des volumes pertinents.

En vue de recueillir cette documentation écrite et orale, le service de la recherche documentaire a dû établir des contacts personnels ou par correspondance, avec

- tous les ministères provinciaux
- les commissions scolaires existantes
- les C.E.G.E.P.
- les associations d'enseignants
- les services privés et publics de la Province
- les services d'information des différents ministères du Québec
- les associations culturelles du Québec et de l'Ontario

- les ministères fédéraux de la Statistique, de la Défense, de la Fonction publique, etc.
- les associations privées de parents, d'aide aux immigrants, etc.
- les ministères de l'Éducation et les Secrétariats des provinces du Canada
- les associations culturelles et multiculturelles étrangères
- les corporations professionnelles et les syndicats
- les ambassades de même que les consultats situés dans la Province
- les Universités au Québec, au Canada, en Europe et aux États-Unis.

Une importante documentation a été recueillie

par la participation à des congrès, à des colloques internationaux, nationaux et régionaux, à des journées d'étude,

par la consultation des catalogues des bibliothèques: de l'Assemblée nationale, des universités de la province de Québec, des Archives nationales, du Centre international de recherche sur le bilinguisme de l'Université Laval.

par l'analyse des rapports des Commissions d'enquête sur l'organisation du Gouvernement (Glassco), sur l'enseignement dans la province de Québec (Parent), sur le bilinguisme et le biculturalisme (Laurendeau-Dunton).

Le service de la recherche documentaire tant à Québec qu'à Montréal a ainsi recueilli une abondante documentation, soit près de 1,900 titres à Québec et autant à Montréal, de même que des bandes enregistrées. Le service de recherche documentaire a encore dépouillé cette documentation soit pour la rendre accessible aux superviseurs et aux Commissaires, soit pour y découvrir des indices de recherche plus poussée, soit pour en faire des synthèses, soit pour appuyer ou compléter des études déjà accomplies, soit pour faire des études originales préparées à l'intérieur même du service. A cette fin, au minimum trois cent cinquante personnes ont été consultées, sans compter les associations et les réunions ou congrès auxquels les chercheurs ont assisté. Le service de la recherche documentaire a réuni dans plus de cent vingt cahiers représentant 15,000 pages de textes dactylographiés, les travaux accomplis par les chercheurs dans les cadres de leurs attributions.

Il importe de noter que la quantité des personnes et des ouvrages consultés et utilisés, des bandes sonores transcrites dépassent encore le volume de la documentation cataloguée, annexée et compilée.

Elle ne rend pas justice à toutes les personnes qui ont prêté leur concours officiellement ou officieusement aux travaux de la Commission; elle ne tient pas compte, et pour cause, de l'énergie déployée, de la valeur des témoignages recueillis et des personnes employées à la recueillir.

### Liste des rapports de recherche

BARSONY, André, *Une analyse économique de la problématique de l'épanouissement du français chez les Néo-Québécois*.

BEAUDOIN, Jean-Louis, *Étude comparative et évolutive des droits linguistiques en Europe*.

BOUDON, Pierre, CARON, Marc, LAPIERRE, Jérôme, MARESCHAL, Roger, *Étude sur les attitudes des enseignants et des étudiants francophones face à la situation de la langue française au Québec*.

BRAZEAU, Jacques, et CARLOS, Serge, *L'utilisation du français dans le monde du travail du Québec*. (Centre de Sondage de l'Université de Montréal).

CHEVRETTE, François, *Les concepts de « droits acquis », de « droits de groupes » et de « droits collectifs »*.

COTE, André et HAMELIN, Jean, *Analyse du contenu des mémoires présentés à la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*.

*Les recommandations de la Commission Laurendeau-Dunton et la politique linguistique de l'entreprise privée, telle qu'exprimée dans les mémoires présentés à la Commission d'enquête sur la situation du français et sur les droits linguistiques au Québec*.

DE BROUWER, Jean-Claude, *Le français « langue de travail »: ce qu'en pensent les élites économiques du Québec* (Centre de Sondage du Québec/International Surveys Ltd.).

DÉOM, André, *Évolution des exigences linguistiques des familles de fonction dans les entreprises québécoises pour les quinze prochaines années*. (Ducharme, Déom et Associés).

DIDIER, René, *Le processus des choix linguistiques des immigrants au Québec*. (Le Centre d'Études et de Documentation Européenne de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal).

DUFOUR, André, *Étude de la législation récente en matière linguistique dans les provinces d'Ontario, du Manitoba et du Nouveau-Brunswick*.

*Étude de la réglementation municipale en matière linguistique au Québec*.

*Étude de la législation fédérale en matière linguistique*.

FRIEDRICH, Carl, *Acquired Rights*.

GAGNE, Soucy-D., *Les mass media, l'attachement à la langue et les modèles linguistiques au Québec en 1971*. (Sorécom).

*Étude concernant la langue française dans les agences de publicité au Québec*. (Sorécom).

GOUSSE, Claude, *Pratiques et usages linguistiques de la clientèle québécoise en rapport avec des organismes de service: une étude qualitative*. (Centre de Recherche en Opinion Publique Inc./C.R.O.P.)

HAMELIN, Jean, *La dimension historique du problème linguistique*.

INAGAKI, Morido et DAGENAI, Marcel, *Analyse économique des possibilités d'implantation du français comme langue de travail au Québec*. (Institut international d'économie quantitative), comprenant:

« *La pénétration francophone et l'emploi du français au niveau des cadres dans les entreprises au Québec: La situation actuelle* »;

« *The potential penetration of Francophones into management positions in Quebec* »;

« *Population de diplômés d'âge actif au Québec* »;

« *Étude sur les diplômés en sciences appliquées au Québec* »;

« *Coût de la « francisation » des entreprises manufacturières et commerciales au Québec: Cadre conceptuel et méthodologie* »;

« *L'utilisation du français comme langue de travail au Québec: Possibilités et contraintes économiques* »;

« *The relationship between the annual demand and supply of engineering and business graduates for management* ».

LAMONTAGNE, Roland, *St-Léonard — un cas de conflit social*.

LASSWELL, Harold D., *Elites and elite formation*.

LEIBHOLZ, Gerhard, *Legal protection of racial and linguistic minorities in Europe*.

LÉON, Jorge, *La presse des groupes ethniques au Québec*.

McNAMARA, John, et EDWARDS, John, *Attitude to learning French in English-speaking schools of Québec*.

MALSERVISI, Mauro-F., *La contribution des Québécois des autres groupes ethniques que français et britanniques au développement du Québec*.

MORRISON, R.W., *The use of French and the development of Francophones in business in Québec*.

SAVARD, Jean-Guy et DAIGLE, Monique, *Les tests de langue seconde au Québec*.

SCOTT, Stephen Allan, *Some concepts basic to legal rights*.

SHEPPARD, Claude-Armand, *Inventaire commenté des droits linguistiques au Québec*.

*Monographie sur les droits linguistiques en Yougoslavie.*

*Réglementation fédérale et provinciale de la langue de la publicité.*

*Portée socio-juridique de la juridiction provinciale en matière de langue.*

STERN, H.H., *Report on Bilingual Education*. (The Ontario Institute for Studies in Education).

VAN DER MEERSCH, W.J. Ganshof, *Les droits linguistiques et culturels des minorités en Europe*.

VEAUDELLE, Jean-Maurice, *Les sièges sociaux et l'environnement québécois*, synthèse préparée pour la Commission.

N.B. On trouvera dans le rapport sur les droits linguistiques la liste des experts qui ont fourni des opinions juridiques sur les questions du français comme langue officielle ou comme langue de travail.

### Liste des rapports de synthèse

Laporte, Pierre E.	<i>L'usage des langues dans le monde du travail au Québec.</i>
Sheppard, Claude-Armand	<i>Les droits linguistiques au Québec.</i>
Malservisi, Mauro-F. et Barsony, André	<i>Les autres groupes ethniques et l'épanouissement du français.</i>
Boudreault, Marcel	<i>Qualité de la langue.</i>
Laforge, Lorne	<i>L'enseignement du français, langue seconde, aux cadres non-francophones, dans les entreprises, les services, les maisons d'affaires et les industries du Québec.</i>
Langevin, Claude	<i>L'école francophone et l'enseignement du français, langue maternelle.</i>
Paré, Marcel	<i>La langue de la publicité.</i>
Gascon, Pierre	<i>L'utilisation des langues par les consommateurs francophones et anglophones dans le domaine de l'information et des divertissements.</i>
Charbonneau, Hubert et Maheu, Robert	<i>Les aspects démographiques de la question linguistique.</i>

# Table des matières

<b>Arrêtés en conseil .....</b>	<b>IV</b>
<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>1</b>
<b>Première partie:</b>	
<b>La situation du français dans les activités de travail .....</b>	<b>9</b>
<b>Chapitre premier – La situation .....</b>	<b>11</b>
<b>A. L'utilisation du français dans les communications de travail .....</b>	<b>11</b>
1. La main-d'œuvre québécoise: sa composition linguistique et régionale .....	12
2. L'utilisation des langues dans l'ensemble de la main-d'œuvre .....	16
3. L'utilisation des langues dans la population du Québec .....	19
4. L'utilisation du français par la main-d'œuvre francophone .....	28
a) Le contenu de français des communications de travail des francophones .....	28
1) La prédominance du français chez les francophones .....	30
2) La concurrence de l'anglais dans les communications générales des sous- groupes de la main-d'œuvre .....	32



3) La concurrence de l'anglais dans les communications spécifiques de travail .....	40
b) La répartition régionale des travailleurs bilingues francophones .....	49
c) L'extension du bilinguisme dans les groupes de travailleurs francophones .....	52
5. L'utilisation du français dans les communications de travail de la main-d'œuvre anglophone .....	54
a) La prédominance de l'anglais dans les communications générales de travail .....	56
b) La prédominance de l'anglais dans les communications spécifiques de travail .....	59
c) La répartition régionale des travailleurs bilingues anglophones .....	60
6. L'utilisation du français par les membres du tiers groupe linguistique .....	63
a) La prédominance de l'anglais .....	63
b) La prédominance du français .....	66
7. Les situations qui conditionnent l'utilisation du français .....	66
a) La situation régionale .....	67
b) La situation sur le plan des communications de travail .....	70
c) Les situations sur le marché du travail .....	72
d) Les travailleurs types .....	81
e) Les facteurs les plus déterminants dans l'emploi des langues pour chaque groupe linguistique .....	82
B. La prépondérance de l'anglais sur le marché du travail québécois .....	84

1. La prépondérance de l'anglais dans les communications administratives et techniques des travailleurs .....	85
2. La prépondérance de l'anglais dans les communications verbales .....	90
3. La prépondérance de l'anglais dans les exigences linguistiques sur le marché du travail .....	97
a) La compétence dans la langue de l'autre au sein de la main-d'œuvre .....	97
b) La compétence dans la langue de l'autre au niveau des cadres de l'entreprise privée .....	102
c) Les exigences linguistiques au cours de la carrière de travail .....	102
d) Les exigences linguistiques selon le niveau d'éducation .....	108
C. Conclusion .....	111

## Chapitre deuxième

<b>Les obstacles au plein épanouissement et à la diffusion du français dans tous les secteurs d'activité .....</b>	<b>113</b>
--	------------

A. La ségrégation et la stratification socio-économiques dans le monde du travail québécois .....	114
1. Autonomie linguistique et ségrégation .....	114
2. Prépondérance de l'anglais et stratification .....	118
B. Le cadre économique .....	126
C. Le cadre juridique .....	131
D. Le cadre social .....	139
E. L'attitude des travailleurs face à un éventuel accroissement de l'utilisation du français au travail .....	141

1. L'attitude des travailleurs francophones .....	141
2. L'attitude des travailleurs anglophones .....	145
3. L'attitude des travailleurs du tiers groupe .....	146
4. Les obstacles à un éventuel accroissement de l'utilisation du français au travail .....	146

### **Chapitre troisième**

<b>Les conditions du plein épanouissement et de la diffusion du français dans tous les secteurs d'activité .....</b>	<b>151</b>
--	------------

A. L'objectif et les moyens .....	151
B. L'objectif: le français langue commune des Québécois ....	153
C. Les moyens pour faire du français la langue commune des Québécois .....	154
1. Le français seule langue officielle du Québec .....	154
2. Le français, langue des communications internes des milieux de travail, au Québec .....	155
3. La bilinguisation des cadres anglophones unilingues de l'entreprise privée .....	159
4. La francophonisation des cadres moyens et supé- rieurs de l'entreprise privée .....	164
5. Francophonisation et bilinguisation des cadres anglophones de l'entreprise privée .....	170
6. Le coût de la bilinguisation .....	171
7. La régionalisation administrative et technologique des entreprises .....	172
8. La diffusion du français comme langue technique et comme langue d'usage des opérations courantes du personnel des entreprises .....	173
9. Le français comme langue de l'administration juridique et financière des entreprises .....	175

LA LANGUE DE TRAVAIL .....	375
10. La connaissance d'usage du français comme exigence pour l'exercice d'un métier ou d'une profession .....	176
D. Recommandations complémentaires .....	179
— Monde des affaires — sièges sociaux .....	180
— Les maisons d'enseignement supérieur .....	183
E. La mise en œuvre des recommandations .....	186
1. Intervention de l'Etat .....	186
a) Loi provinciale sur le statut des langues .....	186
b) Amendements au Code du travail .....	192
c) Amendements à la loi régissant les corporations professionnelles .....	194
2. Le rôle des entreprises .....	195
 <b>Chapitre quatrième</b> <b>Les effets de l'intégration économique sur la compétence</b> <b>des francophones en langue anglaise .....</b>	    201
 <b>Deuxième partie:</b> <b>La situation du français dans les activités de</b> <b>consommation .....</b>	   213
<b>Introduction .....</b>	<b>215</b>
 <b>Chapitre premier</b> <b>Le degré d'attachement des consommateurs francophones à leur</b> <b>langue et les moyens de diffuser le français dans les activités</b> <b>de consommation .....</b>	    219
 <b>Chapitre deuxième</b> <b>Les pratiques linguistiques dans les entreprises de services du</b> <b>secteur privé .....</b>	   225

A. La législation québécoise en matière de langue des affaires .....	226
B. La juridiction québécoise en matière de langue des affaires .....	227
C. Les communications individuelles .....	228
1. La situation dans les communications individuelles .....	228
2. Evolution de la situation .....	232
3. Analyse de la situation .....	233
4. Des propositions de changement .....	234
D. Les communications générales .....	236
1. Les modes d'emploi .....	236
2. L'étiquetage et l'emballage .....	237
3. Les raisons sociales .....	239
4. L'affichage .....	243
5. Les contrats de nature commerciale .....	244
Conclusion .....	246

### **Chapitre troisième**

#### **Les pratiques linguistiques dans les organisations de services des secteurs public et para-public .....**

247

A. Les secteurs municipal, scolaire et hospitalier .....	247
1. Le secteur municipal .....	248
a) La réglementation .....	248
1) La Loi des cités et villes .....	248
2) Le Code municipal .....	248
3) Les lois des communautés urbaines .....	249
4) La charte de la cité de Montréal .....	249

LA LANGUE DE TRAVAIL	377
b) Les pratiques linguistiques	250
1) D'après des renseignements officiels et des informateurs clés de la fonction publique	250
2) Selon les renseignements fournis par les administrateurs municipaux	251
c) Analyse de la situation	253
2. Le secteur scolaire	254
3. Le secteur hospitalier	256
4. Des propositions de changement	261
B. Le Gouvernement du Québec	267
1. La situation	268
a) Les exigences linguistiques	268
b) Les communications orales et écrites	269
c) Les publications du Gouvernement	270
2. La législation actuelle	271
3. Juridiction québécoise sur la langue de l'administration	272
4. Des propositions de changement	272
a) Les communications avec les citoyens	272
b) Les communications avec les organismes	273
c) Les publications de l'administration	273
d) L'affichage	274
e) Les tribunaux	275
Conclusion	276
C. Le secteur québécois de l'administration fédérale	276
1. La situation	277
2. Les possibilités de changement	281

**Chapitre quatrième –**

<b>Les habitudes linguistiques dans la consommation des produits d'ordre intellectuel et d'ordre culturel .....</b>	<b>285</b>
<b>A. Le secteur de l'information .....</b>	<b>285</b>
1. Les supports matériels de l'information et des divertissements collectifs .....	286
2. La situation .....	286
a) Les quotidiens et les hebdomadaires .....	286
b) La télévision .....	287
c) La radio .....	288
d) Les livres et les périodiques .....	289
e) Les films .....	289
3. Analyse de la situation .....	290
4. Recommandations .....	291
<b>B. Le secteur de la publicité .....</b>	<b>296</b>
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE .....</b>	<b>299</b>
<b>RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>305</b>
<b>OBSERVATIONS PERSONNELLES ET COMPLÉMENTAIRES DU COMMISSAIRE GAGNÉ .....</b>	<b>322</b>
<b>APPENDICES .....</b>	<b>327</b>
I - Déroulement des travaux de la Commission .....	327
II - Liste des audiences publiques .....	332
III - Plan de la région métropolitaine de recensement de Montréal .....	333
IV - Pourcentage général d'utilisation du français pour chacune des catégories de la main-d'œuvre: tableaux détaillés .....	334
V - Tableaux portant sur la population des diplômés francophones et anglophones du Québec .....	337

LA LANGUE DE TRAVAIL	379
VI - Organigramme de la Commission pour la diffusion de la langue française .....	350
VII - Evaluation des exigences linguistiques des familles occupationnelles: grille d'évaluation et texte explicatif .....	351
VIII - Aperçu sur les recherches de la Commission .....	359
TABLE DES MATIÈRES .....	371





ATELIERS DES SOURDS (Montréal) Inc.  
85 ouest, rue DeCASTELNAU - MONTREAL 327

Créée en décembre 1968, la *Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques* (couramment identifiée comme la *Commission Gendron*) a remis son rapport au Gouvernement du Québec le 31 décembre 1972.

Le *Livre premier* de ce rapport, qui fait l'objet du présent volume, traite de la situation du français comme langue d'usage dans les activités de travail et de consommation des Québécois. Cette tranche envisage les faits sous un angle purement linguistique, tout en faisant ressortir les relations d'ordre socio-économique des données recueillies.

Les deuxième et troisième livres du rapport, publiés en deux autres volumes, s'intitulent respectivement «*Les droits linguistiques*» et «*Les groupes ethniques*».

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL A 026 475



l'Éditeur officiel du Québec